[illegible]

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — Nº 9866 42 PAGES — JEUDI 14 OCTOBRE 1976

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, $ 0,65 ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

Liban
SE SYRIEN
ENCERAN
S SAIDA

L'offensive syrienne se développe au Liban

LIRE PAGE 4

LA FRANCE

L'épuration de la gauche chinoise s'étend dans le parti et dans la presse

La victoire de l'appareil

La crise politique actuelle est sans doute la plus profonde qu'ait connue le régime chinois depuis sa fondation en 1949. Les sphères dirigeantes ont, dans le passé, été fréquemment secouées, notamment par la ténébreuse « affaire Lin Piao ». Mais aussi longtemps que vivait Mao les luttes de tendances ou les querelles de clans étaient finalement tranchées ou conclues, dans un sens ou dans l'autre, par l'arbitre suprême.

Il est aujourd'hui frappant de constater combien l'équilibre au sommet était fragile : les adversaires politiques s'affrontent un mois seulement après la disparition du président. Il fallait d'ailleurs que cette unité fût factice avant même le 9 septembre pour que, sous le prétexte d'honorer les héros du séisme de Tang-Chan, les dirigeants aient tenu à se présenter en public toutes tendances confondues. Au sommet, la division entre la « gauche » et les « modérés » ne pouvait se manifester aussi longtemps que le Grand Timonier n'avait pas rendu son dernier soupir.

Les divisions ont été si profondes que les instances qui doivent statutairement désigner les dirigeants du parti — comité central ou, pour le moins, bureau politique — ne pouvaient presque plus siéger. Lors de l' « affaire Teng Hsiao-ping », au début de cette année, la presse écrivait que le comité central était coupé en deux. Il s'agissait alors de lutter contre le « vent déviationniste de droite », incarné par M. Teng. Le chef de file des « révisionnistes » a été écarté de la scène, mais voici qu'apparaît aujourd'hui une nouvelle « coupure en deux ». A force de se diviser, de se fragmenter jusqu'à l'atomisation, l'instance suprême du bureau politique — le comité permanent — ne compte plus désormais que deux membres...

La Chine n'est pas pour autant exsangue. Son économie ne se porte pas mal, le ravitaillement est assuré partout, la population ne paraît guère troublée, et, pour agité qu'il soit, le régime s'offre le luxe, en pleine crise, de recevoir, comme si de rien n'était, des délégations étrangères et même le premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Mais la faction qui semble désormais mener le jeu sous la direction de MM. Hua Kuo-feng et Li Hsien-nien, avec, sans doute, l'appui de nombreux responsables militaires, n'est pas précisément celle au nom de laquelle, il y a exactement dix ans, se soulevaient les « rebelles » de Changhaï, et les gardes rouges qui affluaient sur la place Tien-An-Men. Mao prédisait d'autres soulèvements antibureaucratiques. Aujourd'hui, les « modérés » au pouvoir arrêtent ceux qui avaient pris la tête de la tendance de gauche de la révolution culturelle.

Ils avaient dès cette époque pris en main en grande partie les organes de propagande et formé un clan d'où le népotisme n'était sans doute pas absent. Ne retrouve-t-on pas dans ce groupe la veuve de Mao, le neveu du président et deux personnalités qui auraient épousé des filles de l'ancien président ? Ce groupe de brillantes intelligences devait en grande partie son existence à la protection de Mao. Il avait et a encore une base sociale, chez les étudiants notamment, encore que, même dans ces rangs-là, des signes de désillusion aient été notés. En revanche, il ne commandait pas les leviers fondamentaux sans lesquels tout coup d'Etat, ou même toute prise légale du pouvoir, ne peut réussir : la sécurité, l'armée, la machine du parti, les organisations régionales, si puissantes en Chine.

Dans ces conditions, il est naturel que M. Hua Kuo-feng et ses amis l'emportent. La lutte pour le pouvoir est-elle pour autant terminée ? Les « vents » de droite, de gauche, ou d'ailleurs, risquent de continuer à souffler. Et il sera de plus en plus difficile de se réclamer de la pensée de Mao pour rétablir l'ordre au sommet.

La répression des forces dites « de gauche » s'étend en Chine. Une quarantaine de personnalités auraient été arrêtées à la suite de la découverte d'un « complot » fomenté par la veuve de Mao et les dirigeants du « groupe de Changhaï ». Il s'agirait notamment du ministre de la culture, M. Yu Hui-yung, et d'intellectuels exerçant une influence dans la presse. La police aurait perquisitionné dans les bureaux de l'université Peita de Pékin. Les porte-parole n'infirment ni ne confirment ces rumeurs.

Il est cependant clair que l'aile dite « modérée » est en train d'éliminer de la scène politique la tendance « radicale ». Mais, si M. Hua Kuo-feng, nouveau président du comité central du parti, consolide son pouvoir, la crise ne semble pas terminée pour autant. On attend toujours la nomination d'un nouveau premier ministre et, bien sûr, de nouveaux membres du bureau politique et de son comité permanent. Cette crise, qui dure depuis samedi, n'a pas empêché mardi M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre, de déclarer que « la situation est excellente en Chine ».

● A MOSCOU, *où l'éviction de la « gauche », et notamment de la veuve de Mao, ne peut pourtant que réjouir les dirigeants, aucune information n'a été publiée au sujet des remous politiques à Pékin.*

● A PARIS, *M. Giscard d'Estaing a reçu, ce mercredi, à déjeuner M. Chiao Kuan-hua, ministre chinois des affaires étrangères, qui regagne Pékin après avoir participé aux travaux de l'Assemblée générale de l'ONU.*

De notre correspondant

Pékin. — La capitale bourdonne de toutes sortes de rumeurs. La dernière en date, mercredi 13 octobre, fait état de l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes — trente ou quarante, selon les diverses versions qui circulent, — parmi lesquelles le ministre de la culture, M. Yu Hui-jung et un neveu du président Mao, M. Mao Yuan-hsin, ancien secrétaire du parti dans le Liaoning, qui avait pris, croit-on, depuis le printemps, des fonctions dans les services du comité central à Pékin. Ces personnalités auraient été appréhendées en même temps que les quatre membres du bureau politique représentant la tendance le plus à gauche du parti — Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan — et leur seraient politiquement associées.

D'autres rumeurs font état d'une réunion soit du comité central, soit du bureau politique « élargi », qui se prolongerait depuis plusieurs jours, à fois pour entériner les décisions récentes et pour combler les nouveaux vides creusés dans les organes supérieurs du parti.

Que dit-on encore ? Que M. Teng Hsiao-ping était récemment à Canton et qu'il serait même venu jusqu'à Pékin en compagnie du commandant de la région militaire de Canton, le général Hsu Shih-Yu, qui se trouve être en même temps membre du bureau politique. Interrogés sur tous ces bruits, que les observateurs étrangers sont incapables de vérifier, les porte-parole répliquent par le « *pas de commentaire* » devenu rituel ou déclarent, à propos des déplacements supposés de M. Teng Hsiao-ping, « *prendre note* » des demandes d'information. Personne ne s'offusque le moins du monde des questions posées et qui, concernant, par exemple, l'arrestation de la veuve du président Mao et de trois autres membres du bureau politique, auraient pu avoir il y a quelques jours encore un caractère sacrilège. Personne ne parle de « *fabrications* » et l'atmosphère de ces conversations est, au contraire, très détendue, comme si chacun devait apprécier l'intéressant suspense qui se prolonge sur le sort du régime et de ses dirigeants.

Tout le monde ne juge pas l'affaire exactement sur le même ton, et M. Julian Plostinaru, membre du comité central du P.C. roumain, qui a été reçu lundi par un des membres du bureau politique chinois, M. Chi Teng-kuei, s'est tout de même un peu étonné, paraît-il, qu'en tant que représentant d'un « parti frère » on ne consente pas même à lui dire dans quelles conditions, et par qui, M. Hua Kuo-feng avait été nommé « à la tête » du comité central du P.C.C.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 3.)

Les incertitudes économiques et politiques entraînent une nouvelle baisse du franc

Le débat sur les premières mesures de lutte contre l'inflation devait se poursuivre, mercredi et jeudi, à l'Assemblée nationale. Le premier ministre s'est expliqué, mardi 12 octobre, sur les raisons qui l'ont conduit à ne pas retenir l'imposition du capital dans son plan ; il a souligné les inconvénients qu'elle entraînerait, dans les circonstances économiques actuelles, mais n'en a pas rejeté le principe. Il a confié aux commissions des finances des deux assemblées le soin d'en étudier l'opportunité et les modalités.

La prudence du premier ministre n'a pas suffi, semble-t-il, à rassurer les milieux financiers. La baisse du franc amorcée mardi s'est en effet accélérée ce mercredi matin sur les marchés des changes : les cours du dollar et du deutschemark sont passés respectivement de 4,9950 F à 5,02 F et de 2,04 F à 2,06 F.

Cette baisse du franc, qui s'est accompagnée mardi d'un très sensible recul des cours des valeurs françaises à la Bourse de Paris, traduit les inquiétudes des milieux industriels et financiers tant en ce qui concerne la pérennité de la reprise et les effets du plan Barre que le maintien de la majorité actuelle au pouvoir.

Un sondage de la SOFRES réalisé à l'occasion du forum de « l'Expansion » sur les socialistes face aux responsabilités économiques révèle en effet que 73 % des chefs d'entreprise interrogés estiment probable une victoire de la gauche aux élections de 1978.

La défiance de la Bourse

La Bourse de Paris a connu mardi une séance « noire », l'une des plus désastreuses de ces dernières années. La baisse moyenne des cours a atteint 3 %, certains titres perdant jusqu'à 9 %. Rien n'a échappé au carnage. Parmi les grandes valeurs traditionnelles, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, tombaient à leurs plus bas niveaux historiques (en francs courants, qui plus est), tandis que la sidérurgie accentuait sa descente aux enfers, et que, pêle-mêle, l'alimentation, les banques, la construction électrique, étaient lourdement touchées.

Même les valeurs dites de croissance, précédemment recherchées par les investisseurs, comme Carrefour, Club Méditerranée, Maison Phénix, ont fléchi sous l'assaut des ventes bénéficiaires qui ont également pesé sur des titres comme L'Air liquide, considéré pourtant comme l'un des piliers du « temple ». On se croyait revenu aux plus mauvais jours de l'automne 1974, lorsque la mise en œuvre du plan de refroidissement et l'approche d'une récession mondiale provoquèrent une belle déroute boursière. Mais, queqlues mois après, l'anticipation d'une reprise générale des économies déclencha une remontée spectaculaire des cours.

Cette fois, les boursiers sont beaucoup plus sombres et parlent d'une crise de confiance à tous les niveaux et sur tous les plans, les appréhensions d'ordre politique venant s'ajouter à celles d'ordre économique. Depuis quelques temps déjà l'essoufflement de la reprise a « douché » les espoirs placés dans l'amélioration après le désastre de 1975. La stagnation des investissements industriels, en France comme à l'étranger, les nuages qui s'accumulent à nouveau sur la sidérurgie, n'incitent guère à l'optimisme.

A Paris, la chute moyenne des cours depuis le début de l'année atteignait déjà 20 % ces derniers jours, la déception des opérateurs se révélant encore plus clairement avec l'effondrement de valeurs qui firent l'illustration de la Bourse, comme Poclain, pionnier de la pelle hydraulique, dont l'action a fléchi de 45 % en trois semaines après l'annonce de licenciements.

A l'extérieur de nos frontières, la situation n'est guère meilleure. La Bourse de New-York vient de baisser de près de 10 % en l'espace de quinze jours, précisément sur la crainte d'un ralentissement de l'expansion.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 40.)

« La révolution culturelle » des socialistes

La gauche, ou en tout cas le parti socialiste (la distinction pourrait être évidemment de la première importance), a-t-elle fait, pour reprendre l'expression décidément en vogue parmi les hommes politiques français et dont a usé à son tour M. Michel Rocard, sa « révolution culturelle » ? Dans quelle mesure les dirigeants du P.S. arrivés aux postes de commande, à la suite d'une élection victorieuse en 1978, voudront-ils, ou plutôt pourront-ils, conformer leur politique à leur nouveau schéma de pensée ?

A écouter, mardi, M. François Mitterrand et les principaux collaborateurs, sinon successeurs éventuels, au sein du parti, M. Michel Rocard, M. Pierre Mauroy et M. Jean-Pierre Cot, qui ont tous participé au forum organisé par *l'Expansion* sur le thème « Les socialistes face aux responsabilités économiques », on doit constater que, de ce côté-là de la scène politique une extraordinaire évolution, qu'on n'ose pas appeler « *révolution des idées* », s'est produite. Et il est difficile de n'y voir que le souci, après tout légitime, et bien sûr non absent des débats, du plus grand parti de la gauche de gagner des voix où il doit en gagner, s'il veut l'emporter dans la compétition électorale, c'est-à-dire au centre.

Lorsque M. Michel Rocard déclare comme une « *évidence* » que « *la régulation du marché est globale* », il reconnaît du même coup, ce qu'il a fait publiquement, que tel n'était pas naguère l'avis des socialistes, tout juste disposés qu'ils étaient à faire au mécanisme fondamental de l'économie libérale quelques concessions, en lui abandonnant tel ou tel secteur. Aujourd'hui, le ton a changé. Ce qui jadis était présenté comme l'exception devient la règle. Dieu sait si le programme commun de la gauche, bien qu'il s'inscrive au moins en principe dans le cadre d'une économie de marché, abusait de la notion de « sélectivité » qui lui est, dans son essence, contraire. Sélectivité dont la séduction (en dehors du fait qu'elle justifie l'interventionnisme permanent de l'administration dans la vie économique) tient en une seule proposition : prises *isolément*, la plupart des raisons invoquées pour fausser le jeu de la concurrence sont presque toujours justifiées. PAUL FABRA.

(Lire la suite page 39.)

La pédale douce de l'économie giscardienne

par PIERRE DROUIN

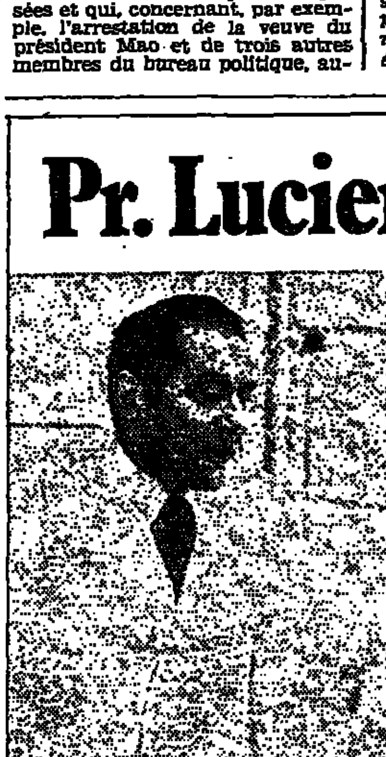
M. Giscard d'Estaing s'excuse de parler d'économie dans son livre *Démocratie française*. Coquetterie ? Non pas. Ayant pris le parti de donner à son essai une forme littéraire, le président de la République redoutait de devoir alourdir sa démarche en traitant du marché, de la planification, du plein emploi, de l'inflation, et en citant des chiffres. Mais comment éviter d'évoquer ces sujets qui sont — ô combien ! — « au cœur du débat » d'aujourd'hui !

Un geste de modestie pour commencer : « *D'importants progrès nous restent à accomplir pour assurer à la collectivité la maîtrise réelle de son évolution économique.* » Tant d'années passées rue de Rivoli ont permis à M. Giscard d'Estaing de se rendre compte qu'entre les prévisions et les réalités, les actions et les résultats, d'assez jolis gouffres pouvaient s'ouvrir. L'opposition ne se fait pas faute de le lui rappeler. Il a l'élégance d'en convenir. Mais toute imparfaite que puisse être la gestion économique de ses vœux, elle est un modèle d'efficacité face à celle des pays « collectivistes ».

Le « collectivisme », mot qu'on retrouve à tout bout de champ sous la plume de notre auteur a une solide vertu : ses connotations sont suffisamment repoussantes pour aider à faire mieux passer son contraire qu'est le libéralisme avancé. Combien de fois opposera-t-il ainsi son système à l'autre, sans trop se préoccuper de l'entre-deux ? Démarche un peu simple dans la mesure où, à juste titre, M. Giscard d'Estaing veut éloigner les Français du manichéisme.

La direction de l'économie « assistée » par le marché, voilà un thème que M. Mitterrand aurait pu exploiter autant que M. Giscard d'Estaing. C'est sagesse d'écrire qu'« *une économie décentralisée et conduite constitue, par rapport à une économie à planifier autoritaire, même qualifiée de démocratique, une forme supérieure d'organisation sociale, permettant d'articuler le conscient sur le spontané* ».

(Lire la suite page 11.)



Pr. Lucien Israël

"Le cancer aujourd'hui"

"Dédramatiser le cancer, non seulement dans l'opinion, mais aussi parmi les médecins est devenu aujourd'hui indispensable..."

grasset

M.B.C.

AU JOUR LE JOUR

Longue marche à suivre

En quelques jours, le profil politique de la France a changé : d'un côté, M. Chirac nous annonce une révolution culturelle au sein de l'U.D.R., de l'autre M. Giscard d'Estaing nous propose son petit livre bleu et blanc.

Et voilà notre pays plongé dans le grand frisson des destins collectifs : d'un côté, la révolution culturelle du camarade Chirac qui va révolutionner la culture du bulletin de vote pour la récolte de 1978, de l'autre côté le grand bond en avant proposé par le camarade Giscard qui dessine notre horizon.

Pour faire le joint entre la révolution culturelle et la terre promise, il reste la place pour un second volume nous indiquant la marche à suivre.

Jusqu'à présent, c'est toujours l'actualité qui a écrit ce genre de bouquin. Et à compte d'auteur.

BERNARD CHAPUIS.

« FRENCH ORDINATEURS »

La grande « magouille »

French Ordinateurs. Tel est le titre d'un livre ahurissant, de J. Jublin et J.-M. Quatrepoint, qui explique, révèle, démonte les mécanismes, les machinations, les trahisons, les luttes d'influence, le choc des intérêts, le démon des ambitions personnelles qui ont dominé et secoué le monde de l'informatique en France ces douze dernières années. Un titre éloquent qui signifie tout simplement que la conception et la fabrication de nos ordinateurs sont tombées entre les mains des Etats-Unis d'Amérique non sans que l'Etat ait engouffré et continue d'engouffrer des sommes énormes pour le plus grand bénéfice d'intérêts privés et étrangers. Certes, ce livre ne sera pas ahurissant pour tout le monde. La poignée de responsables qui ont agi, le plus souvent, dans l'ombre des états-majors industriels et des cabinets ministériels le trouveront peut-être incomplet et à coup sûr... saumâtre. Mais les citoyens, eux, n'en croiront pas leurs yeux ! L'ouvrage soulève simultanément deux questions.

D'abord, que s'est-il vraiment passé dans les coulisses entre le 22 juillet 1964, date à laquelle la Compagnie française des machines Bull passa sous le contrôle, américain, de la General Electric, et le 1er juillet 1976, jour où la société française C.I.I. devint officiellement la C.I.I.-Honeywell-Bull ? Ensuite, comment s'élaborent et se prennent les décisions qui engagent l'avenir de la France et par qui sont-elles prises ? Voici le général de Gaulle, au début de l'année 1963, qui songe à doter la France de la bombe H et qui fait poursuivre les expériences en dépit des protestations hypocrites des Etats-Unis, de l'Union soviétique et aussi de ce « clan » qui, en France, devient régulièrement hystérique lorsqu'il s'agit de mener à bien un projet national quel qu'il soit.

RENÉ-VICTOR PILHES.

(Lire la suite page 38.)

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Les chrétiens-démocrates espèrent former une coalition avec les libéraux dans plusieurs Länder

Au lendemain des élections législatives, la vie politique ouest-allemande se déplace de Bonn vers les Länder. La constitution éventuelle de coalitions de la démocratie chrétienne et des libéraux dans des régions est maintenant au centre des discussions. La question essentielle concerne l'attitude des gouvernements de Basse-Saxe et de Sarre au Bunbesrat. La démocratie chrétienne, qui dispose actuellement de 26 voix au Conseil fédéral, contre 15 à la coalition libérale-socialiste, veut renforcer la position de ses deux gouvernements minoritaires à Hanovre et à Sarrebruck en attirant le F.D.P.

L'attitude vis-à-vis des libéraux constitue d'ailleurs une pomme de discorde entre la C.D.U. et la C.S.U. ; M. Strauss est partisan d'une ligne dure par rapport au F.D.P. Pour les libéraux, il s'agit de démontrer leur indépendance vis-à-vis des sociaux-démocrates, sans être obligés d'adopter au Bundesrat une attitude hostile à un gouvernement fédéral dont ils font partie.

En Hesse, le problème ne se pose pas. Pour l'élection du nouveau ministre-président qui a eu lieu le 12 octobre, à la suite de la démission de M. Osswald (le Monde *du 5 octobre), les libéraux sont restés fidèles à la coalition libérale-socialiste, moins par conviction que par hostilité à la C.D.U. locale, dominée par une aile droite intransigeante. M. Holger Boerner, secrétaire général de la S.P.D., a été élu, comme prévu.*

Les fruits de la corruption

De notre envoyé spécial

Wiesbaden. — Les bureaux de vote étaient fermés depuis moins d'une minute quand M. Albert Osswald annonça, au soir des élections législatives, le dimanche 3 octobre, sa démission. Ce ne fut pas une surprise. Le départ du ministre-président de Hesse, attaqué de toutes parts et impliqué dans une multitude de scandales, était attendu.

Mais le moment choisi est apparu comme le dernier « truc » d'un homme politique aux abois. A vrai dire, les difficultés de M. Osswald ont commencé dès 1970, un an après son élection à la tête du gouvernement de Wiesbaden. Le parti social-démocrate, au pouvoir depuis la création du Land de Hesse, au lendemain de la guerre, voyait son pourcentage de voix tomber de 51 % à 46 %. Obligé de former une coalition avec les libéraux, le S.P.D. considéra la perte de sa majorité absolue comme un « accident ». Mais la chute s'est poursuivie jusqu'aux élections régionales de 1974, lorsque le parti recueillit seulement 43,2 % des suffrages. La démocratie chrétienne devenait le premier parti de la « Hesse rouge ».

La lutte des tendances

M. Osswald n'est pas seul responsable de cette dégradation. Le S.P.D. de Hesse, plus occupé à vider ses querelles internes qu'à soutenir la politique de ses dirigeants, y est pour beaucoup. En 1969, la Hesse passait encore pour un *« modèle de démocratie »*. Elle était un peu la Suède de l'Allemagne fédérale. Elle avait réalisé des réformes dont les autres Länder osaient à peine rêver. On y trouvait la plus grande proportion de bacheliers, la plus forte progression des rendements agricoles, la mortalité infantile la plus faible, les équipements sociaux collectifs les plus développés, à la ville comme à la campagne.

En Hesse du Sud, la fédération social-démocrate comptait parmi les plus progressistes du S.P.D. Dès 1964, par exemple, elle avait réclamé la « normalisation » des relations avec la R.D.A., ce qui était alors une cause d'exclusion dans beaucoup d'autres fédérations. Alors que la fédération de Hesse du Nord suivait docilement les directives de Bonn, le. sociaux-démocrates du Sud discutaient de nationalisations, de lutte contre la spéculation foncière et le pouvoir des banques, du contrôle des investissements privés.

Tacticier habile, M. Osswald passa le plus clair de son temps à arbitrer entre les différentes tendances, en essayant de se concilier toujours la plus forte. Pendant ce temps, son gouvernement ne restait pas inactif, mais agissait avec beaucoup de maladresse. Conduite dans la hâte, et mal expliquée, la création d'écoles secondaires intégrées (regroupant lycées et collèges) a dressé contre le gouvernement un grand nombre de parents d'élèves. Les nouveaux programmes de sciences sociales ont donné l'impression d'être l'œuvre de « marxistes » parce qu'ils introduisaient une critique des rapports sociaux. La démocratie chrétienne s'en est saisi pour dénoncer la *« manipulation des élèves »*.

Plus disposés à en découdre avec leurs adversaires au sein du parti qu'à expliquer la politique du gouvernement à l'opinion publique, les sociaux-démocrates de Hesse ont laissé faire, comme ils ont été incapables de prendre les décisions personnelles qui s'imposaient quand éclatèrent les premiers scandales. La banque du Land, H.L.B., a, au cours des dernières années, fait des affaires catastrophiques qui ont coûté 2 milliards de deutschemarks aux contribuables de Hesse.

M. Osswald, qui fut président du conseil de surveillance, ferma les yeux quand il ne poussa pas ses banquiers à se lancer dans des opérations de plus en plus douteuses. Certainement pas par appât personnel du gain mais plutôt pour le prestige qu'il pouvait en retirer et aussi pour son parti qui reçut quelques *« gratifications »*.

A Francfort, le S.P.D. n'a pas non plus été très regardant. Il a accepté des « dons » de sociétés qui se sont vu attribuer des concessions à l'aéroport de la ville, soit pour les parkings, soit pour les hôtels-restaurants. Les dirigeants sociaux-démocrates nient formellement qu'il existe un lien de cause à effet entre les « dons » et les concessions, mais les démocrates-chrétiens n'hésitent pas à parler de corruption.

Le parti libéral est bien embarrassé. *« Nous avons peu à peu appris à supporter les crises de notre partenaire »*, soupire M. Karry, ministre de l'économie. Il espère accroître son influence au sein de la coalition à l'occasion de la formation du nouveau gouvernement, mais il lui en coûte visiblement de le lancer encore dans une entreprise où il a peu à gagner.

Les libéraux n'ont pourtant pas le choix. La C.D.U. de Hesse, menée par M. Dregger, ami de de M. Strauss, représente la droite la plus intransigeante de la démocratie chrétienne. Le F.D.P. ne saurait s'allier avec elle. En fait, le sort de la coalition libérale-socialiste de Hesse dépend de l'évolution du rapport des forces au sein de la C.D.U.-C.S.U. Si l'aile modérée l'emporte sur les « durs », la C.D.U. deviendra à Wiesbaden, comme ailleurs, un partenaire possible pour les libéraux.

C'est bien ce que craignent les sociaux-démocrates, qui comptent sur le nouveau ministre-président, M. Holger Börner, ancien secrétaire général du S.P.D., pour redresser la situation. Homme d'appareil, M. Börner passe pour être un bon gestionnaire. Il lui reste deux ans avant les élections régionales de 1978 pour arrêter la progression de la démocratie chrétienne.

DANIEL VERNET.

● *M. Bernd Wyergraf, qui avait perdu sa chaire de littérature* à l'université de Stuttgart, vient d'être réintégré dans le corps enseignant. Le recteur lui avait reproché de s'être *« engagé activement »* pour le parti communiste (D.K.P.) pendant la dernière campagne électorale du Land. La décision de réintégrer M. Wyergraf est d'autant plus surprenante que la pratique du *berufsverbot* (interdiction professionnelle) est appliquée avec beaucoup de rigueur dans les Länder à direction chrétienne-démocrate (C.D.U.), comme c'est le cas à Stuttgart. — *(A.F.P.)*

Espagne

Les dirigeants des différents courants socialistes amorcent des regroupements

Première étape sur la voie d'un regroupement de toutes les formations socialistes espagnoles, les dirigeants du parti socialiste ouvrier espagnol, dont le secrétaire général est le jeune avocat sévillan Felipe Gonzalez, et le parti socialiste populaire, dont les principaux dirigeants sont MM. Tierno Galvan et Raul Morodo, sont tombés d'accord sur le principe d'une réunification de leurs formations respectives. Cette décision a été prise dimanche 10 octobre à Lisbonne, à l'issue d'une rencontre entre les trois leaders invités au Portugal par M. Mario Soares, chef du gouvernement et numéro un du parti socialiste portugais. Elle n'a pas encore été confirmée officiellement par les intéressés (« le Monde » du 13 octobre).

Elle n'étonnera personne. Les relations sont excellentes depuis quelques mois entre M. Tierno Galvan, l'un des porte-parole les plus influents de l'opposition démocratique, et l'état-major du parti socialiste ouvrier espagnol rénové (P.S.O.E.), qui souhaite réussir en Espagne une opération menée à bien par M. François Mitterrand en France : créer un grand parti socialiste moderne, puissant, capable de s'allier sans complexes à un parti communiste bien organisé. En quelques mois, le P.S.O.E. a certes conquis des positions solides grâce en particulier à l'action dynamique de M. Felipe Gonzalez, considéré à l'étranger comme le principal leader du socialisme espagnol. En Espagne même, la situation est plus subtile. Des rivalités de personnes, des conflits de tendances et des divergences politiques, ainsi que les susceptibilités « régionalistes », compliquent singulièrement cette tâche, pourtant jugée indispensable par tous, de la réunification de toutes les familles socialistes espagnoles. Les souvenirs de la guerre et de l'après-guerre civile paralysent, d'autre part, bien des tentatives de regroupement.

Le parti socialiste populaire (P.S.P.) de M. Tierno Galvan, minoritaire mais respecté, marque aujourd'hui ses distances à l'égard des communistes, avec lesquels il a longtemps pratiqué l'unité d'action. Mais la vraie question reste la place et le titre qui seraient accordés au professeur de l'université de Salamanque dans l'hypothèse d'une fusion. De leur côté, la majorité des membres du secteur « historique » du vieux parti socialiste ouvrier espagnol penchent, semble-t-il, également pour le regroupement. Seule une fraction des « historiques », dirigée par M. Salazar, qui a vécu en exil à Mexico, serait réticente. C'est de bon augure à la veille du congrès du parti socialiste ouvrier espagnol, qui doit avoir lieu à Madrid au début de novembre en présence de MM. Mitterrand, Soares, Brandt et Palme. Mais bien des obstacles restent encore à surmonter, en particulier auprès des « nationalités » catalanes et autres, avant de déboucher sur la formation d'un grand parti socialiste espagnol.

M. N.

● *M. Manuel Murillo* a été élu mardi 12 octobre nouveau secrétaire général de la branche « historique » du parti socialiste ouvriers espagnol. — *(A.F.P.)*

● *Cinq gardes civils* ont été identifiés comme ayant fait partie d'un commando d'extrême droite qui a profané le drapeau basque, mardi 12 octobre, dans les rues de Durango, près de Bilbao. — *(A.F.P.)*

Pologne

DÉNONÇANT LES ABUS DE POUVOIR DE LA POLICE

Un ancien ministre invite la population à défendre ses droits civiques

M. Wladislaw Bienkowski, qui fut ministre de l'éducation du temps de M. Gomulka, l'ancien premier secrétaire du parti ouvrier unifié, vient, apprenons-nous de Varsovie, dans un *« appel à la population et aux autorités polonaises »*, d'inviter à agir contre la « dégradation » dans les organes chargés de l'ordre public.

Les méthodes utilisées par ces organes, écrit M. Bienkowski, *« ne sont pas seulement contraires aux lois, elles provoquent de la part des citoyens dégoût et rejet »*. Les événements de juin, poursuit-il, ont fourni l'occasion d'en juger. *« Les personnes arrêtées ont été battues et soumises à la torture et, de la sorte, contraintes à se déclarer coupables des délits dont elles étaient accusées. Les tentatives pour ranimer dans notre pays les méthodes qui conservent la marque de la période de l'occupation et des pratiques de Staline, Béria et de la sécurité dans les années 50, doivent susciter chez tout un chacun un sentiment de dégoût, de très grand danger, et doivent être considérées comme un symptôme de la maladie dans nos organismes d'Etat. »*

L'appel ajoute : *« Les organes d'Etat qui violent les lois et ne respectent pas les droits fondamentaux ni les normes morales de la vie des citoyens sont un signe de l'anarchie qui règne dans notre pays. Ils détruisent la base de la discipline civique qui résulte de la solidarité de la communauté avec les autorités et donc sa confiance dans leurs organes. (...) Il semble que les autorités actuelles, qui sont confrontées avec de graves et épineux problèmes économiques, soient conscientes de la grande importance d'une bonne coopération entre tous les organes d'Etat et de leur travail en solidarité avec toute la population. Il est donc difficile de croire que les atteintes évidentes aux normes d'une telle coopération soient conformes à leur volonté. Il est beaucoup plus probable que certains organes du pouvoir, par exemple la milice, sont devenus indépendants et ont imposé leurs propres méthodes à ceux qui, craignant l'affaiblissement de leur soutien, ont donné tacitement leur approbation, démontrant ainsi leur manque de force et de décision. »*

Le document demande en conclusion au peuple polonais de défendre plus que par le passé ses droits civiques.

Nous apprenons d'autre part que les milieux oppositionnels polonais, suivant l'exemple donné il y a quelques années par les dissidents soviétiques, font actuellement circuler sous le manteau à Varsovie le premier numéro d'un *« bulletin d'information sur l'actualité de la vie publique »*. Ce bulletin, dont la première édition a sept feuillets tapés à la machine, s'inspire de la *Chronique des événements courants*, publiée autrefois en U.R.S.S. selon le principe du *Samizdat* (autoédition clandestine). Il contient surtout des informations sur la répression exercée contre les ouvriers d'Ursus et de Radom, après les manifestations du 25 juin. De nouveaux procès auraient lieu dans cette dernière ville dans le courant du mois de novembre.

A travers le monde

Etats-Unis

● LA COUR D'APPEL FEDERALE AMERICAINE a confirmé, mardi 12 octobre, les peines de prison auxquelles avaient été condamnés trois des principaux protagonistes de l'affaire du Watergate, MM. John Mitchell, ancien ministre de la justice, Robert Haldeman et John Ehrlichman, anciens conseillers de M. Nixon. Les trois hommes pourraient donc être invités à purger dès à présent leurs peines, allant de trente mois à huit ans de prison.

Portugal

● PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES ont manifesté le mardi 12 octobre à Lisbonne contre la politique du ministre de l'éducation, M. Sottomayor Cardia, l'un des principaux dirigeants du parti socialiste. — *(Corr.)*

Rhodésie

● HUIT GUERILLEROS NOIRS ET UN SOLDAT BLANC ont été tués au cours d'opérations pendat les dernières vingt-quatre heures, ont annoncé, mardi 12 octobre, les forces de sécurité à Salisbury. Le soldat tué, qui était âgé de dix-sept ans, est le cent cinquante-quatrième militaire rhodésien tué depuis le début de la guérilla. Plus de mille cent trente combattants noirs auraient trouvé la mort depuis le début de l'année. — *(A.F.P.)*

ASIE

Inde

La femme du président du parti socialiste jugé pour « complot contre l'État » a été reçue par M. Mitterrand

Mme Leila-Kabir Fernandes, femme de M. Georges Fernandes, président du parti socialiste indien et de la Fédération des cheminots, actuellement jugé, ainsi que vingt-quatre autres personnes, pour *« complot contre l'Etat »* par la Haute Cour de New-Delhi, a été reçue, mardi 11 octobre à Paris, par M. François Mitterrand. Mme Fernandes a quitté l'Inde quelques mois après la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975, alors que son mari entré dans la clandestinité était recherché par la police. Comme la plupart des personnalités indiennes en exil, elle a trouvé asile aux Etats-Unis et fait une tournée des principales capitales européennes dans le but de susciter un mouvement d'opinion en faveur de la libération de son mari et des dizaines de milliers de personnes emprisonnées dans son pays. Elle a rencontré ou va rencontrer les principaux dirigeants socialistes européens (elle a eu un entretien avec le chancelier Kreisky), les représentants d'Amnesty International (qui n'ont pas été autorisés à enquêter en Inde) et de la Commission internationale des juristes. Le parti socialiste indien aurait souhaité convaincre des juristes de réputation internationale de se rendre à New-Delhi pour assister au procès — dont la séance d'ouverture a été publique — et aussi des avocats étrangers qui auraient participé à la défense des accusés.

Mme Fernandes a fait, à la mi-septembre, une déposition devant la sous-commission des relations internationales de la Chambre des représentants, espérant que Washington révise son programme d'aide au gouvernement de Mme Gandhi. *« L'Inde,* nous a-t-elle déclaré, *se montre préoccupée de la situation des droits de l'homme dans d'autres régions du monde, mais bafoue les libertés démocratiques chez elle. Ce qui s'y passe actuellement est sans précédent dans son histoire, même celle de la période coloniale. Mme Gandhi n'a pas fait un coup d'Etat constitutionnel, mais un coup contre la Constitution. Elle a fait amender la loi fondamentale pour se placer au-dessus des lois. Il ne peut y avoir de procès loyal de membres de l'opposition et les charges retenues contre M. Georges Fernandes sont excessives et l'accusation est très faible. » « En fait, ce que veut le premier ministre, c'est,* ajoute-t-elle, *« briser »* le président du parti socialiste parce qu'il n'a jamais voulu composer avec le pouvoir. N'a-t-il pas déclaré qu'il était acculé à utiliser les seuls moyens de lutte qui lui restaient ? *« C'est Indira Gandhi qui, la première, a eu recours à la violence »*, répond-elle. — G. V.

« L'Unité » : le socialisme de Mme Gandhi est une imposture

Analysant la situation en Inde, dans son numéro daté 8-14 octobre, *l'Unité*, hebdomadaire du parti socialiste, qualifie d'*« imposture »* la réforme de la Constitution visant, notamment, à proclamer le caractère *« socialiste »* du pays.

« On proclame à l'envi les objectifs socialistes du gouvernement sur toile de fond de pouvoir personnalisé et de populisme verbal. Mais peut-on qualifier de socialiste le régime qui aménage l'ascension d'un dauphin (Sanjay Ganghi, fils d'Indira), jusqu'alors plus connu pour des scandales soigneusement étouffés, et dont l'anticommunisme, en dépit des avances qui lui ont été faites lors d'un voyage à Moscou, demeure la seule structuration idéologique ? Est-ce au nom du socialisme qu'on traque les marxistes-léninistes ? Comment est mort leur leader Nagi Reddy, retrouvé fin juillet gisant sur le pas de sa maison après avoir été longtemps dans la clandestinité et hospitalisé sous un faux nom ? Peut-on reconnaître comme socialiste une pratique gouvernementale qui prive la classe ouvrière de tous les moyens de revendication et ampute ses revenus par le blocage des primes, tout en consentant de nouveaux avantages aux couches capitalistes ? »

« La vérité, écrit encore *l'Unité*, faisant allusion au procès en cours à New-Delhi, *est que ce faux socialisme n'a de pires ennemis que (...) les socialistes (...). Le principal crime de Georges Fernandes est tout simplement d'avoir défendu une autre conception du socialisme. »*

Evoquant la *« répression aveugle »*, et citant un rapport présenté par Amnesty International à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le journal poursuit : *« Sont courantes les pratiques suivantes, et nous ne citons que celles qui témoignent d'un esprit inventif : électrocution par insertion dans les orifices du corps de fils électriques branchés ; obliger la victime à demeurer couchée sur des pains de glace ; brûlures ; déni de nourriture et de boisson ; obligation faite au prisonnier de boire son urine ; suspension par les poignets ; « aéroplane » (on fait tournoyer la victime, hissée en l'air au moyen d'une poulie et d'une corde), etc. »*

Thaïlande

LA JUNTE POURSUIT SA RÉPRESSION DES MILIEUX « PROGRESSISTES »

Bangkok *(U.P.I., A.P., A.F.P.)*. — L'épuration se poursuit en Thaïlande où la radio a mis en garde, mercredi 13 octobre, *« certains de ceux qui ont perdu le pouvoir et qui tentent de le reprendre dans le Sud et dans d'autres régions »*. L'avertissement viserait certains chefs militaires qui chercheraient à saper l'autorité de la junte. Deux officiers supérieurs ont fait l'objet de sanctions. Le général Chalard Harianyasiri, ancien commandant en chef des forces armées, a été mis en position de réserve après avoir refusé de conférer avec les représentants du nouveau régime : le général Vitoon Yasawadsi, qui commanda les mercenaires thaïlandais au Laos dans les années 60, a reçu l'ordre de partir pour Tokyo. M. Pichai Ratakul, qui fut ministre des affaires étrangères de M. Seni Pramot, a, d'autre part, quitté Bangkok, mardi, pour Singapour. Plusieurs anciens ministres et députés sous l'ancien régime, considérés comme *« progressistes »*, ont disparu depuis le coup d'Etat. La police a fait savoir que cinq à six cents des trois mille personnes arrêtées alors ne pourront être libérées, car ce sont des *« éléments durs »* qui sont accusés de *« conspiration, de possession illégale d'armes de guerre et d'incitation aux troubles »*. Des mesures seront prises, indique-t-on officiellement, contre tout étudiant ou professeur *« gauchiste »*. Des dizaines d'étudiants se sont enfuis au Laos.

Enfin, une voiture de police qui patrouillait dans la province de Trang, près de la frontière malaisienne, a été attaquée, dans la nuit du 11 au 12 octobre, par, pense-t-on, des éléments communistes, très actifs dans cette région depuis plus d'un an. Trois policiers ont été tués.

● *Vingt-cinq ouvriers chinois* travaillant à la construction d'une route reliant, à haute altitude, la Chine au Pakistan, à travers la chaîne du Karakoram, ont été tués par un glissement de terrain, lundi 11 octobre, près de Gilgit, au Cachemire sous administration pakistanaise. — *(A.F.P.)*

Un 2 pièces bien situé c'est de l'argent bien placé.

73, avenue des Ternes, à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne, vous êtes sûr de réaliser un bon investissement. La situation privilégiée de cette résidence, la qualité de l'immeuble (profil "Qualitel") et le haut niveau d'équipement sont d'autant plus appréciables que les prix sont très compétitifs. Un 2 pièces de 44 m² plus 6 m² de balcon, par exemple, au 2ᵉ étage, ne coûte que 348.000 F, parking en sus. Il reste également des studios et quelques appartements de 3 et 5 pièces.

73 av. des Ternes Paris 17e.

Prix ferme et définitif à la réservation.

Livraison décembre 1976.
Renseignements et vente sur place tous les jours de 14 à 19 h sauf le mercredi.

GEFIC

Samedi et dimanche de 10 à 19h.
ou, GEFIC,
52 Champs Elysées,
Paris 8ᵉ. Tél. 256.98.98

Une réalisation SERDI.

هكذا عن الأصل

ASIE

L'ÉLIMINATION DE LA TENDANCE « RADICALE » EN CHINE

L'épuration s'étend dans le parti et dans la presse

(Suite de la première page.)

La situation est évidemment très fluide, et l'on peut seulement tenter d'en faire le point au risque que de nouvelles « révélations » dans les heures qui suivent ne viennent bouleverser le tableau.

Seule, pour l'instant, la double nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du comité central est officiellement confirmée, de manière verbale toutefois, et sans avoir encore fait l'objet d'un communiqué. Théoriquement, M. Hua Kuo-feng n'en reste pas moins premier ministre en titre. C'est ce qui a valu, mardi soir, au chef du gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Somare, d'être l'hôte à dîner d'un simple vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, contrairement à tous les usages du protocole et sans qu'aucune excuse soit donnée pour l'absence de M. Hua Kuo-feng. Ce dernier a d'ailleurs trouvé le temps de recevoir, d'autre part, M. Somare et même de signer le communiqué conjoint annonçant l'établissement des relations diplomatiques entre Pékin et Port-Moresby.

Pour la plupart des observateurs, la nomination — prochaine ? — de M. Li Hsien-nien au poste de premier ministre n'en est pas moins probable. Mardi soir, au palais de l'Assemblée, la présentation du corps diplomatique à M. Samore a d'ailleurs été l'occasion d'une scène tout à fait curieuse. Sans attendre son hôte, qui suivait à 3 mètres en compagnie du chef du protocole, M. Li Hsien-nien s'est avancé vers la file des ambassadeurs, qu'il s'est fait présenter l'un après l'autre, assumant ainsi sans aucun complexe le rôle de vedette qui lui revenait au cours de cette étrange soirée.

Personne, semble-t-il, n'a encore été en mesure d'établir de manière catégorique la preuve que Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan ont effectivement été mis en état d'arrestation, encore moins dans quelles circonstances. Les versions en provenance de Hongkong et de Taiwan sont d'autant plus sujettes à caution qu'elles sont souvent contradictoires.

La réalité de ces arrestations n'est cependant plus guère mise en doute, et le ton sur lequel les autorités se refusent simplement à les « *commenter* » ressemble de plus en plus à une confirmation implicite. Il est évident en tous cas qu'elles auraient eu amplement le temps maintenant de mettre au point une formule de démenti si elles en avaient eu le désir.

La mise en sourdine des slogans antirévisionnistes

Quant à une réunion du comité central ou du bureau politique « élargi », elle est considérée comme d'autant plus vraisemblable que, après l'élimination de quatre des principaux dirigeants du parti — qui avaient ceci de particulier, en outre, qu'ils tenaient en main son appareil de propagande — un sérieux travail d'explication, et sans doute de « rectification », paraît inévitable.

Déjà, les signes sont très nets d'un changement d'orientation dans la presse. La citation-clé des paroles du président Mao, et qu'on retrouve maintenant le plus fréquemment (elle figurait déjà dans l'éloge funèbre prononcée le 18 septembre par M. Hua Kuo-feng), est la suivante : « *Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complots et intrigues.* » Il s'agit de propos tenus par Mao Tse-toung à l'époque de l'affaire Lin Piao, mais on imagine qu'ils peuvent être utilisés contre pratiquement n'importe quel adversaire... selon le point de vue auquel on se place.

Certains commentaires glosent sur le même thème : « *Quiconque pratique le révisionnisme et le scissionnisme et trame des conspirations est isolé, va contre la volonté du peuple et est condamné à l'échec* », écrivait mardi *le Quotidien du peuple*. Plus significative encore est la mise en sourdine de thèmes qui avaient nourri tous les commentaires de politique intérieure depuis des mois.

La « *lutte contre le révisionnisme* » est toujours à l'ordre du jour, de même que la défense de la « *dictature du prolétariat* ». Mais il est de moins en moins question de dénoncer « *la bourgeoisie au sein du parti* », sinon sur un plan « *scientifique* », et les condamnations de M. Teng Hsiao-ping se raréfient. Un membre suppléant du comité central, Mme Pan Mei-ying, a même pu signer, mardi, dans *le Quotidien du peuple*, un article dans lequel le nom de l'ancien vice-premier ministre n'est pas mentionné une seule fois. Sans doute le mouvement était-il amorcé depuis quelque temps, car on apprend que, dès le 4 octobre, dans le Setchouan (où le premier secrétaire du parti, M. Chao Tzu-yang est un « réhabilité » notoire), consigne était donnée de « *ne pas rechercher les agents de Teng Hsiao-ping à tous les échelons* », d' « *obliger les cadres à tous les échelons à faire des confessions* ». Nul doute que bon nombre de personnes auront accueilli avec soulagement ces mots d'ordre de modération.

L'ensemble de ce tableau n'a rien de très réjouissant, ne serait-ce que parce qu'on y retrouve trop bien un style de querelles entre clans qu'on croyait appartenir à une autre époque. Il n'est pas plus réconfortant de constater l'absence à peu près totale de réactions dans une population sans aucun doute informée pourtant des événements en cours, mais qui aura sans doute de bonnes raisons de penser que tout cela se passe dans un monde de gouvernants décidément différent de celui des gouvernés.

ALAIN JACOB.

M. Li Hsien-nien : la situation est excellente

Pékin. — « *La situation en Chine est excellente* », a déclaré mardi soir 12 octobre à Pékin le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, au cours du banquet offert en l'honneur de M. Somare.

Il a affirmé que le peuple chinois était « *profondément affligé* » par la mort de Mao Tse-toung et qu'il était « *déterminé à s'unir étroitement autour du comité central du parti ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng* ».

M. Li Hsien-nien a ensuite réaffirmé un par un les principes de politique intérieure de la Chine conformes à l' « *enseignement du président Mao* ». En voici la liste :

— Prendre toujours la lutte de classe comme axe ;

— Maintenir la ligne fondamentale du parti ;

— Persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat ;

— S'en tenir à l'internationalisme prolétarien ;

— Approfondir la lutte pour critiquer Teng Hsiao-ping et rejeter le déviationnisme de droite;

— Développer les acquis victorieux de la révolution culturelle ;

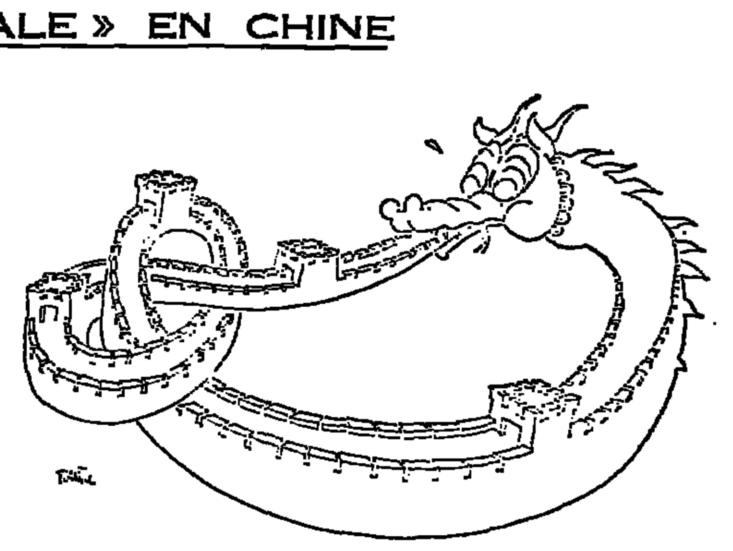
— Promouvoir la production ;

— Améliorer le travail ;

— Se préparer à l'éventualité d'une guerre ;

— Déployer tous ses efforts pour transformer la Chine en un pays socialiste puissant.

Le vice-premier ministre a ajouté que la Chine ne « *prétendrait jamais à l'hégémonisme* » et qu'elle poursuivrait « *jusqu'au bout la lutte anti-impérialiste et anti-hégémoniste* ». Il a condamné « *l'expansionnisme* » soviétique, notamment dans le Pacifique sud, région où se trouve la Papouasie-Nouvelle-Guinée.



(Dessin de PLANTU.)

Les conspirateurs auraient été arrêtés alors qu'ils fabriquaient un faux testament de Mao

Pékin (A.F.P.). — La veuve de Mao Tse-toung et plus de trente dirigeants de la faction « radicale » ont été arrêtés en plein milieu d'une « conspiration » alors qu'ils étaient en train de « forger un testament » du président Mao, a révélé une haute personnalité à une source étrangère de Pékin.

Le groupe des conspirateurs a été cerné par des forces de sécurité qui seraient, selon une autre source digne de foi, les membres de la sécurité personnelle de M. Hua Kuo-feng.

Selon la haute personnalité citée, les participants au complot préparaient un faux pour tenter de porter Mme Chiang Ching à la présidence du parti.

On ignore cependant si les conspirateurs procédaient à la rédaction pure et simple d'un « faux testament » de Mao ou s'ils mettaient au point de nouvelles directives, en tronquaient ou en déformaient d'anciennes pour s'en prévaloir dans la conduite à venir des affaires.

Parmi les conspirateurs figuraient, selon la même haute personnalité, outre Mme Chiang Ching, MM. Wang Hung-wen, Chang Chun-chiao, Yao Wen-yuan, un neveu de Mao Tse-toung, M. Mao Yuan-hsin, et plusieurs autres dirigeants du parti et membres du gouvernement.

D'autre part, selon des sources bien informées, des membres de la sécurité militaire de l'armée auraient fait une intrusion ces jours derniers à l'université Peita de Pékin pour perquisitionner dans les bureaux occupés par les membres du groupe de critique des universités Peita et Tsinghua (l'université technique), groupe connu sous le pseudonyme de Ling-Hsiao, qu'il utilise lorsqu'il signe dans la presse des articles de tendance radicale très marquée.

Les commentaires de la presse française

L'AURORE : atmosphère nauséabonde.

« *Derrière les murs de la Cité interdite, la bataille sournoise et sans merci pour la conquête du pouvoir se déroule dans une atmosphère plus nauséabonde encore — avec ses chantages et ses trahisons, ses complots et ses règlements de compte, ses relents de cachot et ses secrets d'alcôve — que celles animant périodiquement la vie de nos sociétés libérales. Voilà qui est finalement rassurant.* »

(ROLAND FAURE.)

LE FIGARO : les atouts de Hua Kuo-feng.

« *En vérité, la force de M. Hua Kuo-feng vient de réalités qui dépassent sa personne. La première est le manque de racines profondes de ses adversaires. Venus avec la révolution culturelle et dans le tumulte d'idées qui l'accompagnait. (...)*

» *La seconde réalité est à rechercher du côté des premiers secrétaires des provinces, plus soucieux de résoudre leurs problèmes de gestion immédiats que de promouvoir des transformations psychologiques. (...) M. Hua Kuo-feng, qui est l'un d'entre eux, peut mieux les comprendre et en être compris que les idéologues « de la gauche ».*

» *La troisième réalité est sans doute celle de l'armée.* »

(JACQUES GUILLERMAZ.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : où est le peuple ?

« *Mais au fait, où est-il le peuple chinois ? Que fait-il ? Que pense-t-il ? Que désire-t-il ? Où se cache-t-il ? Comment ? On arrête à l'aube ceux qui, hier encore, parlaient en son nom, on les emprisonne, on les destitue et rideau ! La farce est terminée avant même qu'on l'ait convié au spectacle.*

» *Le peuple était contre Yu Ching-chao et les autres, mais on n'a pas eu le temps de le lui dire.*

» *Il a donc bien fallu agir avant qu'il sache que c'était selon sa volonté. Simple question de méthodes !* »

(JEAN-FRANÇOIS KAHN.)

L'HUMANITE : ce que l'on peut souhaiter.

« *La disparition de Mao Tse-toung ouvre, comme nous l'avons écrit, une période d'incertitude, tandis que se poursuit « la lutte » entre les deux lignes ». C'est là l'affaire du peuple chinois et du parti communiste chinois (celui-ci comprend actuellement vingt-huit millions de membres) qui édifient à leur façon une société socialiste. Ce que l'on peut souhaiter, c'est que cette période d'incertitude, lorsqu'elle prendra fin, débouche sur des positions plus constructives, en politique étrangère, notamment dans les relations avec les autres forces révolutionnaires dans le monde.* »

ROUGE : la Chine n'est pas l'U.R.S.S.

On lit dans *ROUGE*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « *Quand les Chinois ont-ils été informés de ces divergences ? Quand ont-ils pu en discuter ? Alors qu'aujourd'hui encore ils ne savent pas que la moitié de leurs plus hauts dirigeants sont en prison ? Mais on leur demande seulement de s'unir, une fois de plus, autour du comité central dirigé par Hua Kuo-feng. (...)*

» *La Chine n'est pas l'U.R.S.S., et il ne suffit pas d'arrêter des dirigeants pour trancher des divergences politiques. Pour que la droite de la bureaucratie remporte réellement la victoire et puisse appliquer sa politique, il faudrait que les partisans du « groupe de Shanghaï » refusent le combat et surtout que les masses chinoises n'interviennent pas, contrairement à ce qui s'était passé lors de la Révolution française.*

» *La stabilisation de la nouvelle direction autour de Hua Kuo-feng ne pourra se faire qu'à ces conditions. Ce qui semble pour le moins peu probable. (...)*

» *Les courants d'extrême gauche qui se sont toujours référés au maoïsme et à la « voie chinoise » de construction du socialisme, qui ont accepté l'ensemble des tournants de la direction chinoise, du coup d'arrêt donné à la révolution culturelle, à l'éviction de Teng Hsiao-ping, puisque le « Grand Timonier » était au poste de commande, devront, eux aussi, choisir leur camp.* »

(FREDERIC CARLIER.)

LIBERATION : une contre-révolution culturelle ?

« *C'est plus qu'un changement de style. Est-ce pour autant dire le début de la « dé-maoïsation » ?*

» *Tout dépend de ce qu'on entend par « maoïsme ». S'il s'agit du régime — avec son corps d'institutions, ses circuits de pouvoir, ses rites et ses dogmes, la réponse est non. Au contraire : au moment même où il écarte les fidèles de Mao du pouvoir, Hua renforce l'Etat maoïste (publication des œuvres de Mao, édification d'un mausolée) et dit avoir été investi par Mao de son vivant.*

» *Par contre, si on retient du maoïsme l'idéologie de la contestation, le souffle qui inspira la révolution culturelle, alors on peut sans doute parler de « dé-maoïsation » : il n'y a certes pas d'illusions à avoir sur ce que représentait le « groupe de Changhaï ». Néanmoins, de la part leur histoire et leur base politique, ces dirigeants symbolisaient des choix, des orientations et des pratiques issues de la révolution culturelle. Leur chute est une victoire pour la fraction, la plus bureaucratique et autoritaire du P.C.C., avide de « normaliser » la révolution chinoise.* »

(PATRICK RUEL.)

● *Le Quotidien du peuple* (maoïste) n'évoque les événements de Chine que dans sa rubrique « En bref ». On lit : « *Les agences de presse occidentales ont fait toute la journée d'hier courir des rumeurs persistantes sur la mise en cause, à Pékin, de plusieurs dirigeants du parti communiste chinois. L'agence Chine nouvelle, dans ses communiqués en date du mardi 12 octobre, ne faisait aucune mention des faits évoqués par ces agences. En conséquence,* le Quotidien du peuple *s'abstient de tout commentaire qui n'aurait pas, en l'état actuel, de fondement sérieux.* »

EUROPE 1 : le fossé.

« *Contrairement à ce qui s'est passé à la mort de Lénine et de Staline, il n'y a pas de direction collective de transition, mais la prise du pouvoir rapide par un homme qui est pour l'instant le maître des forces armées, du parti et de l'administration .*

» *Il y a tout de même un point commun avec l'Union soviétique: c'est que, pas plus à Pékin qu'à Moscou, le peuple n'est le moins du monde consulté ou averti. Les changements d'équipe se jouent en secret, au sommet, entre quelques dizaines de hiérarques. Et les citoyens — égaux ou pas égaux, — révolutionnaires ou non — apprennent la fin de l'histoire par voie d'affiches. Comme quoi la tradition reste respectée : dans les pays révolutionnaires, le fossé entre gouvernants et gouvernés est encore plus large que dans les pays libéraux.* »

(ALAIN DUHAMEL.)

RADIO-FRANCE : le gardien du dogme.

« *Outre ses fonctions à la tête du bureau politique et du comité militaire, Hua Kuo-feng a reçu une attribution qui pourrait lui permettre de jouer un rôle plus important à l'avenir. Il est, en effet, chargé de rassembler les Mémoires et les pensées de Mao Tse-toung, ce qui fait de lui un gardien du dogme. Autrement dit, hissé au pouvoir par les modérés, il pourra, en outre, à coup de citations bien venues, se placer aussi en bonne position face aux idéologues. Mais tout cela bien sûr, à condition que les hommes qui l'ont porté au pouvoir demeurent assez puissant pour l'y maintenir.* »

(EDOUARD SABLIER.)

« Le groupe de Changhaï »

Au début de l'été 1966, MM. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan (ce dernier avait publié en novembre 1965 le fameux texte sur « la destitution de Hai Jui », qui devait donner le signal de la révolution culturelle) furent appelés à Pékin pour siéger au Groupe chargé de la révolution culturelle (G.C.R.C.), fer de lance, à l'époque, de la contestation antibureaucratique. Les incidents qui se déroulèrent à Changhaï entre jeunes révolutionnaires et responsables locaux du parti à la fin de 1966 incitèrent les instances du G.C.R.C. à renvoyer M. Chang Chun-chiao à Changhaï pour soutenir les « rebelles ». Le nom de Wang Hong-wen, contremaître à l'époque, fut lié au succès de la principale organisation des ouvriers révolutionnaires, le « Quartier général de la révolte révolutionnaire des ouvriers de Changhaï », tendance dure de la contestation ouvrière.

Le 6 janvier 1967, les « rebelles » révolutionnaires de cette tendance s'assuraient la direction du journal Libération *et du* Wen Hui Pao *et devenaient ainsi maîtres des organes de propagande.*

Le 11 janvier, le comité central du parti, le gouvernement, la commission militaire du comité central et le G.C.R.C. adressaient un message d'appui aux « rebelles ». La « Commune de Changhaï » — appelée ainsi en souvenir de la Commune de Paris — fut proclamée le 5 février 1967. Ses membres furent élus par les masses révolutionnaires. Des meetings furent organisés, auxquels assistaient MM. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan et sans doute M. Wang Hong-wen.

Peu de temps après, il sera mis fin à ces « excès ». Le « Comité révolutionnaire » de Changhaï succédera à la « Commune ». Entre-temps, M. Chang Chun-chiao avait été reçu par deux fois par Mao. La création de la « Commune » ne fut ni approuvée ni condamnée par le président, qui aurait donné des conseils de modération.

Les membres de la « Commune de Changhaï » furent à la pointe de la révolution culturelle. Par la suite, le nom de Mme Chiang Ching fut associé à la tendance dirigée par MM. Chang, Yao et Wang, tendance qui est connue sous le nom de « groupe de Changhaï ».

Depuis l'élection au bureau politique de M. Wang Hong-wen, en août 1975 — MM. Yao et Chang en étaient déjà membres, — cette tendance a joué un rôle important, lançant en particulier des attaques contre les « droitiers ». Elle fut particulièrement appuyée par la jeunesse étudiante de Pékin et de Changhaï.

Silence total des organes d'information soviétiques

De notre correspondant

Moscou. — La presse, la radio et la télévision soviétique continuent d'observer un silence total sur les événements qui se déroulent en Chine. La promotion de M. Hua Kuo-feng n'a même pas été annoncée aux Soviétiques, pas plus que les informations concernant l'arrestation d'un groupe de responsables chinois. En fait, la dernière nouvelle publiée, ici, à propos de la Chine, concernait la prochaine construction d'un mausolée pour abriter la dépouille de Mao Tse-toung.

Il est peu probable que les Soviétiques rompent rapidement ce silence. Non qu'ils n'aient aucune idée sur les événements de Pékin, mais ils ne veulent surtout pas donner l'impression de reprendre une polémique qu'ils ont interrompue dès la mort de Mao. Les demi-ouvertures faites, le 1er octobre, en direction de Pékin, dans un important article de la *Pravda*, n'étaient sans doute pas destinées, dans l'esprit des Soviétiques, à porter rapidement des fruits. La lutte pour le pouvoir, qui paraît s'être déclenché en Chine (et qui était prévue ici) interdit à qui que ce soit, à Pékin, tout geste en direction de Moscou. Si un tel geste devait intervenir un jour, ce ne serait, de toute façon, qu'après une stabilisation de la situation.

Cela dit, la nouvelle concernant l'arrestation de la femme de Mao Tse-toung et d'un groupe responsable considéré par les experts soviétiques comme des « gauchistes » a dû être accueillie avec satisfaction par les dirigeants. La femme de Mao a souvent été dénoncée, par la presse soviétique comme l'un des principaux responsables de la rupture entre Moscou et Pékin. Il y a quelques mois encore, la télévision avait diffusé un film stigmatisant la veuve du dirigeant chinois et rappelant que, avant de se mettre au service de la révolution, elle avait joué dans plusieurs films érotico-policiers produits à Honkong.

J. A.

● *Le Kremlin estime que l'arrestation de la veuve de Mao* et de trois autres dirigeants du P.C.C. favorisera la réconciliation entre la Chine et l'U.R.S.S., écrivait mardi 12 octobre le journaliste soviétique Victor Louis dans un article publié par le quotidien londonien *Evening News*. Selon le journaliste, qui passe pour refléter le point de vue des milieux officiels soviétiques, « *la plupart des leaders hostiles à l'Union soviétique sont écartés du pouvoir* ».

BALLY
de BALLY
BRUYERES

PROCHE-ORIENT

LA NOUVELLE OFFENSIVE SYRIENNE AU LIBAN

Les forces de Damas auraient occupé plusieurs localités dans le Sud

L'armée syrienne, qui a déclenché le mardi 12 octobre une offensive d'envergure à partir de Jezzine, poursuivait son avance mercredi matin sur deux axes : à l'ouest, vers Saïda, et au sud, en direction de Marjayoun. Selon la radio phalangiste, les localités de Roum, Azour et Haytoura ont été *« libérées »*, et Saïda — le principal *« poumon »* du secteur palestino-progressiste — serait déjà à portée de l'artillerie des forces de Damas. Les porte-parole du camp adverse admettent seulement que les localités mentionnées ci-dessus sont assiégées.

L'armée syrienne — dont les effectifs au Liban sont évalués à vingt-deux mille hommes — aurait mis en mouvement, à partir de Jezzine, quatre régiments d'infanterie et quatre autres de blindés. Son objectif serait d'occuper Saïda afin *« d'asphyxier »* Beyrouth-Ouest, contrôlé par les Palestino-progressistes. Il se peut, cependant, qu'elle se contente d'occuper la route reliant Saïda à Beyrouth. La population de Saïda se prépare à affronter l'assaut syrien, en élevant, notamment, des barricades.

Divers indices donnent à penser que l'offensive syrienne ne se limitera pas à ce secteur. Les villes de Bhamdoun et d'Aley (à une vingtaine de kilomètres à l'est de la capitale) sont soumises depuis mercredi matin à un intense pilonnage de missiles par les forces de Damas stationnées à Sofar. Des blindés avanceraient en direction de Bhamdoun.

Mardi, M. Camille Chamoun, l'un des chefs du camp conservateur, avait sommé les Palestino-progressistes de se retirer de certains villages chrétiens du Chouf, faute de quoi, a-t-il laissé entendre, une offensive serait déclenchée ce mercredi dans cette partie de la montagne. D'autre part, des concentrations syriennes ont été signalées au Nord-Liban, à proximité de la ville de Tripoli.

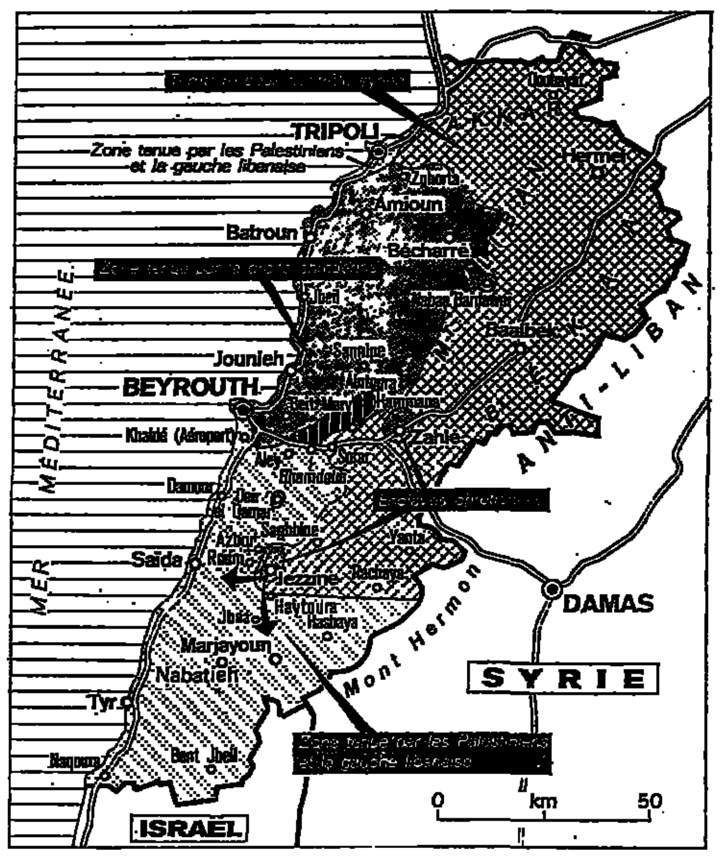
Dans le sud du Liban, les forces de droite ont pénétré dans la région de l'Arkoub. Attendant vraisemblablement l'arrivée des forces de Damas, elles ont commencé à pilonner Marjayoun. La chute de cette localité permettrait à la montagne chrétienne du nord de Beyrouth de communiquer avec les localités maronites de la frontière israélienne à travers la plaine de la Bekka sous contrôle syrien.

Divers correspondants de presse, notamment américains, revenus du Sud-Liban, rapportent que les miliciens de droite sont dotés d'armements israéliens (certains portent des inscriptions en hébreu) et syriens, notamment des blindés de fabrication soviétique. Des combattants chrétiens ont admis, dans des conversations avec des représentants de la presse internationale, qu'ils bénéficiaient du soutien de l'Etat juif. Des témoins rapportent que des officiers conservateurs et des militaires israéliens fraternisent dans les localités frontalières. *« Le « Fatahland » — nom qui servait à désigner cet ancien bastion des fedayin — a été anéanti »*, répètent les combattants chrétiens.

Selon la radio progressiste libanaise, un *« pont maritime »* a été, en outre, établi entre Israël et le secteur sous le contrôle de la droite. Des unités navales de l'Etat juif débarqueraient du matériel de guerre à Jounieh, et repartiraient avec des renforts de troupes destinés au *« nouveau front »* dans le Sud-Liban.

Parallèlement, le blocus imposé par la marine israélienne aux ports de Saïda et de Tyr, tenus par les forces de gauche, aurait été renforcé. Trois bâtiments se rendant de Saïda à Limassol ont été arraisonnés ces derniers jours. Selon le *Financial Times*, les cargos interceptés sont désormais conduits non pas à Haïfa — comme certaines dépêches d'agences l'avaient rapporté, — mais à Jounieh, où les passagers sont soumis à des interrogatoires.

Un porte-parole de l'O.L.P. a déclaré à ce propos : *« Il ne s'agit pas seulement d'un blocus portant sur les armes, mais aussi d'une guerre destinée à nous affamer. Les Israéliens obligent les cargaisons de vivres destinées à Saïda et Tyr à être déchargées dans les ports chrétiens situés au nord de Beyrouth. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)*



Sur la carte ci-dessus sont délimitées approximativement les zones contrôlées par les différents partis en présence. La zone centrale, qui figure en noir hachuré de blanc, est le secteur montagneux évacué fin septembre par les Palestiniens après l'offensive déclenchée, à l'époque, par les Syriens.

● *M. Louis Odru*, député communiste de la Seine-Saint-Denis, s'étonne dans une question écrite au premier ministre que *« la nouvelle agression syrienne contre le Liban ait été déclenchée à la connaissance du gouvernement français »*. Il exprime sa surprise de voir que le gouvernement français *« n'a pas dénoncé le nouveau crime commis contre la résistance palestinienne et les progressistes libanais »*. M. Odru demande au premier ministre *« de bien vouloir s'expliquer sans retard sur cette grave affaire »*.

M. Yasser Arafat lance un appel aux chefs d'États arabes pour « arrêter les massacres »

Au lendemain de la nouvelle offensive syrienne au Liban, dirigée contre Saïda, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a lancé, le mardi 12 octobre, un appel aux chefs d'Etat arabes. Il leur demande de *« déployer tous leurs efforts afin d'arrêter les massacres »* et dénonce un *« acte grave, dépourvu de tout prétexte, intervenant au moment où la délégation palestinienne à la conférence de Chtaura adoptait une attitude positive »*. M. Yasser Arafat précise, dans sa déclaration diffusée par l'agence palestinienne Wafa, que l'offensive, se produisant avant le *« sommet »* arabe prévu pour le 18 octobre, *« vise à créer une situation empêchant celui-ci de régler la crise libanaise*.

Outre l'O. L. P., quinze pays avaient, ce 13 octobre, annoncé, selon la radio du Caire, où se tiendra la réunion, leur participation à ce « sommet » : l'Egypte, le Qatar, le Koweït, l'Arabie Saoudite, le Maroc, la Mauritanie, la République arabe du Yémen, la République démocratique du Yémen, le Soudan, l'Oman, les Emirats arabes unis, la Tunisie, le Bahreïn, le Liban, qui doivent être représentés par leurs chefs d'Etat, et l'Irak, qui déléguera le vice-président de la République, M. Taha Mohieddine.

● *Au Caire*, le secrétaire général de la Ligue arabe a dénoncé, dans un message à M. Kurt Waldheim, les *« actes de provocation et d'agression commis par Israël au Sud-Liban alors que la Ligue s'emploie à circonscrire le drame »*. L'émissaire de la Ligue arabe au Liban, M. Hassan Sabri El Kholi, qui avait quitté mardi après-midi Beyrouth pour Damas, pourrait se rendre dans la capitale égyptienne, où, selon l'A.F.P., il lui aurait été demandé par l'O.L.P. de préparer une réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères de la Ligue consacrée à la situation dans le Sud-Liban.

Par ailleurs, M. Fahmi, vice-premier ministre et ministre égyptien des affaires étrangères, a condamné, dans une déclaration publiée ce mercredi par le quotidien *Al Ahram*, l'offensive syrienne, *« véritable défi lancé aux rois et aux chefs d'Etat arabes »*. Le président Sadate avait rencontré lundi le chef de file de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, qui devait quitter Le Caire ce mercredi pour l'Arabie Saoudite.

● *A Damas*, le général Khleifaoui, président du conseil syrien, a fait valoir mardi, dans son discours d'investiture devant le Parlement (*Conseil du peuple*), l'importance du *« renforcement de la solidarité arabe »* et assuré que *« la résistance palestinienne fait partie intégrante du mouvement de libération arabe »*. *« Les relations de la Syrie avec chaque pays*, a-t-il ajouté, *seront fonction de l'attitude adoptée à l'égard de ses causes nationales, y compris la cause palestinienne. »* Une délégation phalangiste était attendue ce mercredi à Damas.

● *A Alger*, le président Boumediène a adressé à M. Yasser Arafat, par l'intermédiaire de l'ambassadeur algérien à Beyrouth, un message dont la teneur n'a pas été révélée. — *(A.F.P., UPI, Reuter.)*

Vient de paraître aux Editions Cujas

Kadhafi

●

le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO, le livre vert de KADHAFI (Le Monde)

(Publicité)

COURS D'ARABE USUEL MODERNE

La Fondation pour l'Etude de la Culture Arabe (FONDECA) organise un cours d'arabe pour débutants et niveau moyen à partir du 1er novembre 1976. Le nombre de places restera volontairement limité.

S'adresser au Secrétariat de la FONDECA
22, rue Jean-Giraudoux, Paris-16e
Tél. : 720-88-85

Entre lui et vous, il n'y a que nous.

Jusqu'au 23 octobre, crédit gratuit 12 mois sur tous les tapis d'orient
à partir de 1 000 f d'achats, dès acceptation du dossier et après versement comptant légal.

Ghoum-Iran
laine inscrutation soie
réf. GE 1821-81606
2,10 m x 1,35 m.
5900 f

EXPOSITION TAPIS D'ORIENT. JUSQU'AU 23 OCTOBRE.

Il n'existe pas deux tapis comme celui-ci. Nous le savons : c'est nous qui l'avons choisi sur place. D'ailleurs, tous nos tapis ont été choisis de cette manière, en Iran, au Cachemire, en Afghanistan, en Turquie... C'est pourquoi nous pouvons vous délivrer un certificat d'origine qui garantira l'authenticité de votre achat. Ne manquez pas notre exposition : le choix y est impressionnant, nos conseillers de vente sont à votre disposition, et vous bénéficierez de prix spéciaux.

Tapis d'orient. Payez-les à leur juste valeur.

Galeries Lafayette

Haussmann - Lyon La Part Dieu

dufayel - studio RL

هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

AMÉRIQUES

États-Unis

PRÈS D'UNE SEMAINE APRÈS LE DÉBAT TÉLÉVISÉ

M. Ford reconnaît qu'il existe une domination soviétique sur l'Europe de l'Est

M. Gerald Ford a reconnu, mardi 12 octobre, qu'il avait commis une erreur au cours du débat télévisé de San-Francisco avec M. Jimmy Carter, en affirmant qu'il n'y avait pas de domination soviétique en Europe de l'Est. M. Ford a reçu à la Maison Blanche dix-sept dirigeants d'associations regroupant des citoyens américains originaires d'Europe de l'Est, devant lesquels il s'est expliqué sur ses propos malheureux. Le président a renoncé à rencontrer ensuite les journalistes comme il avait été prévu, mais a fait remettre à la presse une déclaration résumant sa position.

M. Ford a estimé que « les pays d'Europe de l'Est étaient dominés par l'Union soviétique » et qu'ils auraient depuis longtemps obtenu leur liberté « s'il n'y avait pas chez eux plus de trente divisions soviétiques ». « Les Etats-Unis n'ont jamais reconnu, accepté ou approuvé la domination soviétique sur l'Europe de l'Est. Ils ne le font pas actuellement et ils ne le feront jamais », a-t-il précisé. Le président a affirmé que « les peuples d'Europe de l'Est brûlent d'obtenir leur liberté » et que leurs pays « peuvent être physiquement dominés mais qu'ils ne le sont pas eux-mêmes dans leur cœur ».

De notre correspondant

Washington. — La campagne électorale américaine ne suscite toujours pas de grandes passions et se maintient à un niveau assez bas. Chacun des deux candidats marque seulement des points sur les fautes de l'adversaire. La proportion des électeurs indifférents ou indécis reste très forte et les inscriptions sur les listes électorales ne progressent pas. *« La campagne de 1976*, écrivait, dimanche 10 octobre, le *Washington Post*, *éclipse toutes les précédentes par l'importance qu'elle donne à ce qui est secondaire, marginal, inconséquent et maladroit... Si l'électorat paraît flottant, c'est que les candidats n'ont pas réussi à projeter une image de stabilité, à définir des positions solides et convaincantes sur les grands problèmes... »*

M. Gérald Ford qui, au cours de la première partie de la campagne, avait pratiquement rattrapé, sinon même dépassé dans certains Etats, M. Jimmy Carter à la faveur des gaffes et des erreurs de jugement commises par ce dernier, se retrouve sur la défensive. Ses déclarations, au cours du débat télévisé de San-Francisco, sur la situation en Europe orientale — ce que les journalistes appellent déjà son « problème polonais » — ont été exploitées avec succès par M. Carter.

M. Ford s'est efforcé, au cours de ces derniers jours, de corriger ses propos. Les réactions enregistrées dans les Etats importants — Ohio, Pennsylvanie, Illinois, Michigan et Wisconsin — où se trouvent concentrées les minorités ethniques d'Europe orientale — confirment en tout cas que ces remarques lui ont fait beaucoup de tort. Cette maladresse paraît plus lourde que les quatorze erreurs de faits et inexactitudes numériques relevées par la Maison Blanche dans les interventions de M. Carter à la télévision...

Au moment où la campagne s'engage dans sa seconde et dernière phase, le président ne peut compter exclusivement sur les fautes de jugement de M. Carter, maintenant sur ses gardes. Certains observateurs pensent que le candidat républicain, tirant parti au maximum de sa position de président en exercice, pourrait tenter de frapper l'opinion par des démarches spectaculaires sur le plan international, notamment par un accord avec Moscou dans la négociation SALT ou par la réunion, sous l'égide de M. Kissinger, d'une conférence sur le Proche-Orient. En tout cas, le président pourrait mener une campagne plus active dans le pays et se livrer à des attaques *ad hominem* contre son rival.

M. Ford pourrait souligner que M. Carter, grand champion de la réforme fiscale en faveur des « petits » contribuables, est un homme riche qui a parfaitement su tirer parti des obscurités de la loi et des possibilités légales d'évasion qu'elle offre. Malheureusement, le président peut difficilement se poser en accusateur : lui-même, d'après ses déclarations de revenus, alors qu'il était représentant du Michigan, ne dépensait en 1972 pas plus de 5 dollars par semaine, toutes ses autres dépenses ayant été prises en charge par des groupes et des personnalités intéressés à sa réélection...

D'une manière générale, les observateurs prévoient que le ton de la campagne s'aigrira sensiblement au cours des dernières semaines. Ils s'attendent même à quelques coups bas lorsque les deux candidats entreront dans la ligne droite menant au poteau d'arrivée.

HENRI PIERRE.

Canada

DANS LE DISCOURS DU TRONE

Le gouvernement Trudeau défend la politique du « juste milieu »

Alain-Marie Carron vient de prendre ses nouvelles fonctions de correspondant du « Monde » au Canada. Voici le premier article qu'il nous a adressé :

De notre correspondant

Ottawa. — Le Parlement canadien a entendu mardi 12 octobre le discours du trône, qui marque le début de la nouvelle session parlementaire et qui est prononcé traditionnellement par le gouverneur général, représentant la reine Elizabeth. La lecture en a été faite très exceptionnellement par la femme du gouverneur, M. Jules Léger, celui-ci souffrant de difficultés d'élocution à la suite d'une attaque cardiaque.

Préparée par le gouvernement de M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre, la cérémonie a suivi un protocole inspiré de la coutume britannique dans la salle néo-gothique du Sénat, en présence des juges de la Cour suprême, revêtus de la robe rouge couronnée d'hermine. Les députés de la Chambre des communes, en costume de ville, y assistaient debout au fond de la salle. Le gouverneur général et sa femme ont quitté l'édifice du Parlement en calèche escortée par les « Tuniques rouges » de la police montée canadienne.

Dans une conférence de presse, prononcée un peu plus tard, M. Trudeau a repris les grandes lignes de ce texte-programme, le huitième depuis qu'il a accédé au pouvoir, en 1968.

Après avoir tracé les objectifs concrets, le discours du trône donne, dans son dernier chapitre, la définition du rôle de l'Etat et du gouvernement auxquels il assigne le devoir de respecter le *« juste milieu »*. « *Choisir le juste milieu*, indique le texte, *suppose qu'on se fie au système des marchés pour stimuler la croissance dont le Canada a besoin et qu'en même temps on continue de se préoccuper de la justice sociale et de l'égalité des chances.* »

Pour remédier à la « force destructrice » de l'inflation, M. Trudeau s'engage à suivre une politique d'austérité en ce qui concerne les dépenses publiques et prévoit le maintien du contrôle de l'Etat sur l'économie. L'augmentation du nombre des fonctionnaires gouvernementaux devra être réduite de façon significative pour alléger les charges de l'Etat. *« Tous les programmes fédéraux seront réexaminés, afin de voir lesquels parmi eux pourraient être confiés au secteur privé. »* Le contrôle des prix et des salaires instauré le 13 octobre 1975 reste en vigueur. Il doit durer en principe trois ans. A l'expiration de ce délai, l'inflation, actuellement inférieure à 8 % par an, devrait avoir été ramenée à 4% (selon l'opposition et certains milieux d'affaires, ces mesures pourraient cependant être prochainement levées).

Pour favoriser la relance de l'économie, le gouvernement prévoit notamment une série de mesures de soutien aux petites entreprises, ainsi qu'un programme de *« créations directes d'emplois »* dans les régions qui connaissent un chômage élevé et chronique. En outre, le caractère bénéfique de la concurrence et du libre jeu du marché est réaffirmé avec pour corollaire l'annonce du renforcement des lois concernant les fusions et les monopoles.

Dans le domaine social, le cabinet de M. Trudeau, constatant le nombre considérable des conflits du travail, prévoit notamment la création d'un centre d'information sur les négociations collectives et la mise au point d'un *« code volontaire des pratiques équitables »* en ce domaine. Le gouvernement se propose également d'entreprendre dans les mois à venir une série d'« importantes consultations » avec tous les partenaires sociaux.

C'est sans doute dans son chapitre sur *« les droits de l'individu »* que le discours du trône présente le plus d'originalité. Il annonce que *« l'accès du public aux documents officiels »* sera considérablement élargi et que sera inscrit dans la loi *« le droit du citoyen d'accéder facilement aux dossiers administratifs le concernant et de faire corriger toute erreur »*. La loi devra également *« limiter la compilation par l'Etat des renseignements personnels »*. Enfin, le gouvernement de M. Trudeau se propose de présenter au Parlement un projet de loi sur les droits de l'homme qui interdira toute discrimination à l'égard de quelque catégorie de la population que ce soit. Cette loi instituera également le principe de l'égalité des traitements, pour un travail égal, sans distinction de sexe.

ALAIN-MARIE CARRON.

● NORTHERN ELECTRIC S'ATTAQUE AU MARCHE BRITANNIQUE DU TELEPHONE. — La société canadienne Northern Electric a signé avec le groupe britannique General Electric, un accord de licence qui autorise ce dernier à fabriquer et à commercialiser en exclusivité au Royaume-Uni ses autres commutateurs numériques SL 1 destinés à la téléphonie privée (de cent à sept mille lignes).

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au Pérou publié les 7 et 8 octobre, il fallait lire : *« Les officiers les plus influents avant le coup d'Etat de 1975 frappaient par leur sensibilité sociale »*, et non *« avant le coup d'Etat de 1976 »*.

AFRIQUE

Algérie

Le quotidien gouvernemental part en guerre contre les abus

De notre correspondant

Alger. — *El Moudjahid* rappelait, dans un récent éditorial, que la charte nationale prescrit *« de procéder aux changements nécessaires sans lesquels le processus révolutionnaire... risquerait de voir ses réalisations mises en péril par les agissements pernicieux d'une réaction qui n'a pas encore dit son dernier mot »*. La phrase est alambiquée, mais sans ambiguïté.

Elle donne le ton à la suite de l'article. Les élus, lit-on, se perdent dans *« d'inextricables querelles de clocher »* au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes : *« voiries défectueuses, hygiène douteuse, écoles insuffisantes, manque d'initiatives créatrices d'emploi... »*. Sont ensuite évoquées *« la bureaucratie et la corruption, au niveau du secteur public et principalement du monopole ; cette dernière a engendré de nouvelles et mystérieuses fortunes »*. Les praticiens qui s'adonnent à la *« médecine d'argent »*, alors que la médecine gratuite a été instaurée il y a plus de deux ans, sont également dénoncés. Le monde du travail *« n'est pas exempt de reproches »*, et certains dirigeants syndicaux voient dans leur activité un moyen *« de promotion rapide et une couverture légale à l'oisiveté »*. En bref, sont critiqués tous les responsables qui refusent *« d'assumer leurs responsabilités »*, sans parler, évidemment, du secteur privé, *« qui se délecte dans la spéculation »*.

Cet éditorial fait suite à une série de reportages et d'enquêtes dans lesquels les journalistes du quotidien gouvernemental font d'étranges révélations, en ce qui concerne, par exemple, les transports urbains à Alger et à Constantine. Tout le monde a remarqué dans la capitale les gigantesques files aux arrêts d'autobus. L'enquêteur d'*El Moudjahid* a découvert que sur trois cent vingt-cinq véhicules prévus quotidiennement, cent quatorze seulement avaient quitté le dépôt plusieurs jours de suite, et que la moitié d'entre eux étaient *« curieusement tombés en panne »*, plus particulièrement aux heures de pointe. Le 30 septembre, cent quarante autobus étaient demeurés au dépôt.

Et de poser les questions : *« Panne ? acte de sabotage délibéré ? mauvaise volonté ? mauvaise organisation ? absence de planification ? »* On découvre qu'il y un peu de tout cela. Absentéisme des travailleurs qui estiment être mal payés ; mauvaise volonté des chauffeurs qui trouvent que les mécaniciens ne font pas bien leur travail, lesquels mécaniciens se plaignent du manque de pièces détachées, celles-ci, il est vrai, sont souvent livrées en retard, en raison des lourdeurs bureaucratiques. Il arrive aussi que, à la suite d'inavouables tractations, elles ne parviennent jamais à destination, mais se retrouvent chez un revendeur privé. Cela peut-il cependant justifier que des chauffeurs crèvent leurs pneus pour ne pas sortir, ou même déchargent leur batterie, comme l'a fait l'un d'eux, surpris en flagrant délit ? Planification défectueuse ? Plusieurs centaines d'autobus relativement récents sont pratiquement à l'abandon, faute de réparations d'importance moyenne alors qu'on envisageait de renouveler partiellement le parc.

A Constantine, les problèmes se situent plus au niveau de l'A.P.C. (Assemblée populaire communale), où cent soixante-six cartes de transport gratuites ont été indûment délivrées à des fonctionnaires de la direction de la régie communale des autobus. *« Depuis deux ans, le directeur officiel est en congé de maladie, il en est de même du sous-directeur, et, depuis trois mois, du chef du personnel. »* Or, ajoute *El Moudjahid*, ce dernier serait également propriétaire d'une entreprise de transport privée, qu'il exploite actuellement.

Le quotidien gouvernemental s'est également penché sur les problèmes de pénurie et de réseau de distribution. En ce qui concerne la pêche, le journal révèle que la production, pour 85 à 90 %, est assurée par des pêcheurs privés. Pour moderniser ce secteur, le renforcer, et accroître la production, l'Etat a créé l'O.A.P. (Office algérien des pêches) et l'a doté d'une flottille de quarante-deux chalutiers. Or, depuis six mois, vingt bâtiments sont immobilisés, faute de pièces détachées, et le prix du poisson ne cesse d'augmenter. La direction de l'Office rejette une partie de la responsabilité sur le constructeur, la société Schiffs-Commers, mais reconnaît assez courageusement ses propres défaillances.

Les Algérois se livrent à un petit jeu de devinettes : à quel nouveau secteur les reporters d'*El Moudjahid* vont-ils s'attaquer ? Celui des ascenseurs, devenu une des plaies de la capitale, fournirait ample matière à développement. D'autant plus qu'ils représentent souvent un danger réel pour les utilisateurs. Les appareils tombent en panne les uns après les autres, faute de pièces détachées, et plus encore de réparateurs compétents. La SNARI ayant le monopole, les recours sont limités. Dans un immeuble de vingt étages, elle a recommandé de changer deux ascenseurs vieux d'une dizaine d'années. Coût de l'opération : 1 500 000 dinars. Une contre-expertise effectuée par deux spécialistes venus de l'étranger a recommandé la remise en état. Coût : 300 000 dinars. Mais où trouver les réparateurs et les pièces détachées ?

Jusqu'ici la presse algérienne n'abordait que très épisodiquement ce genre de sujet. Il semble que cette série d'enquêtes soit une des conséquences positives de la charte nationale approuvée fin juin par référendum, qui encourage, en matière d'information, la *« critique constructive »* et recommande la protection du journaliste dénonçant les abus qui nuisent à l'Etat et à la société.

PAUL BALTA.

Angola

DES DIZAINES DE PERSONNES TUÉES PAR DES « BANDITS » DANS UN VILLAGE

Plusieurs dizaines de personnes ont été massacrées la semaine dernière dans le village de Villa-Flor, près de la ville de Huambo, *dans le centre-ouest de l'Angola*, par des « groupes de bandits », a annoncé, mercredi 13 octobre, la radiodiffusion angolaise. La radio n'a donné aucune précision sur ce massacre.

La région de Huambo (ex-Nova-Lisboa) était, durant la guerre entre les mouvements politiques angolais, le fief traditionnel de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), dirigée par M. Jonas Sawimbi. — *(A.F.P.)*

Ouganda

LE MARÉCHAL IDI AMIN DADA MET EN « CONGÉ ILLIMITÉ » LE « NUMÉRO DEUX » DU RÉGIME

Le maréchal Idi Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, a *« mis en congé illimité »*, mardi 12 octobre, le général Mustafa Andris, chef d'état-major des forces armées, et ministre de la défense. Considéré comme le *« numéro deux »* du régime, appartenant à la même tribu, les Kakwas, que le maréchal Idi Amin Dada, qu'il avait toujours fermement soutenu depuis le putsch de janvier 1971, le général Andris était tenu pour un éventuel successeur du président de la République ougandaise. Il a été remplacé aux deux postes qu'il occupait par le colonel Mondo, secrétaire général du ministère de la défense.

D'autre part, un journal catholique de Munich a annoncé mardi que M. John Serwaniko, rédacteur en chef du seul quotidien catholique d'Afrique, *Munno*, venait de mourir dans une prison de Kampala, après six semaines de détention. Selon ce journal, M. Serwaniko avait été arrêté avec deux de ses collaborateurs sur l'ordre du maréchal Idi Amin Dada. Le journal rappelle que le Père Clément Kiggundu, ancien rédacteur en chef de *Munno*, avait été assassiné en 1974 par des soldats de l'armée ougandaise. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

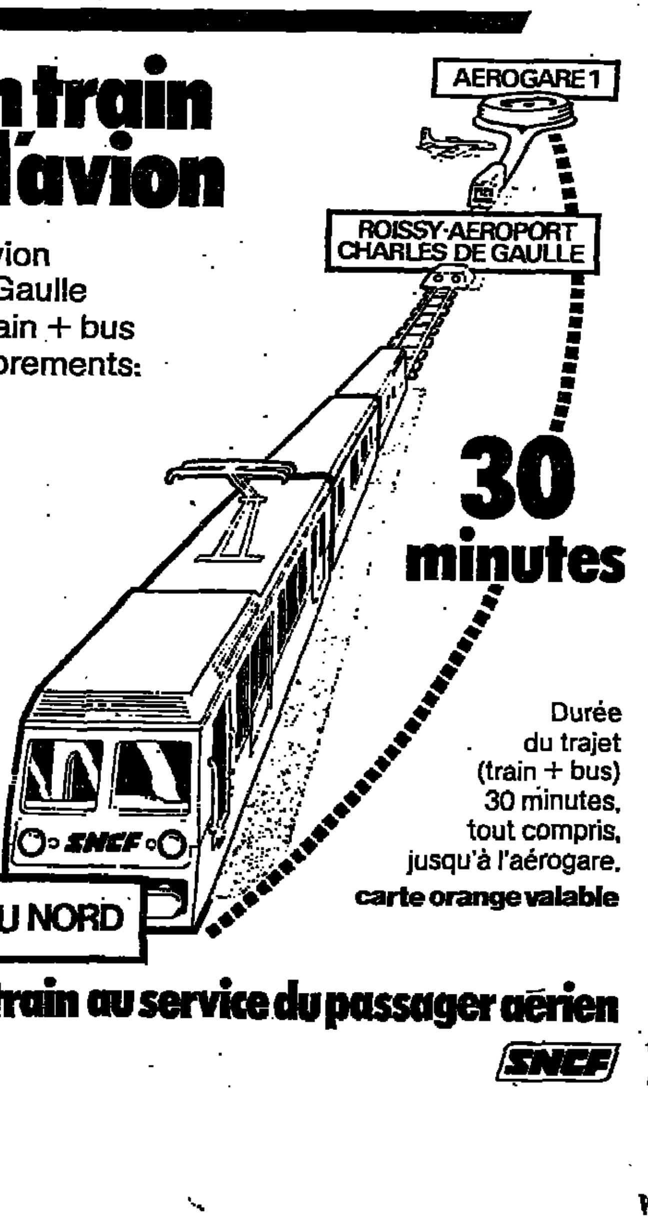
ROISSY RAIL

Allez bon train prendre l'avion

Pour aller prendre l'avion
à Roissy-Charles de Gaulle
il existe une liaison train + bus
qui ignore les encombrements:

ROISSY RAIL

Un train tous
les quarts d'heure
● au départ de
la gare du Nord
vers Roissy,
● au départ de
la gare ferroviaire
Roissy-aéroport
Charles de Gaulle
vers Paris.



30 minutes

Durée
du trajet
(train + bus)
30 minutes,
tout compris,
jusqu'à l'aérogare.
carte orange valable

La ponctualité du train au service du passager aérien

AÉROPORT DE PARIS
SNCF

HALTE AUX VOLEURS

POUR 1.300 F TTC
Pose et déplacement compris

• UNE SERRURE HAUT ET BAS
de grande marque Ex. BRICARD
• UN BLINDAGE D'ACIER
électro-zingué
16/10e anti-effraction
• UN RENFORCEMENT DES GONDS
par 4 goujons anti-vol
• UN CONTRAT SECURITE DE 2 ANS
Crédit gratuit sur 3 mois

LA CLEF ROUGE
N°1 DE LA PROTECTION
en installation de portes blindées
Siège social : 24, av. R. Poincaré
75116 PARIS - 704.60.40
BORDEAUX Tél. 91.67.88 - CANNES Tél. 39.13.13
LYON Tél. 52.72.38 - MARSEILLE Tél. 53.40.98
NICE Tél. 88.62.58

AFRIQUE

République Sud-Africaine

L'opposition blanche est en voie de regroupement

De notre correspondante

Johannesburg. — Sir de Villiers Graaf, président de l'United Party (U.P.), multiplie depuis le mois de juillet les démarches pour la création d'une nouvelle opposition. D'abord limitées à un rapprochement des mécontents, elles ont vite pris la forme d'un regroupement de l'opposition officielle dont il est le leader avec le Progressive Reform Party (P.R.P.), opposé à l'apartheid et soutenu par M. Harry Oppenheimer, magnat de l'or et du diamant, le Democratic Party (D.P.) et les désenchantés du National Party (N.P.).

Le projet est une des conséquences des manifestations des lycéens noirs et métis de ces derniers mois. Inquiète des revendications des Africains et de l'immobilisme du gouvernement, l'opposition sud-africaine semble découvrir sa fragilité et son incapacité à ébranler la majorité qui tient fermement les rênes du pouvoir depuis 1948. Alors que le National Party occupe 123 sièges au Parlement, l'U.P. n'en détient que 36, le P.R.P. 12, et le Democratic Party n'est pas représenté.

Jusqu'à présent, le Progressive Reform Party s'était toujours opposé à s'engager dans une alliance avant l'établissement d'un consensus sur l'alternative à la politique d'apartheid. Toutefois, le 7 octobre, M. Colin Eglin, président du P.R.P., a donné son accord pour participer au comité qui sera chargé d'étudier les possibilités d'unification de l'opposition. Cette décision a fait suite à plusieurs contacts avec des financiers et des industriels. « *Ils m'ont exposé* — dit M. Eglin — *leur façon d'envisager une opposition unie qui pourrait renforcer les pressions sur le gouvernement pour l'amener à accepter une politique plus réaliste et plus éclairée. Ils sont d'accord pour reconnaître qu'il serait impossible de rassembler dans un même parti des hommes dont les positions sur les questions raciales sont incompatibles alors que l'apartheid est la cause directe des événements en Afrique du Sud.* »

On voyait de toutes façons difficilement le P.R.P. fermer définitivement toutes les portes à une négociation et compromettre ainsi les chances, si minimes soient-elles, d'un regroupement de l'opposition.

Issus pour beaucoup du milieu de la haute industrie, du commerce ou de la finance, les alliés éventuels partagent une même antipathie pour le communisme. D'autre part, ils se connaissent bien : le P.R.P. n'est-il pas né de deux mouvements créés après des scissions de l'United Party ? Il n'en reste pas moins que les discussions qui vont s'engager pourraient être difficiles et longues.

Alors que, du moins jusqu'à présent, les membres du Democratic Party et la majorité de l'United Party persistent à croire que le « *développement séparé* » reste la meilleure façon de prévenir un conflit sanglant et l'installation du communisme, le P.R.P. préfère attaquer de front le système qui provoque actuellement les révoltes noires.

D'un côté, le président du petit D.P., M. Théo Gerdener, assure : « *La politique du nouveau parti assurera la plénitude de leurs droits à chacun des groupes raciaux dans un système pluraliste. Le partage du pouvoir se fera sous forme de fédération ou de confédération, ce qui me plairait plus.* » De l'autre, M. Horace Van Rensburg, député progressiste de Bryanstown, ville nouvelle toute proche de Johannesburg, affirme : « *Le P.R.P. ne cédera pas sur trois principes de base : 1) l'abandon de toute forme de discrimination raciale ; 2) la possibilité pour tous les citoyens sud-africains de participer à tous les niveaux de la direction du pays ; 3) la participation de représentants de tous les groupes raciaux à l'élaboration d'une nouvelle Constitution.* » « *Est-ce que l'United Party est prêt à accepter cela ?* », demande-t-il.

La dernière réponse précise de l'U.P. à ce sujet remonte au 19 septembre. Sir de Villiers Graaf avait alors déclaré qu'il n'était pas question d'accepter ces trois points comme une stratégie de l'opposition. Rien ne laisse supposer qu'il ait changé d'avis.

M. Van Rensburg attire d'autre part l'attention sur les alliances qui existent dans plusieurs villes entre le National Party et l'United Party, en particulier à Johannesburg : « *Si l'U.P. est sincère, il lui faudra revoir ses positions.* »

Plus qu'en la création d'un nouveau parti, M. Horace Van Rensburg croit, avec les autres membres du P.R.P., en un front multiracial rassemblant toutes les organisations et tous les mouvements qui essaient actuellement de faire bouger le gouvernement. Il se réfère à « *des groupes de gens éclairés* », tels que le P.R.P., l'aile gauche de l'U.P., quelques nationalistes, des hommes d'affaires, universitaires, ecclésiastiques, éditeurs, des responsables noirs, indiens, métis, qui sont inefficaces car ils agissent seuls. Ils pourraient accorder la priorité à la création d'un front anti-apartheid large et représentatif.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● *Un manifestant a été tué par la police le 12 octobre dans le quartier métis de Philippi, près du Cap*, et plusieurs autres blessés au cours de violents incidents. A Guguletu, Langa te Nyanga, villes satellites noires du Cap, des manifestants se sont attaqués aux voitures et aux autobus. Par ailleurs, MM. John Kani et Winston Ntshona, deux acteurs sud-africains noirs connus, ont été arrêtés par la police du Transkei pour avoir joué dans une pièce critiquant la façon dont le Bantoustan doit accéder, le 26 octobre, à l'indépendance. — *(A.F.P.)*.

Trois chefs traditionnels créent un « front des Noirs luttant pour leurs droits »

De notre correspondante

Johannesburg. — Une cinquantaine d'Africains, femmes et hommes, dont des politiciens, des syndicalistes, des responsables étudiants, des hommes de loi et des médecins, se sont réunis, vendredi soir 8 octobre, dans un grand hôtel de Johannesburg pour jeter les bases d'un Front des Noirs luttant pour leurs droits. L'initiative de cette rencontre revient à trois dirigeants de Bantoustans, le chef Gatsha Buthelezi (Kwazulu), le professeur Hudson Ntsanwisi (Gazankulu) et le chef Cedric Phatudi (Lebowa).

« *Les responsables noirs comprennent qu'il n'est plus possible de lutter seuls contre l'ennemi commun* », a déclaré M. Buthelezi en sortant de la salle de réunion. « *Il est temps de resserrer les rangs.* »

« *Les discussions ont permis de réduire nos divisions, de nouvelles stratégies ont été élaborées, mais nous ne pouvons pas les révéler à la presse blanche*, a-t-il ajouté ; *si les métis et les Indiens désirent prouver leur crédibilité, qu'ils nous rejoignent, leurs voix seront entendues dans le combat des Noirs.* » Dès samedi, M. Sonny Leon, leader métis, a déclaré qu'il était « *d'accord pour rejoindre le front* ».

La réunion des responsables africains succédait à une rencontre entre M. John Vorster, premier ministre sud africain, et les chefs de Bantoustans. Rencontre décevante si l'on en croit les commentaires de ces derniers à la sortie de l'entretien. « *La seule bonne chose*, s'est exclamé M. Buthelezi, *c'est que M. Vorster a bien voulu s'asseoir et discuter.* » Toutes les demandes ont été rejetées : convention nationale multiraciale pour l'élaboration d'une nouvelle constitution, libération des prisonniers politiques et nouveau statut des Africains des villes.

Quelques concessions mineures ont cependant été accordées. Selon les chefs des Bantoustans, M. Vorster aurait promis d'étudier « *dès que possible* » l'établissement d'un enseignement obligatoire et gratuit, et de réduire les différences salariales entre les races.

« *M. Vorster, en refusant du réunir une convention nationale multiraciale, crée une situation dangereuse*, assure M. Buthelezi. *Il est inévitable que les Noirs cherchent à se regrouper.* »

Rejetés par les jeunes, les chefs africains se sont jusqu'à présent toujours tenus en marge du mouvement contestataire qui a éclaté dans les lycées le 16 juin dernier. Bien que critique à l'égard de ses moyens d'action, ils se sont cependant toujours déclarés solidaires des revendications de la jeunesse. Cette tentative de rassemblement des dirigeants « *traditionnels* » africains est la première depuis le début des manifestations.

C. C.

CORRESPONDANCE

300 ans d'histoire ou l'aliénation du Transkei

M. Yves Person, professeur en Sorbonne nous écrit :

Le Monde du 30 septembre a publié une large publicité sur l'indépendance du Transkei où la nation Xhosa dit prendre la parole. Si le texte n'a pas été rédigé par des fonctionnaires de Pretoria, il est remarquable que ces Africains reprennent à leur compte les mythes racistes, imbéciles et anti-scientifiques qui ont été forgés par les Blancs pour contester leurs droits sur leur propre pays.

Ce « *peuple paisible* » — celui qui a résisté le plus violemment par les armes à l'agression blanche, lors des fameuses *Kaffir Wars*, de la fin du dix-huitième siècle à 1879 — serait dans son pays depuis trois siècles (300 ans d'histoire) ou un peu plus. C'est la reprise du mythe historique enseigné comme un dogme dans les écoles sud-africaines. Les Bantous venant du nord n'auraient traversé le Limpopo pour entrer en Afrique du Sud que vers 1650, c'est-à-dire au moment précis où les Hollandais de Van Riebeck débarquaient au Cap. Ils n'auraient donc pas plus de droits que ceux-ci sur le pays.

Mais voici plus de vingt ans que Manica Wilson a démontré dans des articles célèbres que les ancêtres des Xhosa étaient justement dans l'actuel Transkei au moins dès l'an 1300, et sans doute beaucoup plus tôt car il n'y a aucun souvenir de migration. Depuis lors, l'archéologie a démontré que les Bantous ayant l'usage du fer étaient déjà dans l'Etat libre d'Orange (pour ne pas parler du Transvaal) dès le onzième siècle et dans la région Nord-Natal — Swaziland — dès le quatrième siècle de notre ère (1).

Quant les Xhosa parlent de leur « *300 ans d'histoire* » ils manifestent donc soit une aliénation profonde, soit une absence de liberté qui les oblige en toute occasion à rendre hommage aux phantasmes de leurs maîtres. Ce qui permet de juger de l'indépendance future de ce bantoustan.

---

(1) On trouvera la meilleure mise au point à ce sujet dans Leonard Thompson (Ed.) *African Societies in Southern Africa*, Londres, 1959.

Rhodésie

LONDRES DONNE LA LISTE DES PARTIES INVITÉES À LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

(De notre correspondant.)

Londres. — Le gouvernement britannique est résolu à mener activement la préparation de la conférence de Genève sur la Rhodésie, a indiqué, mardi 12 octobre, aux Communes, le secrétaire au Foreign Office, M. Crosland. Il a fait connaître la liste des invités dont il espère qu'ils ne poseront pas de nouvelles conditions préalables.

En dehors du premier ministre rodhésien, M. Ian Smith, qui sera accompagné par quatre de ses collègues (sans aucun représentant des partis blancs qui lui sont opposés), les Britanniques comptent sur la présence de MM. Robert Mugabe, secrétaire général du ZANU (Zimbabwe African National Union) ; Joshua Nkomo, leader du ZAPU (Union populaire africaine) et de l'évêque Abel Muzorewa, qui dirige l' « *aile extérieure* » du Conseil national africain. Le pasteur Sithole, dissident du ZANU, n'a pas été invité. Il a immédiatement déclaré, à Lusaka, que la Grande-Bretagne s'efforçait d'établir en Rhodésie un « *gouvernement fantoche* ».

Pressé de questions par l'opposition conservatrice, M. Crosland a laissé entendre que M. Smith n'a pas du tout accepté un « plan Kissinger ». Selon le secrétaire au Foreign Office, il s'agissait seulement d'une version élaborée par le premier ministre rhodésien lui-même. Cette thèse est cependant contredite par un communiqué du Foreign Office se félicitant, le 24 septembre, que M. Smith ait « *accepté les propositions qui lui ont été soumises par M. Kissinger* », et ajoute que les propositions du secrétaire d'Etat américain avait été élaborées à partir du plan du premier ministre britannique.

En dépit de questions posées, tout d'abord par M. Maudling, porte-parole du cabinet fantôme pour les affaires étrangères, puis par le leader de l'opposition Mme Thatcher, M. Crosland, a assuré que le gouvernement de Sa Majesté n'a jamais proposé « *un document final et définitif* ». Le programme accepté par les dirigeants rhodésiens ne refléterait que « *des idées discutées auparavant entre les Américains, nous-mêmes et les représentants africains* ». Ce que M. Crosland va maintenant jusqu'à appeler « *les propositions de M. Smith* » constituerait dons « *une base utile pour de nouvelles discussions* », mais non le seul projet devant être soumis à la conférence de Genève.

Les réponses pour le moins équivoques de M. Crosland n'ont évidemment pas satisfait l'opposition conservatrice.

Les Tories ne sont d'ailleurs pas seuls à redouter que de telles confusions n'apparaissent à la conférence de Genève, en admettant que celle-ci soit en mesure de commencer ses travaux à la date du 25 octobre. Aux yeux de M. Crosland, toutefois, l'essentiel est que les deux parties au conflit rhodésien acceptent le principe d'un transfert du pouvoir à la majorité noire d'ici deux ans.

JEAN WETZ.

DIPLOMATIE

M. Waldheim sera sans doute réélu secrétaire général de l'O.N.U.

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a fait savoir, mardi 12 octobre, au cours d'une conférence de presse improvisée, qu'il accepterait d'être reconduit dans son mandat si l'Assemblée générale décidait, sur la recommandation du Conseil de sécurité, de le réinvestir dans ses fonctions pour un deuxième quinquennat. La décision de M. Waldheim n'a pas surpris les initiés.

Deux candidatures en dehors de la sienne avaient été enregistrées cette année : celle de M. Echeverria, président du Mexique, et celle de M. Amerasinghe, représentant du Sri-Lanka auprès des Nations unies. Aucune des deux ne réussit à s'imposer et, en fin de compte, toutes les deux firent long feu. M. Echeverria, qui se posait en champion du tiers-monde, s'aliéna les Etats-Unis lorsqu'il vota en faveur de la résolution amalgamant sionisme et racisme, sans parvenir pour autant à susciter l'enthousiasme des pays du tiers-monde. Même les Latino-Américains ne le soutenaient que du bout des lèvres. M. Amerasinghe, bien que très populaire au palais de verre, n'a pas l'étoffe d'un secrétaire général, du moins c'est ce que pensent un grand nombre de délégations.

Il y a trois semaines, le premier ministre de l'île Maurice écrivit à M. Waldheim, au nom des pays africains, pour lui manifester leur souhait de le voir demeurer à son poste. A deux ou trois nations près, les pays du tiers-monde lui manifestèrent leur soutien, notamment à l'occasion des discours de leurs délégués à l'Assemblée générale. Les Soviétiques, qui préfèrent traiter avec des hommes qu'ils connaissent plutôt qu'avec des inconnus firent part de leur *nihil obstat*. La France et la Grande-Bretagne ne voyant pour leur part aucune objection à la réinvestiture de M. Waldheim, la parole restait aux Etats-Unis et à la Chine. Curieusement, le gouvernement américain donna, mardi, son feu vert, très discrètement, en l'assortissant d'un véhément coup de semonce public.

Des articles inspirés par des officiels américains parus le 12 octobre dans plusieurs journaux importants reprochaient au secrétaire général de céder trop fréquemment aux « *pressions grossières* » de certains pays et de confier des postes importants à des personnes « *peu ou pas qualifiées* ».

En filigrane, l'avertissement — car c'en était un — signifiait que les Etats-Unis avaient décidé d'appuyer la candidature de M. Waldheim, mais que leur soutien n'était pas inconditionnel et qu'ils voyaient d'un mauvais œil le glissement de l'organisation internationale vers la « gauche ». En fait, les Occidentaux, Américains en tête, ne se privent pas, lorsqu'il s'agit de caser leurs poulains aux Nations unies, d'exercer eux aussi sur M. Waldheim des « *pressions grossières* ».

La Chine, comme à son habitude, se rangera aux côtés des non-alignés. Les consultations du Conseil de sécurité commenceront incessamment. On prévoit que le Conseil recommandera à l'unanimité la reconduction du mandat de M. Waldheim, qui sera alors vraisemblablement élu par acclamation à l'Assemblée générale.

LOUIS WIZNITZER.

WASHINGTON SE FÉLICITE DE LA DÉCLARATION FRANÇAISE SUR LA POLITIQUE NUCLÉAIRE

Washington (Reuter). — Les Etats-Unis se sont félicités, mardi 12 octobre, de la déclaration faite samedi à Paris sur la politique nucléaire de la France. « Nous avons l'intention d'étudier le communiqué du Conseil de politique nucléaire extérieure de la France », a déclaré M. Funseth, porte-parole du département d'Etat. « Nous nous félicitons de l'initiative du gouvernement français, que nous considérons comme une contribution constructive à l'effort de coopération des pays fournisseurs, dans lequel les Etats-Unis ont joué un rôle majeur des années durant. Ce rôle consiste à rendre compatible l'extension des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire avec le besoin de réduire la prolifération nucléaire », a ajouté le porte-parole.

A l'Assemblée générale

LA FRANCE EST MISE EN CAUSE AU SUJET DE DJIBOUTI ET DES COMORES

(De notre correspondant.)

Nations unies (New-York). — La France a été mise en cause, mardi 12 octobre, au cours des débats de l'Assemblée générale des Nations unies. M. Ato Kifle Wodajo, ministre des affaires étrangères d'Ethiopie, a déclaré que les Comores avaient été démembrées alors qu'elles s'acheminaient vers l'indépendance. « *Leur indépendance*, a-t-il dit, *ne saurait être considérée comme complète aussi longtemps que Mayotte n'aura pas rejoint les Comores dans leur indépendance.* » Il a poursuivi : « *Le colonialisme français à Djibouti est à bout de souffle. La seule façon pour lui de subsister est de profiter des circonstances que des forces extérieures pourraient y créer. Les pays africains doivent être vigilants et s'assurer que leur appel soit mis en application, appel qui demandait à l'Ethiopie et à la Somalie de renoncer à toutes prétentions territoriales sur Djibouti et de s'engager à respecter l'intégrité territoriale de Djibouti après son accession à l'indépendance.* »

M. Mouzawar Abdallah, ministre des affaires étrangères des Comores, a demandé également au gouvernement français d'activer le processus d'indépendance de Djibouti et l'a mis en garde « *contre ses méthodes bien connues qui consistent à vouloir diviser les peuples et violer l'intégrité de leur territoire, comme elle l'a fait aux Comores* ».

« *C'est la première fois*, a-t-il poursuivi, *qu'un Etat indépendant, reconnu par la communauté internationale, est assujetti à un processus de recolonisation. L'affaire de Mayotte constitue un précédent lourd de conséquences pour la stabilité et la sécurité des pays indépendants d'Afrique de cette région, pour l'intégrité des jeunes nations qui, confrontées à de multiples problèmes socio-économiques, courent le risque d'une division imposée du dehors.* »

Le délégué de la France, M. Jacques Lecompt, a répondu que l'île de Mayotte faisait partie intégrante de la République française par la volonté librement exprimée de sa population. « *Les Mahorais*, a-t-il dit, *ont confirmé leur choix à de fortes majorités et en toute liberté lors de plusieurs consultations. La France n'a pas à Mayotte de stratégie ambitieuse. Elle s'est sentie essentiellement obligée de prendre en considération les vœux d'une population qu'elle ne cherche pas à recoloniser et à laquelle elle envisage de proposer un statut de type très évolutif.* » — L. W.

● *M. José Medeiros Ferreira*, ministre des affaires étrangères du Portugal, et M. Knut Frydenlund, ministre des affaires étrangères de Norvège, seront reçus en visite officielle en France respectivement le 15 et le 21 octobre, annonce le ministère des affaires étrangères.

● *La commune de Cabourg* (Calvados) sera désormais jumelée avec celle de Pandar-Pavlhavi (Iran), a annoncé dimanche 10 octobre son maire, M. Bruno Coquatrix, au cours d'un débat organisé dans cette ville par la Fédération modiale des villes jumelées, et consacré à la coopération intercommunale. Il s'agit du premier jumelage de villes franco-iranien.

L'Amérique du Nord.
Où on veut. Quand on veut.

● **29 vols hebdomadaires.**
Air France offre sur l'Amérique du Nord le plus important réseau au départ de Paris : 8 grandes villes reliées par 29 vols hebdomadaires.

● **Plus de 60 villes en correspondance directe.**
Washington, New York, Chicago, Houston, Los Angeles, Montréal, Toronto, Mexico sont desservies plusieurs fois par semaine et 62 villes, réparties sur l'ensemble du continent, sont en correspondance directe avec ces escales.

● **Le vol le plus rapide.**
En exclusivité sur Air France : Washington en Concorde. Départ à 20 h (dernier vol vers les USA). 3 h 55 de vol. 4 h 40 de gagnées. New York, Boston, Philadelphie, Los Angeles... Arrivée le soir même à destination finale.

● **Le premier départ du matin.**
Vers New York, le premier vol de la journée est un vol Air France. Chaque jour départ à 10 h. Arrivée à 13 h, heure locale. Deuxième vol quotidien à 13 h. En Boeing 747.

● **Les services les plus directs.**
Houston sans escale, les lundis, mercredis, jeudis et samedis.
Toronto sans escale 3 fois par semaine.
Mexico, les lundis, mercredis, jeudis et samedis. Le service le plus rapide au départ de Paris avec une seule escale.
Des exclusivités Air France en Boeing 747.

Pour être toujours présent partout en Amérique du Nord, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

هكذا في الأصل

[illegible] عن الأصل

DIPLOMATIE

L'INTERVIEW DU CHEF DE L'ÉTAT A TF 1

Les dirigeants soviétiques ont été embarrassés par l'éloge qu'a fait M. Giscard d'Estaing de la société libérale

De notre correspondont

Moscou. — L'interview accordée mardi 12 octobre par M. Valéry Giscard d'Estaing à TF 1 — et retransmise par la télévision soviétique — n'a manifestement pas enthousiasmé les dirigeants du Kremlin. La presse de ce mercredi 13 octobre ne mentionne même pas le fait, alors qu'elle avait réservé la plus grande publicité la semaine dernière aux déclarations de M. Brejnev. Cette publicité se poursuit d'ailleurs encore aujourd'hui : si aucun journal ne fait référence à l'interview du président de la République, tous annoncent, en revanche, la publication en brochure spéciale et à fort tirage du texte des déclarations de M. Brejnev à TF 1.

La circonspection soviétique s'explique aisément : le plaidoyer en faveur de la société libérale avancée auquel s'est livré M. Giscard d'Estaing avait pour Moscou une forte odeur d'ingérence dans les affaires intérieures soviétiques, voire de subversion.

Les Soviétiques n'ont pas l'habitude, en effet, d'entendre les éloges du pluralisme, de l'alternance, de la liberté, de l'abondance et de la sécurité qui régneraient en Occident. Lorsqu'on leur parle de la société française, c'est plutôt d'une société en crise, en proie au chômage, à l'inflation et à la misère dont on les entretient. Cette insistance se retrouve d'ailleurs dans les conversations privées : c'est ainsi qu'il est, par exemple, extrêmement difficile de convaincre certains Soviétiques de la gratuité de l'enseignement en France...

Ce n'est sans doute que pour éviter un incident avec Paris que les autorités se sont résignées à retransmettre la quasi-totalité des déclarations du président de la République. M. Giscard d'Estaing avait, en effet, demandé l'application de la règle de la réciprocité avant d'accorder son interview à TF 1, et la télévision soviétique s'était engagée à transmettre sa prestation, comme la télévision française avait transmis la semaine dernière celle du secrétaire général du parti communiste soviétique. Les responsables soviétiques avaient même affirmé en privé que l'interview de M. Valéry Giscard serait diffusée dans Vremia, le grand programme d'information télévisé qui passe à 21 heures, la plus grande heure d'écoute.

Après avoir pris connaissance des propos du président de la République française, les Soviétiques ont préféré assumer leur obligation à la sauvette : c'est à 19 heures qu'a été diffusée l'interview du président français, à la place d'une émission pour les enfants. Contrairement au vœu de l'Elysée (et aussi à la règle de la réciprocité sans laquelle, semble-t-il, il ne peut y avoir d'amitié franco-soviétique), la traduction en avait été faite par les services soviétiques. Ce qui a permis d'escamoter la conversion en roubles du salaire minimum garanti français. M. Giscard d'Estaing avait avancé le chiffre de 324 roubles par mois (1) : on comprendra que cela ait été jugé peu « fair-play » ici, puisque le salaire minimum soviétique est de 70 roubles.

JACQUES AMALRIC.

---

(1) La méthode utilisée par M. Valéry Giscard d'Estaing est contestable : il s'est référé au cours du rouble, qui est notoirement surévalué.

La coopération avec l'U.R.S.S. est une dimension fondamentale et permanente de notre politique

déclare le président de la République

Dans l'interview qu'il a accordée à Yves Mourousi qui l'interrogeait en direct de Moscou le mardi 12 octobre, M. Giscard d'Estaing a dressé un tableau de la politique extérieure française qui, « dans ce monde en changement, définit un objectif de paix et un objectif de coopération pour le développement économique international ».

« *Chacun comprend et chacun partage notre attachement à la cause de la paix*, a-t-il déclaré, *et la démarche qui conduit vers la paix est la politique de détente. Pour la France, cette politique n'est pas une manœuvre, c'est la seule qui constitue à ses yeux une alternative aux conflits.* » Citant quatre conséquences du choix de la politique de détente, M. Giscard d'Estaing a mentionné « *l'élimination des attitudes qui ont été, dans le passé, des motifs traditionnels de conflit ; le fait que la détente n'est pas seulement la non-guerre mais aussi la volonté de vivre ensemble, et donc d'accepter nos différences* » ; la nécessité de « *passer de la détente à l'entente* » et il a assuré que « *la France est très attachée à un désarmement efficace et général* ». La « *contribution au développement* » est une préoccupation « *dans laquelle la France retrouve l'U.R.S.S.* ». « *Nous poursuivons ces objectifs*, a ajouté le chef de l'Etat, *à travers une politique indépendante, car la France, vieux pays, entend garder la maîtrise de son sort et de son histoire* ».

Interrogé sur les résultats de la conférence d'Helsinki, M. Giscard d'Estaing a rendu hommage à « *l'effort le plus important depuis la fin de la guerre pour faire progresser la détente en Europe* », et qualifié l'acte final de la conférence de « *programme très ambitieux* ». Sur les rapports entre Paris et Moscou, il a assuré notamment : « *La coopération entre l'U.R.S.S. et la France est une dimension fondamentale et permanente de notre politique* ». Citant des « *exemples concrets* », il a estimé que le triplement des échanges entre 1975 et 1979 pouvait, sur la base des chiffres connus, être considéré comme acquis.

Répondant à la question : « Comment voyez-vous l'avenir de la France ? », le président de la République a évoqué « *la liberté pour les individus* » et la « *diversité des institutions et des choix* » et donné des exemples du niveau de vie des travailleurs français.

« *A l'heure actuelle* a-t-il dit *le niveau de vie français par tête est de 32 000 F, ce qui représente 6 400 dollars, pour prendre la référence d'une monnaie internationale. Pour ce qui est du niveau de vie des travailleurs, le salaire minimum d'un travailleur est de 1 676 F par mois, ce qui correspond, au taux de change officiel, à 324 roubles. Ces travailleurs français, comment vivent-ils ? Il y a, à l'heure actuelle, 74 % des ménages ouvriers français qui possèdent leur propre voiture automobile. Donc, vous voyez, trois ouvriers sur quatre ; il y a huit ménages ouvriers sur dix en France qui possèdent leur propre machine à laver le linge. Si l'on prend maintenant le logement nous avons en France 8 300 000 familles qui possèdent leur propre logement. Et la dimension moyenne de ce logement est de 3,3 pièces par famille, sans compter la cuisine et la salle de bains.* »

L'interview du président de la République était diffusée le dernier jour d'une semaine franco-soviétique organisée par TF 1. Interrogé sur l'importance de cette interview, M. Giscard d'Estaing a affirmé qu'elle correspondait « *à un progrès des relations internationales en Europe dans l'esprit d'Helsinki.* » Il a ajouté : « *M. Leonid Brejnev a pu s'exprimer très complètement devant tous les auditeurs français et leur faire connaître à la fois son appréciation sur les relations franco-soviétiques, appréciation positive, et en même temps la manière dont il conçoit le progrès et le développement de l'Union soviétique. Et aujourd'hui, de façon symétrique, je peux tenir le même langage. C'est donc précisément cette communication, cet échange d'informations qui est visé dans l'acte final d'Helsinki.* »

LE GÉNÉRAL GRIBKOV EST NOMMÉ CHEF D'ÉTAT MAJOR DES FORCES DU PACTE DE VARSOVIE

Moscou (A.F.P.). — Le général soviétique Anatole Gribkov a été nommé chef de l'état-major des forces unifiées des pays du pacte de Varsovie. Il remplace à ce poste le général Serge Chtemenko, décédé le 23 avril 1976.

Le général Gribkov est âgé de cinquante-sept ans, il a commandé de 1973 à 1976 les troupes de la région militaire de Leningrad. Il a été élu membre suppléant du comité central du parti communiste soviétique en mars dernier après le vingt-cinquième congrès du parti communiste de l'Union soviétique.

PISTAL
LE 1ER INSECTICIDE
100% NON TOXIQUE!
CERTAINS LE DISENT. PISTAL LE PROUVE!*

Fini les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL les extermine radicalement. Eux et leurs larves.
Un insecticide à usage vraiment domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé.
L'insecticide sans D.D.T. ni D.D.V.P., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants !).
PISTAL est vendu en aérosol ou en bidon.
Demandez PISTAL à votre droguiste ou à votre diététicien habituels, ou écrivez à :
Laboratoires ALIO SPRAY
5, rue Nicolas-Chuquet - 75017 PARIS

*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 5.01.76 après 3 mois d'essais sur divers animaux à sang chaud.

Pistal

Reçu à l'Élysée

LE PRINCE SOUVANNA PHOUMA ANNONCE UNE RÉVISION DES ACCORDS FRANCO-LAOTIENS

Le prince Souvanna Phouma, ancien premier ministre du Laos, a été mardi 12 octobre par M. Giscard d'Estaing. Il a indiqué que de nouveaux accords franco-laotiens pourraient être prochainement signés. Le prince, qui est conseiller du gouvernement laotien, a déclaré qu'une mission française se trouvait en ce moment à Vientiane. « *Nous allons entamer des pourparlers pour réviser les accords que j'ai signés moi-même avec M. Laniel en 1953* », a-t-il précisé, ajoutant : « *Ces accords sont en effet périmés puisque signés dans le cadre de l'Union française, aujourd'hui disparue.* » Cette révision des accords franco-laotiens « *n'affectera en rien les liens d'affection existant entre le Laos et la France* ».

Interrogé sur la situation dans son pays, le prince a répondu : « *Il n'y a rien de changé dans la vie laotienne. Nous cherchons actuellement à nous suffire à nous-mêmes. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de main-d'œuvre suffisante pour la culture de nos rizières. Maintenant, nous mobilisons le maximum de gens dans les rizières pour éviter de dépenser des devises en important du riz (...). Il n'y a pas eu de sang versé au Laos. C'était une révolution tout à fait pacifique (...). Notre problème majeur, c'est l'économie.* »

Le prince a encore déclaré : « *Le Laos veut avoir de bonnes relations avec tout le monde. Nous savons que la Thaïlande se méfie de nous, mais nous ne demandons qu'à avoir de bonnes relations avec ce pays.* »

Parlant de sa situation personnelle, le prince a indiqué : « *Je suis conseiller du gouvernement laotien. Je donne mon avis sur ce que l'on désire faire.* »

Alors qu'on lui demandait de porter un jugement sur la politique menée par son frère le prince Souvanouphong, l'actuel président de la République, le prince Souvana Phouma a répondu : « *Mon frère fait à peu près la même politique que celle que j'ai menée : une politique de réconciliation nationale et de réunification du pays. Ce que nous voulons, c'est garder notre identité.* » *Le Laos ne doit pas disparaître* », a-t-il répété. Il a précisé que son voyage à Paris était strictement privé.

A L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

M. Pierre-Christian Taittinger estime que la politique de la France n'a pas changé depuis dix-huit ans

M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, parlant, mardi 12 octobre, devant l'académie diplomatique internationale, a déclaré que la politique étrangère française « *n'avait pas connu de changement* » depuis dix-huit ans. Elle reste fondée, a-t-il poursuivi, sur quatre principes : l'indépendance et la défense nationales, la solidarité et en particulier la solidarité européenne, la détente, la coopération notamment avec l'Afrique. A cet égard, il souligna que « *l'apport nucléaire ne peut être refusé au nom d'un certain égoïsme* » aux pays qui en ont besoin, mais que l'on doit en empêcher la prolifération militaire.

« *Ce qui a changé dans la politique française, c'est une question de forme,* a conclu le secrétaire d'Etat. *Le gouvernement cherche à faire mieux comprendre et accepter sa politique.* »

L'ambassadeur du Vietnam souhaite l'intensification des rapports avec la France

Parlant également devant l'académie diplomatique internationale, l'ambassadeur du Vietnam, M. Vo Van Sung déclara : « *De très belles occasions sont aujourd'hui offertes (au Vietnam et à la France) pour intensifier et enrichir, dans tous les domaines et sous tous les aspects, leurs rapports mutuels d'amitié et de coopération fondés sur les intérêts immédiats et à long terme de nos deux peuples. Les rapports entre le Vietnam et la France font partie intégrante de notre politique extérieure en ce qu'elle a de fondamental, car, outre des liens affectifs qui unissent nos deux peuples, il existe aussi des convergences d'intérêts dans plusieurs domaines, entre nos deux pays.*

« *L'assentiment que nous attendons de la France à notre politique, les initiatives qu'elle ne manquerait pas de prendre, donneront à notre politique une dimension pratique de portée considérable. Nous souhaitons qu'une ère nouvelle s'ouvre dans l'histoire de la coopération entre la France et le Vietnam, et que les rapports nouveaux établis entre nos deux pays, dans un esprit nouveau et dans une vision à long terme, serviront l'intérêt profond de nos deux peuples.* »

● *M. Henri Fiszbin*, premier secrétaire de la fédération communiste de Paris, député de Paris, vient de rencontrer à Rome M. Argan, maire de cette ville. M. Fiszbin a indiqué qu'ils « *ont échangé leurs opinions sur l'administration des deux capitales et rappelé la similitude des problèmes sociaux, culturels et civils auxquels se trouvent confrontés les citoyens de Rome et de Paris, et dont la solution ne peut être recherchée que dans l'unité des forces populaires et dans le développement de la démocratie la plus ample* ».

M. P.-H. MANIÈRE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU RWANDA

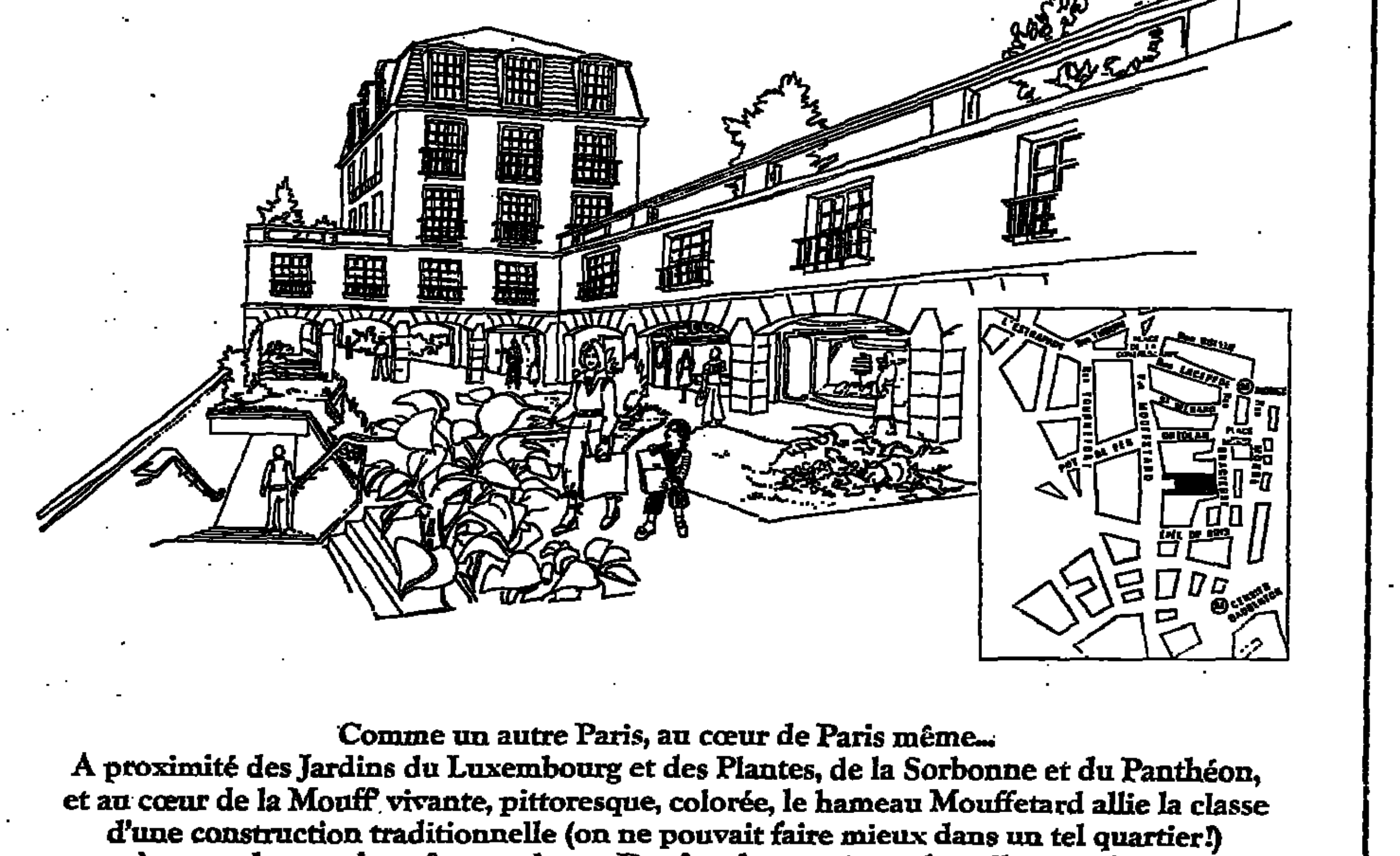
Le *Journal officiel* du jeudi 14 octobre annoncera la nomination de M. Paul-Henry Manière comme ambassadeur à Kigali (Rwanda) en remplacement de M. Robert Picquet, récemment nommé ambassadeur à Bangui (*le Monde* du 28 septembre).

[Né en 1922, M. Manière a servi au ministère de la France d'outre-mer avant d'entrer à Ecole nationale d'administration. Mis à la disposition de la Résidence générale au Maroc, il a été intégré aux affaires étrangères en 1956 et a occupé différents postes à Athènes, à Londres, à Damas, au service des pactes et affaires spatiales, et enfin à Abidjan. Il était depuis 1972 premier conseiller à l'ambassade de France auprès du Saint-Siège.]

● *M. James Callaghan*, le premier ministre britannique, fera une visite en France les 11 et 12 novembre. Il sera accompagné du chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, du secrétaire au Foreign Office, M. Anthony Crosland, du ministre du commerce, M. Edmund Dell, et du ministre de l'agriculture, M. John Silkin. — (*A.F.P.*)

● *M. Robert Fabre*, président du Mouvement des radicaux de gauche, a reçu mardi 12 octobre une délégation du gouvernement bulgare conduite par M. Peter Tantchev, vice-président de la République de Bulgarie, secrétaire général du parti agrarien. M. Fabre s'est déjà rendu à deux reprises en Bulgarie à l'invitation de ce parti.

LeHameauMouffetard
73 rue Mouffetard - Paris Ve



Comme un autre Paris, au cœur de Paris même...
A proximité des Jardins du Luxembourg et des Plantes, de la Sorbonne et du Panthéon,
et au cœur de la Mouff' vivante, pittoresque, colorée, le hameau Mouffetard allie la classe
d'une construction traditionnelle (on ne pouvait faire mieux dans un tel quartier!)
aux exigences du grand confort moderne. Des façades en pierre de taille et enduit rustique,
des fenêtres à petits bois et des vrais toits avec des lucarnes et des combles à la Mansart.
Une construction soignée jusque dans les détails.
Des duplex, de vastes appartements,
et aussi des studios
pour les célibataires raffinés.
Appartement modèle sur place.

GEFIC
Renseignements et vente sur place
73, rue Mouffetard, Paris 5e
Tous les jours de 14 h à 19 h
Samedi de 10 h à 19 h
Fermé le dimanche
ou GEFIC -
52 Champs-Elysées
ALM 98 98

SGMI CONSTRUCTEUR
GROUPE EMPAIN SCHNEIDER

Les ventes à crédit et la protection des consommateurs

Le Sénat limite le champ d'application du « projet Scrivener »

Le Sénat a voté, et sensiblement modifié, le 12 octobre, en première lecture, avant l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à l'information et à la protection du public dans le domaine des opérations de crédit.

« *Ce texte*, a indiqué le rapporteur M. THYRAUD (ind.), *donne de nouveaux droits aux consommateurs et ouvre en leur faveur d'importantes exceptions aux principes généraux de la théorie des obligations en droit civil.* »

L'axe dr projet est l'institution d'un délai obligatoire de sept jours qui permettra au consommateur de réfléchir sur la portée de ses engagements. A partir du moment où il aura eu une connaissance complète des conditions du crédit qui lui sera accordé, il pourra pendant une semaine, dont un week-end, renoncer à ce crédit. En outre, pendant ce même délai, aucun paiement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, ne pourra être effectué par le prêteur a l'emprunteur ni pour le compte de celui-ci ni par l'emprunteur au prêteur.

« *Le crédit à la consommation*, a souligné Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, *séduit tout le monde : la clientèle, les commerçants, les organismes financiers. Cela explique son immense développement, dans les quinze dernières années. En 1975, l'endettement moyen par habitant se montait dans notre pays à 230 francs, ayant doublé depuis 1969 ; entre 1961 et 1971, les ventes à crédit d'objets ménagers, radio et télévision, ont augmenté de 98 %, celles des meubles de 620 %. Des formules nouvelles sont apparues : location-vente, crédit-bail et leasing. En 1973, ont été placées dans le public huit cent mille « cartes bleues ». Cette extension quantitative et qualitative a correspondu à un changement des mentalités : elle oblige à prémunir le consommateur contre ses propres tentations.* »

Dorénavant, indique aussi le secrétaire d'Etat, le contrat de vente et le contrat de crédit seront liés juridiquement. L'acheteur à crédit passe, en effet, deux contrats : un contrat de vente qui le lie avec le vendeur et un contrat de prêt qui l'oblige à rembourser le prêteur. L'absence de lien entre ces deux contrats peut conduire à des situations insupportables pour le consommateur qui achète à crédit. C'est en particulier le cas lorsque le consommateur, qui n'a pas reçu le bien acheté par suite de la faillite, de la disparition du vendeur ou pour toute autre raison, doit néanmoins continuer, en vertu de son contrat de prêt, à acquitter les paiements échelonnés auxquels il s'est engagé vis-à-vis du prêteur. La non-réalisation du contrat de vente n'a, en effet, à l'heure actuelle, aucune conséquence sur la validité du contrat de prêt.

L'article 5 du projet de loi prévoit que les obligations de l'emprunteur ne prendront effet qu'à compter de la date de la livraison du bien ou de la fourniture de la prestation. Autrement dit, l'emprunteur ne commencera à payer ses traites qu'une fois qu'il aura entre ses mains le bien commandé, ou que la prestation de service aura reçu un commencement d'exécution.

Les principales modifications

Sur la proposition du rapporteur, le Sénat a estimé que devaient être exclues du champ d'application de la loi les opérations suivantes :

- Les prêts, contrats et opérations de crédit passés en la forme authentique ;
- Ceux qui sont consentis pour une durée totale inférieure ou égale à trois mois, ou dont le montant est supérieur à une somme qui sera fixée par décret;
- Ceux qui sont destinés à financer les besoins d'une activité professionnelle, ainsi que les prêts aux personnes morales de droit public.
- En sont également exclues les opérations de crédit-bail immobilier, les opérations de crédit qui sont liées à l'acquisition ou à la propriété d'un immeuble ainsi que celles qui sont liées à la souscription ou à l'achat de parts de sociétés donnant vocation à une attribution en jouissance ou en propriété d'un immeuble.
- A l'article 4, les sénateurs ont voulu préciser que « l'exercice par l'emprunteur de la faculté de renonciation ne peut entraîner l'enregistrement sur un fichier ». « *Le consommateur ayant renoncé à un crédit ne doit pas être pénalisé*, a souligné le rapporteur, *comme le sont déjà les mauvais payeurs, alors qu'il ne fait qu'exercer son droit.* »
- Pendant le délai de renonciation prévu en faveur de l'emprunteur, le vendeur ne sera pas tenu d'exécuter son obligation de livraison. (Cette disposition intéresse surtout les ventes par correspondance.)
- Le *contrat de vente* sera révolu de plein droit si, quinze jours après sa conclusion, le vendeur n'a pas eu connaissance que le *contrat de rrêt* était conclu.

L'ensemble du projet de loi a été ensuite adopté à main levée. Au cours de la séance de la matinée consacrée à l'examen de plusieurs questions orales sans débat, M. LIGOT, secrétaire d'Etat à la fonction publique, avait répondu à une question de M. BLANC (Union centriste) sur la situation des militaires retraités, déclarant notamment :

« *L'amélioration de la condition militaire serait restée incomplète si les retraités et leurs ayants droit n'y étaient associés. Les indices de solde ont été revalorisés et le rythme de carrière accéléré. Ces mesures bénéficient aux retraités. Le coût budgétaire global pour eux seuls atteint 460 millions de francs. Une nouvelle mesure est à l'étude pour faire bénéficier les retraités des deux derniers relèvements indiciaires. Les retraités des corps dont les statuts sont en voie de délibération bénéficieront de ces dispositions.* » — A. G.

Devant le Conseil économique

M. Barre met l'accent sur la restauration de la situation financière des entreprises

« *La situation de l'emploi n'est pas satisfaisante* », a déclaré le premier ministre, en présentant, le mardi 12 octobre, devant le Conseil économique et social, la politique de lutte contre l'inflation. « *Il n'y a pas que quelques individus ou quelques groupes à s'en soucier… C'est l'intérêt des travailleurs qui inspire le gouvernement* », a ajouté M. Raymond Barre, qui n'exclut pas un accroissement dans le proche avenir du nombre des chômeurs.

Pour le premier ministre, comme pour le chancelier d'Allemagne fédérale, le rétablissement du plein emploi passe — sans exclure des « *actions spécifiques* » — par la reprise de l'investissement productif et donc par la restauration de la « *solidité financière* » des entreprises qui s'impose, « *quelles que soient les idéologies* » Il s'agit, a-t-il précisé, que le revenu de celles-ci retrouve en valeur réelle un niveau voisin de celui de 1973, c'est-à-dire augmente de 13 %.

La solution est liée, selon lui, à une modération de la croissance « excessive » des rémunérations et des coûts. La France se trouve à ce sujet, a-t-il souligné, dans la même situation — en moins grave — que la Grande-Bretagne ou l'Italie « *Le résultat ne peut être acquis que si le gouvernement s'attache à combattre simultanément tous les facteurs d'inflation.* » M. Barre a notamment indiqué que, depuis dix ans, l'augmentation de la masse monétaire n'avait jamais été inférieure à celle du produit intérieur brut.

« *Le gouvernement veut éviter une politique de déflation. Son action est la seule qui soit compatible avec le maintien de la croissance* », a ajouté M. Barre, après avoir indiqué que le déficit commercial dépasserait cette année 10 milliards de francs En outre, son programme, dont la règle est la stabilisation du pouvoir d'achat, « *est de tous les plans celui qui contient le plus de mesures d'équité* ».

A propos des réformes de structures, qui se heurtent aux « *résistances de l'ensemble du corps social* », le premier ministre a réaffirmé son intention de prendre des « *décisions concrètes* » au cours des prochains mois.

L'exposé du premier ministre s'est situé après les interventions des différents groupes socio-professionnels du Conseil économique. Au nom des entreprises, M. Delorozoy (C.N.P.F.) a reconnu la nécessité « *de mesures énergiques* » pour combattre l'inflation et a souhaité le succès du plan Barre, « *même s'il comporte des lacunes et des risques* ». Cependant, au nom de la C.F.D.T., M. Rolant a dénoncé le caractère « *autoritaire* », « *injuste* » et « *insuffisant* » du programme et son incapacité à résoudre les problèmes structurels, tandis que M. Moynot (C.G.T.) soulignait qu'« *après neuf plans en treize ans la crise économique était profonde et durable* ».

LE COLLECTIF

M. Raymond Barre souligne

Après les généralistes qui s'étaient exprimés lors du débat de politique générale, les « spécialistes » ont investi, mardi, la tribune de l'Assemblée pour la discussion du second collectif budgétaire pour 1976, « premier round du combat contre l'inflation », selon l'expression de M. Guermeur (U.D.R.).

Tout en refusant la théorie des « chocs psychologiques » comme instrument de la politique économique, le premier ministre s'est attaché, dans son intervention, à mettre ou à remettre les points sur les « i ». « La solution, a-t-il réaffirmé avec vigueur et rigueur, passe d'abord par un ralentissement des prix et des rémunérations.

M. MAURICE PAPON (U.D.R., Cher), rapporteur général de la commission des finances, confère tout d'abord à M. Barre la « *capacité* », que lui niait M. Mitterrand, de « *conduire une politique économique et sociale différente de celle de ses prédécesseurs* ». Selon lui, « *les chances de succès du plan sont fondées non point sur la même politique, pas davantage sur une tout autre politique.*

A propos du « *collectif* », il en relève le « *caractère double* », qui, explique-t-il, « *remplit une fonction budgétaire en assumant et en couvrant des charges qui sont le reflet des événements* » et « *une fonction économique en engageant une politique qui est l'expression d'une volonté* ».

Après avoir assuré que « *l'effort de solidarité nationale était ambigu* », il pose la question de savoir s'il s'agit de maintenir le revenu agricole à son niveau de 1975 ou d'indemniser les pertes subies à l'occasion de la sécheresse. Il considère que cette aide est « *justifiée* », mais, ajoute-t-il, « *on ne peut taire la maladresse et l'inopportunité avec lesquelles a été initialement présenté l'« impôt sécheresse », comme s'il était convenable et licite de créer une sorte de correspondance entre ceux qui reçoivent et ceux qui donnent.* » Pour ce qui est de l'équité dans la répartition des charges, il note que le procédé de la majoration fait appel à ceux dont les revenus sont connus, c'est-à-dire les salariés, « *ce qui justifie, à ses yeux, d'entamer sans plus attendre la réforme fiscale qu'imposent les constatations faites par le conseil des impôts « en vue d'améliorer la connaissance des revenus dans les secteurs non salariés* ».

Il souligne ensuite « *le grave problème* » du blocage des prix des loyers et de l'eau pour les collectivités locales. Cela est d'autant plus préoccupant, souligne-t-il, que « *le rétablissement des finances publiques est une pièce essentielle dans le dispositif général de lutte contre l'inflation* ».

Le rapporteur estime que, en s'attaquant au couple « prix-revenus », M. Barre « *va au fond des choses avec courage, qu'il s'attaque aux causes premières de notre inflation en même temps qu'il poursuit, sur le plan budgétaire et monétaire, une action d'ensemble* ». On voit, dès à présent, note-t-il, le service que rendrait une planification plus stricte des efforts de la nation. En conclusion, le rapporteur général fait part de son inquiétude « *face à l'hypothèse d'un ralentissement de l'activité* » et quant à la possibilité que le gouvernement a d'appliquer et de développer son programme, compte tenu de la fragilité de la reprise, de la baisse de la consommation, de la dégradation de l'investissement productif et de l'aggravation du sous-emploi. Il relève enfin que l'action du gouvernement est également subordonnée à des exigences politiques « *dans un pays où la lutte des classes interdit toute naïveté ou toute illusion sur un consensus national et dans lequel les catégories socio-professionnelles défendent leurs revendications catégorielles comme si elles s'identifiaient à l'intérêt national* ».

Après avoir évoqué l'exécution du budget de la défense en 1976, M. MICHEL D'AILLIERES (R.I., Sarthe), rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale, rappelle que ce collectif apporte 1 milliard de francs de crédits supplémentaires au budget de la défense. Il note qu'« *il subsistera encore un passif de l'ordre de 700 millions de francs environ, qu'il faudra*, dit-il, *couvrir par un autre collectif annoncé pour le mois de décembre* », qu'il considère comme indispensable.

Pour M. JACQUES FOUCHIER (apparenté R.I., Deux-Sèvres), président de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, « *l'examen des modalités de l'aide aux agriculteurs a été l'occasion d'une réflexion sur la vulnérabilité de l'agriculture française* ».

Emettant quelques réserves en ce qui concerne la pratique des aides directes aux revenus pour les agriculteurs, il propose pour y pallier « *d'affecter au rattrapage des équipements agricoles le produit d'un accroissement de l'emprunt destiné initialement aux petites et moyennes entreprises* ». M. Fouchier souligne qu'il peut paraître « *paradoxal de parler de vulnérabilité de l'agriculture alors que celle-ci a fait la preuve de sa capacité à affronter une crise majeure due à des éléments extérieurs, qu'ils soient économiques (l'inflation) o unaturels (la sécheresse). Mais*, poursuit-il, *si elle n'apparaît pas lorsqu'on s'attache à l'examen des volumes produits, cette vulnérabilité ressort à l'évidence dès que l'on examine les revenus* ».

L'ORDRE DU JOUR

Réunie mardi soir 12 octobre, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a fixé comme suit le calendrier des prochaines séances :

— Mercredi 13 octobre, après-midi (après les questions au gouvernement) et soir ; jeudi 14, après-midi et soir : suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976.

— Vendredi 15, matin : douze questions orales sans débat.

— Mardi 19, après-midi et soir : éventuellement discussion et vote d'une motion de censure.

— Mercredi 20, après-midi (après les questions au gouvernement) et soir ; jeudi 21, après-midi et soir, et vendredi 22 : discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1977.

M. BARRE : un environnement international moins favorable

M. RAYMOND BARRE considère que ce projet de loi de finances rectificative constitue « *le symbole d'une volonté d'agir rapidement* » pour lutter contre l'inflation, et il rappelle la décision du gouvernement d'engager sa responsabilité sur ce texte.

Dressant « *un tableau de la politique économique d'ensemble* » du gouvernement, le premier ministre évoque tout d'abord l'inflation et ses conséquences sur les exportations et la monnaie. Après avoir affirmé que si l'inflation est supérieure en France à ce qu'elle est dans d'autres pays, « *c'est dans des facteurs internes qu'il faut en chercher l'origine, à commencer par la croissance excessive des revenus* ». Il explique que le programme de lutte contre l'inflation « *a d'abord pour but de créer un contexte favorable au ralentissement des prix et des rémunérations* ».

Le premier ministre annonce quelques principes de discipline globale. Il est fondamental, explique-t-il, de ne pas financer l'inflation par une création monétaire excessive. Toutefois, M. Barre assure que les taux d'intérêt ne doivent être en aucun cas inférieurs au taux d'inflation. Les emprunts extérieurs seront limités et la réglementation des changes maintenue, mais essentiellement pour faire face aux accès de fièvre. Les économies d'énergie seront encouragées de diverses manières, notamment par la majoration des prix des carburants et par le plafonnement des importations.

M. Barre revient ensuite sur les mesures d'action directe sur les prix et rémunérations. Au-delà des dispositions transitoires de blocage des prix et des tarifs publics, la lutte contre l'inflation se poursuivra tout au long de l'année 1977. Il s'agit d'obtenir « *une modération coordonnée des prix et des rémunérations. Cette action*, ajoute-t-il, *préserve l'essentiel. La politique contractuelle n'est pas remise en cause.*

» *Les contrats en cours en 1976 seront appliqués jusqu'à la fin de l'année. Le pouvoir d'achat des salaires sera maintenu et la possibilité d'une prime de pouvoir d'achat à la fin de 1977 reste ouverte. (…)* » « *Autant il convient*, ajoute-t-il, *de sauvegarder le principe de la politique contractuelle, autant il importe que l'exercice de cette politique n'aille pas contre les intérêts généraux de l'économie.* »

Après avoir observé que la con-

- *M. Jean Brocard*, député républicain indépendant de la Haute-Savoie, ancien président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, a été élu, mardi 12 octobre, vice-président de l'Assemblée nationale. Il remplace à ce poste Marcel Anthonioz, député républicain indépendant, de l'Ain, décédé.

Ils vont à la Maternelle
Habitez le Nouveau Monde
Sur la Rive gauche
au cœur du 13e
Ils vont à l'école primaire
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13e
Un appartement avec verrière
Un vaste séjour, le silence.
4.600 F le m²
Ils vont au lycée
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13e
4.600 F le m²
à prix fermes et définitifs
Le Centre Commercial à deux pas,
bientôt la piscine,
Le 5e arrondissement à côté.
Il est en fac
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13e
4.600 F le m²
Espace privilégié pour toute
la scolarité
de vos enfants.
Sur place appartement modèle
69, rue Dunois - PARIS 13e - Tél. 583.99.22
lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 18 h
samedi, dimanche et jours fériés de
11 h à 18 heures.
Remplissez ce bon et retournez le à L'OCIL
57, boulevard Malesherbes 75008 PARIS
Nom
Prénom
Adresse
Tél.
☐ Désire un rendez-vous
☐ Désire recevoir sans engagement
la documentation "Le Nouveau Monde"
OCIL
57-59, boulevard Malesherbes,
75381 Paris cedex 08.
Tél. 387.33.28 et 522.67.10

[illegible]

هكذا عن الأصل

BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

les inconvénients de l'impôt sur le capital sans en rejeter le principe

Discipline sévère mais nécessaire, devait reconnaître M. Barre, avant d'observer que « le chômage d'aujourd'hui n'était que la conséquence de l'expansion inflationniste d'hier ». « Il y a longtemps qu'on attendait un tel langage », commentait aussitôt M. Debré (U. D. R.).

Ainsi qu'il s'y était engagé la semaine dernière, le premier ministre a longuement expliqué son opposition à l'institution immédiate d'un impôt sur les grosses fortunes ou sur le capital, réclamée notamment par plusieurs députés de la majorité, dont M. Chaban-Delmas (U.D.R.). Il est dommage, cependant, que l'« homme en béton » qu'aimerait, paraît-il, être M. Barre ait paru plus sensible aux inconvénients actuels qu'aux avantages d'une telle imposition au principe de laquelle il n'est pas hostile. Cela ne manquera pas d'être relevé par l'opposition.

Quant aux avocats, dans la majorité, d'un impôt sur les fortunes, ils ne semblent guère avoir été sensibles aux reproches de légèreté, de précipitation et de confusion, une dizaine d'entre eux déposant dès mardi un amendement en ce sens. Ce dernier ressemble d'ailleurs comme un frère à celui qu'avait repoussé l'Assemblée en juin dernier, lors du débat sur les plus-values. Ainsi pourra-t-on mesurer de nouveau la force d'une idée qui semble avoir fait, depuis, certains progrès dans les esprits.

Patrick FRANCES.

sommation n'est pas le seul facteur de croissance, le premier ministre assure que le maintien du pouvoir d'achat témoigne de la volonté du gouvernement d'éviter une politique de déflation. Préoccupation d'autant plus pressante que, note-t-il, « *notre environnement international pourrait être moins favorable que prévu à notre expansion. La progression de 5 % n'est pas spontanément acquise* ».

M. Barre rejette l'idée d'un grand emprunt national qui permettrait le financement des entreprises et qui imposerait d'accorder des avantages substantiels aux emprunteurs. Cette solution ne serait pas nécessairement efficace. Selon le premier ministre, l'augmentation de la consommation en 1977 sera analogue à celle de 1976 (4,8 %).

M. Barre explique comment le pouvoir d'achat des non-salariés sera stabilisé : par le contrôle des prix industriels, la réglementation des marges, la fixation de normes de hausse (6,5 %), par les prestations de services et les honoraires des professions libérales, la limitation des loyers, le blocage des salaires les plus élevés, la prise en compte de certains éléments du train de vie.

Imposition du capital ou des plus-values

En ce qui concerne l'impôt sur le capital, M. Barre indique que « *le premier ministre ne renie pas le professeur* » et explique pourquoi le gouvernement, en parfait accord avec le président de la République, n'a pas retenu cette hypothèse. Il rappelle les exemples étrangers et les difficultés rencontrées dans la définition de l'assiette de cet impôt. « *En France*, observe-t-il, *nos impôts locaux (le foncier et, en partie, la taxe professionnelle) ne sont pas éloignés de l'impôt sur la détention du capital. En outre, avec la taxation des plus-values, un autre choix a été fait. On peut se demander s'il serait cohérent de faire coïncider l'imposition des plus-values et celle du capital. Le gouvernement et le Parlement ont établi un système fiscal. Il est préférable d'en dresser le bilan avant, le cas échéant, d'en proposer la révision.* »

Le premier ministre note les difficultés que provoqurait la nécessité d'assujettir tous les Français à une déclaration détaillée de leur patrimoine, et il souligne les effets qu'une telle imposition auraient sur l'épargne et sur les investissements et les dangers d'évasion de capitaux qu'elle créerait. M. Barre propose alors de faire étudier le problème par les commissions des finances des deux Assemblées.

Le gouvernement mettra à leur disposition tous les moyens d'investigation nécessaires, car il s'agit de « *traiter sérieusement une affaire sérieuse* ».

Le premier ministre propose aussi de renforcer la transparence fiscale, et il annonce le dépôt d'un amendement au projet de budget pour 1977 disposant que la publicité des impositions instituées par le code général des impôts s'effectuera désormais dans les mairies. « *La liste des personnes imposées à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés*, ajoute-t-il, *mentionnera, dans des conditions précisées par décret, la base d'imposition, le nombre de parts retenues pour l'application du quotient familial et le montant de l'impôt.* ».

Après avoir assuré qu'« *il est nécessaire que les mesures prises dans le programme de lutte contre l'inflation voient leur effet prolongé et complété par des réformes de structure* », M. Barre estime que « *la réduction des inégalités dépend moins de quelques mesures symboliques que d'une action persévérante destinée à réconcilier les Français avec l'impôt.* »

Ensuite, il demande que l'Assemblée évite d'y apporter « *des modifications qui nuiraient à la simplicité* » souhaitée par le gouvernement. En conclusion, il déclare : « *En demandant la confiance de l'Assemblée, le gouvernement entend montrer qu'il veut agir avec le soutien sans équivoque de la représentation nationale et, comme l'a souhaité le président de la République, servir avec elle une* « *ambition pour la France* ».

La publicité de l'impôt

La publicité des impositions existe déjà. L'article 243 du code général des impôts, reprenant notamment une loi du 29 décembre 1971, précise les conditions dans lesquelles les listes concernant l'impôt sur le revenu et sur les sociétés peuvent être consultées à la direction départementale des impôts : il faut être imposable dans le département en question, et il n'est pas possible — sous peine d'amende fiscale — de faire état des indications se rapportant à ces listes et visant des personnes nommément désignées.

Cette publicité n'a donc guère obtenu de succès. Le projet de M. Barre vise à modifier l'article 243 sur deux points principaux. La publication des listes d'imposition à la mairie — où est déjà publiée la liste des impôts locaux — éviterait des déplacements au chef-lieu de département (une telle disposition était déjà en vigueur de 1946 à 1972). D'autre part, cette liste ferait état non plus seulement du montant de l'impôt payé et du nombre de parts de revenu mais aussi du montant du revenu imposable. Certes, ce dernier prend en compte les divers abattements, mais il donne une image plus juste du revenu réel que le simple montant de l'impôt payé. Quant à l'écho éventuel donné à ces listes, M. Barre n'en a dit mot.

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONE (P.C.), M. HENRI GINOUX (réf., Hauts-de-Seine) regrette que « *le peuple français n'ait pas été placé devant ses responsabilités dès 1973 par une information plus complète* ». A son avis, « *l'alourdissement des charges sociales est une cause fondamental d'inflation et un handicap presque insurmontable pour les industries de main-d'œuvre* ». Aussi s'étonne-t-il de ne voir dans le collectif et dans le budget pour 1977 « *ni contrôle de la Sécurité sociale, ni redressement du bilan déficitaire, ni réforme, ni économie. Pourtant*, estime-t-il, *il y va de la vie de beaucoup d'entreprise* ».

Et il poursuit : « *Le nouvel impôt sur les plus-values a provoqué un trouble profond, au Parlement comme dans l'opinion, et des dommages économiques considérables. Il est aléatoire de créer de nouveaux impôts tant que l'on n'a pas la certitude que ceux qui existent sont équitablement répartis et payés.* » Après avoir remarqué que la solidarité nationale devrait s'exercer à l'égard des rapatriés, il précise que la majorité de son groupe souhaite que l'emprunt auquel pourront souscrire les contribuables devant acquitter un supplément d'impôt continue de porter intérêt. En ce qui concerne la publicité de l'impôt, il fait observer que « *nous ne sommes pas aux Etats-Unis* » et déclare : « *D'accord pour lutter contre la fraude fiscale, mais n'en faites pas un leitmotiv et ne jouez pas les persécuteurs.* » Pour terminer, il indique que son groupe aurait été favorable à un impôt exceptionnel de solidarité assis sur toutes les formes de propriété.

« *Bien sûr*, reconnaît M. JACQUES PIOT (U.D.R., Yonne), *la crise n'a pas touché uniformément tous les agriculteurs, mais le secteur dans son ensemble a été frappé et la situation de certains exploitants est dramatique.* » De plus, le pouvoir d'achat des agriculteurs s'est depuis deux ans « *dangereusement effrité* ». « *La solidarité nationale doit donc s'exercer* », affirme le député, qui estime que « *l'effondrement de l'agriculture aboutirait à un effondrement général de notre économie* ». « *L'agriculture, qui fait un peu figure d'accusée dans l'opinion, mérite la considération* », conclut M. Piot.

« *Ainsi*, constate M. ROGER COMBRISSON (P.C., Essonne), *la sécheresse a succédé au pétrole pour l'appel à la solidarité nationale. Cet appel*, précise-t-il, *nous le refusons, car il s'agit d'une fausse solidarité et le plan du gouvernement ne met pas à nu les véritables causes de l'inflation.* »

L'orateur déclare : « *D'ici à la fin de 1977 il en coûtera aux familles les plus modestes au moins un demi-mois supplémentaire de revenus. Les salariés vont subir une amputation importante de leur pouvoir d'achat. (...) L'usage prolongé de l'indice officiel des prix devient une véritable supercherie. Cette question devrait être débattue au Parlement. (...) La perte de pouvoir d'achat des allocations familiales varie, depuis deux ans, de 6 à 12 % suivant les différentes catégories d'allocataires. (...) L'impôt sur les sociétés va, comme il n'a cessé de le faire depuis 1959, diminuer relativement par rapport à l'impôt sur le revenu dans l'ensemble du produit fiscal, d'autant que de nouvelles faveurs fiscales vont être consenties aux grandes sociétés.* »

Pour M. Combrisson, la justice fiscale passe par la suppression « *des privilèges scandaleux* » (amortissement dégressif, régime fiscal des fusions, avoir fiscal, provisions de toute nature incluses dans les bilans) ; par un impôt sur le capital et les grandes fortunes « *que vous refusez obstinément et que nous proposerons, sur les propriétés ou avoirs de plus de 2 millions de F* » ; par la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ; par la relance de la consommation populaire ; par la réduction du chômage ; par l'abaissement de l'âge de la retraite, le contrôle des investissements ; par la révision de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt local ; enfin, par l'amélioration des conditions de travail.

« *La crise et l'inflation*, affirme-t-il, *ont leur source au niveau de la production et non dans l'augmentation légitime des salaires ; elle exige un changement fondamental des structures de la production, notamment la nationalisation des secteurs monopolisés.* »

Et M. Combrisson conclut : « *En intervenant alors que la reprise est faible et s'essouffle déjà, ce plan va plonger délibérément notre économie dans la dépression. (...) La politique du gouvernement nourrit l'inflation qu'elle prétend combattre.* » (...)

Pour M. ALAIN MAYOUD (R.I., Rhône), le projet « courageux » du gouvernement a suscité « *l'étrange chorus de nombreux intérêts catégoriels qui ont été repris et amplifiés par les socialo-communistes* ». (...)

« *Que propose d'ailleurs la gauche ?* demande-t-il. *Un impôt sur le patrimoine baptisé juridiquement impôt sur le capital ou sur les richesses. A moins d'installer un agent du fisc dans chaque foyer, cela conduirait à taxer uniquement la France rurale et les propriétaires d'immeubles.* »

Il précise ensuite que son groupe s'opposera à l'institution d'une vignette moto à partir de 125 centimètres cubes « *qui frapperait la jeunesse et le sport motocycliste* ».

M. CHAUMONT (U.D.R.) : imposition de la fortune et indexation de l'épargne

Pour M. JACQUES CHAUMONT (U.D.R., Sarthe), trois mesures sont indispensables :

1) L'imposition des grosses fortunes, « *car il y a une injustice profonde à frapper les patrimoines en voie de constitution et non les patrimoines constitués. Des amendements en ce sens seront déposés lors de la loi de finances* ».

2) L'indexation de l'épargne populaire : « *Il est extraordinairement choquant que tant de petites gens soient, du fait de l'inflation, victimes d'une véritable spoliation.* »

3) Le blocage des salaires les plus élevés (plus de 20 000 francs par mois par exemple).

Pour terminer M. Chaumont estime qu'en matière de motos et d'autos « *il faut agir avec prudence et ne pas tuer la poule aux œufs d'or* ». En conclusion, il estime qu'il faut maintenir la demande et développer le pouvoir d'achat « *afin d'éviter la stagflation et un chômage accru* ».

« *Il serait bon*, estime M. FRANÇOIS D'HARCOURT (réf., Calvados), *que l'Assemblée adopte le principe d'un impôt sur les grosses fortunes, ainsi que sur certaines transactions.* » A son avis, l'Etat doit donner l'exemple en supprimant les dépenses de prestige, et des économies importantes devraient être réalisées pour remédier au déficit de la Sécurité sociale. Pour terminer, il estime l'aide prévue pour l'agriculture « *très insuffisante* ».

Pour M. GUY GUERMEUR (U.D.R., Finistère), « *les Français exigent que chacun participe aux sacrifices car les fortunes injustifiées qui s'étalent suscitent la colère des plus démunis* ».

M. PIERRE CHARLES (rad. de gauche, Côte-d'Or) appelle l'attention sur le mécontentement des agriculteurs devant les mesures proposées par un gouvernement « *qui semble n'avoir agi que sous la pression des événements* ».

Il regrette qu'un grand emprunt national n'ait pas été décidé.

Enfin M. DANIEL GOULET (U.D.R., Orne) demande que l'on rende leur vraie place aux agriculteurs « *qui ne doivent plus avoir le sentiment d'être des assistés de la nation* ». Il estime que l'effort demandé à la collectivité doit être proportionnellement réparti selon les possibilités de chacun, « *ce qui n'apparaît pas à la lecture du collectif* ».

La séance est levée à 23 h. 45.

A. Ch. - P. Fr.

LE RAPPORT GÉNÉRAL DE LA COMMISSION DES FINANCES

Le vrai problème est enfin attaqué sur tous les fronts

SOULIGNE M. PAPON

« Enfin le vrai problème est attaqué, comme il le fallait, sur tous les fronts à la fois », écrit, à propos du programme gouvernemental de lutte contre l'inflation, M. Maurice Papon, député U.D.R. du Cher, dans son rapport général sur le projet de loi de finances pour 1977. Ce rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan de l'Assemblée nationale, sera présenté aux députés le 20 octobre.

Toutefois, ajoute M. Papon, « *l'entreprise est d'autant plus difficile qu'elle est tardive. Elle sera d'autant plus efficace que, délaissant l'action alternative de freinage et de relance jusqu'ici impuissante à maîtriser l'inflation et à offrir des bases saines à l'expansion, elle ne cessera de se développer dans toutes les directions au cours des années qui viennent. Sinon, une fois de plus, les sacrifices demandés aux Français risqueraient d'être inutiles* ».

Pour le rapporteur général, il ne faut pas également « *se dissimuler que si la lutte contre l'inflation est une entreprise continue et sans relâche, elle s'insère dans un contexte économique préoccupant, quant au risque d'un ralentissement de l'activité, avec ses trois conséquences : faiblesse de la consommation, dégradation de l'emploi, et stagnation de l'investissement* ».

Face à ces dangers, le rapporteur général estime nécessaire, dès à présent, d'une part, de préparer la sortie de la première phase de blocage et d'enchaîner sur les réformes de fond, de l'autre, de ne pas écarter l'hypothèse d'un ralentissement et d'envisager dès maintenant les mesures de relance qu'elle appellerait, sans pour autant relâcher les contraintes anti-inflationnistes.

« *C'est à ce prix*, affirme-t-il, *que l'action présentée par ce premier ministre comme globale, cohérente et continue donnera ses chances au redressement français qui demeure à notre portée.* »

Analysant par ailleurs l'action du gouvernement avant l'arrivée de M. Barre à l'hôtel Matignon, M. Papon affirme qu'elle a été « *volontaire, contrastée et cependant timorée* » : volontaire, car « *les plans n'ont pas manqué* », contrastée, car « *les cibles ont vite changé* », et timorée, car « *les pouvoirs publics ont beaucoup tardé avant de mesurer l'ampleur de la crise qui s'annonçait* ».

Enfin, à propos du budget « déflationniste » 1977, le rapporteur général s'interroge sur l'incertitude des prévisions, et surtout sur les moyens choisis par le gouvernement pour obtenir l'équilibre budgétaire. Il ajoute : « *Les mesures proposées pour agir sur l'inflation par la pression sur les coûts ne correspondent pas tout à fait à la présentation qui en est faite dans les documents budgétaires : en effet, la progression de la pression fiscale reste soutenue ; le ralentissement de la progression des dépenses publiques, et surtout leur redéploiement, sont insuffisants.* »

La multiplication des collectifs

Sur les réformes de structure, M. Papon note : « *Dans bien des cas, s'attaquer aux problèmes structurels n'oblige pas nécessairement à envisager des bouleversements et des réformes qui risquent d'être mal acceptés, mais plus simplement à chercher à retrouver un mouvement naturel d'évolution qu'un moment d'histoire économique et souvent des intérêts mal compris ont provisoirement interrompu ou ralenti.* »

Dans son rapport sur le projet de loi de finances rectificative pour 1976, dont l'examen commence mardi après-midi 12 octobre à l'Assemblée nationale, M. Maurice Papon rappelle que huit projets de ce type ont été soumis au Parlement depuis trois ans. Il note qu'« *il semble bien qu'au cours de la période écoulée depuis le milieu de 1974 jusqu'à l'automne 1975 les trains de mesures qui se sont succédées soient survenus alors que la situation qu'ils avaient pour objet d'infléchir évoluait déjà, soit à un autre rythme soit dans un sens différent.* »

M. Papon estime que « *sous l'angle plus étroit de la politique budgétaire, la multiplication des collectifs altère profondément la signification de la loi de finances annuelle, non seulement quant à son solde, dont les variations ne sont pas toujours exactement évaluées, mais également quant à sa portée réelle et à ses conséquences économiques* ». Puis il constate que « *le présent collectif a pour objet essentiel de régler les problèmes financiers posés par l'indemnisation sur les fonds publics des dommages causés par la sécheresse aux exploitants agricoles. Certes*, ajoute-t-il, *les solutions retenues sont bien celles que dicte la nécessité de lutter contre l'inflation puisque les dépenses d'aide aux agriculteurs trouvent une exacte contrepartie dans des ressources fiscales nouvelles et que l'équilibre budgétaire n'est pas affecté. Il est néanmoins clair que ces mesures ne peuvent être regardées comme relevant du plan de lutte contre la hausse des prix dont les dispositions ont été rendues publiques par le gouvernement le 22 septembre dernier* ».

ANCIENS COMBATTANTS

CORRESPONDANCE

Une mesure de justice pour les anciens combattants âgés

Un lecteur, qui nous demande en raison de son état de santé de ne pas indiquer son nom, nous adresse la lettre suivante :

La législation française assimile toute période de mobilisation ou de captivité, ainsi que les périodes durant lesquelles les requérants ont été engagés volontaires en temps de guerre, combattants volontaires de la Résistance, déportés ou internés résistants ou politiques, réfractaires au service du travail obligatoire, patriotes résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle, à une période de cotisation à l'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale. Elle accorde la possibilité aux travailleurs de racheter leurs cotisations à cette assurance vieillesse pour les périodes d'activité professionnelle exercée à l'étranger et pour les périodes postérieures au 1er juillet 1930 pour lesquelles ils n'étaient pas encore affiliés à un régime de Sécurité sociale. Enfin, les hospitalisations des cotisants à la Sécurité sociale sont considérées comme étant des périodes donnant droit à la retraite vieillesse de la Sécurité sociale.

Toutes ces lois, justes et équitables, commettent par omission une injustice flagrante. Elles oublient une catégorie de Français qui ont fait de très lourds sacrifices pour la communauté nationale, supporté de grandes souffrances à cause de leur dévouement, et qui ont aujourd'hui le plus grand et le plus urgent besoin de la solidarité nationale ou, plutôt, de la plus élémentaire justice. Il s'agit des anciens combattants et résistants hospitalisés militaires qui, après la fin des hostilités, furent démobilisés dans les hôpitaux militaires et transférés dans des hôpitaux civils ou renvoyés dans leur foyer pour la continuation de leur traitement médical. Certains de ces combattants malades ont dû suivre un traitement médical excluant toute possibilité de reprise de travail pendant de nombreuses années encore après leur démobilisation. Ils n'ont aucun droit à la retraite vieillesse de la Sécurité sociale pour cette période de leur vie, souvent longue, ce qui aboutit pour eux à la non possession de cent cinquante trimestres de cotisation minimum exigée par la Sécurité sociale pour l'obtention du minimum de la retraire entière. Ils n'ont même pas le droit de racheter les cotisations correspondantes à cette période de leur vie et sont pratiquement les seuls à se voir refuser le droit de se constituer ainsi, tant que leur situation matérielle le permet encore, une retraite vieillesse leur assurant une fin dans des conditions décentes.

La raison surprenante de cet état de choses est, paraît-il, qu'aucun texte officiel ne prévoit la solution de ce problème et que la législation n'accorde, jusqu'à ce jour, le droit au rachat des cotisations à l'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale que pour des « périodes d'activité professionnelle ». Au moment où une majorité d'anciens combattants arrive à l'âge de la retraite, il conviendrait d'adopter sans tarder les dispositions nécessaires afin que les anciens combattants et résistants obtiennent, eux aussi, le droit au rachat des cotisations à l'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale pour la période d'hospitalisation civile et de traitement excluant toute possibilité de reprise de travail qui a fait suite à leur hospitalisation militaire et qui n'était pas une simple « période d'inactivité professionnelle », mais une période de souffrance et de sacrifice, acceptés pour le bien commun.

Les anciens combattants et résistants blessés ou affligés d'une maladie de guerre auraient-ils moins droit à la sollicitude de l'Etat et à la justice que les citoyens qui ont travaillé à l'étranger ou ceux qui ont perçu de trop hauts salaires pour pouvoir cotiser à la Sécurité sociale ?

Il est important de préciser que la solution préconisée ci-dessus n'entraînerait actuellement aucune charge nouvelle pour la Sécurité sociale ; elle lui procurerait au contraire, dans l'immédiat, certaines liquidités, on peut même dire que cette opération qui apporterait la sécurité aux anciens combattants et résistants ayant dû continuer leur hospitalisation après leur démobilisation se solderait pour la Sécurité sociale, à longue échéance, par un bénéfice puisque, malheureusement, les anciens combattants de la guerre et de la résistance — âgés et de santé fragile après leur longue hospitalisation — ont une espérance de vie relativement réduite.

La mesure, en dirigeant de nombreuses liquidités vers le rachat des cotisations, serait éminemment anti-inflationniste.

Vu l'âge des intéressés il est d'une extrême urgence qu'elle soit appliquée.

Avant de conclure, il faut mentionner une précision que l'on peut considérer être d'une importance capitale et sans laquelle la nouvelle réglementation ne ferait que prolonger, pour certains, l'iniquité de l'état actuel des choses : il s'agit d'éviter une grande injustice qui serait de frustrer les premières générations du feu de la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire les anciens combattants victimes de guerre déjà retraités. On sait que pour des raisons de gestion financière du service des retraités de la Sécurité sociale, les retraites liquidées ont un caractère définitif et que toutes les propositions qui ont été faites tendant à faire procéder à un nouveau calcul des pensions liquidées ont été refusées, motif pris de ce caractère définitif des pensions liquidées. Les anciens combattants déjà retraités devraient donc être sacrifiés, même si la solution juste et utile est bientôt apportée au problème des retraites liquidées n'est justifiée que par la volonté d'éviter des charges nouvelles et des difficultés de gestion majeures à la Sécurité sociale. Or l'octroi du droit aux hospitalisés militaires qui ont dû continuer longtemps encore leur hospitalisation après leur démobilisation, de racheter leurs cotisations à la Sécurité sociale pour leurs périodes de traitement médical n'apporterait aucune charge nouvelle à cet organisme ni à notre époque d'ordinateurs, aucune difficulté de gestion.

(PUBLICITÉ)

LES PATRONS SONT TROMPÉS

par la Comptabilité « à partie double » qui, en période d'inflation, affiche des bénéfices fictifs, d'où résultent des

CESSATIONS DE PAIEMENT

par assèchements des trésoreries par les impôts sur ces bénéfices qui, étant fictifs, ne devraient pas être taxés.

L'actuel principe fiscal : « les bénéfices fictifs sont un impératif fiscal » est particulièrement immoral. Les choses étant ce qu'elles sont, les Entreprises ont l'obligation morale de publier les chiffres Réels, après impôts, face aux chiffres Légaux et faux. En voici des exemples, en millions de dollars :

RESULTATS	LEGAL	REEL
Allied Chemical	150,8	89,7
Bethelehem Steel	392,1	220,2
Chrysler	(52,1)	(300,6)
General Motors	950,0	(185,3)

Les chiffres entre parenthèses sont des déficits.

Non seulement ces publications mettront fin aux illusions, mais encore les chiffres Réels constitueront le nécessaire dispositif d'alerte évoqué le 13 avril 1976 à la Télévision par le

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Désireux de participer à l'effort National de Solidarité demandé à tous les Français, le 28 septembre 1976, par le Président de la République, je recommande mon Ouvrage :

« SORTIR DE L'INFLATION »

que j'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 100 F français, versement à l'avance, par chèque bancaire ou virement postal, ou chèque postal 3 volets, ou en espèces à mon domicile. No copyright. Reproductions, imitations, traductions autorisées.

Il est dorénavant accompagné de deux encartés relatifs aux leçons particulières rapides et gratuites, que j'ai décidé de donner aux Professeurs titulaires de Chaires de Comptabilité, afin de leur enseigner la Comptabilité indexée qui traduit la réalité en toutes circonstances, déflation, inflation, prix stables. Voici ce qui figure dans le numéro de décembre 1965 de la Revue du Fonds Monétaire International : Une Comptabilité qui traduirait la réalité en toutes circonstances aurait un effet régulateur sur l'Economie, et apporterait une révolution dans nos conceptions et dans nos réalisations économiques.

En Comptabilité indexée, les Comptes sont tenus selon le principe « débit égale crédit ». Les Bilans et autres Etats financiers sont établis en remplissant les cases de formulaires normalisés internationalement.

Je suis Ingénieur E.C.P., âgé de 82 ans, ex-Patron d'une Entreprise de Travail des Métaux, occupant 1.200 personnes, effrayé par la fiction économique, qui est tolérée par le naïf Patronat, par le Corps Enseignant de l'Ecole Nationale d'Administration, et tolérée par les Commissaires aux Comptes et par l'inefficace Commission des Opérations de Bourse, et qui conduit l'Economie Occidentale à une CATASTROPHE certaine. Voici déjà 11 ans que la Chine a su abolir la redoutable Comptabilité « à partie double » !

Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

Tél. (1) 265-58-76 - C.C.P. Paris 1030-11

POLITIQUE

APRÈS LA PUBLICATION DU LIVRE DE M. GISCARD D'ESTAING

M. GUÉNA : il manque la dimension tragique.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré mardi 12 octobre au micro de France-Inter que *DEMOCRATIE FRANÇAISE* n'était *« certainement pas une plate-forme électorale »*, mais qu'il pouvait être *« le terreau dans lequel un certain nombre de programmes de la majorité pourraient prendre leurs racines »*. Jugeant le livre en « gaulliste », M. Guéna a d'autre part constaté que *« les institutions sont ratifiées »*, que *« sur la défense nationale il n'y a rien à redire »* et *« sur le bref passage concernant l'Europe, non plus »*.

« Il s'agit, a-t-il ajouté, *d'une analyse intéressante sur la troisième voie entre le libéralisme et le marxisme, et à cet égard cela est très intéressant et ne me gêne en rien. Simplement, je trouve que dans ce livre il manque la dimension tragique. »*

M. STASI : au-delà du débat majorité-opposition.

M. Bernard Stasi, vice-président du C.D.S. : *« Valéry Giscard d'Estaing situe son propos très largement au-delà du débat majorité-opposition. Il se place à contre-courant de ces affrontements brutaux et idéologiques qui ne correspondent ni à la réalité sociologique française ni à l'intérêt du pays. C'est une entreprise courageuse et difficile que de parler de l'unification de la société française, au moment où elle paraît plus divisée que jamais ; de tenir le langage de la raison et de la sérénité à une nation en crise qui doute d'elle-même et de son avenir. Mais Valéry Giscard d'Estaing, et c'est là ce qui sous-tend toute son analyse et toutes ses perspectives, fait confiance aux Français et à la société française. »*

M. DURAFOUR : une analyse lucide et courageuse.

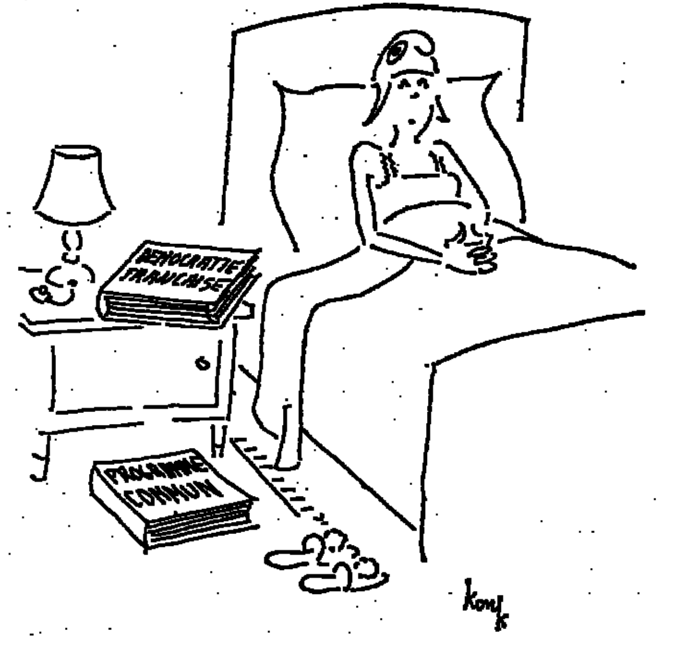
M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, membre du bureau du parti radical : *« M. Valéry Giscard d'Estaing procède à une analyse lucide et courageuse de notre société. Il en dénonce les injustices et les incohérences. Ce livre démontre que l'on trompe les Français lorsque l'on réduit le choix politique au collectivisme ou au conservatisme. L'autre voie, qui correspond aux aspirations de la grande majorité des Français, c'est la démocratie pluraliste. »*

M. LEROY : une aristocratique incantation.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du parti communiste, a noté dans l'éditorial de *l'Humanité* du 12 octobre :

« La vérité, c'est que Giscard s'époumone à courir après nous ; vainement, car il lui est impossible de nous rattraper, pas seulement parce que nous avons de l'avance, mais surtout à cause de ce que nous sommes et de ce qu'il est. Il lui est impossible de promouvoir le moindre véritable changement, il est l'avocat impuissant d'une société anachronique. Il est condamné à tenter de chercher des mots qui masquent la vérité, à aligner toujours les mêmes promesses, toujours démenties par la même politique. Il se comporte ainsi en homme de la droite réactionnaire et conservatrice qu'il a toujours été. (...)

» Une aristocratique incantation à Marianne et à Gavroche ne suffira pas à ranger Giscard aux côtés du peuple. Ce peuple, nous continuerons à tout faire pour qu'il s'unisse, se rassemble dans l'action afin de remplacer la société injuste, inhumaine et glacée du grand capital par une société fraternelle, celle du socialisme aux couleurs de la France. C'est là le vrai débat. »



(Dessin de KONK.)

● *Les clubs Démocratie nouvelle* (qui constituent la troisième composante du Centre des démocrates sociaux, *« retrouvent* [dans le livre de M. Valéry Giscard d'Estaing] *nombre des objectifs qu'ils considèrent comme essentiels pour la France »*. Ils convient *« les militants des partis politiques, des syndicats, des associations et les citoyens non encore engagés à venir réfléchir avec eux sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs proposés par* Démocratie française *»*.

CORRESPONDANCE

La réponse de Jean-Jacques Rousseau

A propos du livre de M. Giscard d'Estaing, dont Pierre Viansson-Ponté a rendu compte sous le titre « Gouverner, est-ce aussi écrire ? » (le Monde *du 12 octobre*), M. Pierre Lavigne, professeur à l'université de Paris-I, nous écrit :

Je fais mienne la réponse de *Jean-Jacques Rousseau* (*Du contrat social*, livre I, introduction, paragraphe 2, dernière phrase :

« Si j'étais prince ou législateur, je ne perdrais pas mon temps à dire ce qu'il faut faire ; je le ferais, ou je me tairais. »

● *Le mouvement Génération sociale et libérale* (jeunes giscardiens) : *« La publication de* Démocratie française *est un événement fondamental dans la vie publique de la France. Tous les partis, tous les mouvements de la majorité comme de l'opposition doivent trouver dans cet ouvrage matière à un débat national et à la confrontation démocratique de leurs idées et de leurs projets respectifs. »*

● *Le Mouvement pour le socialisme par la participation* (gaulliste) estime que *« la publication de* Démocratie française *est une démarche courageuse qui ne peut laisser indifférent aucun mouvement politique »* et propose à *« tous les gaullistes de progrès »* la création d'un *« atelier de réflexion destiné à faire connaître au président de la République les critiques, propositions et suggestions de notre famille de pensée »*.

● *M. Eric Hintermann*, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, estime que l'ouvrage de M. Giscard d'Estaing est une *« invitation au dialogue »*. Il ajoute : *« Le programme commun est, à l'opposé, un document fermé d'où sont écartés tous ceux qui n'acceptent pas l'arrivée au pouvoir du parti communiste, et où n'ont pas leur place les socialistes qui, dans la tradition humaniste et jaurésienne, prônent la réforme au lieu de la rupture avec la société. Les socialistes démocrates (...) proposent des amendements pour faire avancer le libéralisme dans la direction d'une sociale démocratie française, perspective que le P.S. et le P.C. rejettent totalement. »*

● *M. Gaston Defferre*, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, maire de Marseille, a déclaré au micro d'Europe 1, mardi 12 octobre : *« Le président de la République est plein de bonnes intentions, mais il ne se donne pas les moyens d'atteindre ses objectifs. (...) Il se contente de laisser supposer que les inégalités, les injustices, seront résorbées automatiquement, que par la libre concurrence elles disparaîtront. La preuve est faite que la concurrence n'y pourvoit pas. »*

ORES
GROUPE BOSSARD

PARIS 105, Boulevard Haussmann Tél. 266.27.44
LILLE 201, rue Colbert Tél. (20) 54.06.37
MARSEILLE 433, Boulevard Michelet Tél. (91) 40.38.93

STRASBOURG 11, Allée de la Robertsau Tél. (88) 36.10.65
TOULOUSE 54, bis, rue d'Alsace Tél. (61) 12.63.03
NANTES 11, Bd Gabriel Guist'hau Tél. (40) 73.16.96

> directeur commercial

SUD-EST 120 000 F +

- Pour une Société spécialisée dans les engins de levage.
- Il sera chargé de consolider la positions de sa Société auprès de son ancienne clientèle, d'étudier les marchés intérieurs et extérieurs pour proposer une politique de développement et des plans de diversification.
- Ce poste requiert une expérience commerciale à l'exportation dans une firme de gros matériel industriel. Une spécialisation dans le matériel de levage est souhaitée.

PARIS - Réf. 2811/C

> chef comptable

PARIS 110. 000 Frs

- Pour une Société Industrielle de Mécanique (1 Siège - 3 unités, 2.000 personnes) leader sur le marché.
- Sous l'autorité du Secrétaire Général, il prend en charge toute la COMPTABILITE GENERALE : tenue des livres, bilan, comptes divers, paie, situations de trésorerie, charges sociales, déclarations fiscales...
- Ce poste requiert :
  - Une bonne maturité (40 ans minimum)
  - Une expérience très solide de la comptabilité en milieu industriel
  - Une personnalité rigoureuse, sachant vérifier et contrôler, capable d'organiser le travail et d'améliorer les procédures.

PARIS - Réf. 2565/M

> chef du service administratif et financier

NORD

- pour la filiale commerciale française d'un important groupe chimique européen qui dans le cadre de son développement, renforce ses structures et crée ce poste.
- Rattaché au Directeur Général :

Il assume la responsabilité de la gestion interne : les Chefs de services, comptabilité, informatique, administration commerciale, entrepôt, répondent devant lui de leur action à court et moyen terme.

Il prend en charge personnellement :
a) la prévision et la mise au point des procédures de tous ordres qui s'imposent.
b) la fonction financière (budgets, écarts, trésorerie, relations bancaires, études d'investissements).

- Le poste requiert un homme jeune (30 ans minimum) diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'un IUT, option finances, comptabilité, gestion des entreprises, ayant acquis pendant les premières années de sa vie professionnelle une compétence et une expérience proche de la fonction qui est à pourvoir.

LILLE - Réf. : 3276/C

> directeur des réalisations techniques

SUD-EST 120.000 F +

- pour les activités engineering d'un important groupe industriel spécialisé dans la commercialisation et la fabrication de matériel de tuyauterie.
- Il sera chargé de développer les activités de réalisations techniques dans tous les domaines ayant trait à l'exploitation pétrolière, aux industries de la chimie et de la pétrochimie, etc.
- Le poste requiert un homme de 30 ans minimum, de formation Grandes Ecoles de préférence, ayant acquis une expérience confirmée de la direction de projets dans une société d'engineering pétro-chimique, possédant un solide tempérament commercial et de bonnes connaissances de gestion.

PARIS - Réf. : 2806/E

> ingénieur commercial

PARIS 80 000 F +

- Pour la filiale française d'un important groupe allemand d'engineering.
- Il devra prendre en charge toute la gestion commerciale de projets très importants dans le domaine de la préparation et de l'agglomération des minerais : négociation, suivi des études et devis, conclusion des contrats et relations clients pendant l'exécution.
- Le poste requiert un ingénieur 30 ans minimum (formation AM - IDN - CNAM...) ayant acquis une expérience dans la sidérurgie ou dans la vente de biens d'équipements destinés à celle-ci. Le candidat, parlant allemand, sera susceptible d'une grande mobilité (poste évolutif)

PARIS - Réf. : 2405/A

> cadre administratif

PARIS 75. 000 F

- Pour une Société d'Administration de Biens.
- Sous l'autorité de la Direction Générale, il sera pleinement responsable de l'ensemble des travaux comptables et informatiques : organisation, animation et contrôle.
- Cette création de poste requiert :
  - une grande maturité (40 ans minimum),
  - une expérience solide de la comptabilité (10 ans)
  - une personnalité forte et souple sachant coordonner le travail d'un personnel en majeure partie féminin.

PARIS - Réf. 2563/M

Pour toute candidature adresser CV + lettre manuscrite motivée + prétentions à l'Agence concernée en indiquant la référence.

Mgr Lefebvre les dénonce !

✱

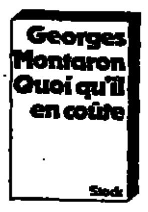
Maurice Clavel les fustige

✱

Mais qui sont ces chrétiens conciliaires ?

Georges Montaron les raconte

dans un livre plus que jamais d'actualité



Le Monde
dossiers et documents

NUMERO D'OCTOBRE

● ALLEMAGNE FÉDÉRALE : LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE

● LA VIE POLITIQUE ITALIENNE

Le numéro : 2,50 F
Abonnement 1 an
(10 numéros) : 25 F

(PUBLICITÉ)

L'ARABE PAR LA RADIO
B.P. 325, LE CAIRE (REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE)

APPRENEZ L'ARABE PAR LA RADIO

La radiodiffusion de la République Arabe d'Egypte diffusera des leçons de langue arabe, à partir du 6 mars 1977 dans son programme français à destination de l'Europe Centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir — sans engagement de votre part — la série de livres de « L'ARABE PAR LA RADIO », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

L'ARABE PAR LA RADIO
B.P. 325, LE CAIRE
REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

N.B. — *Prière de citer votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.*

[illegible] 150

هكذا عن الأصل

La pédale douce de l'économie giscardienne

(Suite de la première page.)

Mais le président de la République prend un peu ses désirs pour des réalités lorsqu'il voit dans les consultations et les confrontations organisées entre les acteurs du développement, un instrument permettant de déterminer démocratiquement l'orientation du Plan. Il y a encore beaucoup à faire, notamment dans le sens de la décentralisation. Surtout, la technocratie a incontestablement repris le dessus avec l'installation du conseil de planification.

Parler dans le même mouvement du chômage et de l'inflation est de bonne méthode. On a si souvent voulu combattre séparément ces deux péchés majeurs des économies occidentales, qu'on a mené des politiques hoquetantes sur les chemins du « stop and go ». Il faut savoir gré également à M. Giscard d'Estaing d'avoir cherché dans des actions spécifiques plutôt que dans une croissance à tout va les moyens de ramener en France le plein emploi. De même, les éclairages nouveaux portés sur l'inflation ne lui ont pas échappé et il s'éloigne des « classiques », en parlant de la *« vivacité de la compétition des groupes sociaux pour le partage du « surplus » dégagé chaque année par la croissance, facteur de hausse des prix comme l'excès des inégalités* (qui) *en entretenant convoitises et ressentiment, donne à l'inflation un ressort puissant »*. Par quoi remplacer le lubrifiant mis par l'inflation dans les tensions sociales ? M. Giscard d'Estaing nous laisse là sur notre faim.

A propos de la « nouvelle croissance », il est plus prolixe. C'est un sujet qui lui tient à cœur. Avant même que le club de Rome ait lancé au monde son « avertissement », M. Giscard d'Estaing écrivait en 1972 dans la revue *Preuves* sous le titre « Humaniser la croissance » un article qui fut très remarqué. La même année, il organisait à l'UNESCO avec des personnalités venues du monde entier des journées sur ce thème.

Le voici qui reprend la plume pour nous dire que dans les années à venir, la croissance économique de la France *devra encore être forte*, mais qu'elle doit être différente, plus équitable, mieux déployée, plus économe et plus douce, mieux employée. Qui ne souscrirait à une telle forme de croissance ? Des signes, des actions s'inscrivent dans cette direction (essais de revalorisation du travail manuel, sauvegarde de l'environnement parisien sur l'initiative du président de la République, meilleure protection du consommateur), mais que de chemins « montants, sablonneux, malaisés » à parcourir encore !

Quelle réforme fiscale rendra plus équitable la croissance ? Motus là-dessus. *« Tendre à une plus grande personnalisation des services rendus par les grandes institutions sociales, qu'il s'agisse d'éducation, d'habitat, de santé, de transports ou de loisirs »*, bravo, mais qui, au-delà des mots, se préoccupe vraiment de « remettre en place » une administration omniprésente, tatillonne, qui, elle, coupe vraiment la France en deux, celle qui se trouve devant les guichets, et celle qui est derrière ?

Les vertus de la propriété

De-ci, de-là, ailleurs que dans les chapitres spécialisés, M. Giscard d'Estaing évoque les rapports entre les citoyens et l'économie, mais les propos sont alors enrobés dans un message beaucoup plus directement politique, voire philosophique. Ainsi on lira avec beaucoup d'attention les trois pages qu'il consacre au thème « Patrimoine et liberté ». *« Pour pouvoir s'exercer dans la sécurité, la liberté doit s'accompagner de la possession d'un patrimoine. »*

La propriété semble avoir pour M. Giscard d'Estaing des vertus magiques. Par elle, il voudrait donner à l'individu des racines plutôt que par l'appartenance au groupe. Mais ne pourrait-on dire aussi de la propriété qu'elle isole des autres, fait naître les « chiens méchants », bouche la mer aux promeneurs, réduit les forêts comme des peaux de chagrin pour l'usage des citoyens, fait grimper le coût des terrains urbains jusqu'à des hauteurs stratosphériques ? M. Giscard d'Estaing sait-il le prix qu'il faut mettre aujourd'hui à Paris pour acquérir un appartement, même modeste ? Pousser les Français à devenir propriétaires de leur logement, n'est-ce pas, dans de nombreux cas, un mauvais service à leur rendre, en les étouffant sous les dettes pendant la moitié de leur vie professionnelle, surtout si l'inflation, qu'on veut prendre à la gorge, se fait moins virulente ?

Encourager à la constitution d'un capital mobilier, lorsqu'on sait les déboires connus par les petits actionnaires depuis quinze ans, n'est pas d'une meilleure veine, surtout si l'on sait que ce fameux « capitalisme populaire » qui distribuerait au moins le « pouvoir » dans les masses est un mythe, surtout en France. En revanche, la demande de *« mise en place d'un mécanisme efficace pour la conservation de la valeur de l'épargne populaire »* reconnue comme un droit, rend un son nouveau. M. Giscard d'Estaing va-t-il enfin se ranger parmi les partisans de l'indexation des fonds placés dans les caisses d'épargne ?

Enfin, sur les grands thèmes économico-politiques de la gauche : l'autogestion et les nationalisations, on sent que M. Giscard d'Estaing frétille d'aise à l'idée de ferrailler. Car, si certaines idées d'en face, aux contours sociaux-démocrates, exercent sur lui une certaine séduction, ces deux sujets-là ont plutôt des têtes de monstres.

Sans doute admet-il que la nationalisation peut être envisagée en dernier recours, mais la *« multiplication des nationalisations conduit inévitablement à une redoutable concentration de pouvoirs économiques, puis du pouvoir tout court »*.

Il y a, selon lui, des moyens beaucoup moins dangereux de soustraire la nation à l'influence abusive d'intérêts privés trop puissants : la concurrence, le contrepoids des syndicats et des consommateurs, enfin le contrôle public. Sur le papier, l'argument paraît imparable, mais comme la réalité est moins courtoise ! Même l'existence du Marché commun, on le sait, n'a pas balayé les cartels et les situations de puissance abusive des firmes privées. Quant aux consommateurs, ils ont encore fort à faire pour constituer ce « pouvoir compensateur » dont parlait l'économiste américain Adolf Berle.

« Si les puissances économiques coïncident avec le pouvoir d'Etat, qui nous protégera des puissances économiques ? », écrit M. Giscard d'Estaing. Franchement, n'y a-t-il pas autant de risques d'osmose aujourd'hui entre ces deux entités que si la gauche était au pouvoir ? Ne voit-on pas depuis longtemps que les grands « managers » et les énarques des cabinets ministériels parlent la même langue ? Les interventions de l'Etat giscardien dans le nucléaire ou l'information sont-elles si prudentes ?

Le président de la République s'attaque à l'autogestion, comme si elle allait sortir toute armée demain du cerveau commun des partis de gauche. Il sait bien qu'il n'en est rien, d'abord parce qu'il y a plus qu'une divergence sur le sujet entre le P.C. et le P.S., ensuite parce que le sujet n'a encore valeur que de « mythe », de « lendemains qui chantent », la décrépitude des cadences folles et des hiérarchies trop pesantes. D'autres moyens, moins radicaux, seront peut-être offerts par la « réforme de l'entreprise » à laquelle se réfère M. Giscard d'Estaing. Mais il appuie si doucement sur la pédale...

Nous retrouvons là le style général de la démarche giscardienne. Souple et toute en nuances. Il est l'apôtre de l'économie « cool », qui devrait glisser sur les citoyens comme l'eau sur les ailes d'une cygne, conduite par l'Etat avec un doigté suffisamment sûr pour ne pas fausser le marché. D'excellente idées se bousculent. Mais comment leur faire voir le jour ? Il est trop facile de répondre que ce livre n'est pas un programme de gouvernement. La lutte des pouvoirs — ne parlons même pas de celle des « classes » — n'apparaît que dans les lointains du décor. Toute violence est bannie de la scène, comme dans la tragédie classique, et il faut tendre diablement l'oreille pour percevoir dans la coulisse le bruit des affrontements.

Une France de charme s'éveille, accueillie par le sourire de Marianne beaucoup plus que par celui de Gavroche.

PIERRE DROUIN.

Le pluralisme, l'écrivain et le président

Elu d'extrême justesse président de la République, le 19 mai 1974, M. Giscard d'Estaing s'était employé à contester, dès sa « réunion de presse » du 25 juillet suivant, « la coupure de la France en deux ». On ne s'étonne donc pas de lire, à la page 57 de *Démocratie française* : *« Sur les grands problèmes de société, la France n'est pas coupée en deux, comme on le dit trop vite. »*

Le dit-on vraiment trop vite, et n'est-il pas évident, au contraire, que la plaie est toujours béante ? Ne l'a-t-on pas constaté, la semaine dernière encore, lorsque M. Mitterrand reprenait au Palais-Bourbon son dialogue avec son vainqueur du printemps 1974 et opposait « sa » société, précisément, à celle du pouvoir en place ?

Renvoyant dos à dos marxisme et libéralisme classique, M. Giscard d'Estaing est assurément sincère lorsqu'il vante, de la première à la dernière page de son essai, les mérites de la « société pluraliste ». Il n'a pas tort de dire que *« notre société ne sera complètement réconciliée avec elle-même que lorsque les anciennes divisions auront été effacées »* (p. 53). On peut lui concéder que *« l'évolution en cours... se traduit par l'expansion d'un immense groupe central aux contours peu tranchés »* (p. 56) et l'on comprend qu'il s'élève contre *« le caractère inutilement dramatique du débat politique dans notre pays »* (p. 154). On ne demande qu'à admettre, de surcroît, que *« la violence..., qu'elle soit individuelle ou collective, n'est acceptable nulle part »* (p. 138) et que *« l'affrontement désintègre la société »* (p. 137).

Plaidant une fois de plus, et avec conviction, pour la « décrispation » (p. 156), notre auteur a mille fois raison de s'insurger contre « des choix dépassés » (p. 20), puisque nous connaissons tous des socialistes qui n'ont rien de commun avec le P.C.F. et des U.D.R. qui sont beaucoup plus proches de M. Mitterrand que de M. Poniatowski ou de M. Lecanuet. Nous sommes toutefois fondés à demander au président de la République ce qu'il a fait, depuis deux ans et bientôt cinq mois, pour porter remède aux maux qu'il déplore.

N'a-t-il pas trop souvent oublié de rappeler à ses ministres que *« l'alternance est le progrès des sociétés démocratiques avancées »* (p. 154) et que *« les Français doivent s'habituer à vivre en commun en respectant leurs opinions mutuelles »* (p. 156) ? N'a-t-il pas renoncé aux velléités du candidat d'avril 1974 qui envisageait « une certaine évolution de la loi électorale » afin d'assurer la représentation au Parlement des « minorités importantes » ? Qui donc oserait prétendre qu'il ait fait sa juste place à « l'immense groupe central » lors de la constitution du gouvernement Barre ?

On ne pouvait certes pas demander à l'auteur de *Démocratie française* de porter le fer au plus profond de la plaie en préconisant l'abolition de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel (la gauche elle-même ne s'y risque pas), mais on aurait pu attendre du président d'hier qu'il ne fît rien pour aggraver une tendance à la bipolarisation que l'écrivain d'aujourd'hui réprouve. Il se trouve malheureusement que M. Giscard d'Estaing a accepté de promulguer la loi du 19 juillet 1976 qui renforce pour les « législatives » et étend aux « cantonales » et aux « municipales » la pratique manichéenne des tête-à-tête du second tour.

Il n'a rien fait, bien au contraire, pour mettre fin à « ce *combat mythologique* des *Gorgones et des Méduses, celui du bien et du mal* » (p. 157), et l'on est en droit de s'étonner que ce chantre du pluralisme s'accommode d'institutions qui *« ne paraissent plus réellement contestées »* (p. 28), mais n'en interdisent pas moins l'expression de ce pluralisme.

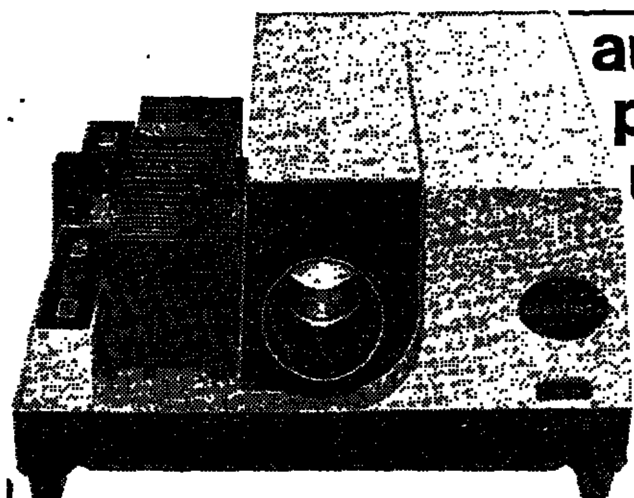
Ce n'est pas la moindre des contradictions de Démocratie française.

RAYMOND BARRILLON.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT
D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 698
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs,
75080 PARIS - CEDEX 02

Le Connetable
Deux immeubles qui ont du panache
13-15, av. du Maréchal Joffre
CHANTILLY Centre Ville
DU STUDIO AU 6 PIECES. BEAUX DUPLEX.
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS MOYENS : 3900 F LE M².
cogeor
LIVRAISON PRÉVUE : AUTOMNE 77.
Pour recevoir notre brochure, renvoyez ce bon à : COGEOR, 30, av. George V, 75008 PARIS. Tel. : 251.51.86.
Nom
Adresse
Tel.

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP PANTIN
122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
845-97-67



autofocus prestinox... un projecteur universel
Projecteur Prestinox 624 AFT
Le modèle le plus prestigieux. Le préféré des utilisateurs les plus exigeants, des clubs, etc. "Autofocus" comme le 624 AF, il possède une télécommande pour la marche avant et arrière et il est équipé pour le fondu enchaîné. D'autres caractéristiques en font un appareil très complet : touches digitales lumineuses à effleurement pour la commande de la marche avant et arrière du magasin — timer incorporé réglable de 5 à 25 secondes qui change les vues à votre place. Témoins lumineux de fonctionnement du dispositif "Autofocus". Enfin, et c'est très important, son groupe condensateur à très haut rendement lumineux lui permet des projections de vues 24x36 sur des écrans allant jusqu'à 2 m de large en ambiance claire et 5 m de large en ambiance sombre. Malgré tout cela, la modestie de son prix vous étonnera.
Prix relevé à Paris en septembre 1976 : 750 F. TVA incluse.
prestinox
Bon à découper pour recevoir une documentation gratuite. Demande à adresser à Prestinox B.P. 5, route de Tremblay - 93420 VILLEPINTE
nom
adresse

MSL
DIRECTEUR DEPARTEMENT COMMERCIAL
150/200.000 F
Appareillage Electrique
PARIS
Un groupe de sociétés industrielles et commerciales françaises dont l'activité est diversifiée dans les domaines mécaniques et électriques emploie plus de 5.000 personnes. Il recherche le directeur de son département commercial centré sur l'appareillage électrique. Ce département emploie une centaine de personnes et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 millions de F. Le titulaire, dépendant d'un directeur de division, sera totalement responsable de son département et bénéficiera d'une grande autonomie d'action. Il sera jugé sur les résultats. Il organisera et animera les points de vente, il en surveillera les comptes d'exploitation et il étudiera l'opportunité d'en créer de nouveaux. Il choisira les fournisseurs et les produits, négociera les contrats de distribution. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins, sera de préférence un ingénieur électricien, ayant acquis pendant plusieurs années chez un constructeur ou au sein d'une chaîne de distribution, l'expérience de la vente des matériels électriques ou électromécaniques au secteur industriel ainsi que de l'animation d'une force de vente et de la gestion d'un département. Anglais ou allemand souhaités. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3794.
INGENIEUR D'ETUDES ET DE RECHERCHES
Electronique
REGION PARISIENNE
Filiale d'un puissant groupe industriel français, une société spécialisée dans la production d'appareils électroniques de mesure et de contrôle d'utilisation médicale et industrielle (C.A. 20 millions F - 150 personnes) crée, pour faire face à son expansion, un poste d'ingénieur d'études. Sous l'autorité du PDG assumant la fonction technique et au sein du laboratoire de recherche, il travaillera à l'étude d'un nouveau projet qui pourrait aboutir en deux ans et connaître des ramifications multiples. Totalement responsable de ce projet, le titulaire sera assisté au moins par deux ingénieurs. Il entrera en contact avec d'autres laboratoires au sein et à l'extérieur du groupe. Ce projet qui met en oeuvre des techniques nouvelles à base d'électronique fait appel à différentes branches de la physique : optique, acoustique, propagation, ultrasons. Le poste conviendrait à un ingénieur électronicien, âgé de 30 ans au moins, ayant assumé pendant plusieurs années, de préférence dans une société industrielle, des fonctions similaires ou comparables, animé une équipe et acquis des connaissances approfondies dans les domaines précités. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3792.
DIRECTEUR DES VENTES
100.000 F
Composants électroniques
PARIS
Un groupe international, leader dans son marché, fabriquant et commercialisant des composants électroniques passifs, recherche le directeur des ventes de sa filiale française. Ayant pour mission le développement de la société, le titulaire du poste établira et maintiendra des contacts étroits avec les clients actuels et potentiels, élaborera les budgets de fonctionnement, sera responsable de la gestion commerciale, appliquera la politique de ventes définie avec le président, organisera le réseau de distribution, engagera et formera ses propres vendeurs. Ce poste sera confié à un spécialiste de la vente, âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur de préférence, ayant une expérience de plusieurs années de la gestion d'une petite entreprise et de la commercialisation des composants électroniques passifs auprès de grandes sociétés. De fréquents voyages en France sont à prévoir et des responsabilités plus étendues peuvent être envisagées, à court terme, en fonction de la réussite. Ecrire à B. Mangou, Réf. B.2254.
Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.
AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUEDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR
73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

POLITIQUE

M. GUÉNA : nous sommes les premiers et voulons le rester.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, mardi 12 octobre, à France-Inter :

« La notion de compétition à l'intérieur de la majorité est dépassée. Nous sommes les premiers et nous voulons naturellement le rester, mais nous voulons aller plus loin, avec le rassemblement. Il ne s'agit pas, si près d'échéances électorales, de regarder de façon soupçonneuse et jalouse ce que font les uns et les autres dans la majorité. Il faut aller de l'avant et entraîner la majorité vers le combat et la victoire. (...) »

M. Guéna a ajouté :

« Je sais qu'on prête à Jacques Chirac des arrière-pensées qui sont inacceptables. On imagine qu'on pourrait tabler, à l'U.D.R., sur je ne sais quelle défaite électorale pour devenir ensuite le recours, dans une situation apocalyptique. Tout ceci est absurde. Nous avons dit que nous nous battons dans la majorité, et nous n'avons jamais récusé l'autorité du président de la République. Nous avons un objectif, et un seul : les élections législatives de 1978. Nous considérons que si ces élections sont perdues, c'est une ère de malheur qui commence pour la France. Tous les efforts doivent être tendus vers ces élections, dans l'intérêt de la majorité et, naturellement, du président de la République. »

● *A Poitiers* (Vienne), M. Jean-Yves Chamard (U.D.R.), adjoint au maire (M. Pierre Vertadier, qui a annoncé son intention de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat en mars 1977), et conseiller général du canton de Poitiers-4, a confirmé qu'il conduirait une *« liste de continuité »*. M. Jacques Grandon (C.D.S.), conseiller général du canton de Poitiers-3, a assuré qu'il prendrait la tête d'une autre liste.

LE P.C.F. VA PROPOSER DE NOUVELLES ACTIONS COMMUNES A SES ALLIÉS

Dès le lendemain de la journée nationale de lutte du 7 octobre, le P.C.F., par la voix de M. Paul Laurent, membre du secrétariat, avait souligné l'*« extraordinaire puissance »* et la *« force combative »* du défilé parisien. Il ajoutait : *« La journée du 7 octobre signifiait pour les travailleurs, pour le peuple, à la fois colère et espoir. Colère contre ce qu'on doit appeler le plan d'austérité Giscard-Ceyrac, qu'il faut maintenant mettre en échec. Espoir de voir la montée des forces populaires créer les conditions de la victoire du programme commun. »*

Le bureau politique est revenu mardi 12 octobre sur cette journée, et a adopté une déclaration affirmant que *« les travailleurs rejettent une politique qu'ils jugent, avec raison, injuste, inefficace et dangereuse »*. Le bureau politique ajoute :

« Dans le souci de réaliser les objectifs définis par le comité de liaison de la gauche lors de sa dernière réunion, le bureau politique décide de faire une nouvelle proposition d'action commune à ses partenaires de la gauche.

» Les communistes ont joué un grand rôle dans la mobilisation populaire contre la politique Giscard-Barre. Une fois de plus, le parti communiste a été le premier parti à dénoncer la politique d'austérité. Son autorité s'en est trouvée encore renforcée auprès des travailleurs. »

RADICAUX DE GAUCHE ET C.F.D.T. VONT SE CONSULTER PLUS FRÉQUEMMENT

Des délégations de la C.F.D.T. et du Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.), conduites par MM. Edmond Maire et Robert Fabre, se sont rencontrées le mardi 12 octobre 1976 au siège de la C.F.D.T.

La délégation de la C.F.D.T. a informé le M.R.G. des travaux et des résultats de son trente-septième congrès et des orientations décidées lors de ses derniers bureaux nationaux.

Les deux délégations déclarent dans un communiqué qu'*« elles ont procédé à un échange de vues et à l'analyse de sa situation économique, sociale et politique. Elles ont constaté une convergence de leurs analyses, notamment sur les problèmes de l'inflation, du chômage, la dégradation du pouvoir d'achat, les menaces sur la Sécurité sociale et sur les très graves inégalités sociales dont le pouvoir en place porte la responsabilité »*.

Les deux délégations se félicitent du succès de l'action du 7 octobre organisée à l'initiative des confédérations syndicales. Elles ont estimé que *« d'autres actions devront être menées afin de combattre les effets néfastes de la politique gouvernementale »*.

La C.F.D.T. et le M.R.G. sont convenus de se consulter plus fréquemment sur *« les problèmes économiques et sociaux qui se posent et se poseront au pays »*.

Du 18 au 24 octobre à Paris

UNE « SEMAINE DE LA NON-VIOLENCE »

Le Mouvement pour une alternative non-violente (1) de Paris organise, du 18 au 24 octobre, une « semaine de la non-violence et de l'autogestion » au cinéma André-Bazin (45 bis, rue de la Glacière, 75013 Paris).

Après la projection de différents films, tout au long de la semaine, aura lieu, samedi 23 octobre, un débat public sur *« la défense populaire non-violente »*, avec la participation du général Jacques de Bollardière et de MM. Jean-Marie Muller (Mouvement pour une alternative non-violente) et Djivelekian (C.F.D.T.). De nombreuses autres tables rondes sont prévues.

---

(1) Centre Chavez, 37 bis, rue des Maronites, 75020 Paris.

● *Dans la cinquième circonscription des Yvelines*, où aura lieu une élection législative partielle provoquée par la démission de M. Jean Réquin (R.I.) suppléant de M. Bernard Destremau, ancien secrétaire d'Etat, la fédération du parti communiste des Yvelines a désigné son candidat. Il s'agit de M. Jean Cuguen, maire de Saint-Cyr-l'Ecole, ancien vice-président du conseil général, qui aura pour suppléant M. Jacques Monquaut, président du groupe communiste au conseil municipal de Bois-d'Arcy.

● *M. Jacques Ricard*, inspecteur général du Sud-Ouest pour le Front national, a annoncé, mardi 12 octobre, qu'il se présentera à l'élection législative partielle dans la troisième circonscription de la Corrèze.

OUTRE-MER

L'ACTIVITÉ DE LA SOUFRIÈRE

Les élus communistes guadeloupéens critiquent l'attitude du gouvernement dans l'organisation des secours

MM. Marcel Gargar et Hégésippe Ibéné, respectivement sénateur et député de la Guadeloupe (tous deux apparentés communistes) ont réuni, mardi 13 octobre, au palais du Luxembourg, une conférence de presse à propos de la situation créée dans leur département par les menaces d'éruption de la Soufrière.

M. Marcel Gargar a estimé que *« les prévisions et recommandations du vulcanologue Haroun Tazieff auraient dû tempérer les inquiétudes des responsables et éviter l'exode massif du 15 août et la délimitation par trop exagérée de la zone dangereuse »*. Il a ajouté : *« M. Haroun Tazieff et son équipe avaient établi une carte des zones à évacuer qui ne concernerait que 30 000 à 35 000 personnes, au lieu des 75 000 évacuées dans des conditions désastreuses. (...) Force nous est de constater que rien d'important ne s'est encore produit et que les autorités administratives ont dû reconnaître, sous la pression des populations et des élus, la nécessité de réduire le champ des zones interdites. »*

Le sénateur de la Guadeloupe a aussi évoqué *« les problèmes d'hygiène, de promiscuité et d'oisiveté »* qui se posent aux réfugiés. Il a aussi fait état de l'initiative de la municipalité d'Orly, du Secours populaire, et de *« plusieurs municipalités d'union de la région parisienne »* en faveur des personnes déplacées, et a souligné : *« Huit tonnes environ de matériel se trouvent bloquées à Orly depuis le 18 août. En effet, le maire d'Orly* [M. Gaston Viens, P.C.F.], *après maintes discussions avec le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM et la sécurité civile au ministère de l'intérieur, s'est entendu dire :* « Vous » avez organisé la solidarité pour » la Guadeloupe, il faut aller jus- » qu'au bout et expédier votre » matériel vous-même ! » *C'est la première fois dans les annales du Secours populaire français qu'une telle attitude est adoptée par les pouvoirs publics !*

» En dépit des discriminations, la ville d'Orly et le Secours populaire ont pu faire parvenir, après avoir payé 20 000 F de fret, plus de 4 tonnes de matériel de secours à M. Bangou [maire communiste de Pointe-à-Pitre], *qui les a aussitôt répartis dans les communes d'accueil*

» Cette position est d'autant plus incompréhensible qu'au titre de la solidarité internationale le gouvernement a assuré le transport gratuit par avions militaires des secours destinés à Fréjus, au Sahel, et que des secours viennent d'être acheminés au Liban ! Les Guadeloupéens sont donc en droit de se poser des questions. »

M. Ibéné a fait état des conditions difficiles dans lesquelles a eu lieu la rentrée scolaire et des dangers encourus en raison du fait que cette rentrée a lieu en une période où des cyclones sont possibles.

Le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, interrogé mercredi matin 13 octobre, à propos du matériel bloqué à Orly, a répondu que *« l'affaire est actuellement en cours de règlement »*.

A La Réunion

LES SOCIALISTES RÉGIONALISTES AGIRONT AU SEIN DE LA MAJORITÉ DÉPARTEMENTALISTE

La Fédération des mouvements socialistes régionalistes de la Réunion (F.M.S.R.), dont le président est M. Jean-Claude Fruteau, a récemment réuni son congrès à Saint-Benoît. Dans une des motions qu'ils ont adoptées au terme de ces assises, les socialistes régionalistes soulignent la gravité de la situation économique de l'île et insistent sur *« la nécessité de mettre fin à la centralisation excessive, au niveau de Paris, des décisions importantes qui engagent la vie quotidienne des Réunionnais »*. Ils ajoutent : *« Il faut pour cela faire fonctionner dans l'île un pouvoir régional de gestion. Ce pouvoir, qui ne doit en aucune manière remettre en cause l'unité politique entre la Réunion et la métropole, doit permettre aux Réunionnais de participer plus efficacement à la gestion des affaires locales, tout en bénéficiant des garanties de progrès social de liberté découlant de la loi de départementalisation de 1946. »*

La F.M.S.R., qui entend lutter *« au sein d'une majorité départementaliste »* sans renoncer *« à l'idéal socialiste »*, se dit *« libre de tout engagement vis-à-vis du pouvoir comme de l'union de la gauche »*.

Printemps
Haussmann/Nation
Coussin 40 x 40
~~40F~~ 30F
Lampe faïence avec abat-jour.
~~325F~~ 250F
Canapé lit recouvert lainage poncho.
~~4780F~~ 3820F
Table basse placage noyer, orme ou peuplier.
~~1700F~~ 1460F
Tapis laine haute mèche 2 x 5 m
~~1819F~~ 1545F
Young & Rubicam
Le mois de la maison.
Des prix et le crédit gratuit* sur 12 mois, jusqu'au 30 oct.
*Après acceptation du dossier, sauf prestations de service. Les prix barrés sont ceux antérieurement pratiqués. Les prix indiqués sont valables jusqu'à épuisement des stocks.

Pacer

American Motors
importateur exclusif
Jean-Charles
28, Rue CL TERRASSE PARIS 18e Tél. 288-23-46

SVENSON, grâce à son expérience internationale dans le domaine de la prothèse capillaire, vient encore d'améliorer sa technique (nouvelles coiffures, brushing, coupe mèche à mèche etc.).
Les résultats sont sensationnels. SVENSON, c'est aussi un institut encore plus moderne (15 boxes ind. + 18 techniciens à votre service).
Vous portez une prothèse capillaire X, Y, Z, essayez « notre resserrage, » le 1er est gratuit.
SVENSON
76128
6, rue des Saussaies (3e étage)
75 Paris - Tél. : 265.31.96/48.64.

هكذا عن الأصل

DÉFENSE

SELON LE SERVICE DE RECRUTEMENT

Un jeune Français sur trois échappe aux obligations militaires

Un jeune Français sur trois en âge d'être appelés sous les drapeaux échappe en réalité aux obligations du service militaire puisque, sur les quatre cent trente-cinq mille jeunes hommes qui, en 1975, ont composé la « classe », seuls deux cent soixante-douze mille ont servi dans les huit cent cinquante formations que comptent les trois armées françaises et leurs services, si l'on exclut bien évidemment les vingt-cinq mille engagés volontaires. Telle est la constatation qui s'impose à la lecture d'un article, dans le dernier numéro de la revue *Défense nationale*, rédigé par le général Loyer, chef du service du recrutement et responsable, à ce titre, de l'incorporation annuelle des appelés.

On a compté, en 1975, environ soixante- quinze mille exemptés pour des motifs uniquement d'ordre médical, trente-cinq mille dispensés pour tenir compte de leur situation familiale et seize mille réformés, principalement après l'incorporation. Soit, au total, cent vingt-six mille jeunes qui n'ont pas fait de service militaire, environ 29 % de la « classe » d'âge du contingent. Si l'on ajoute à ce total les douze mille jeunes gens, soit 3 % de la « classe », qui ont choisi d'autres formes de service (la coopération à l'étranger, l'assistance technique ou la gendarmerie), environ 68 % des jeunes Français ont, l'an dernier, été affectés dans des unités militaires des trois armées.

Selon le général Loyer, le taux des dispenses pourrait passer de 7 à 9 % de l'effectif moyen de la « classe », compte tenu des modifications apportées récemment à la législation par le Parlement. « *Le service du recrutement*, écrit l'auteur de l'article, *doit tenir compte, par la force des choses, des aménagements de toute nature qu'un temps de paix prolongé rend inéluctables, et il a pour mission d'appliquer sans faiblesse le grand principe d'égalité devant le service national alors que celui-ci s'est diversifié en des formules difficilement comparables.* »

Le service de recrutement, observe encore son directeur, « *est tenu d'honorer des contrats rigoureux alors que les jeunes gens gardent, par la volonté expresse du législateur, une grande marge d'initiative* » et « *il a vocation pour traiter des grands nombres mais il est amené de plus en plus à traiter de catégories particulières et de cas personnels* ».

Environ 63 % des jeunes Français ont exercé le droit que, le législateur a reconnu, à l'initiative d'organiser leur avenir en fixant, eux-mêmes, la date de l'incorporation, et, donc, 37 % des jeunes du contingent, qui n'ont rien demandé, sont incorporés en complément des premiers.

« *Il n'y a pas d'identité qualitative entre société civile et société militaire* », considère le général Loyer, qui affirme qu'« *un professeur de philosophie n'est pas affecté à l'emploi d'aide cuisinier ou préposé au balayage des garages, par hasard, arbitraire, indifférence, intrigue ou esprit de système* ». Les besoins exprimés par les armées ne coïncident pas avec les ressources offertes par le contingent ou avec les souhaits des appelés.

Les besoins et les préférences

Si l'on fait une comparaison entre les besoins des armées et les préférences des appelés, « *il est clair que l'appelé est attiré par l'armée de l'air, par la marine et par l'outre-mer. Dans l'armée de terre, les préférences vont au train, au génie et aux différents services. Les besoins et les préférences sont équilibrés pour les transmissions, les troupes aéroportées et de montagne. Très peu de jeunes Français désirent aller dans l'infanterie, dans l'arme blindée et dans l'artillerie* ». Ainsi, 80 % des jeunes gens affectés dans l'infanterie, l'arme blindée et l'artillerie n'ont pas souhaité cette affectation et, d'autre part, pour 16 %, la ressource est rare (professeurs d'éducation physique, cuisiniers ou coiffeurs), mal répartie dans l'espace (mécaniciens) ou dans le temps (skieurs qualifiés).

Le général Loyer observe encore « *qu'il n'y pas coïncidence géographique entre la domiciliation des appelés et l'implantation des unités* », et que « *l'affectation d'un jeune Français à un corps d'active doit tenir compte de son emploi dans les réserves* ». Or, l'armée de mobilisation est différente de l'armée active, dans ses structures et dans son cantonnement.

« *Il a été décidé*, écrit le général Loyer, *que la distance moyenne de l'affectation au lieu de permission déclaré ne dépasserait pas 400 kilomètres. (...) Pour obtenir cette égalité statistique, tous les jeunes gens doivent s'éloigner suffisamment de leurs domiciles. Pour cette raison, à part les rapprochements stipulés par la loi, aucun appelé ne devrait être affecté dans son département d'origine : toute infraction à cette règle provoque un surcroît d'éloignement pour un autre appelé.* »

[Les mouvements de jeunes, les partis politiques, les syndicats et même les états-majors ont, à plusieurs reprises, attiré l'attention du gouvernement sur l'inégalité du service militaire. Actuellement, cette injustice est d'autant plus ressentie que les jeunes filles, en France échappent aux obligations militaires — trois cent quarante jeunes femmes volontaires ont été incorporées en 1975 — et qu'elles sont désormais en concurrence sur le marché du travail avec ceux des jeunes hommes qui, appelés sous les drapeaux, considèrent qu'ils ont déjà une année de handicap dans la recherche d'un emploi sur leurs camarades dispensés, exemptés ou réformés. — J. I.]

★ *Défense nationale*, octobre 1976, 1, place Joffre, 75700 Paris. 12 F.

SCIENCES

- *Viking-2 a déplacé un caillou sur le sol martien* et a prélevé un échantillon à l'emplacement de ce caillou. On espère y trouver des composés organiques, absents jusqu'ici des échantillons prélevés. Le caillou a en effet protégé l'échantillon du rayonnement ultra-violet du Soleil, qui pourrait avoir détruit les composés organiques autrefois présents dans les zones non protégées.

- *L'académicien soviétique Evgueni Zavoïski* est décédé subitement le 9 octobre. Né le 28 septembre 1907. Il avait fait ses études à l'université de Kazan. Spécialiste de physique atomique (résonance paramagnétique), il s'est ensuite tourné vers l'étude des plasmas et de la fusion thermonucléaire. Il a reçu le prix Lénine en 1957.

- *La conférence tripartite* (Etats - Unis, Grande - Bretagne, Afrique du Sud) sur la future aide économique à la Rhodésie, qui devait reprendre ses travaux à Londres jeudi 14 octobre, a été reportée au début de la semaine prochaine. De hauts fonctionnaires des trois pays s'étaient déjà réunis la semaine dernière à Washington pour discuter d'un plan international visant à promouvoir le développement économique et social du Zimbabwe, à accélérer la formation professionnelle de la majorité africaine et à garantir la sécurité économique de tous les éléments de la population. — *(A.F.P.)*

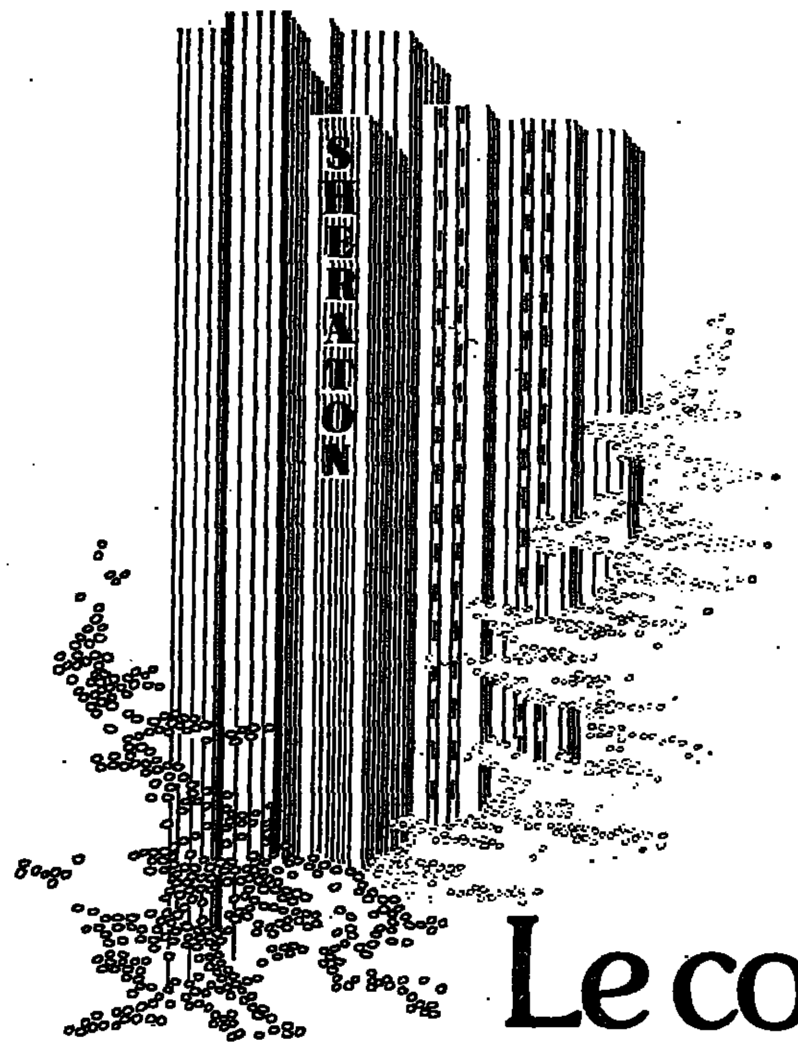
TOUT CE QUI SE
TRANSFORME EN LIT
S'ACHETE CHEZ
CAPÉLOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS
1 ou 2 places = Toutes essences de bois.

CAPÉLOU Distributeur
Magasin de vente :
37, Av. de la République
PARIS XIe - Métro PARMENTIER
Tél. 357.46.35 +

VOITURES D'EXPORTATION T.T.
• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •
Toutes marques étrangères
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.



Le cœur de Montparnasse bat à l'Hôtel Sheraton

L'Hôtel Sheraton, avec ses 1000 chambres spacieuses et climatisées, en a fini avec les embarras de Paris. Il vous offre son vrai visage, celui que nous avions choisi pour vous – celui d'un Sheraton dégagé, accessible, agrémenté d'espaces verts, en plein Montparnasse – Dans ce quartier fascinant, point de rencontre idéal des parisiens, le Sheraton est le centre d'une vie nocturne passionnée, où se mêlent cinémas, restaurants, luxueuses boutiques, café-théâtres et galeries. Montparnasse d'hier et d'aujourd'hui, Montparnasse éternel, l'Hôtel Sheraton est au rendez-vous...

Pour réserver : 260.35.11

Merci Paris!

Paris-Sheraton Hotel
SHERATON HOTELS AND INNS, WORLDWIDE
AVENUE DU MAINE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE TELEX 200135

ÉDUCATION

Faute de crédits d'enseignement

LES COURS SONT SUSPENDUS EN PREMIÈRE ANNÉE D'ÉTUDES MÉDICALES DE PARIS-V

Le conseil de l'unité d'enseignement et de recherche d'études médicales et biologiques de l'université Paris-V-René-Descartes, qui assure essentiellement les enseignements de premier cycle d'études médicales pour deux mille huit cent quatre-vingt-douze étudiants des centres hospitaliers universitaires Cochin, Necker et Paris-Ouest a décidé à l'unanimité, lundi 11 octobre, d'interrompre les cours et les travaux pratiques qui avaient commencé une semaine plus tôt ; les travaux dirigés devaient débuter cette semaine.

Cette décision a été prise à la suite de la réduction des crédits d'heures complémentaires accordés à l'université Paris-V. Celle-ci n'a obtenu que 44 % de ce qu'elle avait demandé. Or, pour l'U.E.R. d'études biologiques et médicales, au premier semestre de la première année d'études médicales, 16 % seulement des enseignements sont assurés par les vingt-trois titulaires, 5 % par des titulaires d'autres U.E.R. et le reste par des vacataires payés en heures complémentaires. Le conseil avait d'abord décidé de suspendre les enseignements à effectuer par les vacataires, mais il y a renoncé, les titulaires ne pouvant assurer que la moitié au maximum des cours magistraux, le quart au plus des travaux dirigés, et le cinquième des travaux pratiques.

● *L'Ecole des Chartes s'installerait dans l'ancien collège des Bernardins.* — Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a annoncé, mardi 12 octobre, à l'occasion du départ à la retraite de M. Michel François, directeur de l'Ecole des Chartes, que cet établissement pourrait s'installer dans les prochains mois dans une partie des locaux de l'ancien collège des Bernardins (24, rue de Poissy, dans le cinquième arrondissement).

Ce collège, mis à la disposition des chartistes par la Ville de Paris, est occupé depuis 1884 par une caserne de pompiers. L'Ecole des Chartes occupe actuellement des locaux à la Sorbonne.

le numéro d'octobre arrive!

Tourisme social : changer de politique.
POURQUOI?

Entretien avec Casamayor : la police et nous.
POURQUOI?

Sécheresse : qui va payer la note ?
POURQUOI?

Des manuels scolaires pour quoi faire ?
POURQUOI?

Mayas d'hier et d'aujourd'hui.
POURQUOI?

Echec aux pharmacies mutualistes.
POURQUOI?

Et les chroniques consommation, cinéma, livres...
POURQUOI?

POURQUOI?
la revue de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente
3 rue Récamier
75007 Paris

Chez tous les marchands de journaux
6 F

Disparition d'un mouvement « modéré »

LE CLERU INVITE LES ÉTUDIANTS A REJOINDRE UNE ORGANISATION PROCHE DU P.S.

Les responsables du Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (CLERU) ont décidé de dissoudre leur mouvement et de rejoindre le Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSEF, proche du P.S.).

Le CLERU avait fait son apparition après 1968 avec la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Les étudiants du CLERU, bien que peu nombreux, s'étaient révélés des défenseurs farouches des principes de la réforme de M. Edgar Faure (participation, pluridisciplinarité, autonomie).

Ce mouvement, qui se voulait apolitique mais réformiste, constate aujourd'hui que les « gouvernements successifs ont anéanti toute participation cogestionnaire dans les institutions universitaires (...) ». Le CLERU avait expérimenté diverses voies pour faire avancer ses idées à l'Université. Après avoir cherché à agir directement (il a deux élus au Conseil de l'enseignement supérieur), il avait tenté de fusionner avec d'autres mouvements indépendants.

Le CLERU — qui regrouperait cent cinquante étudiants — commente ainsi sa disparition, sous la plume de M. Jean-Gabriel Nancey : « Nous constatons la politisation des universités comme un fait nécessaire à l'aboutissement et à la réalisation primordiale des principes que nous avons toujours défendus. (...) C'est pourquoi notre mouvement renonce — volontairement — à toute action et cesse définitivement toute activité, reconnaissant par là l'échec de son action réformiste, ainsi que l'échec corrélatif actuel de la loi d'orientation de 1968. »

« Nous invitons, poursuit-il, les étudiants à soutenir désormais le COSEF, seul mouvement ayant les mêmes objectifs universitaires que le CLERU. »

UN GUIDE PRATIQUE POUR LES ÉTUDIANTS

L'Etudiant, guide pratique 1976-1977, vient de paraître ; la nouvelle édition compte deux cent huit pages (soit le double de la précédente) et a été rédigée par une équipe de journalistes et d'étudiants.

Ce guide pratique, tiré à trois cent mille exemplaires, présente deux formules : la première comprend, outre les pages « nationales », trente-deux pages « spécial Paris » et est mise en vente dans la capitale et la région parisienne ; l'autre possède un supplément « spécial province » et est diffusée dans tous les départements.

Ce guide pratique fournit des renseignements sur tous les sujets intéressant les étudiants : les études, les « cursus », les établissements (sans ironie apparente, *l'Etudiant* a choisi l'exemple de l'université d'Amiens), les mouvements étudiants, le logement, les « jobs ». Cinquante pages sont consacrées à l'emploi et aux carrières.

On trouve également dans cette édition un chapitre « paperasserie », des conseils sur l'art d'utiliser les services publics, le texte non expurgé de quelques chansons étudiantes, des rubriques « voyages », « sports », « activités culturelles », et les adresses correspondantes, et des renseignements sur le service national, comprenant les adresses des centres d'information de l'armée... et celles des groupes antimilitaristes.

★ **L'Etudiant, guide pratique. Editions Génération, 7, rue Thorel, 75002 Paris. Tél. 236-94-41. En vente dans les kiosques (10 F).**

● *Une centaine d'élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et alimentaires (E.N.I.T.I.A.A.)* de Nantes ont occupé pendant trois quarts d'heure, lundi 11 octobre, les locaux de la direction départementale de l'agriculture de Loire-Atlantique. Ils protestaient contre le manque de postes (une dizaine) et l'insuffisance des crédits d'équipement (l'école n'a obtenu que le sixième de ce qu'elle réclamait).

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE 1976 à JUIN 1977
• Examen d'entrée à :
SC PO
• Entrée en 1re année
• Soutien en cours d'AP
• Procédure admission en 2e année
• Préparation par correspondance
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS
AUTEUIL 6, Av. Léon-Heuzey 75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 588.63.91

Les difficultés d'un établissement privilégié

Le lycée expérimental de Sèvres menacé de « normalisation » ?

Assemblées générales de parents et d'enseignants, grèves, délégations au rectorat de Versailles, démarches tous azimuts... Que se passe-t-il, depuis la rentrée, au lycée expérimental de Sèvres (Hauts-de-Seine), considéré comme un des fleurons du système scolaire français ?

Parents et professeurs le disent d'une seule voix : « *Le lycée de Sèvres n'est plus cette année tout-à-fait ce qu'il était auparavant, et il le sera de moins en moins.* » En un mot : on « normalise » cet établissement qui sert de terrain d'application au Centre international d'études pédagogiques voisin.

D'abord, pour la première fois, on a manqué cette année de professeurs : ce que bon nombre de familles subissent ailleurs avec plus ou moins de résignation prend, ici, l'allure d'un scandale. Mais ce n'est pas tout. Jusqu'à présent les professeurs de chaque classe se réunissaient pratiquement une fois par semaine. Désormais ils devront s'en tenir — pour les classes de sixième — au rythme habituel de trois conseils de classe par an. Des décharges d'horaires étaient accordées aux enseignants désireux de faire de la recherche : ils devront désormais s'y consacrer sous forme d'heures supplémentaires, ce qui accroît leur charge de travail. Il n'y aura plus de dédoublement de classes en sixième pour les cours d'histoire et géographie. Enfin, une incertitude plane en permanence sur les crédits qui permettent de payer douze fois plus d'heures d'activités dirigées que dans un établissement « normal ».

Depuis la fin de la guerre, le lycée de Sèvres était l'un des quelques établissements élus « lycées pilotes ». On ne fut pas trop regardant sur l'aspect financier des choses, ni soucieux d'enfermer le projet dans des textes (à l'exception d'une circulaire un peu vague de 1952). Au début, les lycées pilotes jouèrent leur rôle de terrains d'expériences où l'on éprouvait tous les moyens d'améliorer les méthodes de transmission du savoir et d'augmenter les possibilités d'épanouissement des élèves.

Ces lycées, dont quelques-uns furent gagnés par la torpeur de la routine, ne devaient pas être des îlots privilégiés : les meilleurs résultats de leurs recherches devaient être étendus à tous les autres établissements. Les conseils de classe, les « dix pour cent pédagogiques », notamment, sont nés de ces recherches.

Rien, en apparence, ne changea pour Sèvres en 1972, lorsqu'un décret réglementa les recherches de ces établissements. Simplement, ils cessaient d'être « *pilotes* » pour devenir « *expérimentaux* ». Pour M. Jean Auba, qui dirige le Centre international d'études pédagogiques de Sèvres, il ne faut voir dans les derniers événements, « bavures » exceptées, que le début d'application, un peu tardif, et un peu lent, de l'ère nouvelle. Mais, pour lui, rien d'irrémédiable ne s'est produit concernant le statut de ce lycée.

« Un établissement comme les autres »

Les parents voient pourtant dans cet ajustement le début de la « *banalisation* » du lycée. « *On porte atteinte cette année aux sixièmes ; l'année prochaine, ce sera le tour des cinquièmes et, de proche en proche, Sèvres sera dans quelques années un établissement comme les autres.* »

« *Comme les autres* » : là est le nœud du problème. Les trois cents enseignants, qui affirment travailler à Sèvres dans une atmosphère de totale liberté et de véritable collaboration, craignent que « *cela finisse* ». Les parents de la majorité des quelque trois mille élèves, privilégiés sans le vouloir (Sèvres recrute ses élèves dans sa zone géographique, comme tous les autres établissements)... ou qui l'ont cherché (beaucoup s'installent à Sèvres pour permettre à leurs enfants de s'y inscrire), ressentent comme intolérable toute modification du *statu quo*, et à plus forte raison tout ce qui ressemble à une bavure. — M. K.

● *M. Jean Bousquet*, professeur de langue et de littérature grecques, est renouvelé pour cinq ans dans ses fonctions de directeur de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, à Paris, par un décret publié au *Journal officiel* du 12 octobre. M. Bousquet occupe ce poste depuis juillet 1971.

● *Intoxication alimentaire dans une cantine scolaire.* — Une soixantaine d'enfants du groupe scolaire Léopold-Gardey, de Bures-sur-Yvette (Essonne), ont été intoxiqués, lundi 11 octobre, après avoir pris leur repas de midi à la cantine scolaire.

Les deux cent seize enfants qui avaient déjeuné au groupe scolaire ont été dirigés vers les hôpitaux de Longjumeau et d'Orsay pour y subir des examens et cinq ont été gardés en observation. Aucun cas grave n'a été, toutefois décelé. Une enquête judiciaire et des analyses de laboratoire doivent déterminer les causes de cette intoxication.

● *Des cours d'arabe pour les Libanais de Paris.* — Le Foyer franco-libanais, en accord avec le secrétariat général de l'enseignement catholique et la direction interdiocésaine de l'enseignement catholique, organise, à la demande des familles libanaises à Paris, des cours d'arabe correspondant au programme libanais (tous niveaux).

★ **Renseignements et inscriptions : Foyer franco-libanais, 15, rue d'Ulm, 75005 Paris, tél. 633-47-60, du lundi au vendredi, de 10 h. à 12 h. et de 16 h. à 18 h.**

Le Monde de l'éducation
numéro d'octobre
L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Médecine
PHARMACIE
• Encadrem. annuel de soutien parallèle à la Fac. par C.H.U
• Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B
4 CENTRES Maillot Saints-Pères Nation Créteil
CEPES
Groupement libre de professeurs 57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly
722-94-94 ou 745-09-19

M. SÉGUY CHEZ LES COLLÉGIENS

Une camionnette à haut-parleurs stationne en face du collège d'enseignement technique, rue du Docteur-Potain, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris. Sur le trottoir, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., harangue les collégiens et proteste contre le refus du directeur du C.E.T. de lui laisser organiser un meeting à l'intérieur de l'établissement. « Nous luttons pour que vous ayez tous un emploi, et qui corresponde à vos qualifications », *explique-t-il. Les élèves présents — un groupe qui rentre du stade et un autre qui sort de la cantine après d'âpres palabres avec l'administration du collège — contemplent la scène avec amusement et curiosité.*

M. Séguy traverse alors la rue pour dialoguer avec les élèves : « Comment puis-je vous dire : « chers amis » ou « camarades » ? — Camarades ! », *répondent en chœur les collégiens. Le secrétaire général de la C.G.T. explique, micro en main, que les élèves de C.E.T. doivent se mobiliser pour participer massivement à la journée du 23 octobre,* « grande journée de la jeunesse en lutte », *organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. Deux ou trois questions sont posées par-dessus le mur des voitures en stationnement. M. Séguy y répond longuement, mais trop évasivement, au goût de certains élèves. C'est que l'heure n'est pas au drame au C.E.T. Potain, et puis le secrétaire général de la C.G.T. doit encore haranguer les employés de la B.N.P.-Barbès et les ouvriers en grève de l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen, toujours escorté de militants et de journalistes. Il faut donc conclure :* « Nous ne sommes pas venus ici en perturbateurs, *précise M. Séguy.* Nous vous souhaitons de reprendre votre travail dans la sérénité, en étroite collaboration avec vos enseignants. » — R. C.

CORRESPONDANCE

Les relations entre le SNE-Sup et la FEN

Après la publication de notre article consacré à la visite de M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale sur le campus d'Amiens (le Monde *du 3 octobre), M. Henry nous écrit notamment :*

La FEN n'entend pas étendre directement son influence sur l'enseignement supérieur au détriment du SNE-Sup. Toute l'action de la FEN au contraire tend à développer et à renforcer les syndicats nationaux qui adhèrent à l'organisation. (...) Les propos que j'ai tenus à Amiens à l'égard du SNE-Sup lui-même confirment sans ambiguïté cette volonté.

Des bruits ont laissé entendre que je pourrais être ministrable. Ces bruits n'ont aucun fondement et aucune réalité. L'utilisation des guillemets pour une citation un peu improvisée donne à votre compte rendu un caractère qui est de nature à porter tort à la FEN au travers de son secrétaire général. L'un des camarades qui m'entourent a pu faire état de certains propos de presse en les précisant : il ne saurait s'agir d'une appréciation personnelle de ces camarades.

⁂

Nous avions, d'autre part, rapporté l'affirmation de M. Henry selon laquelle le SNE-Sup (affilié à la FEN) regroupe 25 % des enseignants du supérieur. M. Alain Roux, secrétaire général du SNE-Sup, nous écrit à ce sujet :

Il est triste de constater que le journal *le Monde*, à une époque où le secrétariat d'Etat aux universités lance une attaque multiforme contre les universités et les I.U.T., où notre syndicat organise la défense pied à pied du service public universitaire et des personnels, reprend, en l'attribuant à André Henry, un couplet éculé sur la faible représentation du SNE-Sup. Doit-on rappeler que lors des élections au comité consultatif des universités et au C.N.R.S., nous avons eu en moyenne 50 à 60 % des voix ? Que des présidents SNE-Sup ont été élus dans vingt-cinq universités ?

RELIGION

FACE AU MÉCONTENTEMENT DES CATHOLIQUES DE DROITE ET DE GAUCHE

L'assemblée de l'épiscopat envisage de s'attaquer aux causes profondes de la crise de l'Église

Rarement assemblée plénière de l'épiscopat — elle est réunie à Lourdes du 13 au 30 octobre — aura connu un climat plus difficile. Moins du fait des évêques que de celui des fidèles polarisés par l'affaire Lefebvre. Certains ne manquent pas de dire que l'on a accordé dans l'opinion publique beaucoup trop d'importance à la dissidence d'Ecône et qu'après tout son fondateur manque de dimension. Peut-être, mais c'est oublier qu'à l'arrière-plan de cette affaire se profile le malaise de nombre de chrétiens plus ou moins contempteurs de leur siècle, devant certaines réformes et certaines audaces. L'épiscopat en sait quelque chose.

La question n'est pas tellement de savoir si l'on est un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout pour ou contre l'ancien archevêque de Dakar, mais si sa rébellion et les sanctions prises contre lui arrivent à point nommé pour faire éclater au grand jour des rancœurs et des déceptions d'autant plus vives qu'elles étaient jusqu'ici peu prises au sérieux par les progressistes.

Si Mgr Lefebvre n'existait pas, il aurait fallu l'inventer. Grâce à lui, les conservateurs de toutes nuances vivent leurs grandes heures. Ils sont bien inspirés d'en profiter car celles-ci dureront sans doute moins longtemps qu'ils ne se l'imaginent. Qu'un Congar, un Jean Guitton ou un de Lubac suggèrent à Paul VI de jeter du lest en autorisant à nouveau la célébration en public de la messe de Pie V, qui ne s'en réjouirait ? Mais, même si demain tel était le cas, le pape ne saurait tolérer que les séminaristes d'Ecône continuent à être formés dans un climat anté et anti-conciliaire. L'épiscopat français non plus. Mgr Lefebvre est le contraire d'un prélat souple et ce n'est pas à son âge qu'il changera d'options. Serait-il homme par exemple à accepter la présence à Ecône d'un collaborateur direct choisi par le Saint-Siège ?

A Lourdes, les évêques s'apprêtent à rédiger des textes pathétiques, des appels à la modération, à suggérer de nouvelles missions de conciliation, etc. Tout cela est bel et bon, mais ne sera de quelque poids que si tous les chefs de diocèse s'attaquent, comme on leur en prête l'intention, aux causes profondes de la crise, et s'engagent par exemple à fermer un peu moins les yeux sur nombre de bavures. Sans pour autant retomber dans un climat de suspicion doctrinale, liturgique et disciplinaire comme l'Eglise en a connu jadis ; sans tricher avec le concile et *a fortiori* sans lui tourner le dos.

Le chemin est étroit entre l'indulgence et la répression. L'association Credo, les Silencieux de l'Eglise, les partisans de Mgr Lefebvre, exercent mille pressions pour ramener plus ou moins l'Eglise trente ans en arrière. A Lourdes, Michel de Saint-Pierre et ses amis présenteront un Livre blanc, ou plutôt un Livre noir, sur les excès en paroles et en actes commis çà et là. Ce procédé, qui frise, directement ou indirectement, la délation, est dangereux, humiliant et assez peu charitable : on ne peut guère construire à partir de ces réquisitoires.

Serait-on au rouet ? Oui, si chacun ne pense qu'à se justifier. Non, si l'on cherche à tirer les conséquences des errements passés, si l'on ne bat pas sa coulpe sur la poitrine des autres et si l'on ne fait pas acception de personne. Si les chrétiens continuaient à donner le spectacle de leur grogne et à se vouer mutuellement aux gémonies, ils perdraient ce qui leur reste de crédibilité. Sur tous ces points, l'assemblée de Lourdes pourrait réveiller la conscience chrétienne, redresser certains gauchissements et ouvrir des voies nouvelles. Il ne suffit pas toujours de fouiller dans les textes de Vatican II pour trouver des réponses aux problèmes d'aujourd'hui, mais les visées de ce concile permettent de définir des orientations capables de satisfaire les chrétiens sans œillères.

Le bon côté de la crise actuelle aura été de prouver que les problèmes religieux intéressent plus qu'on ne l'aurait cru nos contemporains. L'affaire Lefebvre a révélé bien des entêtements et des mesquineries, mais aussi la peur de déchirer l'unité de l'Eglise et de méconnaître la valeur des institutions. L'erreur serait de trop se polariser sur cette péripétie passagère et de céder à un vertige intra-ecclésial, alors que les grandes interrogations religieuses de notre temps ont une tout autre portée : spirituelle, doctrinale, théologique, sociale et politique.

HENRI FESQUET.

Réviser les méthodes sans céder à la panique

Un des maîtres d'œuvre de la prochaine assemblée de Lourdes est Mgr André Collini, archevêque coadjuteur de Toulouse, qui a animé l'équipe de préparation du rapport principal « Accueil et annonce de la parole de Dieu ». Dans une lettre à ses prêtres, le prélat s'exprime notamment ainsi :

« Un immense chemin reste à parcourir et nous sommes tout au début des temps post-conciliaires. Il nous faut peut-être réviser nos méthodes ; plus sûrement, il faut nous maintenir mobilisés... »

Mgr Collini, qui pense à l'affaire d'Ecône, poursuit :

« Faut-il voir dans la souffrance qui s'est exprimée dans de larges couches du peuple chrétien l'effet d'erreurs de pédagogie pastorale que nous avons commises ? (...) Il semble bien que des excès de réticence aient répondu à des excès de précipitation (et inversement) provoquant des désarrois dont nous n'avons pas toujours évalué la profondeur (...).

« Nous ne pouvons refuser d'entendre ces critiques et de percevoir loyalement le bien-fondé de certaines d'entre elles. Mais nous ne pouvons céder à une sorte de panique qui viendrait briser l'élan missionnaire des impulsions conciliaires. »

L'archevêque coadjuteur affirme d'autre part :

« Nous n'avons pas à choisir entre la liberté évangélique et l'autorité. » « Nous n'avons pas à choisir entre l'amour et les conflits. (...) Un conflit vécu sans amour dégénère en guerre qui vise à la défaite ou à l'anéantissement de l'adversaire. Le résultat est le même : la charité est morte (...) Dans le domaine de nos relations à l'intérieur de l'Eglise, il faut restaurer la charité jusque dans sa dimension de tendresse humaine (...) La tendresse traduit le caractère vulnérable et presque ingénu de l'amour. Il s'agit là d'un mot-clef de la Révélation. »

ENQUÊTE

LE MÉTIER DE CHERCHEUR

II. — Comprendre et être compris

par BRUNO FRAPPAT

Le métier de chercheur n'est pas nécessairement austère, et certains admettent volontiers qu'ils trouvent, à l'exercer, un réel amusement. Mais tous les scientifiques français ne bénéficient pas du climat studieux et détendu du campus du C.N.R.S. à Gif-sur-Yvette. Ailleurs, des équipes vivent dans l'insécurité, partout des chercheurs souffrent de ne pouvoir communiquer qu'avec un petit nombre de personnes (« le Monde » du 13 octobre).

Si la curiosité et la patience fondent la recherche, il n'est pas de chercheur sans passion. Mais le drame du chercheur est de ne pas pouvoir la faire partager à son entourage, à ses amis, à sa famille. En mai 1972, lors de sa leçon terminale au Collège de France, M. Louis Leprince-Ringuet exprimait ainsi cette amertume d'une passion non partagée : « *Vingt années pour vérifier ou préciser certains effets, pour contrôler une théorie qui n'est peut-être pas décisive (...) Le résultat semble décevant. On n'a rien à montrer à ses amis.* »

La communauté scientifique s'éloignant peu à peu de la collectivité à mesure qu'augmentent ses connaissances, dans un langage de plus en plus codé, les chercheurs — qu'on appelait jadis des savants — n'espèrent de reconnaissance de leur valeur que de cette communauté scientifique. Pour l'extérieur il paraît définitivement admis que, à moins de schématisme ridicule, le commun des mortels n'entendra rien à ce qui se trame dans les laboratoires et que la méfiance du public — quand ce n'est pas du pouvoir — n'ira qu'en augmentant.

Le drame naît, aujourd'hui, de l'incommunicabilité à l'intérieur même de la communauté scientifique. Quand un ajusteur parle avec un plombier, ils peuvent discuter de leur travail. Un médecin et un architecte peuvent se comprendre, s'ils s'en donnent la peine. Mais dans le cas de deux chimistes c'est moins sûr. M. Mathis, professeur à l'université de Toulouse-III, directeur du laboratoire de chimie organique du C.N.R.S., reconnaît qu'il « *manque d'articles généraux qui permettent de se mettre facilement au courant. J'aimerais qu'il existe un livre qui m'explique facilement où en est la chimie minérale* ». Le degré de spécialisation atteint par les chercheurs, l'approfondissement de toutes les disciplines font que, à mesure qu'un spécialiste progresse, il s'éloigne des autres pour peu que ceux-ci étudient un domaine légèrement différent. Le temps est loin où un seul homme pouvait posséder toute la physique, toute la chimie ou toute la botanique.

La ténébreuse affaire Globus

L'une des principales conséquences, pour les chercheurs, outre le sentiment de pouvoir être compris seulement par cent ou mille personnes sur la planète, est de rendre plus aléatoire — ou arbitraire ? — le jugement qu'on porte sur leur activité. Dans le même temps où ils réclament de la part de la communauté nationale, selon l'expression de M. Jean-Claude Pecker, professeur au Collège de France, qu'elle « *fasse confiance aux chercheurs et se préoccupe en première urgence de l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur recrutement* », les chercheurs entre eux ne sont pas d'accord sur les critères de valeur. Si chacun admet qu'on ne peut indéfiniment entretenir un chercheur sans lui demander des comptes, la procédure utilisée divise les intéressés.

Les interminables mésaventures survenues au laboratoire de magnétisme de Meudon-Bellevue (Hauts-de-Seine), qui dépend du C.N.R.S., illustrent de manière caricaturale les difficultés de cette procédure.

M. Anatol Globus, héros principal de ce feuilleton commencé en 1958 et dont les derniers chapitres ne sont pas écrits, est-il un génie méconnu ou un physicien moyen, exceptionnel seulement par son mauvais caractère ? Ses collaborateurs penchent pour la première solution, certains des dirigeants C.N.R.S. s'intéressent plutôt à la seconde et voudraient bien « *fouiller son âme* ».

Le dossier de l'affaire Globus a une épaisseur de 40 centimètres de documents : échanges de lettres, plaidoyers, attaques, affirmations, réfutations, contestations, citations. De ce magma confus retenons quelques faits dont la progression, au fil des ans, aboutira à une véritable paranoïa collective dont un simple mortel serait bien en peine de dire si, oui ou non, elle est justifiée.

Venu de Pologne en 1958, M. Globus débarque à Meudon dans le laboratoire de magnétisme que dirige son fondateur, M. Guillaud, savant de renommée mondiale, un de ces « capitaines de recherche » qui se sont identifiés avec leur laboratoire au point qu'on s'est toujours demandé si, après eux, il pourrait survivre.

« *Quand je suis arrivé, c'était féodal* », dit M. Globus. Le patron faisait la pluie et le beau temps. Rien là que de très banal. Mais où l'affaire se corse c'est quand, dans le début des années 60, M. Anatol Globus « démolit », dans sa thèse, les théories de son patron. Celui-ci faisait alors autorité dans le domaine des ferrites — ces céramiques magnétiques utilisées notamment dans les postes de télévision — et le laboratoire passait des contrats avec L.T.T., société privée d'électronique.

S'agissait-il d'étouffer un rival naissant ou les théories de M. Globus étaient-elles fausses ? A d'autres d'en décider : il affirme, lui, que le laboratoire ne l'encourage guère à publier ses travaux et ne souhaite pas le voir participer à des congrès internationaux. Après 1968, la contestation ayant été très vive dans cette « marmite syndicale » qu'est Bellevue et M. Guillaud ayant pris sa retraite, le laboratoire se scinde en deux, magnétisme d'un côté, physique des solides de l'autre. D'année en année, les rancunes et les rivalités s'accumulent. M. Globus prend Dieu et le C.N.R.S. à témoin du sabotage de son œuvre. La thèse d'un de ses élèves est retardée, affirme-t-il, par la mauvaise volonté d'un mandarin qui le déteste car « *contre moi-même on ne pouvait rien puisque j'avais des résultats* ». Comités, commissions, groupes se succèdent. Oui ou non le laboratoire a-t-il des résultats intéressants qui méritent considération... et crédits ? Non, protestent les uns, il n'y a rien là que de très banal. Oui, proclament les autres, tout en reconnaissant que la diplomatie n'est pas le fort de M. Globus. Excédé, celui-ci écrit un jour au directeur du C.N.R.S. en lui conseillant la lecture du *Procès* de Kafka : pour lui faciliter la tâche il joint l'ouvrage à sa lettre...

Le climat, localement s'envenime sans cesse entre pro- et anti-Globus. D'année en année, les équipes se divisent. Chaque séparation est, comme tout divorce, un drame. On se dispute les locaux, le matériel. Un bureau est occupé de force. Du matériel est déménagé nuitamment par une équipe de chercheurs. « *Cette affaire*, dit M. Globus, *est banale du point de vue de la persécution mais pas du point de vue de la résistance* » Aujourd'hui, M. Globus se trouve à la tête d'une équipe réduite à une dizaine de personnes et isolée. Pour les syndicalistes qui ont suivi M. Globus, au-delà de l'anecdote, l'affaire Globus est « *une bataille politique* » qui met en jeu la liberté du chercheur.

Le jugement des pairs

Au siège du C.N.R.S., on lève les bras au ciel quand il est question du cas Globus. M. Winter, directeur scientifique pour la physique, ne veut pas porter de jugement personnel : « *En matière de jugement scientifique, je ne prétends pas directement comprendre ni juger tout ce qui se passe dans les laboratoires dont je m'occupe.* » Il s'en remet pour cela à la procédure régulière. Le C.N.R.S. est organisé en commissions par disciplines composées d'élus de la « base » et de personnes nommées. « *Ce sont elles qui font le travail de jugement scientifique*, dit M. Winter. *Le système ne marche pas mal. Il me semble difficile qu'une commission qui a été renouvelée trois fois depuis le début de cette affaire se soit trompée pendant quinze ans !* » Et puis, ce cas n'a rien d'extraordinaire : M. Globus a eu un avancement normal, il a les crédits nécessaires. Très prochainement, la commission de physique décidera — ou non — de maintenir l'équipe de recherche qu'il dirige. C'est la procédure habituelle. C'est bien ce que redoute M. Globus.

L'acharnement de M. Globus à se défendre, l'ardeur émouvante mise par ses collaborateurs a prouver combien il est mieux compris à l'étranger qu'en France, soulignent plus d'un trait caractéristique du chercheur. Le sentiment de son excellence doit le mettre à l'abri du jugement des autres. « *Dans le domaine scientifique, on est jugé par ses pairs*, dit quelqu'un. *C'est bien quand ce sont vos amis. C'est mauvais si ce sont des concurrents ou des jaloux.* »

Défiance et schizophrénie

L'étau qui s'est resserré au fil des ans autour de l'équipe de M. Globus montre aussi que l'un des dangers qui guettent les chercheurs est la schizophrénie. A vouloir vivre en vase clos, les mains pures de tout contact avec l' « industrie », dans un orgueil savant qu'il serait sacrilège de mettre en doute, des chercheurs s'exposent au risque de tomber de haut lorsque, technocrate ou contribuable, on vient leur demander des comptes. Surtout : la peur de l'extérieur est telle que toute question est ressentie comme une injure, toute suggestion comme une attaque, tout doute comme une menace. Bien des équipes de chercheurs, confrontées depuis 1968 à la fin du rêve expansionniste, ont courbé le dos face à l'orage, se sont repliées sur leurs acquis et leurs certitudes. Ils attendent, frileusement ou hargneusement, qu'on renonce à cette défiance qu'ils exercent si souvent à l'égard de ce qui n'est pas eux.

La diminution, relative, des crédits de la recherche en France depuis de Gaulle a cueilli les chercheurs à froid. Elle les a meurtris, inquiétés et déçus. Porteurs jadis des espérances nationales, ils ont tendance à croire aujourd'hui qu'on leur en veut de tout ce qui ne marche pas droit et qu'on menace la sacro-sainte liberté de la recherche. Que des technocrates froids veulent les mettre au pas, les orienter, les épurer. Que leurs craintes soient fondées ou non, l'important est de savoir que dans les laboratoires de France des hommes et des femmes ont ce sentiment qu'on leur en veut d'avoir un métier libre et passionnant.

Prochain article :

III. — DES CONTRATS ET DES HOMMES

LE LAMENTO DES ISOLÉS

Travailler seul chez soi et être payé pour cela, quel étudiant tenté par l'aventure de la recherche n'a fait ce rêve ? Quel professeur lassé d'enseignement n'y a songé aussi ? La réalité est moins rose. Les chercheurs isolés, au C.N.R.S., sont de plus en plus rares et leur sort n'est enviable qu'en apparence.

Mme Jacqueline Chénieux, spécialiste de littérature française, fait partie des cinquante-trois personnes qu'emploie le C.N.R.S. dans sa section Etudes linguistiques et littéraires françaises, musicologie. Après l'agrégation, passée à vingt-deux ans, elle enseigne pendant six ans, puis se retrouve face à un sujet de thèse, dont l'immensité ne tardera pas à lui apparaître : « Le surréalisme et le roman. » La perspective d'être chercheuse à plein temps lui apparaît alors aussi indispensable qu' « extraordinaire ».

Une coquille

Elle ne tardera pas à déchanter : « *Mon patron de thèse était spécialiste de Balzac. Il ne connaissait pas mon sujet. J'ai d'abord travaillé dans un isolement complet et ce n'est qu'après trois ans que j'ai commencé à m'intégrer, à prendre contact avec des revues.* » Ressentant le besoin d'une équipe, elle a « *créé une coquille* » : à l'aide d'un crédit de 3 000 francs par an et de 4 000 francs payés de sa poche, elle publie un bulletin ronéotypé à cent cinquante exemplaires qu'elle adresse aux spécialistes du domaine littéraire qu'elle défriche. « *L'aide du C.N.R.S. se résume à peu près à mon salaire — 4 600 francs nets, — qui est inférieur à celui que je toucherais comme professeur puisqu'il est bien connu que le chercheur ne fait rien.* »

Pour Mme Chénieux, le syndicalisme a permis de rompre l'isolement. Avec le S.N.C.S. — affilié à la FEN, — elle condamne la politique actuelle de la recherche qui, en favorisant les actions thématiques programmées et les « appels d'offres », lamine la part de certaines disciplines dans la manne des crédits et des contrats. Une bonne partie de son temps se passe à soutenir le moral d'autres chercheurs isolés : « *Je fais presque de la psychothérapie* »

M. Pierre Amado, autre isolé, est partagé entre la passion de son métier de chercheur et la culpabilité. Qui d'autre, en France, pourrait parler avec autant d'émotion, de science et de talent, de cette vallée du Gange dont il est le spécialiste incontesté ? Le spécialiste, c'est là le drame : « *J'ai besoin d'interlocuteurs. Or il y a en France une dizaine d'indianistes dans quatre villes. Et quoi de commun entre un gars qui étudie le bouddhisme en Inde et moi ? Il y a un moment où ça devient insupportable de chercher, de trouver et de ne parler qu'à soi-même et à sa femme.* »

Agrégé de philosophie, M. Amado, qui a cinquante-cinq ans, fut jadis attaché culturel à Calcutta. C'est là-bas que Gaston Berger le dénicha, au cours d'un voyage, et lui suggéra de mettre au service du C.N.R.S. la connaissance concrète et vaste qu'il avait acquise de la civilisation traditionnelle de l'Inde. Pierre Amado crut rêver : « *Je vais pouvoir lire ce que je veux et être payé pour cela !* » Pendant une dizaine d'années, il vécut dans la vallée du Gange : « *Je suis sûrement le chercheur qui, au monde, connaît le mieux cette vallée puisque personne d'autre que moi n'y a séjourné.* » Il n'y a pas d'orgueil dans cette remarque, mais la tristesse devant l'indifférence des Occidentaux, et notamment des Français, à l'égard d'une civilisation pour laquelle il s'est pris de passion.

Culpabilité

Avec quinze ans d'ancienneté au C.N.R.S., M. Amado a gravi normalement les échelons jusqu'au grade de chargé de recherche 5e échelon (« *Je viens de rattraper l'indice que j'avais, comme professeur, il y a quinze ans* »). Il en restera là, car il a calculé qu'au rythme actuel des promotions au C.N.R.S., dans sa section, il lui faudrait être plus que centenaire pour devenir maître de recherches.

Partageant son temps entre des séjours en Inde et en France, M. Amado travaille douze heures par jour, sauf pendant les vacances où il ne travaille que cinq heures... « *On a toujours le sentiment qu'on n'en fait pas assez.* » Il en juge responsable le système de contrôle du travail des chercheurs, qui, pour être bien notés, doivent publier, toujours publier. « *Et pourtant : quinze jours à ne rien trouver, c'est aussi un progrès.* » Mais comment le faire comprendre aux membres des commissions, qui, dans bien des cas, jugent un chercheur... au poids des documents publiés dans l'année.

M. Amado a pourtant bien de la chance : il habite à la campagne, à une trentaine de kilomètres de Paris. Mais ce décor a son envers : pour la seule année 1975, il a acheté pour 7 800 francs de livres ; quand il veut diffuser certains de ses travaux il lui faut recourir à des combines complexes, car le C.N.R.S. est chiche à cet égard. « *On ne peut pas nier que c'est fantastique d'être au C.N.R.S., mais c'est terriblement difficile de le faire sans moyens et de voir que ça se dégrade.* »

ESCP

formation continue

L'E.S.C.P. excelle dans les formations suivantes et vous devez la consulter avant toute décision.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

- **Cycle de formation aux communications**
  En trois séquences de trois jours chacune, ce cycle propose une formation approfondie aux relations humaines permettant aux individus d'analyser les difficultés qu'ils rencontrent au cours de leur vie professionnelle et de les surmonter.
  — Motivations et comportement de l'homme au travail (14, 15 et 16 décembre 1976).
  — Les communications dans l'entreprises (du 14 au 17 mars 1977).
  — Autorité et commandement (13, 14 et 15 juin 1977).
- **Politiques et pratiques de la gestion du personnel** (7, 8 et 9 décembre 1976). Les composantes d'une politique du personnel et leur cohérence.
- **Les relations sociales dans l'entreprise. Domaine et évolution** (26, 27 et 28 avril 1977).
  Cette session s'adresse à tous les cadres soucieux de mieux saisir les rapports entre les partenaires sociaux.

GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

- Introduction à la gestion (du 15 au 19 novembre 1976).
- La comptabilité : outil de gestion (du 29 novembre au 3 décembre 1976).
- L'analyse et la prévision financière (du 13 au 16 déc. 1976).
- Gestion de la trésorerie et optimisation du fonds de roulement (du 22 au 25 novembre 1976).

GESTION COMMERCIALE

- Cycle de formation approfondie au marketing en 18 journées (chaque lundi à partir du 10 janvier 1977).
- Introduction au marketing (du 6 au 10 décembre 1976).
- Animation des ventes (du 22 au 26 novembre 1976).

LANGUES ÉTRANGÈRES : ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL

L'E.S.C.P. propose des formules variées adaptées à différents besoins.

- Langue courante ou langue des affaires : cours classique avec professeur à raison de 2 heures par semaine (à partir du 16 novembre 1976).
- Labo-self : entraînement individuel en laboratoire self-service (à partir du 8 novembre 1976).
- Stage individuel intensif d'anglais (à partir du 8 nov. 1976).
- Conversation en anglais et/ou en américain (à partir du 25 novembre 1976).

POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
APPELEZ LE SERVICE FORMATION PERMANENTE DE L'E.S.C.P.
355-39-08

M., Mme, Mlle .... Fonction ....
Entreprise ....
Adresse ....
désire recevoir le catalogue des stages organisés par l'E.S.C.P.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Centre Parisien de Management
ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
79, avenue de la République - 75011 Paris

LENTILLES DE CONTACT :
des millions d'utilisateurs conquis.
Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantissent une accoutumance rapide et une tolérance parfaite.
Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Gellschalk

A BOULOGNE
à 50 mètres du métro Pont de Sèvres
il reste quelques appartements en terrasse
dans la résidence
aquitaine 1
livrables au 2e semestre 1977
studio, 2, 4, 5 et 6 pièces
exemple de prix :
un 2 pièces : 52 m² avec terrasse de 39 m²
vaut 296.000 F + parking (valeur Août 76)
dans la résidence
aquitaine 2
des studettes de 19,50 m²
seront livrables fin 1978

RENSEIGNEMENTS sur place
65-79, avenue du Général Leclerc
Boulogne-Billancourt - Tél. 609 17.52
tous les jours du lundi au vendredi
de 14 h 30 à 19 h, le samedi et
dimanche de 14 h 30 à 18 h.

SEMICLE
766 51 76

Bon à découper
Sans engagement de ma part,
veuillez m'envoyer une documentation
gratuite sur votre résidence Aquitaine

☐ studio ☐ 5 pièces
☐ 2 pièces ☐ 6 pièces
☐ 4 pièces ☐ studettes

Nom : ____________
Adresse : ____________
____________ Tél. : ______

A retourner à SEMICLE
5, avenue Bertie-Albrecht,
75008 PARIS

Mon

MÉDECINE

AU DÉBAT DU CERCLE DE L'OPINION

Le développement du progrès médical suppose une maîtrise du coût de la santé

Le prix de la santé est, chacun le perçoit à présent, très élevé, et son augmentation continue et rapide est pour tous les pays occidentaux un problème économique majeur.

Aussi le débat organisé sur ce thème par le Cercle de l'Opinion, sous la présidence de Mme Simone Veil, ministre de la santé, avait-il attiré la foule des grands jours. Avec 98 milliards de francs dépensés en 1975 et un chiffre qui devrait atteindre, en 1977-1978, près de 140 milliards de francs, l'assurance-maladie représente plus de dix fois le budget total du ministère de la santé (comprenant l'action sociale) et près de 8 % du P.N.B. (produit national brut). Son accroissement continu depuis trente ans tient, selon Mme Veil :

- *A des facteurs démographiques* (la demande médicale des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans est importante et leur nombre s'accroît chaque année de trois cent mille) ;
- *A des facteurs socio-culturels* tenant à l'urbanisation, à l'élévation du niveau de vie, du besoin de confort, du niveau culturel, de l'information ;
- A la diminution du seuil de tolérance à la souffrance ;
- A des facteurs tenant aux progrès de la médecine elle-même.

Les malades hier abandonnés sont aujourd'hui pris en charge et souvent guéris. Mais, par exemple, un double pontage coronarien coûte 20 000 F à 30 000 F à la collectivité, un rein artificiel 144 000 F par an (550 millions par an en France pour l'ensemble des hémodialyses), et un accident de ski 170 000 F. Quant au coût moyen d'une « consultation médicale », il se montait, en 1975, à 38 F pour les honoraires, 11 F d'analyses de laboratoire, 70 F de médicaments et 12 F d'auxiliaires médicaux...

Tous ces soins représentent, bien sûr, un progrès considérable par rapport au passé, mais ce progrès médical ne pourra se poursuivre comme chacun le souhaite, souligne Mme Veil, que si une prise de conscience collective assumée par chaque profession et par chaque citoyen conduit à une maîtrise nécessaire des coûts.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a l'intention d'entendre à ce titre les personnalités les plus diverses, pour établir un « livre blanc », qui permettra à l'opinion publique de connaître toutes les données.

Mais c'est aux pouvoirs publics qu'incombent les responsabilités majeures, estime le ministre de la santé.

L'adaptation stricte des lits hospitaliers et des équipements lourds aux besoins réels, l'éducation sanitaire, la démographie des professions de santé, le contrôle de l'équilibre pharmaceutique, relèvent ainsi d'une planification « au sommet », laquelle ne prendra tout son sens que grâce à la collaboration de tous.

Traitant du problème hospitalier, le professeur Jean-Pierre Etienne, doyen de la faculté de médecine Paris-Sud, qui présida la commission santé du VII^e Plan, rappelle que l'hospitalisation est le poste le plus lourd (50 %) des dépenses de l'assurance-maladie ; et aussi celui qui croît le plus vite (8 à 9 % par an) bien que la durée moyenne de séjour des malades ne cesse de décroître.

Les charges de personnel représentent 65 % des dépenses hospitalières, et le professeur Etienne craint que les progrès médicaux attendus et l'effort d'humanisation entrepris ne permettent pas d'espérer des économies en ce domaine. Il prône néanmoins un contrôle rigoureux des investissements, l'organisation d'une véritable complémentarité entre secteur public et secteur privé, l'ouverture de l'hôpital à l'éducation sanitaire et à la prévention, et des efforts importants de gestion.

Pour le docteur Pierre Belot, président de la Fédération des médecins de France, tous les citoyens sont devenus des assistés qui ne sont plus responsables ni d'eux-mêmes ni de la collectivité : ils demandent au système de soins de jouer un rôle de « réconfort » qui dépasse de loin les limites médicales. « *On médicalise à tort*, estime-t-il, *des malaises qui relèvent de la prévention sociale.* »

Pour le docteur Jacques Monier, président de la Confédération des syndicats médicaux de France, c'est la science médicale et non le médecin qui est « le grand ordonnateur » des dépenses, et il considère que les cotisations de la population, « *qui ne s'est pas rendu compte de l'importance des services rendus* », devraient augmenter. La médecine libérale, « *qu'on est en train d'assassiner* », devrait être vigoureusement défendue par l'opinion publique si elle veut maintenir les services en question.

Enfin, M. Gabriel Maillard, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, rappelle que si tous les thèmes évoqués (médecins, hôpitaux, etc.) relèvent de paramètres nationaux, l'industrie pharmaceutique ne peut, elle, être dissociée des paramètres internationaux qu'exigent les lois de l'entreprise, du commerce extérieur, et de la C.E.E. Cette industrie est prête à agir sur « *le bon usage du médicament* », mais les pressions exercées sur les prix ne doivent pas compromettre l'avenir.

Répondant à ses interlocuteurs, Mme Veil a rappelé que, contrairement aux affirmations du docteur Monier, « *la médecine libérale n'avait dans aucun pays du monde une place aussi privilégiée qu'en France* ».

C'est cette médecine qui assure les « *prestations de confort* », mais, sans cela, estime le ministre de la santé, des risques de décompensation autrement coûteux pèseraient sur la population. Sous couvert de confort, il s'agit souvent d'une prévention intelligente. Enfin, l'hôpital doit pouvoir évoluer, lui aussi, par le développement des soins à domicile, des consultations externes, et par la rigoureuse distribution des tâches.

Le « livre blanc de la santé », que prépare pour décembre le ministère, et celui qui résultera des travaux de la commission parlementaire, fourniront à chacun les éléments de l'un des dossiers économiques et sociaux les plus complexes de l'Occident : le prix de la santé (1).

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

---

(1) *Le Monde* a consacré à ce dossier quatre articles, les 21, 22, 23 et 24 septembre.

FAITS DIVERS

A Merlebach

L'INCENDIE DU PUITS N° 5 N'EST PAS ENCORE MAITRISÉ

L'incendie du puits n° 5 de Merlebach, à l'origine de la catastrophe qui fit seize morts le 30 septembre dernier (*le Monde* du 2 octobre), n'est toujours pas maîtrisé. Selon la direction des Houillères du Bassin de Lorraine « *l'intensité de l'incendie s'est sensiblement réduite comme en témoignent les prélèvements effectués aux sorties d'air* ». La reprise des travaux ne pourra donc se faire que progressivement.

Le bureau du syndicat des mineurs C.F.D.T. de Lorraine a annoncé, pour sa part, dans un communiqué, qu'il avait décidé de se constituer partie civile dans l'instruction ouverte après la catastrophe auprès du tribunal de grande instance de Sarreguemines.

La récupération des Picasso volés

CHASSEUR DE PRIMES OU INDICATEUR ?

Les policiers qui, le 6 octobre, ont arrêté à Marseille sept personnes en possession des cent dix-huit toiles de Picasso volées au palais des Papes, à Avignon, avaient reçu l'aide d'un « intermédiaire » qui avait pris contact avec les malfaiteurs afin de les attirer dans le piège dans lequel ces derniers sont tombés.

Selon certaines informations, cet homme, qui auprès des voleurs aurait simulé le rachat des toiles, serait un « chasseur de primes » néerlandais, un industriel qui aurait déjà joué le rôle du représentant d'un riche amateur d'art américain. Mais le ministère néerlandais de la justice a partiellement démenti ces indications, et, selon la police française, ces informations seraient très inexactes.

Les policiers auraient en réalité utilisé les services d'un repris de justice de nationalité belge, qui serait plutôt un « indicateur ». Il convient de rappeler que les compagnies d'assurances avaient offert une prime de 800 000 francs pour la récupération des tableaux volés.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

☐ Direction générale, fonctions multipostes.
☐ Marketing relations publiques publicité.
☐ Informatique.
☐ Production entretien.
☐ Ingénieurs.
☐ Etudes organisation et recherche.
☐ Direction financière et administrative.
☐ Comptabilité.
☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
☐ Direction commerciale vente.
☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli *fermé* soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :
"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : ______________ ou SOCIETE : ______________

ADRESSE : ______________ TEL. : ______________

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du «Monde» ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

JUSTICE

L'affaire des « Brigades rouges »

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE ESTIME QUE LE JUGE D'INSTRUCTION EST ÉCARTÉ DE L'ENQUÊTE

Dans un communiqué publié mardi 12 octobre, le Syndicat de la magistrature proteste contre la mise à l'écart d'un magistrat, le 8 octobre dernier à Grenoble, lors d'une réunion de travail présidée par le ministre de l'intérieur, à propos de l'affaire dite des « Brigades rouges ».

Cette réunion, indique le Syndicat de la magistrature, rassemblait, outre le ministre de l'intérieur, le directeur général de la police nationale, le directeur central de la police judiciaire, le procureur général et le procureur de la République de Grenoble, ainsi que des officiers de police et de gendarmerie saisis de l'enquête.

« Or, déclare le Syndicat, *ce magistrat, qui, au terme du code de procédure pénale, conduit et contrôle l'enquête, a été tenu à l'écart de cette réunion.* »

Le Syndicat de la magistrature « *dénonce une nouvelle fois l'attitude du ministère de l'intérieur, qui utilise, de plus en plus, la justice à des fins politiques en intervenant dans son fonctionnement normal, alors même que les magistrats saisis ne sont pas informés du déroulement des enquêtes* ».

- *Après la mort d'un ouvrier*, M. José Rodriguez Afonso, qui a eu la tête écrasée par la chute d'une banche, le 10 juin 1974, sur un chantier parisien ouvert 74, rue Michel-Ange (16^e), M. Joseph Bottos, quarante-neuf ans, président-directeur général de l'entreprise portant son nom, a été condamné, le 8 octobre, à trois mois d'emprisonnement avec sursis et à des amendes d'un total de 4 000 F, par la dixième chambre correctionnelle de Paris, pour homicide involontaire et infraction à la législation du travail.

Après un vol de documents à la préfecture de l'Isère

Deux militants antinucléaires ont été interpellés et inculpés

De notre correspondant régional

Grenoble. — Une *conférence* de presse organisée par des militants du « comité Malleville » de Grenoble engagé dans la lutte contre l'installation d'un surgénérateur de 1 250 MW à Creys-Malleville (Isère) a été interrompue, mardi 12 octobre vers 11 h. 30, par des policiers de la sûreté grenobloise qui agissaient sur commission rogatoire de M. Dominique Fournier, juge d'instruction chargé de l'information ouverte après le vol de documents officiels concernant les dispositions à prendre en cas d'accident nucléaire (« le Monde » des 19-20 et 26-27 septembre 1976).

Deux membres du « comité Malleville », M. Cédric Philibert, étudiant à l'université-II de Grenoble, secrétaire de l'Association pour la sauvegarde des sites de Bugey et de Malleville, et Mlle Jacqueline Tréherne, chargée de recherches au C.N.R.S., ont été interpellés et inculpés.

Sans doute les arrêtés et les instructions sur lesquels repose le plan ORSEC-RAD, et que diffusent aujourd'hui les adversaires du nucléaire, datent-ils de 1963, mais qui s'est réellement soucié de les faire connaître au grand public depuis cette date ? Personne, sinon en 1972, et pour une partie seulement, un journal écologique.

Il n'est peut-être pas heureux de révéler, surtout sans précautions, les risques qu'encourent les habitants proches des centrales nucléaires, ou ceux — bien plus grands encore au dire de certains scientifiques — auxquels pourraient être exposés les voisins du surgénérateur Super-Phénix installé à Creys-Malleville. On ne le fait pas, observent les défenseurs de l'énergie nucléaire, pour ceux dont les habitations se trouvent situées en aval d'un barrage hydro-électrique. Mais s'est-on justement interrogé pour savoir s'il ne serait pas bon de le faire, pas opportun de familiariser la population à certaines alertes décrites dans les plans de sauvetage détenus par les responsables de la sécurité ? Est-il plus honnête de refuser, comme le font certains représentants de l'E.D.F., d'envisager même un risque théorique ou de ramener celui-ci à un « cas hypothétique » ?

A l'occasion de la session extraordinaire du conseil général de l'Isère — trois jours après le vol — « *tous les documents administratifs relatifs au plan ORSEC-RAD* » devaient être remis aux élus (*le Monde* daté 26-27 septembre). S'ils l'ont été, comment se fait-il que les rapports distribués à cette occasion n'aient pas été en tous points identiques à ceux dont le « *commando antinucléaire* » s'est emparé ?

Pour connaître les mesures à prendre dans la « zone d'insécurité », il faut se reporter aux documents dérobés : « *La première phase,* dit le texte — réservé à une diffusion restreinte — *est caractérisée par la mise à l'abri de la population et du bétail.* » Ce qui implique en particulier de « *demeurer dans les habitations portes et fenêtres fermées (...), de s'abstenir de consommer les denrées alimentaires qui ont pu être exposées à la contamination (...)* ».

Après quoi, si les dangers d'irradiation ou de contamination se trouvent vérifiés, le plan prévoit que « *les habitants pourront être invités à préparer en prévision d'une évacuation possible des vêtements, souliers et linge de rechange dans un double emballage aussi étanche que possible et maintenu fermé* ». N'est-ce pas courir à l'inefficacité de ces mesures de protection que de ne pas les rendre publiques avant l'heure « hypothétique » d'une catastrophe ? Comment des personnes — des femmes, des enfants — seules chez elles, soudain enveloppées d'un nuage radio-actif, trouveraient-elles les moyens de préparer des bagages stériles ?

Est-on bien certain, d'autre part, de disposer au niveau médical des moyens pour assurer l'accueil de centaines, et même de milliers de personnes irradiées ou contaminées ? Ceux qui comparent les risques potentiels du nucléaire à la toxicité de la nicotine, de l'alcool ou encore aux ravages de la circulation routière ont-ils songé que les victimes de ces fléaux ne se sont jamais présentées ensemble aux portes des hôpitaux ?

Les exemples de Seveso — où trois mois après l'accident les populations de plusieurs villages n'ont pas été autorisées à regagner leurs habitations contaminées — et de Marcoule où la « fuite » sur le prototype Phénix rappelle qu'une défaillance mécanique est toujours possible, ne donnent-ils pas raison à ceux qui pensent qu'en matière nucléaire l'information ne saurait être seulement... judiciaire.

BERNARD ELIE.

Les auteurs d'une prise d'otages devant les Assises de Paris

« On ne raisonne pas dans cette situation »

Quelles sont les impressions d'un otage ? Si la question n'a pas été posée aussi brutalement, la cour d'assises de Paris a eu l'occasion, mardi 12 octobre, d'entendre une réponse, particulièrement émouvante, de la part d'une victime de cette sorte de crime jugé parmi les plus odieux. Il s'agit du témoignage de Mme Annick Lacheteau, qui, durant près de trois heures, le 15 mai 1974, à Champigny-sur-Marne, a été retenue en otage avec ses six enfants par Jean-Pierre et Francis Hamel, qui étaient poursuivis par la police après l'attaque manquée d'une banque

Dans un récit sans concessions pour les accusés, mais sans agressivité à leur égard, Mme Lacheteau a su traduire son émotion et faire comprendre ses réactions au cours des événements. Elle a raconté comment la peur à la fois la paralysait et la poussait à agir, pour négocier elle-même auprès des policiers la fourniture d'une voiture qui permette aux malfaiteurs de s'enfuir. Elle a décrit son angoisse en voyant Francis Hamel perdre son sang-froid. Mme Lacheteau a expliqué sa confusion devant les attitudes contradictoires des deux ravisseurs qui tantôt morigénaient ses enfants pour précipiter les négociations et tantôt la rassuraient, notamment quand Jean-Pierre Hamel affirmait : « *De toute façon, on ne leur fera aucun mal. Moi aussi j'ai des enfants.* »

Après avoir déclaré : « *J'ai vu une arme posée sur la nuque de mon garçon, et, dans ce cas-là, il n'y a rien à dire* », Mme Lacheteau fait état de sa crainte permanente d'une intervention de la police et indique qu'elle faisait tout pour empêcher une tentative des forces de l'ordre. « *Avec mon bébé dans les bras,* a-t-elle précisé, *je suivais pas à pas Francis Hamel pour que, lorsqu'il passait devant une fenêtre, les policiers ne puissent pas tirer.* » Puis Mme Lacheteau a relaté la fuite des deux malfaiteurs qui l'avaient emmenée avec eux ainsi que son fils aîné, Bruno, onze ans. Au moment où, après avoir échappé à la police, les ravisseurs s'apprêtaient à relâcher l'enfant et sa mère dans un terrain vague, Mme Lacheteau craignait pour sa vie et celle de Bruno. « *On ne raisonne pas dans cette situation. Jusqu'au bout, rien ne pouvait m'assurer que ça pouvait bien se terminer.* » La mère de famille reconnaît aujourd'hui que les deux hommes n'avaient alors pas l'intention de tuer leurs otages.

A cet instant, l'avocat général M^e Pierre Thomas est intervenu pour préciser qu'il n'y avait, en effet, plus rien à redouter, et a presque reproché à Mme Lacheteau de ne pas l'avoir compris. A la surprise de son auditoire, M. Thomas, avec beaucoup d'assurance, a expliqué que dans de telles occasions il fallait peser et mesurer les risques que l'on encourait. Aux employés de banque venus témoigner sur les circonstances de l'attaque de la succursale de la B.N.P. de Champigny-sur-Marne avant la prise d'otages, l'avocat général a donné, en quelque sorte, une « leçon » de courage. Profitant de la déposition de l'employé qui avait appuyé sur le signal d'alarme alors que ses camarades étaient menacés, M. Thomas a déclaré que si l'on agissait toujours ainsi il y aurait beaucoup moins d'agressions dans les banques.

Le témoin, M. Francis Dardel, qui avait déjà subi six hold-up, s'est contenté de dire : « *J'avais le choix entre donner les clés du coffre et tirer le signal. Il y avait un risque à prendre, je l'ai pris.* »

Ce procès a montré, s'il en était encore besoin, que l'appréciation du risque était très subjective. On a entendu à ce propos le commissaire Lebon, qui commandait la brigade anti-commando à Champigny. Le policier a affirmé que ses hommes étaient prêts à tirer sur les ravisseurs, dans des « conditions optimales de tir », mais que le procureur de la République qui se trouvait sur les lieux avait finalement interdit toute action de ce genre. Lorsque le président a demandé au commissaire ce qu'il entendait par « *conditions optimales de tir* », celui-ci a dit qu'il y avait quelques centimètres entre la tête de l'un des ravisseurs et celle du petit Bruno qu'il ceinturait. Cela, selon lui, permettait d'agir, bien qu'il ait avoué que l'on ne pouvait tirer sur l'homme qui menaçait Mme Lacheteau. Sur cette déclaration, quelqu'un dans le public a murmuré que Guillaume Tell devait lui aussi se trouver dans des « *conditions optimales* ».

FRANCIS CORNU.

[illegible]

هكذا عن الاصل

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

UN CINQUANTENAIRE AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

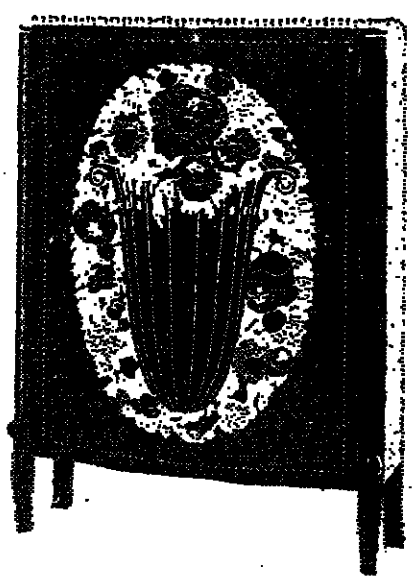
Les roses criminelles de 1925

Sérieusement en retard par rapport à France des années 20 se devait de l'Allemagne ou aux pays nordiques, la poser à son tour la problématique des arts décoratifs modernes dans une société conditionnée par l'industrie lourde, l'outillage à grand rendement, c'est-à-dire celui de la standardisation des objets de notre environnement ; dans une société où le nombre des privilégiés tendait sérieusement à diminuer, après les folles dépenses de l'immédiat après-guerre, et où l'électricité et le radiateur étaient de plus en plus couramment utilisés.

La grande exposition de 1925 serait « des arts décoratifs », mais aussi des arts industriels. On l'avait pensée comme un ensemble susceptible de créer le décor de notre vie quotidienne. On l'avait voulue faite de pavillons représentant des maisons de ville et de campagne, habitations ouvrières et paysannes, d'auberges et d'écoles, et on avait envisagé de la réaliser, pour une partie tout au moins, en dur, avec des bâtiments qui auraient pu constituer l'amorce d'une cité-jardin Pour cela on avait trouvé plusieurs endroits possibles à la périphérie de Paris : Versailles, l'île de Puteaux, les anciennes fortifications...

Mais on a eu peur, peur que cette fête de l'art et du travail ne paraisse trop sérieuse et n'attire pas le public. Loin de Paris, on a craint l'insuccès financier. Et on s'est rabattu sur l'esplanade des Invalides et des constructions éphémères. Ce qui ne manqua pas de provoquer quelques réactions de la part de purs esprits, choqués de voir une telle perspective bouchée pour une demi-année, et d'esprits pratiques qui n'y voyaient qu'un encombrement de plus.

par GENEVIÈVE BREERETTE



Petite armoire en ébène et macassar de J.-E. Ruhlmann avec incrustations d'ivoire.

Quand elle eut fermé, en novembre, les pioches s'attaquèrent aux tonnes de planches et de plâtras dorés d'un décor qui ne remplissait nullement le programme initial et, du même coup, quelques constructions de béton, considérées aujourd'hui comme des jalons dans l'histoire de l'architecture moderne : un théâtre exemplaire dans sa conception de l'espace scénique, dû au grand classique Perret ; un pavillon du tourisme, signé Robert Mallet-Stevens, et un pavillon dit de « l'esprit nouveau » de Le Corbusier, deux avant-gardistes iconoclastes, qui, avec quelques décorateurs — Pierre Chareau, Francis Jourdain — prêchaient la nudité dans un désert, encombré de vasques gorgées de fruits ronds et lourds, de fontaines figées dans le verre ou le fer forgé.

Ce ne sont pas ceux-là qui firent le succès de l'exposition des arts déco, mais les boutiques, les halls, les vitrines d'articles de Paris, de mode et d'objets de luxe, semi-luxe, faux luxe, les temples élevés aux parfums et aux bijoux, qui ressemblaient à des mausolées. Dans l'allégresse des Années folles, à l'ombre des grands pilastres cannelés, couronnés de guirlandes, on enterrait bien quelque chose. Au nom de la modernité, on réglait définitivement son compte au modern' style, sa sève métallique, ses lignes en coup de fouet, sa féminité. Sans beaucoup penser à l'avenir.

L'art nouveau était bien mort, vive l'art déco : ses prétentions à la sagesse, à la mâle raison, à l'ordre. On battait le rappel à l'ordre, de tous les côtés. Mais quel ordre ? Pour les uns, c'était un pas en arrière, un retour nostalgique aux formes d'avant 1900, celles de la Restauration, de l'Empire ou du dix-huitième siècle, réactualisées par des ornements qu'il fallait faire rentrer absolument dans un moule cubisant, des lignes géométriques arrêtées, signe suprême de la modernité. Pour les autres, le rappel à l'ordre, c'était faire table rase du passé, et la nécessité de donner à la vie de tous les jours un décor adapté au monde moderne.

Les préoccupations étaient trop différentes. Il n'y eut pas de rencontres. Il ne pouvait y en avoir, comme en témoignent ces mots de Le Corbusier : « Il n'y a pas de mystère dans la crise de l'art décoratif ; il peut surgir le miracle de l'architecture qui sera, le jour où l'art décoratif cessera. » Pour lui et d'autres, un peu moins radicaux, après l'architecte autrichien Adolf Loos et ses grands emportements contre l' « ornement criminel », il ne s'agissait pas d' « émonder la forme » — heureuse formule de Guillaume Janneau, — mais de rechercher un équilibre et un accord profond entre de bons meubles simples, rationnels, commodes, fabriqués en série et un espace architectural de qualité se suffisant à lui-même.

L'exposition de 1925, avec ses roses stylisées partout, en guirlandes pour couronner les murs, dans les tissus des coussins et des sièges, sur les meubles, les cartons à chapeau et les bijoux, fut un triomphe pour les premiers. Les seconds préparaient l'avenir et le grand schisme des arts décoratifs, quelques années plus tard, avec la fondation de l'Union des artistes modernes.

Des deux côtés il y eut des personnalités passionnantes.

1925, Maurice Chevalier remporte de beaux succès au Casino de Paris et Mistinguett est toujours aussi populaire. Mais l'événement de la scène parisienne, c'est plutôt Joséphine Baker, fraîchement débarquée, qui se produit comme première danseuse de la *Revue nègre* au Théâtre des Champs-Elysées. Fini le tango. Le charleston commence à envahir l'Europe. Léon Bakst vient de mourir ; on l'avait un peu oublié : les ballets russes de Diaghilev, c'est de l'histoire ancienne. On venait d'applaudir Rolfe de Maré et ses ballets suédois dans une vingtaine de spectacles depuis 1920, dont *Relâche*, de Picabia et Satie. Au cinéma, le film *l'Inhumaine* était sorti, pour lequel Marcel L'Herbier avait demandé à Mallet-Stevens et à Léger des décors.

1925, c'est aussi la première exposition du groupe surréaliste..., des phares s'allument, d'autres s'éteignent. Le couturier Paul Poiret, grand ordonnateur des soirées mondaines, vient de déménager de son Oasis du faubourg Saint-Honoré pour s'installer dans un cadre moins fastueux, situé tout de même au rond-point des Champs-Elysées. Pour lui, 1925, c'est l'année de la fin — en beauté, comme toujours : trois péniches, *Amours*, *Délices* et *Orgues*, amarrées le long des quais, en plein milieu de l'Exposition des arts décoratifs, qui lui coûtèrent les yeux de la tête (la vente de sa collection de tableaux ne couvrit même pas les frais engagés pour l'aménagement d'une péniche et demie).

Certains de ces quelques événements très parisiens sont évoqués par les affiches placées en guise d'introduction à l'exposition, dans le hall d'entrée du Musée des arts décoratifs. Des affiches signées Cassandre, Paul Colin, A. E. Marty.

Quelques marches pour entrer dans le vif du sujet : l'étonnante confrontation d'une maquette d'un arbre de ciment aux branches triangulaires pour un jardin de Mallet-Stevens, et du mobilier, de la verrerie, de l'argenterie, des laques, des porcelaines, des tapis et des tentures regroupées sous les photographies des pavillons de l'exposition, pour en reconstituer le contenu.

Magnifique. Une présentation tout en biseau pour une balade en zigzag, dans le ton.

Pavillons

Au cœur de l'exposition de 1976, l'exposition de 1925. On a respecté la place donnée aux choses sur l'esplanade des Invalides. Et ce qui s'y voyait le plus, se voit aussi le plus : les portes monumentales couronnées des jets d'eau de Lalique et les grilles d'Edgar Brandt, les grandes fontaines de verre du même Lalique, l'énorme tour de Charles Plumet, le Musée d'art contemporain de Süe et Mare, le pavillon du collectionneur signé Pierre Patout pour l'architecture et du groupe Ruhlmann pour la décoration — un ensemble porté aux nues par le public bourgeois, qui y a vu le comble du modernisme et du bon goût français.

Rassurant classicisme. Et quelle sobriété, face aux pavillons des grands magasins : du Printemps, de Sauvage et Wybo, hutte originale pour roitelet géant, avec coupole semée de gros galets de verre Lalique ; du Bon Marché tout rehaussé d'or vert et de mosaïques ; des Galeries Lafayette avec portail de gloire et pilastres soutenant des allégories de la dentelle et des rubans.

En fin de parcours, plus modestes, quelques pavillons de province et quelques pavillons étrangers relevant pour la plupart d'un même état d'esprit gentiment pompier — à l'exception du pavillon italien, celui-là franchement fascisant — et de quelques propositions modernes dont l'une, celle de Melnikoff pour le pavillon de l'U.R.S.S., d'une hardiesse architecturale qui seule pouvait rivaliser avec le pavillon de Le Corbusier, relégué dans un endroit où personne n'allait.

Telle qu'elle est organisée, l'exposition — celle de 1976 — ne nous mâche pas le travail, et c'est tant mieux. Pas de sélection, pas de classements, pas de regroupements *a posteriori*, pas de vedettariat récent, mais de quoi ébranler les esprits convaincus que le style art déco trouve sa plus haute expression chez tel individu plutôt que chez tel autre.

Elle nous enseigne que si style il y a, il est partout, dans le petit bibelot, leçon de sobriété et de finesse et dans la grosse vasque fracassante, dans le lustre épais et croulant sous les grappes de fruits comme savait si bien en produire la manufacture de Sèvres ; dans le canapé rembourré avec siège tapissé racontant l'histoire cubiste de Paul et Virginie, que présentaient Süe et Mare dans la rotonde du Musée d'art contemporain ; dans une armoire de Ruhlmann, le plus raffiné des ensembliers. Dans un paravent ou un vase boule de Jean Dunand.

Le style art déco c'est un bureau de Pierre Chareau vis-à-vis d'une bergère aux rondeurs avenantes d'André Groult, le plus stupide des lapins de porcelaine, l'ours blanc de Pompon sur un guéridon, et une statuette d'art nègre dans une niche, sous une applique lumineuse. C'est aussi un tissu exotique de Jean Beaumont, un satin décoré d'éléphant et de roses de Dufy, deux surface colorées de Sonia Delaunay. C'est Poiret, la Garçonne, les mannequins d'Imans, les bijoux dessinés par Lambert Rucki, un bouchon de radiateur aérodynamique, futuriste donc aérodynamique, et une pendule qui marque l'heure bruyamment sous une étrange coiffe tuyautée.

C'est une trame tissée serré, riche de fils d'or, faite de mille et une idées, trouvailles contradictoires d'avant-guerre suffisamment bien installées dans l'air du moment pour pouvoir se récupérer sans choquer.

Il fallait bien en parler un peu de ces sources de 1925. Toute une partie de l'exposition leur est consacrée : tableaux cubistes et fauves, exemples d'art nègre dessins de Mackintosh, volutes d'Henry Van de Velde, meubles peints du Stijl hollandais, dessins de Gropius et du Bauhaus, qui comme par hasard n'étaient pas représentés à l'exposition de 25 : leur nudité faisait peur. Fait encore peur.

On les a pris tout de même en considération cinq ans plus tard. Gropius présentait au Salon des artistes décorateurs une exposition du Werkbund, où il y avait une chaise sans pied faite d'une élégante tige de métal courbée. Elle avait été dessinée par Mies Van Der Rohe. Presque aussitôt après se fondait l'Union des artistes modernes, association d'architectes, décorateurs, dessinateurs et concepteurs industriels, dont faisaient partie Le Corbusier, Jourdain, Chareau, Mallet-Stevens. Le bilan de 25 n'était pas si négatif. Et puis au risque de paraître rétro, on peut aimer l'époque.

★ Musée des arts décoratifs (pavillon de Marsan), 15 octobre-2 février.

Un démiurge de la danse

L'AME DE BALANCHINE

LES spectacles chorégraphiques du New York City Ballet de Balanchine se sont terminés dimanche 10 octobre, au Théâtre des Champs-Elysées, après quatre représentations, en matinée et en soirée, à bureaux fermés et sur un succès total. Nous en devons la faveur à M. Michel Guy, créateur du Festival d'automne à Paris, naguère secrétaire-d'Etat à la culture. Car la quinzaine qui vient de s'écouler nous a valu une profusion d'œuvres balanchiniennes d'une qualité supérieure, interprétées par une troupe hors ligne, dont l'abattage et la cohésion tranchent d'une manière affligeante avec la morosité dont était accablé avant les vacances le corps de ballet de l'Opéra.

Pourtant, la dizaine de ballets présentés en quatre programmes, sans décors et pratiquement sans autres costumes que des maillots académiques, n'était pas faite pour séduire à tout prix le grand public. Celui-ci a dû même, certains soirs d'ascétisme linéaire, montrer beaucoup d'abnégation, beaucoup de goût, pour ne pas trouver la dose un peu forte. Nombreux sont ceux qui comme nous auraient revu de bon cœur « l'Oiseau de feu » ou « Orphée » dans leurs figurations picturales de Chagall et d'Isamn Noguchi, voire « la Cage », du répertoire Robbins, puisque déjà, pour les trois quarts des spectacles, Stravinsky était à l'affiche. Mais l'horreur du tape-à-l'œil que professe Balanchine fait partie de cette révolution anti-charme qu'il poursuit depuis bientôt trente ans avec une sophistication hors du commun, une volonté de provocation caustique, tempérées par une suavité typiquement byzantine. Par-dessus la rampe, sans aucun appel à l'audience publique, sans aucun de ces gros effets de théâtre que projettent les Moscovites du Bolchoï interprétant romantiquement « la Belle au bois dormant », il flanque en pleine figure des spectateurs ses épures de raffiné. Si ces « cochons de payants » sont transformés en statues de sel, s'ils s'embêtent ferme à la longue, tant pis pour eux !

A observer en coulisse « Mr. B » (prononcez Mister Bi), comme nous l'avons fait ces derniers jours, appréciant de profil les admirables académies de ses ballerines, on sent bien que sa jouissance d'esthète est essentiellement symphonie pour un seul homme.

⁂

Ce démiurge n'en demeure pas moins un maître. Avec plus de cent ballets à son répertoire depuis « Apollon Musagète », sa première grande chorégraphie chez Diaghilev en 1928, George Balanchine n'aura cessé d'être dans la marche du temps sans jamais relâcher le classicisme, osant des formules nouvelles hors des traditions d'école. Tout le monde sait que le concept le plus aristocratique du classicisme est de broder sur le contemporain en lui conférant d'emblée le grand style. Le Brun au plafond de la galerie des Glaces ne faisait pas autre chose que du « classique moderne » en délaissant les vieilles mythologies jupitériennes pour une actualisation de magazine à l'heure du Roi-Soleil. En refusant de rabâcher Tchaïkovsky, Balanchine aura glorifié ainsi la vérité classique, désincarnée dans sa nudité absolue, à la manière des peintres abstraits ou des maîtres du nouveau roman, mais plus encore comme le premier chorégraphe-musicien de ce temps.

Car Balanchine reste avant tout un homme de musique. La chance de sa carrière américaine aura été de trouver l'accomplissement de ses inspirations dans sa rencontre avec Igor Stravinsky, Russe expatrié aux Etats-Unis comme lui. Cette collaboration avait commencé avec « Jeu de cartes », que Balanchine présenta en première au Metropolitan Opera le 27 avril 1937, encadré par « Apollon Musagète » et « le Baiser de la fée » pour un festival Stravinsky. Elle ne devait plus se démentir jusqu'à la mort du compositeur, un hommage posthume lui étant solennellement rendu par le New York City Ballet au State Theater du 18 au 25 juin 1972.

⁂

Des huit pièces de Stravinsky présentées au cours de cette quinzaine magique, nous ne voulons retenir que la perfection la plus accomplie à nos yeux : « la Symphonie en trois mouvements ». La partition qu'inspirèrent en 1945 les événements dramatiques de la seconde guerre mondiale — « la plus grande musique américaine conserve une infrastructure russe » et compte « comme l'un des suprêmes chefs-d'œuvre de Stravinsky » (1) — était la mieux faite pour Balanchine. Celui-ci s'est inspiré de ses accents dionysiaques et paniques, qui rappellent les raclements barbares du « Sacre du printemps » — le premier mouvement « démarre » avec accompagnement de piano à la manière d'une galopade dans un bois sacré... inoubliable ! — pour entraîner ses danseuses dans des courses de bacchantes autour de la scène. Moulées dans des maillots blancs, la chevelure en queue de cheval, les poignets cassés le long du corps, elles tournent ainsi deux par deux, les genoux haut levés, dans un piétinement sauvage confinant à la rythmique. Rien à voir avec les rondes de dryades style « Sylvia » ni avec le tourbillon des novices baratté par Béjart dans son inoubliable « Sacre ». Les nymphes de Balanchine — petites têtes, grands yeux, grandes bouches, grands cous, grandes mains, jambes-fuseaux, toutes des beautés, et certaines divines, — expriment « le nu tempéré par la décence » en même temps que cette férocité mouvante qui anime les Walkyries du Walhalla. Quand s'effuse l'épisode médian de la « Symphonie », étrange et disjointe, d'une tendresse ravie chez Stravinsky, alors apparaissent trois couples de solistes qui dansent « glissando » en des figures si originales qu'on aimerait à jamais se les fixer sur la rétine. Le finale « con motto » se termine par des thématiques et mathématiques où la vedette revient entièrement au corps de ballet féminin, étoiles exclues. Ultime démonstration que l'âme de Balanchine, dont le charme slave règne dans le cœur de la moindre ballerine, est au fond inflexible.

OLIVIER MERLIN.

---

(1) Harry Halbreich : *Discographie critique des œuvres de Stravinsky*. Editions Réalités.

IRCAM
Passage du XXe siècle

une année exceptionnelle
de manifestations musicales
direction : Pierre Boulez

abonnements janvier/juillet 1977
collectivités : 48 F pour 3 concerts
individuels : 60 F pour 3 concerts
renseignements :
IRCAM - 31, rue Saint-Merri - 75004 - 278.39.42

Centre Georges Pompidou

EN BREF

Implantation à Brest de l'ensemble Paul Kuentz ?

Le chef d'orchestre Paul Kuentz assure depuis la rentrée scolaire les fonctions de directeur de l'école de musique de Brest. Il succède à M. Jean Meyer, qui a pris sa retraite. Il avait été sollicité pour prendre ce poste il y a environ un an par M. Roger Gravot, adjoint au maire de Brest, chargé des affaires culturelles. L'annonce au début de l'été de sa venue dans le grand port du Ponant avait provoqué des réactions hostiles de la part de certains parents. « Nous ne voulons pas d'un directeur fantôme, qui soit absent six mois sur neuf, mais d'un directeur présent en permanence, soucieux de la bonne marche de l'école », observe alors leur porte-parole, M. Pisano.

Il est maintenant apparu que Paul Kuentz, las de la vie de la capitale, avait bien l'intention de se fixer en province. Il souhaiterait, d'autre part, que l'orchestre de musique de chambre qu'il a fondé le rejoigne à Brest. On lui prête l'intention de favoriser la nomination de ses musiciens dans son établissement au fur et à mesure des postes vacants. Déja il s'est assuré le concours de jeunes éléments, de façon à implanter un ensemble permanent dans le Finistère. — *(Corresp.)*

Des concerts Colonne beethovéniens

Les programmes des concerts Colonne pour l'année 1976-1977 seront placés sous le signe de la célébration du cent cinquantième anniversaire de la mort de Beethoven. La saison débutera par quatre concerts, consacrés aux neuf symphonies du compositeur (les 17 et 24 octobre, 7 et 21 novembre). Le concerto pour violon op. 36 de Schoenberg sera exécuté par Miyoko Sato (le 12 décembre). Au cours d'un concert Tchaïkovski, Igor Oïstrak interprétera le concerto pour violon (le 9 janvier). On entendra, pour la seconde fois à Paris, l'œuvre d'Olivier Messaïen, créée au Festival d'automne 1975, *Des canyons aux étoiles* (le 23 janvier), avant la création d'*Ouroboros*, du jeune compositeur Didier Denis (le 6 février). Enfin, le 26 mars, date de la mort de Beethoven, Pierre Dervaux dirigera la *Missa Solemnis*.

Une nouvelle « Carmen » à Nantes

L'Opéra de Nantes, installé dans le Théâtre Graslin, poursuit, sous la direction de René Terrasson, la modernisation de ses installations techniques. Durant l'inter-saison se sont effectués l'aménagement de la fosse d'orchestre, des loges, et surtout la mise à plat de la scène à l'italienne. La saison, qui débutera en novembre et ne durera que six mois, comprendra, outre des ballets et des opérettes, quatre opéras : une nouvelle production de *Carmen*, et les reprises de *Marouf*, *Faust* et *Pelléas et Mélisande*.

Les rendez-vous de l'Agora d'Evry

L'Agora d'Evry propose pour la saison 1976-1977 une série de spectacles de variétés (M. Le Forestier, G. Brassens, G. Bedos, G. Bécaud, etc.), de la musique classique, du théâtre et des ballets. L'Opéra de Paris donnera huit concerts symphoniques et lyriques ; en outre, on entendra deux concerts mensuels de solistes internationaux. En ce qui concerne le théâtre, plusieurs spectacles sont invités : « les Chaises », d'Ionesco : (par la compagnie Jacques Mauclair), et « On ne badine pas avec l'amour », de Musset (par la compagnie de Saint-Etienne). Enfin, chaque mois un ballet se déroulera dans une des salles de l'Agora, avec en particulier : l'Opéra de Bratislava, le Ballet national yougoslave, Roland Petit, etc.

★ Rens. tél. 077-93-50.

LE NOUVEAU STEVIE WONDER

Deux ans pour réaliser un disque

IL n'est ni arbitraire ni artificiel de voir en Stevie Wonder un nouveau Ray Charles. Dans un parallèle qui n'exclurait pas les différences, l'emporteraient sans doute les traits communs. L'un et l'autre chanteurs, et tous deux aveugles, tous deux pianistes et organistes, — mais pas seulement : joueurs aussi de saxo ou de clarinette, à l'occasion, — tous deux enfants prodiges d'abord, et artistes de très grande audience ensuite, ressaisissant une tradition populaire pour lui imprimer leur marque et lui faire rompre les cloisons ethniques, briser les barrières des cultures, compositeurs, arrangeurs, auteurs de textes, chefs d'orchestre, Ray Charles et Stevie Wonder ont, semblablement, assumé le rôle que leur assignait le « star system », auquel un artiste de leur monde n'échappe, la plupart du temps, qu'en se condamnant à la rumination de projets illusoires et à la quasi certaine pauvreté.

Dans cette situation triste, est-ce que Stevie Wonder n'en rajoute pas ? L'affaire d'un double disque que l'on attendait depuis deux ans, qui était annoncé et renvoyé à plus tard, de mois en mois, inclinerait à le penser. Un premier temps, la pochette ne convient pas. On la change. Au second coup, la vedette verrait une date faste dans le jour de son anniversaire. Le délai est accordé. Très au-delà, le musicien fait la moue au sujet de quelques mixages. De scrupuleux, il devient tatillon. On remixe donc. On imprime des affiches, des T-shirts. Un peu de patience, le disque du siècle va sortir. C'est pour demain. Conférence de presse : c'est pour plus tard. Dans la coulisse les enchères montent, et il y a un acheteur angoissé : Tamla Motown, la firme noire de Berry Gordy.

⁂

Le double disque — tout arrive — vient de sortir. Stevie Wonder est assuré de toucher, pour l'album, 13 millions de dollars — environ 6,5 milliards d'anciens francs. Une paille. En vérité, il s'agit d'un des sept plus gros contrats de l'histoire phonographique, et, pour fixer les idées, d'un contrat deux fois plus considérable que ceux qu'ont obtenus Elton Jones ou Neil Diamond, les deux principaux vendeurs de « produits » actuellement, dans le domaine de la pop music. Ces chiffres, qui donnent la nausée — ni moins ni plus qu'au royaume de la peinture, — ne peuvent, ne doivent pas cependant nous interdire l'écoute attentive des dix-huit œuvres courtes, superbement concertées, d'un homme qui aime fabriquer sa musique, qui s'y enferme dans un souci de perfection, sous la haute surveillance. Il le sait, de la confrérie des vrais musiciens, qui, selon des critères non commerciaux, le jugeront avec estime s'il réussit et sans pitié s'il échoue. Parce que Stevie Wonder n'est pas une bête de variétés, comme il y en a tant, mais un écrivain intelligent du rhythm and blues dont Anthony Braxton, par exemple, a pu reprendre le *You are the sunshine of my life*.

Nous étions restés sur le souvenir des deux derniers recueils de Stevie Wonder (1), où s'épanouissait une sorte de génie incantateur. En *Visions*, avec ses silences et ses reprises fantastiques : sur la résonance du dernier accord de piano électrique, par exemple, et, après une longue halte encore, tout à la fin. En *You haven't done nothing* avec les répétitions, par le groupe vocal, des deux dernières notes de la phrase chantée, alors que les saxes expriment un riff en contrepoint, saxes qui énoncent ensuite, face aux voix, un rythme absolument différent du leur, et conçu en opposition. Tout cela témoignait, comme *Creepin*, de l'imagination, de la sensibilité exceptionnelle d'arrangeur de Stevie Wonder, qui, parfois, même, donnait le sentiment de s'amuser à faire son métier : c'était le cas avec les mouvements très lents, très larges, en mineur, de *They won't go when I go*.

On retrouve le climat feutré de ces morceaux anciens dans le nouveau recueil (2). Quelques plages, du reste, datent de 1974, et *I wish* ou encore *Ordinary pain* sont très proches, rythmiquement, de *Superstition*, le thème le plus célèbre de Wonder, paru voici cinq ans. L'arrangement « colle » à la mélodie vocale, et la recherche dans l'ordre du timbre est très poussée, comme en *Sir Duke*, un hommage à Ellington avec de beaux motifs obsédants, très jazzés, et une utilisation de la gamme pentatonique que la musique afro-américaine sollicite par inclination assez souvent depuis les années 60, et pas seulement en un souci de retour aux sources. Cet art de l'orchestration, très subtil, très médité, n'est pas moins étonnant dans *Another star*, où paraissent avec la flûte et les chœurs quelques qualités d'un Carnaval brésilien qu'entraînerait, pour un fois, un rythme rock. Car Stevie Wonder, délibérément, varie les nuances, du blues presque classique *(Have a talk with God)* à la bossa nova *(Summer soft)*, en passant par quelques réminiscences de musiques latines dans le genre habanera *(Nijculela)* et par les formes émancipées du R. and B. *(Village Ghetto land, Love's in need of love today*, et, surtout, *Isn't she lovely*, avec le rythme vaguement « shuffle », résolument ternaire en tout cas, de la batterie).

Comme nul n'est parfait, Stevie Wonder gaspille ses talents à récupérer les banalités à la mode (*Contusion*) ou à réhabiliter des ballades dignes des Platters (*Joy inside my tears*) et de King Cole à l'eau de mélisse (*Knock's me off my feet*). Au passif — qui n'excède pas l'actif — de l'entreprise, il y a aussi la surcharge ostentatoire et ridicule de personnels inefficients.

⁂

Fallait-il deux années à Stevie Wonder pour concocter une heure vingt-six minutes de musique ? Non, certainement. Bien du temps a passé pour d'autres motifs que la conception, les retouches, l'échenillage des pièces dont nous parlons. Malgré tout, on peut imaginer que plusieurs semaines, pour certaines plages, ont été nécessaires au mélange de la voix et de l'orchestre, à l'équilibrage avec cette conscience aiguë, à l'égalisation avec cette précision extrême de toutes les parties en cause. Deux années, c'est la durée au long de laquelle s'étendit, en 1926 et 1927, la création, équivalente en quantité minutée, des Hot Five et Hot Seven d'Armstrong. Stevie Wonder, dont les moyens et les desseins sont différents, renoue sans le chercher, de façon heureuse, avec la coutume restrictive et raisonnable des « gay twenties ». Stevie Wonder a des raisons multiples de ne pas se presser et de pourlécher ses miniatures : l'une des moindres n'est pas celle qui consiste à créer une poésie originale où, d'une part le chant, d'autre part la pulsation de la section rythmique, se trouvent toujours embrumés, noyés dans les résonances des claviers, des cordes, des cuivres. Cela ne peut être réalisé en scène. Cela est la justification du disque, objet culturel sans correspondant au concert, et dont il faut bien traiter, sous peine d'occulter toute une région de l'activité esthétique, quelque regret que l'on ait à la voir mêlée, de monstrueuse manière, à l'accumulation d'un pognon qui s'élève à hauteur de montagne.

LUCIEN MALSON.

---

(1) *Innervisions* (1973), Tamla-Emi CO 64.94665 ; *Fulfillingness for finale* (1974), Tamla-Emi CO 66.95761.

(2) *Songs in the key of life* (1976), Tamla-Emi 13 340 C 2.

OFFENBACH AUTEUR...

« La Belle Hélène » fait peau neuve sans orchestre

PRESENTEE aux Bouffes Parisiens, depuis le 23 septembre, *la Belle Hélène*, nouvelle version, n'est pas un spectacle musical. Des affiches au programme, rien n'indique qu'Offenbach en ait écrit la musique ; il est l' « auteur », un point c'est tout, la caution, gage de succès, l'histrion qui fait parade pour attirer le public... Mais, Offenbach, qui était également compositeur à ses moments perdus, n'avait-il pas choisi le même sujet pour l'une de ses meilleures partitions ? Par quelle bizarrerie ce petit chef-d'œuvre n'a-t-il pas été retenu pour accompagner une production aimable sinon enthousiasmante ?

C'est qu'à la vérité les choses ne sont pas encore vraiment au point, et plus que de critiques, cette réalisation a besoin d'encouragements si elle souhaite recueillir dans quelques mois le suffrage des connaisseurs.

Quelques vents supplémentaires

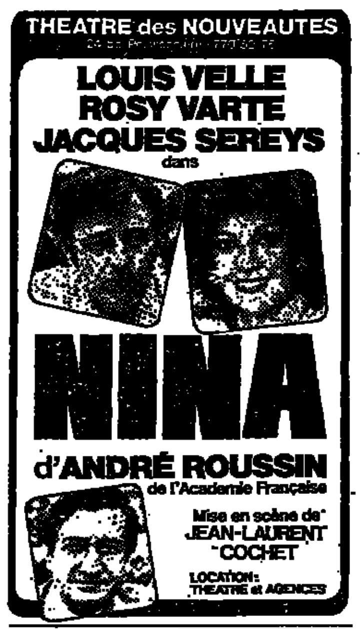
Qu'est-ce qui peut changer d'ici là ? D'abord l'orchestre : huit musiciens c'est insuffisant, mais ils ne tarderont pas à se multiplier, car, la chose est connue, les instrumentistes se reproduisent pendant le dialogue ; du moins cela s'est vu. L'orchestration ensuite : Gérard Calvi reviendra à l'originale, non moins réussie, et la moitié de la fosse occupée par les percussions accueillera des cordes (il n'y a actuellement qu'un violon, un violoncelle et une contrebasse), rétribuées avec les « droits d'auteur », de l'arrangeur... On souhaite quelques vents supplémentaires ; ils viendront sans doute petit à petit. Pris de remords tardifs, Gérard Calvi extirpera de la seconde partie de l'ouverture toutes les harmonies à la mode qu'il a cru devoir y introduire et supprimera les morceaux dansés qu'on aurait peine à attribuer à Offenbach (pour les airs, la mélodie a été généralement conservée).

L'interprète principale — taisons son nom — aura, de son côté, eu tout le temps pour corriger un vibrato voisin du tremolo, transformant chaque blanche en huit doubles croches rigoureusement égales. Il restera encore à éliminer Michel Roux (Agamemnon) parce qu'ayant de la voix et du style il tranche trop vivement sur une distribution qui, musicalement, fait ce qu'elle peut avec zèle. Il sera moins aisé d'enlever du dialogue rénové les vulgarités qui s'y sont glissées parce qu'elles ont du succès ; au fond, ce n'est peut-être pas nécessaire : considérées au second degré, elles finissent par amuser franchement.

Mais si tout cela ne s'arrangeait pas ? Alors Berlioz, dont on venait de mutiler *les Troyens* au moment où triomphait *la Belle Hélène* (sept cents représentations d'affilée !), serait cruellement vengé. A moins que, dans un beau mouvement de respect filial, Pierre Comte-Offenbach, qui cautionne cette adaptation du chef-d'œuvre de son grand-père, manifeste publiquement une opposition légitime, quel que soit le talent de Gérard Calvi ou les problèmes d'un théâtre non subventionné pour entretenir l'orchestre nécessaire. S'il ne le fait pas, ce sera une preuve de plus qu'on n'est jamais trahi que par les siens.

GÉRARD CONDÉ.

★ Bouffes Parisiens, 20 h. 30.



THEATRE des NOUVEAUTES
LOUIS VELLE
ROSY VARTE
JACQUES SEREYS
dans
NINA
d'ANDRÉ ROUSSIN
de l'Academie Française
Mise en scène de JEAN-LAURENT COCHET
LOCATION : THEATRE et AGENCES

4 OSCARS
BARRY LYNDON
un film de
STANLEY KUBRICK
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VF
GAUMONT SUD VF
14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEFEUILLE I VO
12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30
HAUTEFEUILLE II VO
13 h 30 • 17 h 10 • 20 h 30

AYEZ ENVIE DE SORTIR.
Sortir sort tous les mercredis.
Chaque semaine, dans Sortir, il y a tous les films qui sortent et qui vont sortir. Les restaurants à connaître et ceux à éviter. Les gens qui comptent et ceux à oublier. Les boîtes qui marchent et celles qui vont sombrer. Les spectacles à voir et ceux à détester.
Sortir. Le "grand" magazine de la vie de Paris.

هكذا في الأصل

AU COLLOQUE DE THONON-LES-BAINS

Le délicat mariage de la science et de l'image

JEAN ROUCH, qui, sa vie durant, n'a cessé de ruer dans les brancards du cinéma établi, affirme inlassablement depuis 1968 que l'utopie nous attend, radieuse, à l'orée du bois : des choses merveilleuses vont se produire, les hommes vont enfin pouvoir se comprendre, les préjugés tomber, la poésie se déchaîner. La caméra, libre comme le vent, mais étroitement reliée, avec ou sans fil, à un dispositif de son synchrone, va conquérir le temps et l'espace, en nous rapprochant davantage de la vie réelle des hommes et des sociétés, elle rendra à l'imagination ses pleins pouvoirs.

Nourrir de telles ambitions à l'intérieur d'un organisme aussi structuré que le C.N.R.S., avec ses vingt mille chercheurs, ses ramifications innombrables, ne relève du paradoxe qu'en apparence. Créé en 1939 sur la lancée du Front populaire par Paul Langevin et Francis Perrin, comme le rappelait Jean Rouch, le C.N.R.S. a pu sans effort répondre aux vœux de l'auteur des *Maîtres fous*, donc dégager les crédits nécessaires — 100 000 francs — pour cette première rencontre sur les moyens et les fins de ce monstre dénommé « l'audiovisuel », à l'occasion du Festival du cinéma indépendant de Jacques Robert, avec l'accord et le soutien actif de Pierre Caran, animateur de la Maison des arts et loisirs de Thonon-les-Bains.

Ils s'appellent Stéphane Kudelski et Jean-Pierre Beauviala, leurs noms sont inséparables de recherches et découvertes assez importantes dans le domaine de la technologie du son et de l'image. Ils vivent, travaillent, créent loin du tumulte des grandes villes, le premier dans la banlieue de Lausanne, le second à Grenoble, au milieu d'une équipe de chercheurs qui sont parfois des camarades, souvent des complices. A l'occasion, pour exprimer leurs réalisations comme leurs rêves, ils s'expriment en poètes, cela ajoute au plaisir de l'auditeur.

Stéphane Kudelski était déjà présent à la rencontre historique de Lyon, début 1963, qui avait réuni un grand nombre d'utilisateurs français et étrangers du cinéma léger, avec prise de son synchrone, à l'époque limitée au 16 mm. Inventeur du Nagra, ce magnétophone portatif de très haute fidélité qui a révolutionné la technique de l'enregistrement du son, Kudelski affirme : « *Nous pouvons faire aujourd'hui tout ce que nous voulons, le problème est de savoir : que devons-nous vouloir ?* » Grâce à l'ordinateur, on pourra par exemple programmer l'ordre dans lequel on veut voir des images, consulter instantanément la masse des matériaux visuels et sonores, films, bandes magnétiques, accumulés au cours d'un tournage, donc les stocker pour les retrouver plus tard à loisir. Des limites subsistent, dont le créateur du Nagra est le premier conscient : il n'existe pas en acoustique un équivalent de la caméra. Un micro ne peut pas isoler un son dans l'espace avec le même degré de perfection que la caméra « pique » un détail.

Pour Jean-Pierre Beauviala, entré plus récemment dans la carrière, tout semble permis : « *Nous sommes en plein boom imaginatif et technologique.* » Du moins en ce qui concerne le film 16 mm à double système (c'est-à-dire où le son est enregistré séparément, sur une ou plusieurs bandes magnétiques). Et d'annoncer une révolution dans la manipulation du cinéma synchrone, selon lui : le marquage chronométrique. On marque l'heure qu'il est sur le film et sur la bande magnétique. La synchronisation se fait automatiquement sur la table de montage.

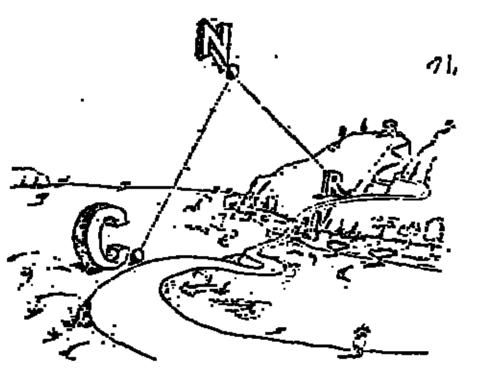
Selon un plan très rationnel voulu par Jean Rouch, les trois premières journées du colloque (qui allait en durer six) seraient consacrées successivement au 16 mm, au super-8 et à la vidéo légère. Si Jean-Pierre Beauviala affirmait quelques doutes sur l'avenir du super-8 en tant qu'outil de travail professionnel — difficultés du montage, copies qui se déchirent facilement, par exemple, — un autre utilisateur, au nom de la société Cinégraphe, contestait ces données et le prouvait par un surprenant document d'une heure, sur les peintres paysans chinois, monté à partir de six bandes de son distinctes. Mais le coût de l'entreprise amène à se demander si le jeu en vaut la chandelle.

Jean-Pierre Masse, Québécois, cofondateur du Vidéographe, renversait les données en décrivant une expérience de tournage en super-8 qui provoquait l'enthousiasme de Jean Rouch : les Esquimaux de Frobisher-Bay, sur l'initiative de Wolf Koenig et de l'équipe de Challenge for Change de l'Office national du film canadien, ont tourné eux-mêmes en super-8 sans aucune collaboration extérieure, la pellicule était développée à Toronto, le super-8 était ensuite transféré sur vidéo Sony trois quarts de pouce, les bandes vidéo renvoyées aux Esquimaux qui faisaient eux-mêmes le montage sur un appareil Sony Umatic, le même dont s'est servi Godard pour sa récente série « 6 fois 2 » à la télévision. La projection sur grand écran, au colloque, de l'image vidéo, comme déjà à la Biennale de Venise pour les bandes de Godard, relançait toute la problématique de l'avenir du cinéma.

Pour Rouch, sur le fond, expérience concluante : « *Un rêve se réalise : on donne la parole et la vision à des gens qui jusqu'alors ont été filmés par les autres.* » Pour Pierre Perrault, présent au colloque, liberté illusoire quand les Américains contrôlent tout, qu'on risque vite de ne pas « *avoir la maîtrise de son patrimoine* » devant l'américanisation des messages.

Le point de vue de l'artiste

Jean-André Fieschi, critique, cinéaste, a publié ici même un article prémonitoire sur les possibilités d'une autre cinéma dicté ou plutôt rendu possible par une technologie nouvelle : « Point de vue sur un troisième œil » (*le Monde* du 29-1-1976). Fieschi y décrivait une caméra mise au point par J.-P. Beauviala et baptisée la Paluche par Jean Rouch, caméra vidéo composée d'un tube cylindrique de 15 centimètres, d'un diamètre de 36 mm, d'un poids de 300 grammes, qui épouse la forme d'un micro. Très tôt, Jean-André Fieschi achetait l'équipement et se mettait au travail sur un film de long métrage, premier volet d'une série (titre prévu : *les Nouveaux Mystères de New-York*). Présentant son projet à l'INA, il déclarait « *(sa) lassitude devant cette interminable farce répétitive qu'est devenue, à de rares exceptions, la cinématographe Lumière* ».



Enfances, c'est le titre de ce premier film, un peu *le Chanteur de jazz* du cinéma fou, comme on dit l'amour fou. « *veut réactiver l'enfance de l'image. L'image épouse les pulsions, les réflexes du corps. On perturbe le système normal de la perception* ». Et Fieschi de nous livrer un film onirique, étonnamment libre et pourtant parfaitement contrôlé, qui semble vouloir résumer à lui seul l'histoire du cinéma, de Murnau et Vertov à Stan Brakhage et Michael Snow. Le rêve y devient tactile, alors que, à ce jour, les films oniriques se faisaient uniquement avec l'œil. L'auteur a « assumé » seul tout le travail du film. La projection a lieu sur écran vidéo, la télévision, ou sur grand écran. Pour Fieschi, qu'importe son film, face à la remise en question radicale de « *l'utilisation dominante des images et des sons* ».

A contre-courant de cette révolution technologique, Danièle Huillet et Jean-Marie Straub, présents à Thonon pour une rétrospective de leur œuvre, montraient en copie de travail leur tout dernier film, qui va être projeté au Festival de Paris le mois prochain : *les Chiens du Sinaï*, tourné comme toujours en 16 mm synchrone. Les Straub nous confirmaient involontairement le sentiment éprouvé à écouter Jean-Pierre Beauviala, du retour en force du 16 mm comme outil de travail le plus fiable parmi les médias légers. Les auteurs « illustrent » à leur façon un essai d'un écrivain italien d'origine juive, Fortini ; ils partent de la guerre des six jours de juin 1967, et développent à partir du texte de Fortini une réflexion sur la condition juive dans l'histoire et à travers la lutte des classes. Admirable constat, loin de toute passion, de toute propagande, qui, probablement, révélera à beaucoup de spectateurs la force d'un cinéma unique en son genre.

Le contraste avec le délire organique de Fieschi est total : ultime résistance du cinéma classique ? Ou transition indispensable vers un cinéma non naturaliste, léger comme l'air, dont n'ont cessé de rêver chez nous Jean Rouch et aux Etats-Unis Richard Leacock ?

LOUIS MARCORELLES.

MEL BROOKS ET SA « DERNIÈRE FOLIE »

« J'élargis un peu la vie »

MEL BROOKS (de son vrai nom Melvin Kaminsky) est né à Brooklyn, il y a cinquante ans. Sa mère était originaire de Kiev, son père venait de Dantzig. Ce dernier meurt deux ans et demi après la naissance de Mel Brooks, juste avant l'arrivée de la dépression qui marque profondément les rues de Brooklyn, où Brooks apprend l'agressivité et aussi une envie de communiquer par le rire : « Je ressentais que faire rire les autres était un bon moyen de me faire aimer, dit-il. Je pouvais parler plus longtemps et mieux que tous les gosses de mon quartier. Mes blagues me redonnaient confiance. »

Brooks, on le sait, est entré dans le spectacle par la télévision, où il a d'abord été gagman, puis coscénariste pour les shows du comique américain Sid Caesar, puis pour la série Get Smart (Max la Menace). *Mel Brooks signera diverses autres choses, un dessin animé et le livret d'une comédie musicale, mais il lui faudra attendre vingt ans avant de réaliser son premier film* (les Producteurs). *Depuis, il y a eu* le Mystère des douze chaises, Le shérif est en prison, Frankenstein Junior *et* Silent Movie (la Dernière Folie), *qui sort ce mercredi à Paris.*

« Il y a peu d'activités que les gens peuvent faire en commun, sans arrière-pensée, *dit Mel Brooks, qui aime, dans la vie comme à l'écran, le style survolté.* Le rire rassemble les gens. Il y a comme une espèce d'expérience collective qui s'exprime alors, il y a cette chose qui sort de chez vous, qui monte, qui s'amplifie, qui crée un climat chaleureux, un sentiment d'amour autour de vous. Le rire invente une fraternité. Il est comme un acte de courage face à l'absurdité de la vie. »

Silent movie *est le premier film intégralement muet tourné aux Etats-Unis depuis* les Temps modernes, *de Charlie Chaplin.* « C'est une idée de Ron Clark : faire un film muet, en couleurs, sur écran large et d'une facture moderne. Avec deux autres écrivains, chacun travaillant globalement sur le scénario, nous avons mis un an pour écrire l'histoire de ce metteur en scène désuet qui s'était endormi dans le Hollywood des palaces, se réveille dans le Hollywood technologique de 1976 et continue son rêve du passé. »

Pour mieux faire référence aux burlesques de l'âge d'or, Marty Feldman et Dom de Luise forment, avec M. Brooks, jouant lui-même le metteur en scène, « un trio venu d'une autre époque qui a une certaine forme d'innocence et pour qui on éprouve un sentiment physique de sympathie comme on pouvait le ressentir chez Laurel et Hardy ou avec les frères Marx. Mais dans le climat de folie constant qui surgit, les gags sont modernes, s'appuient sur la technologie : ascenseur régulateur cardiaque changé en télé-ping-pong... Le comique est entièrement physique et gestuel, mais les acteurs ne jouent pas comme ceux du muet. Cela aurait été possible, il y a aux Etats-Unis des jeunes comédiens qui ont l'esprit de cette époque, qui ont une certaine dose d'optimisme. »

Marty Feldman et Dom de Luise sont les interprètes habituels de Mel Brooks, qui connaît bien leurs nuances dans les comportements, qui aime les rapports d'égalité établis avec eux. Mais par leur présence permanente, ils contribuent aussi pour une certaine part à la création de l'univers Mel Brooks, de la même manière que James Finlayson et Edgar Kennedy participaient au monde de Laurel et Hardy et Margaret Dumont à celui des frères Marx.

« Je crois que dans *Silent movie* je reste près de la vie. J'élargis, j'exagère un peu. Pas trop. Sinon les choses se casseraient. Je ne me contente pas de naviguer dans le divertissement pur. J'essaie de plonger plus loin dans les racines de la stupidité, d'exprimer la vérité que nous n'osons pas dire. J'imite les choses qui sont dans nos têtes et que nous n'avouons pas. Avant que le shérif sorte de prison, on lui dit : « *Fais attention, ne t'en va pas, ils te haïssent.* » Lui, il part, rencontre une vieille dame apparemment douce, la salue d'un coup de chapeau. Et elle lui répond : « *Va te faire foutre, sale nègre.* »

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Marignan, Elysées-Lincoln, Quartier-Latin, Quinquette, Rex, Impérial, Montparnasse 83, Clichy-Pathé, Mayfair.

THÉATRE MONTPARNASSE
31, rue de la Gaîté - 326-66-00 - 633-41-77
du 5 au 22 octobre
relâche Dimanche et Lundi
18 h 30
MERCEDES SOSA
Chants de la terre et du peuple argentin

76
THEATRE MUSICAL
après six mois de travail
à Bagnolet
après la Biennale de Venise
... dernière étape aux
BOUFFES DU NORD
du 15 au 30 octobre
LA BOUTEILLE A LA MER
réalisation du groupe dirigé par
GEORGES APERGHIS
renseignements - loc: FNAC MONTPARNASSE 544.70.50
BOUFFES DU NORD - 280.28.04 - places 30 F et 18 F

THEATRE DE L'ŒUVRE
DANIEL GELIN - JACQUES FABBRI
LE SCENARIO
de Jean Anouilh

KONK
vend ses dessins originaux
Ecrire : A. FABRE, 49, rue de Metz, 94 LE PERREUX, ou tél. 871-68-28, 324-33-75 - 321-24-94

CLAUDIE et FRANCIS HUNZINGER exaltent la beauté des ressources naturelles : toisons de brebis, soie sauvage, écorces de bouleau tissées, tapisseries et diverses créations réalisées à partir des végétaux qu'ils récoltent et des troupeaux qu'ils élèvent. Ils signeront leurs livres le jeudi 14 octobre, et ils exposeront leurs travaux jusqu'au mercredi 20 octobre, Galerie Hélène Appel, rive gauche, 75, rue Saint-Dominique, Paris (7e).

Etienne Lambrière.

UGC BIARRITZ VO • NAPOLÉON VF • CINÉMONDE OPÉRA VF • MIRAMAR VF
UGC ODÉON VO • STUDIO MÉDICIS VO • CONVENTION GAUMONT VF
UGC GOBELINS VF • LIBERTÉ VF • 3 MURAT VF • CLICHY-PATHÉ VF

PIO ANGELETTI et ADRIANO DE MICHELI
présentent
le nouveau film de DINO RISI
la CARRIERE d'une FEMME de CHAMBRE
AGOSTINA BELLI
VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI
après PARFUM de FEMME
COCHI PONZONI

VILLENEUVE Artel - MONTREUIL Méliès - VERSAILLES Cyrano
VELIZY 2 - PORT NOGENT Artel - ENGHIEN Français
RUEIL Studio - ROSNY Artel

REX v.f. - UGC ERMITAGE v.o. - UGC ODÉON v.o. - URSULINES v.o.
MIRAMAR v.f. - MAGIC CONVENTION vf. - PARAMOUNT GALAXIE v.f. - BUXY Val d'Yerres - CYRANO Versailles - ALPHA Argenteuil - CERGY Pontoise - CLUB Mureaux - ARIEL Rueil
U.G.C. Poissy - MÉLIÈS Montreuil - VILLAGE Neuilly

" Palpitant comme un western "
Gilbert Salachas / Télérama
Robert REDFORD / Dustin HOFFMAN
" LES HOMMES DU PRESIDENT "
ROBERT REDFORD / DUSTIN HOFFMAN "LES HOMMES DU PRESIDENT"
avec JACK WARDEN et la participation de MARTIN BALSAM, HAL HOLBROOK
et JASON ROBARDS dans le rôle de Ben Bradlee
Scénario de WILLIAM GOLDMAN d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD.
Musique de DAVID SHIRE Produit par WALTER COBLENZ. Mise en scène de ALAN J. PAKULA
Une Production Wildwood Enterprises Un Film Robert Redford - Alan J. Pakula
Technicolor

PUBLICIS CHAMPS ELYSEES
PARAMOUNT OPERA - MAX LINDER
PARAMOUNT BASTILLE
PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT ORLEANS
PARAMOUNT GOBELINS - BOUL MICH'
PARAMOUNT ODEON
PARAMOUNT MAILLOT - PASSY
Périphérie : CYRANO (Versailles)
PARAMOUNT (La Varenne)
CARREFOUR (Pantin)
ARTEL (Villeneuve St-Georges)

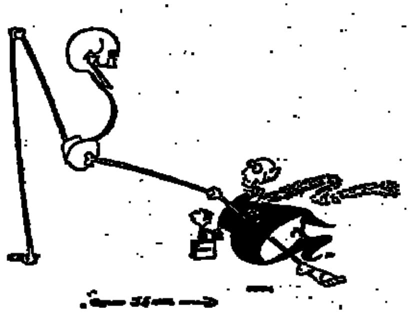
Toutes les fascinations
et les mystères de l'érotisme
en
Extrême-Orient
associés à la jouissance
et à la souffrance révélés
par
Le Jardin des Supplices
le film de CHRISTIAN GION
d'après le roman d'OCTAVE MIRBEAU
Adaptation et dialogue de PASCAL LAINE

Galerie de France
3, Fg Saint-Honoré, Paris 8e
tél : 265-69-37
présente
ITINERAIRE
POUR UN AMATEUR
hommage à
HANS HARTUNG
FIAC'76 Grand Palais - stand C8
18-24 octobre
"L'atelier Lacourière et Frélaut" gravures anciennes et rares, et nouvelles éditions
Galerie de France
14 octobre - 7 novembre
Peintures et sculptures
Galerie de France
14 octobre - 7 novembre

Exposition
A. LEBOURG
Les possesseurs de tableaux pouvant figurer dans cette manifestation de très haute qualité sont priés de bien vouloir s'adresser à la GALERIE ART-MEL, 11, quai Voltaire, Paris (7e). Tél. 261-29-79.
CATALOGUE ILLUSTRÉ

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot
326-99-73
VIDALENS
12 au 30 octobre 1976

Une sélection



(dessin de Chenez).

Le théâtre d'Anton au fort de Vincennes

Cinéma

LES NAUFRAGÉS DE L'ILE DE LA TORTUE
de Jacques Rozier

Pierre Richard, Don Quichotte du voyage inorganisé, conduit à l'aventure, aux Antilles, une demi-douzaine de candidats aux vacances, façon Robinson, pour « trois mille francs, rien compris ».

La mise en scène ne se contente pas d'organiser un récit farfelu, elle est aussi le compte rendu de la propre aventure de l'équipe du film, amenée parfois à improviser au gré des circonstances ou des difficultés. La création cinématographique selon Rozier a gardé l'esprit « nouvelle vague ». Et Pierre Richard est irrésistible.

L'AMOUR BLESSÉ
de Jean-Pierre Lefebvre

Au Québec, où « vivre en ce pays c'est comme vivre aux Etats-Unis », *une femme et les médias, radio, téléphone, écoute à travers les cloisons : le viol collectif d'une solitude. L'angoisse non démobilisatrice d'un « under-dog » (sous-chien) nord-américain.*

QUAND TU DISAIS, VALÉRY...
de René Vautier

Licenciés, vendus, rachetés puis licenciés de nouveau, des ouvriers de Trignac, près de Saint-Nazaire, se mettent en grève, occupent leur usine, multiplient manifestations et démarches. Ensemble. René Vautier et les ouvriers ont réalisé le film de cette lutte.

LA VICTOIRE EN CHANTANT
de Jean-Jacques Annaud

Ce premier film de Jean-Jacques Annaud (d'après un scénario de Georges Conchon) est une bouffonnerie sarcastique, d'où sortent étripés le bellicisme, le racisme, le colonialisme et ce qu'on n'appelait pas encore le fascisme. On rit beaucoup, même si l'on regrette certaines facilités de mise en scène et de dialogue.

ANATOMIE D'UN RAPPORT
de Luc Moullet

Entre eux ça ne va pas... Et tous les deux comprennent bien ce qui, justement, ne va plus. Alors ils cherchent, ils restent ensemble, ils se parlent, ils se posent des questions. L'auteur de Brigitte et Brigitte *transforme en création ce que prosaïquement on nomme la vie.*

— ET AUSSI : *Les Hommes du président*, d'Alan J. Pakula (le *Watergate* de Dustin Hoffman et de Robert Redford) ; *L'Empire des sens*, de Nagisa Oshima (le nô d'Eros et Thanatos) ; *Ici et ailleurs*, de Jean-Luc Godard (une remise en question radicale de l'information) ; *Duelle*, de Jacques Rivette (les images d'un rêve).

Théâtre

FESTIVAL D'AUTOMNE

La Schaubühne de Berlin est à Nanterre (les 15 et 16 octobre) avec les Estivants *d'après Gorki (les fantômes blancs qui nous habitent) et les 13, 14, 17, avec* Empedocle, lire Hölderlin *(la violence subversive de la poésie) par Klaus Grüber.*

Anton, jeune homme venu de New-York, est à Vincennes. Il faut le regarder se battre avec les créatures miniaturisées à son image, il faut écouter le silence de son vertige noir.

PORTRAIT DE DORA
au Petit Orsay

Reprise avec Catherine Sellers et Inès de Longchamps de ce portrait d'une jeune fille dépressive qui fut soignée par Freud. Portrait de l'échec de Freud, d'une société qui se joue une comédie bourgeoise. Portrait de l'intelligence féminine à travers deux femmes : l'auteur Hélène Cixous ; le metteur en scène Simone Benmussa (en alternance avec Chrysostemis*).*

SOLITUDE LA MULATRESSE
au Théâtre Gémier

Adaptation au théâtre du beau roman de Schwarz-Bart sur la lutte des Antillais pour l'abolition. La mise en scène d'Ivan Labéjof a beaucoup de poésie et fait une grande part à l'accompagnement sonore : murmures et douces percussions.

— ET AUSSI : *Notes* et *Vierge* par le Groupe T.S.E. à Essaïon (dans la sublimation de l'art saint-sulpicien, deux chapitres nouveaux à l'Histoire du théâtre). *Pour cent briques* au La Bruyère *(Un Après-midi de Chien* à la manière de Didier Kaminka). *Les Amoureux* au Sorano de Vincennes (Patrick Chesnais, Brigitte Rouan, Jacques Canselier, Arlette Vafidès et, plus loin, Goldoni) *Lucienne et le boucher* au Saint-Georges (trente ans après, Marcel Aymé milite pour les femmes). *Comme il vous plaira*, au TEP (Shakespeare retrouvé par Beno Besson).

Musique

L'AUTOMNE AMÉRICAIN

Du 13 au 28 octobre, la musique américaine contemporaine, si mal connue en France, sera abondamment représentée au Festival d'automne par des séries de concerts de groupes qui demanderont beaucoup de disponibilité et de don d'ubiquité... Au Centre culturel américain (3, rue du Dragon), à raison de quatre ou six projections par jour, neuf bandes vidéo réalisées par Robert Ashley montrent le travail, les idées et les œuvres de compositeurs tels que P. Glass, La Monte Young, G. Mumma, T. Riley (du 13 au 28). A la salle Wagram, Steve Reich présente ses principales partitions, avec la création de Musique pour dix-huit exécutants *(du 19 au 22). Au musée Galliera, « Composers inside electronics » de David Tudor fait entendre dix-huit œuvres de douze compositeurs électroniques (du 20 au 26). Pour beaucoup d'auditeurs, un nouveau monde de la musique.*

LA BOUTEILLE A LA MER
de Georges Aperghis

La création de Georges Aperghis au Festival d'automne est le résultat d'un travail de groupe de huit mois dans un quartier rénové de Bagnolet. L'action musicale a été directement influencée par la réalité du quartier, sa composition sociologique, ses combats, ses rêves. « Le processus, la théâtralité de la musique, la musique des gestes, un travail collectif et artisanal m'intéressent plus qu'un résultat musical au sens traditionnel du terme », écrit l'auteur. (Bouffes du Nord, du 15 au 30 octobre, sauf le 18, à 20 h. 30 ; le 17 et le 24, à 16 heures.)

— ET AUSSI : Sextuors de Brahms, avec le Quatuor Via Nova (Saint-Séverin, le 13 octobre) ; Debussy, Schœnberg, Beethoven, par Cl. Helffer (Pleyel, le 15) ; Orchestre de Monte-Carlo, avec P. Paray, Y. Menuhin, Kiri Te Kanawa, V. Eresko, J. William (Champs-Elysées, le 15) ; *Ernani* de Verdi (Opéra de Marseille, les 15, 17, 20, 23) ; *la Traviata*, mise en scène J. Lavelli (Théâtre de Rouen, les 15 et 17) ; *la Voix humaine* et *les Mamelles de Tirésias* de Poulenc, avec J. Rhodes (Radio-France, le 16) ; Reine Gianoli (Royaumont, le 16) ; *Klavierstücke* de Schubert et Stockhausen, par A. Neveux (Théâtre Essaion, le 17, à 18 h. 30) ; L. Rogg (Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, le 18) ; Orchestre national, dir. G. Chmura, avec H. Szeryng (Champs-Elysées, le 20) ; *Requiem* de Mozart et *Cantate* 82 de Bach, chœur et orchestre Gulbenkian, dir. M. Corboz (Saint-Eustache, le 20 octobre).

Expositions

CINQUANTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1925
au Musée des arts décoratifs

— Lire notre article page 17.

DESSINS FRANÇAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO
au Louvre

Du Vieux Savoyard *de Watteau au* Minotaure *de Picasso, quatre-vingt-deux dessins choisis dans l'une des plus anciennes et des plus célèbres collections d'œuvres graphiques des Etats-Unis. Boucher, Fragonard, Lancret, pour le dix-huitième siècle (un tiers de l'exposition) ; David, Ingres, Géricault, Delacroix, Corot, Millet et les maîtres de Barbizon, des impressionnistes et des symbolistes, pour le dix-neuvième siècle (presque les deux tiers de l'exposition). Et une ouverture sur le vingtième siècle avec quelques pièces majeures de Matisse, Bonnard et Picasso.*

RAOUL DUFY
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Une présentation d'ensemble des Dufy qui appartiennent aux collections de la Ville de Paris. Plus de cent peintures, aquarelles et dessins achetés ou offerts, exposés tout près de la grande « fée électricité » de 1937.

PIRANÈSE ET LES FRANÇAIS 1740 - 1790
à l'hôtel de Sully

Autour de douze dessins et quinze gravures de Piranèse, des œuvres d'une cinquantaine de peintres et d'architectes français. Pour évoquer un demi-siècle de dessin architectural où l'on retrouve ruines, décors de fêtes, palais gigantesques, fantastiques et visionnaires. L'exposition, organisée par l'Académie de France à Rome, a été présentée à la villa Médicis au printemps, à Dijon cet été.

L'AMÉRIQUE VUE PAR L'EUROPE
au Grand Palais

Un grand rassemblement de tableaux, de gravures, de sculptures et d'objets, pour illustrer ce que l'Europe a retenu du Nouveau Monde depuis sa découverte, et comment au cours des siècles sa culture a assimilé l'apport des voyageurs, des ethnographes, des trafiquants.

— ET AUSSI : *la troisième Foire internationale d'art contemporain*, au Grand Palais ; *Aztlan, terre des Aztèques*, à la Bibliothèque nationale ; *Alsace, fouilles et acquisitions récentes*, au Musée des arts et traditions populaires ; *Joseph Vernet*, au Musée de la marine ; *Pomodoro, Louis le Brocquy* et *L'art portugais contemporain*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; *Klaus Rinke* et *Luminy*, à l'ARC ; *Cerfs-volants, images pour le ciel*, 11, rue Berryer.

— EN PROVINCE : *les Lalanne*, à Agen ; *Le Yaouanc*, à Arc-et-Senans ; *Georges Rouault*, à Marcq-en-Barœul ; *Trente peintures du dix-septième siècle français*, à Rennes ; *Christian Jaccard*, à Saint-Etienne ; *Visions romantiques de l'Alsace*, à Strasbourg.

Danse

IVAN LE TERRIBLE
à l'Opéra

Une grande fresque de Grigorovitch interprétée par le corps de ballet du palais Garnier. (Le préavis de grève des danseurs ayant été rapporté : première le 14.)

MARTHA GRAHAM
aux Champs-Élysées

La pionnière de la modern dance après trente ans d'absence.

LE BALLET MOISSEIEV
au Palais des Congrès

Le plus ancien et le plus jeune des ensembles folkloriques soviétiques.

— ET AUSSI : l'*Atelier Serge Keuten, à la Cité universitaire*, et les *Ballets du Marais*, au théâtre de Lapparent (de jeunes chorégraphes en quête d'un public).

Variétés

MAXIME LE FORESTIER
au Cirque d'Hiver

Le Forestier a choisi la piste du Cirque d'Hiver pour dire, avec toute sa générosité, ses révoltes et sa pudeur, sa volonté d'aimer la vie et son espoir que celle-ci change (20 h. 30).

GUY BÉART
à la Comédie des Champs-Élysées

Dans un récital de plus de trente chansons, la rentrée d'un auteur-compositeur qui est un peu comme une voix anonyme de notre époque (20 h. 30).

JOHNNY HALLYDAY
au Palais des Sports

Hallyday dans le show le plus élaboré, le plus soigné, le plus beau qu'il ait jamais monté à Paris (20 h. 45).

Disques rock

BOB DYLAN

Le climat des concerts de la Rolling Thunder Revue. Dylan joue aussi bien de vieux titres (Maggie's farm, Stuck inside of mobile with the Memphis blues again) *que les chansons récentes comme* Idiot Wind *ou* Oh ! Sister. *(33t., C.B.S. 86016.)*

BLOOD, SWEAT AND TEARS

Réapparition du B.S.T., dont on ne savait plus très bien s'il existait toujours. Ces retrouvailles se font aussi avec le chanteur David Clayton Thomas, redevenu dans un groupe toujours solide, plein d'énergie. (33 t., C.B.S. 81465.)

THE STILLS - YOUNG BAND

Folk-country et blues par Stephen Stills et Neil Young. (33 t. Dist. W.E.A. Filipacchi Music. 54081.)

CHICAGO X

Le dixième album de Chicago, l'un des groupes rock qui a le plus de puissance et de cohésion, qui effectue un véritable travail collectif, qui joue une musique ouverte avec des solos admirablement construits, avec un feeling propre au groupe. (33 t. C.B.S. 86010.)

JOHNNY ET EDGAR WINTER

La musique ressentie avec une profonde excitation. Enregistrés en public avec leur groupe au Swing Auditorium de San-Diego, les deux frères albinos jouent des morceaux qui coulent en ligne droite. Du rock vivifiant. (33 t. C.B.S. Sky 81338.)

ROD STEWART

Avant son nouvel album enregistré à Los-Angeles et une tournée avec un nouveau groupe, l'ancien des Faces dans quelques-uns de ses meilleurs titres. (Double album Phonogram. 6643.030.)

PAGLIARO

Du rock sans surprise, traditionnel mais bien fait, carré et soutenu par la voix, rauque bien sûr, de Michel Pagliaro (33 t., C.B.S., 81402).

BAKER-GURVITZ ARMY

Le nouveau groupe formé par Ginger Baker, les frères Gurvitz et Mr. Snips a de la puissance, de beaux développements, et évidemment il y a le jeu de roulement de Baker (33 t., Phonogram 9103 206).

GALERIE NICHIDO
61, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS - 266-62-86
REY CAMOI
6 octobre - 6 novembre

PARIS GRAND PALAIS
FIAC 76
3e FOIRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN
16 AU 24 OCTOBRE
TOUS LES JOURS DE 14 A 23 H. SAMEDI ET DIMANCHE DE 10 A 20 H.
ORGANISATION O.I.P. 62, RUE DE MIROMESNIL, 75008 PARIS. 387.84.58 ET 85.36

WUNDERLICH
Peintures - Sculptures - Lithographies
GALERIE OCTAVE NEGRU / 23 RUE DE SEINE / PARIS 6e / TÉL. 325.76.16

GALERIE TOUR DE NESLE, 36, rue Mazarine (6e) - Tél. : 633-67-82
EDWIN DORRIS
14 octobre — 13 novembre

VILLE DE NANTES
Ecole Régionale des Beaux-Arts
AVIS DE CONCOURS PUBLIC
POUR LE RECRUTEMENT D'UN PROFESSEUR PLASTICIEN CONTRACTUEL DEVANT INTERVENIR PRINCIPALEMENT DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT

Un concours public est ouvert pour le recrutement d'un professeur plasticien contractuel devant intervenir principalement dans le département de l'Environnement à l'Ecole régionale des Beaux-Arts de Nantes.

Ce professeur pourra être amené à enseigner également dans « le premier cycle », les théories de la couleur.

Date des épreuves : 27 octobre 1976.

Date de dépôt des candidatures : 17 octobre 1976.

Les conditions exigées des candidats et tous autres renseignements peuvent être donnés, soit par le Secrétariat de l'Ecole régionale des Beaux-Arts de Nantes, 5, rue Fénelon, téléphone 47-99-68, soit par le bureau du Personnel de la Mairie de Nantes, rue Thiers, 1er étage de l'Hôtel-de-Ville, porte 22, téléphone 47-89-10 (poste 557 et 313).

GALERIE SUISSE DE PARIS
17, rue St-Sulpice (6e), 633-76-58
J. KILCHER
Huiles
Vernissage jeudi 14 oct. à 18 h.

GALERIE DEBRET
28, rue La Boétie - 75008 Paris
359-00-03
CARLOS LEÃO
Du 13 au 29 octobre

30 Septembre
30 Octobre 1976
ARNALDO POMODORO
Sculptures, Reliefs, Objets
ARTCURIAL
9 avenue matignon paris 8
du mardi au samedi, de 11 h à 20 h

L'OBSIDIENNE
28, avenue Matignon (8e) - 266-67-93
CHAPELAIN-MIDY
L'ESPACE DU DEDANS
par Elvario Maurizi
et
Œuvres récentes
12 octobre - 15 novembre

[illegible]

هكذا عن الاصل

LES NATIONS DU THÉATRE

Le putsch des metteurs en scène au Festival international de Belgrade

Le dixième Festival international de théâtre expérimental de Belgrade (BITEF 10) recevait cette année une consécration mondiale, puisque le Théâtre des Nations nouvelle manière y avait élu domicile, pour trois semaines, comme pour honorer le travail et l'obstination de ses directeurs, Mira Trailovitch et Jovan Cirilov qui, en dix ans, ont réussi à faire de la capitale yougoslave, à la jonction de l'Est et de l'Ouest, un lieu d'accueil et de confrontation annuel des nouvelles tendances théâtrales du monde entier. Après une longue éclipse, après avoir failli mourir de mai 68, le Théâtre des Nations revit ; brillamment ressuscité en 1975 à Varsovie, il semble avoir trouvé une seconde jeunesse en devenant itinérant. Il doit faire escale l'an prochain, à Paris... (1).

Belgrade, qui fut, pendant ce mois de septembre, le centre du monde pour les gens de théâtre, réunissait l'affiche la plus éblouissante dont on puisse rêver : Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, Peter Brook, Nuria Espert, Samuel Beckett, Victor Garcia, Jerzy Grotowski, Eugenio Barba, William Gaskill, André Wajda, Patrice Chéreau, Peter Schumann, Bob Wilson et Phil Glass, Peter Zadek... Des habitués déjà, pour la plupart, du BITEF, qui composaient un programme extrêmement brillant, bien équilibré, avec une quinzaine de spectacles choisis parmi les plus prestigieux et les plus représentatifs de l'année écoulée.

La mystérieuse Taganka

Cependant, l'« événement » le plus attendu, le plus mystérieux aussi, c'était la venue — enfin ! —, après des années de négociations et d'invitations sans suite, du Théâtre de la Taganka de Moscou et de son directeur, Iouri Lioubimov. Célèbre par ouï-dire, mais finalement complètement inconnu, Iouri Lioubimov passait à Belgrade son « examen » d'entrée sur la scène internationale, examen d'autant plus difficile qu'il avait été retardé de près de dix ans... Les initiés répétaient qu'André Malraux avait été transporté alors par la mise en scène des *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, des voyageurs vantaient régulièrement la qualité et le courage de ce « théâtre de recherche » — le seul sans doute de la capitale soviétique, on entendait parler des démêlés permanents de la Taganka avec la censure (2), mais rares étaient les critiques et les hommes de théâtre occidentaux qui avaient vu plus d'un ou deux spectacles... Car, jamais, le Théâtre de la Taganka, fondé il y a plus de douze ans, n'avait eu jusque-là l'autorisation de se rendre à l'étranger, si l'on excepte une tournée en Bulgarie très voisine l'an dernier... Quant à Lioubimov, il avait fait en 1975 sa première mise en scène en Occident d'un opéra de Luigi Nono à la Scala de Milan.

Programme extrêmement chargé pour la Taganka, qui ne donna pas moins de sept représentations de trois spectacles différents en sept jours ! (La tournée s'est poursuivie en Yougoslavie, à Zagreb et à Skopje, puis en Hongrie début octobre). Trois spectacles avaient été choisis : un classique, *Hamlet ;* une reconstitution de l'imagerie révolutionnaire, *les Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, d'après John Reed ; et un hommage à la « grande guerre patriotique », *Ici les aubes sont douces*, d'un auteur soviétique contemporain, Boris Vassiliev.

S'il avait eu son mot à dire, Iouri Lioubimov aurait sans doute fait un autre choix. Et il aurait eu raison ! « *Encore la guerre ! Nous avons bien assez avec nos films sur nos partisans* », disaient plus ou moins ouvertement les Yougoslaves qui ont plutôt boudé la pièce de Vassiliev. « *Encore Lénine !* » disaient certains après *les Dix Jours*, oubliant trop que ce « spectacle d'archives » de la Taganka, « *avec pantomime, cirque, bouffonnade et fusillade* », date de 1965 et que cette commémoration d'une fête historique déjà lointaine, jouée dans l'esprit des « années 20 », fut le premier vrai événement de la vie théâtrale moscovite depuis la guerre... N'oublions pas aussi que la diversité des points de vue ne contribue pas à l'universalité de certains spectacles : ainsi, une pièce sur la révolution d'Octobre — comme *les Dix Jours*, — qui n'est en U.R.S.S. qu'une célébration d'un culte révolutionnaire à usage interne, risque d'être attendue en Occident comme une œuvre éminemment subversive...

Dans l'adaptation de Boris Pasternak, avec Vladimir Vissotski — célèbre aussi dans l'« underground » moscovite comme compositeur de chansons quelque peu protestataires, — *Hamlet* fut un des grands moments de ce BITEF, dont il remporta un des trois grands prix. Spectacle tout à fait dépouillé qui met en scène non pas un prince des temps anciens ou un privilégié, mais un jeune homme d'aujourd'hui, avec sa guitare, un révolté qui sait beaucoup de choses, mais ne peut se décider à agir, car il est conscient que même la mort de l'usurpateur ne pourra ramener l'idéal perdu. De toute façon, comment pourrait-il se battre alors que l'écrase la masse de cet extraordinaire rideau inventé par David Borovski, ombre menaçante qui sépare, divise, bouscule, emprisonne ou balaie les acteurs et passe sur le corps des vivants comme sur ceux des morts ?... Et, à la fin, Fortinbras ne vient même pas ramasser ce pouvoir qui est à prendre. Il n'y a pas de Fortinbras chez Lioubimov.

Ex aequo avec *Einstein on the Beach* de Robert Wilson et Philip Glass et avec *les Iks* de Peter Brook, *Hamlet* fut donc un des trois lauréats du Festival de Belgrade. Cette consécration ne doit cependant pas effacer un certain désappointement. A trop attendre un génie méconnu, on se lasse... On rêvait d'un nouveau Meyerhold, on a trouvé Lioubimov. Et on devrait s'en réjouir... Il est certain, cependant, que cette découverte de la Taganka arrive beaucoup trop tard. Mais on ne peut en accuser Lioubimov : l'isolement et la censure n'aident pas à la création artistique.

Le directeur de la Taganka a expliqué lui-même, dans une interview au journal yougoslave *Borba* : « *Il est dommage que nous ne soyons pas venus avec* Hamlet *quand nous l'avons monté, il y a cinq ans. Il fallait que nous venions avant.* » Et d'ajouter : « *Pendant deux ans, je ne savais pas si* Hamlet *serait présenté ou non ; vous savez bien vous-mêmes comment sont les choses, comment on autorise le répertoire...* » On peut, ensuite, mesurer son étonnement lorsqu'il se vit interrogé, au cours d'une conférence de presse, sur « *les raisons qui l'avaient amené à supprimer des* Dix Jours *le personnage de Trotski* » !

Espérons simplement que Lioubimov, qui doit venir en France l'an prochain, invité par le secrétariat d'Etat à la culture, pourra y apporter des spectacles — outre *Hamlet* — plus représentatifs de son talent.

Il est intéressant de constater qu'en marge du palmarès officiel un scrutin, organisé auprès du public, donna des résultats sensiblement différents : c'est au Bread and Puppet — dernière troupe étrangère du Festival — que revint la première place pour *le Cirque du cheval blanc*, avec un ange merveilleux monté sur des échasses et une madone au masque blanc dans la tradition des meilleurs spectacles de la troupe américaine. *Hamlet* arrive en cinquième position — après *les Iks*, *Einstein on the Beach* et *En attendant Godot*, — tandis que les deux autres spectacles de la Taganka sont treizième et quatorzième et que la dernière place va aux Mabu Mines, pour *le Saint et les Footballeurs*. (Mais qui donc connaissait à Belgrade les règles du football américain ?)

Le Théâtre national populaire reprenait, après trois ans, *la Dispute*, de Marivaux : Patrice Chéreau a encore travaillé cette horrible expérience de dissection opérée sur des corps vivants dans un jardin d'Eden, conférant un charme vénéneux à ces enfants sauvages qui découvrent, en un jour, la vie, la société et l'amour, ne peuvent y résister, et finissent par se tuer ou s'enfuir dans cette forêt aux senteurs de tilleul.

Cette nostalgie de l'enfance perdue, de l'innocence première, on la retrouvait — coïncidence ? — dans plusieurs autres spectacles de styles tout à fait opposés : dans *les Iks*, avec la désagrégation d'une tribu de l'Ouganda dont le territoire a été transformé en parc national ; dans *Inouk (l'Homme)*, par le Théâtre national d'Islande, sur les Esquimaux du Groenland et d'Islande que notre civilisation est venue corrompre. C'était encore ce thème de l'innocence perdue que l'on retrouvait dans le spectacle de laboratoire d'Eugénio Barba, *Venez, et le jour sera à nous !* — dernier ordre du général Custer avant la bataille de Little-Big-Horn, — qui tend à recréer en un enchaînement de mouvements et de sons, plus ou moins violents, l'irruption des colonisateurs blancs dans les « verts pâturages » des Indiens d'amérique. Obsession de la pureté...

L'Othello que Peter Zadek a créé en mai dernier à Hambourg, ne vise pas, en revanche, à soulever délibérément l'attendrissement, mais plutôt le dégoût, dans un style caricatural, grossier, et vulgaire, qui exclut beauté et grandeur. Luttant contre un théâtre cultivé destiné à l'éducation des bourgeois, poursuivant son travail de démolition d'un Shakespeare subtil et raffiné, Peter Zadek raconte — après *le Marchand de Venise* et *le Roi Lear* — une histoire de roman-photo vulgaire et porno (qui a le défaut de durer quatre heures) : Desdémone, une fille riche très surveillée par son père, tombe amoureuse du général Othello. Ils partent pour Chypre : lui, comme gouverneur d'une colonie ; elle, pour se faire bronzer et aimer par ce Noir célèbre et effrayant à la fois...

Ce n'est plus LA tragédie de la jalousie, mais un sordide crime sexuel, dans un théâtre de provocation qui cherche à mettre à nu les obsessions racistes à partir de purs clichés (Noir = sale ; Noir = sexe ; sexe = sale) et matérialise les images racistes. Par exemple, pour montrer le dégoût que peut faire éprouver le baiser d'un Noir, la peau d'Othello déteint réellement sur la blanche peau de Desdémone.

La provocation n'a de sens que si elle conduit le spectateur à des protestations et à des invectives qui l'apparenteront aux personnages de la scène ; à Hambourg, paraît-il, le public était parfois proche de l'émeute. A Belgrade, prêts à tout, les habitués du Festival expérimental quittaient la salle en silence ou applaudissaient bruyamment. Dans ce dernier cas, la provocation tourne court.

Peter Zadek prépare maintenant, avec la même équipe, un *Hamlet* où l'on verra le prince de Danemark couper Polonius en morceaux, le faire cuire et le lancer en pâture aux cochons !

Pour tirer une conclusion sur ce BITEF 10, réunion de spectacles marquants, à la fois hétérogènes et prestigieux, c'est finalement à un critique yougoslave qu'il faut faire appel en citant le titre de l'article de l'hebdomadaire *Nin* : « Le putsch des metteurs en scène ». En effet, écrasant le théâtre de texte, d'auteurs, le BITEF a marqué l'apothéose du metteur en scène. Sous la régie de l'auteur, Beckett lui-même, *En attendant Godot* (avec le Schiller Théâtre de Berlin) est devenu une comédie sans métaphysique...

NICOLE ZAND.

---

(1) Parallèlement au BITEF, se tenait, à Belgrade, sous les auspices de l'UNESCO, un Atelier international de recherche théâtrale dirigé par Eugenio Barba, avec une centaine de participants. A l'issue de ces travaux, l'UNESCO a décidé que Belgrade allait devenir le lieu permanent de cet Atelier de recherche, qui doit coïncider chaque année avec le BITEF, en septembre.

(2) Voir le Monde du 13 novembre 1975 : pourquoi « la Vie de Fédor Kouzkine » n'a pas franchi le barrage de la censure ?

Biennale pour un jeune public à La Chaux-de-Fonds

La Chaux-de-Fonds, c'est, à 1 000 mètres d'altitude, un grand boulevard central, le Pod, des rues qui montent, des rues qui descendent, et, au-dessus de la ville, des sapinières sombres traversées des brumes de l'automne : Suisse paisible ? Moins peut-être qu'il n'apparaît. Depuis que le gouvernement helvétique a choisi de soutenir l'envol de son franc, les exportations traditionnelles — vers les Etats-Unis surtout — ont beaucoup diminué, et l'industrie horlogère est ici en nette récession. Partagé entre Nord et Sud, lié au canton de Berne, le Jura aspire d'autre part à une unité, à une expression plus cohérentes. C'est en partie sur ces revendications que se fonde le rayonnement du Théâtre populaire romand, animé depuis dix ans par Charles Joris et dont la Ve Biennale vient de se tenir à La Chaux-de-Fonds, sur le thème du théâtre pour la jeunesse, dans le souci « d'assembler et d'unifier ».

Pendant trois semaines, douze troupes professionnelles, soixante-dix-sept représentations, dont bon nombre proposées en soirée aux adultes, et quantité d'animations. Mis à part Keloglan, par la troupe turque Açok — qui fournit là une éclatante leçon de simplicité, — aucun spectacle, aucune compagnie surtout, n'était vraiment une découverte : ni Lapanique *d'Henri Dégoutin, ni les tréteaux Luminus, ni* Place des Fêtes, *du Bonhomme rouge, ni* le Rêve du papillon *de Catherine Dasté.*

Le T.P.R., pour sa part, qui a toujours accordé une place particulière aux créations pour la jeunesse — depuis l'extraordinaire Roman de Renart *jusqu'au* Dragon *de Schwartz et à* Le Corbusier, le bâtisseur, *— ne présentait qu'un seul spectacle pour jeunes enfants,* Découverte. *Visiblement, les débats de fond ont davantage préoccupé que l'opération de prestige. La vedette de cette Biennale était le public, et surtout le public quotidien d'après la Biennale. La programmation s'est faite en fonction des réalités régionales, et l'on a plutôt tenu à revoir, « comme sur maquette », des troupes connues dans la région, à aider le public à mieux percevoir les courants, les convergences, les points de perspective.*

Le professionnalisme en question

Le didactisme avoué de la Biennale se manifestait surtout à travers l'importante exposition « le théâtre des jeunes en Suisse : celui qu'ils voient, celui qu'ils font *», qui laissait bien apparaître l'émulation très vive entre théâtre « allemand » et théâtre romand. Un centre de documentation du théâtre moderne, très richement informé, a été installé : la bibliothèque municipale. Faute du théâtre de la ville, investi par les enregistrements de Philips, on a joué partout, à la salle de culte de la Croix-Bleue, comme à la Maison du peuple, à l'ancien Stand comme aux gymnases des collèges. Partout la même surprise de découvrir, libre et mêlé, un public d'adultes et d'enfants, enthousiastes et concentrés, jusqu'à l'austère colloque même où pour une fois la polémique et la plainte étaient maintenues en sourdine au bénéfice des vraies préoccupations du théâtre pour la jeunesse : comment ce théâtre peut-il collaborer avec l'école sans jamais prendre un air de contrainte ? Comment concilier, à travers les formes, une exploration de la vie quotidienne et une incitation à l'expression libre et heureuse ? A la limite, existe-t-il même un monde de l'enfance et peut-on concevoir, spécifique, un théâtre pour la jeunesse ?*

Crainte de s'enfermer dans des recettes et par souci de recul, le T.P.R. ne créera rien cette année dans ce domaine. On a même remis en question le professionnalisme et cerné le danger qui menace en France les six compagnies « reconnues » par le secrétariat d'Etat, désormais liées par de lourds cahiers des charges et le danger de devenir « institutions ».

On peut envier le statut du T.P.R., qui, profitant des structures cantonales, parvient à la fois à une expression exigeante et audacieuse, et à se faire entendre. Soutenu par plusieurs instances, il peut, avec une équipe de vingt-cinq personnes, conduire à terme ses plans triennaux de création, d'animation, de formation permanente et rigoureuse des enseignants et des comédiens, et surtout garder le contact avec les villages et les usines, trouver, à l'occasion, le temps de confronter sa démarche, particulière à celle, par exemple, du Théâtre des Brigades de Mexico...

Le jour de clôture de la Biennale, deux cents enfants disposaient de huit heures pour assurer le soir une vraie représentation de cirque. Comme dans les contes, ils y sont parvenus. Les enfants de La Chaux-de-Fonds disposent d'un théâtre qui prend tellement au sérieux leur bonheur.

BERNARD RAFFALLI.

★ Renseignements : T.P.R. Léopold-Robert 83, 2300 La Chaux-de-Fonds. tél. : (039) 22-14-66.

GALERIE SISLEY
7, bd de Port-Royal (les Gobelins)
tél. 707-10-91
Josette Lusinchi
dessins
du 14 au 27 octobre
(de 13 h. 30 à 19 h., sf dimanches)

GALERIE MEDICIS
17, pl. des Vosges (4e) - 278-21-19
OGIER
« LUMIÈRE D'AUVERGNE »
Du 12 octobre au 3 novembre
t.l.j. de 14 à 19 h. - DIM. COMPRIS

LA MANDRAGORE
Galerie d'Art et d'Essai
13, rue Mayet (6e) - 566-95-90
RÉGIS AUDIBERT
Du 16 au 30 octobre

JEANNE BUCHER
53, rue de Seine, Paris 6
AMADO

DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE
LOISELET
GRAVURES COLLAGES
arenella ÉDITION
18 RUE ORTOLAN 75005 PARIS 336 16 17

ART MODERNE - JAUBERT S.A.
75, FAUBOURG SAINT-HONORÉ (VIIIe) - TELEPH. : 266-64-70
ABEL LAUVRAY
(1870-1950)
PEINTURES - DESSINS
23 septembre - 23 octobre

Galerie Hervé Odermatt
85 bis, Rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 8e - Tél. 265.92.55
jafar islah
du 15 octobre au 15 novembre

GALERIE REGARDS
40, rue de l'Université (7e)
de 14 à 19 h. (sf lundi). 261-19-22
HOSIASSON
ŒUVRES RECENTES
Exposition 14 octobre-29 novembre
Vernissage jeudi 14 octobre
de 18 h. à 21 h.

GOUACHES 12-30 octobre
BORÈS
31, rue Miromesnil
Tél. : 265-16-08
GALERIE SAPIRO

GALERIE HEROUET
44, rue des Francs-Bourgeois
ART. 62-60
Hubert
GIGNOUX
aquarelles - octobre

GALERIE ISY BRACHOT
62 a, avenue Louise, Bruxelles
RACHEL
BAES
Peintures - Rétrospective
14 octobre - 6 novembre

octobre
DUANE
MICHALS
photographies
GALERIE JACQUES BOSSER
30, rue de Lille 75007 Paris

GALERIE MAURICE GARNIER
MADELEINE LUKA
6, avenue Matignon, Paris (8e) Jusqu'au 30 octobre

TAPISSERIES
POLONAISES
Jusqu'au 27 novembre 1976
Galerie Sin'Paora au
15, rue Etienne-Marcel, Paris (1er)
236-61-77

MICHEL MILLE, illustrateur visionnaire, sait traduire la réalité au second degré, la réalité fantastique qu'il découvre en même temps qu'il la dessine. Par le truchement de milliers de minuscules piqûres d'encre de Chine sur le papier blanc, il fait surgir formes et archétypes, qui nous renseignent sur une autre dimension de l'être, du monde et de l'univers. (En permanence Galerie Hélène Appel, 75, rue Saint-Dominique, Paris-7e.)
Etienne Lambrière.

2e BIENNALE INTERNATIONALE
DES ARTS DE L'ESTAMPE
ET DE LA PHOTOGRAPHIE
A CANNES
Le CASINO MUNICIPAL de CANNES organise, du 22 décembre 1976 au 9 janvier 1977, sous forme de concours, la 2e Biennale internationale des Arts de l'Estampe et de la Photographie réservée, cette année, exclusivement à l'estampe (gravure, lithographie, sérigraphie), ouverte à tous les artistes et dotée de nombreux prix en espèces et en nature.
Les artistes intéressés par ce concours peuvent demander le règlement au :
Secrétariat de la Biennale des Arts de l'Estampe
CASINO MUNICIPAL
La Croisette - 06400 CANNES.

LE PRIX DE LA CRÉATION

Le budget 1977

Beaubourg l'Opéra et les autres

QUINZE pour cent d'augmentation des crédits de paiement attribués au secrétariat d'Etat à la culture dans le projet de loi de finances pour 1977 : le budget de la rue de Valois s'élèverait à 1 846 833 232 F contre 1 605 025 887 F en 1976. Cette progression, supérieure à la moyenne (13,7 %) prévue par le plan Barre, indique l'urgence de certaines dépenses ; dans quelques secteurs, ce ne sont d'ailleurs que des rattrapages.

Le secrétariat d'Etat a accordé la priorité : au renforcement de ses moyens en personnel, deux cent cinq emplois, dont cinquante-deux pour la lecture publique ; à la revalorisation des métiers d'art (15 millions) ; à l'aide au cinéma (11,39 millions contre 7,62 en 1976, qui seront affectés particulièrement au court métrage, à l'Institut des hautes études cinématographiques, à la Cinémathèque française et au Musée du cinéma) ; au « rétablissement » *financier de l'Opéra, qui bénéficie d'une mesure nouvelle de 37,1 millions afin de maintenir son* « haut niveau artistique » *malgré l'*« encadrement de ses dépenses » *; au centre Georges-Pompidou (34,4 millions supplémentaires sont attribués à Beaubourg pour* « assurer en année pleine la marche de l'établissement ») *; à l'animation culturelle en milieu scolaire (26 millions) ; au théâtre et à l'action culturelle, où un certain nombre d'engagements de M. Michel Guy, prédécesseur de Mme Giroud rue de Valois, concernant notamment les centres dramatiques et les maisons de la culture, seront financés par 26,3 millions de crédits nouveaux ; à la musique, où 24,9 millions de plus seront consacrés en particulier à l'*« actualisation des masses salariales » *(12 millions) ; aux orchestres régionaux issus de l'ex-O.R.T.F. (1,7 million) ; à l'Ensemble intercontemporain de Pierre Boulez et au Groupe vocal de France (4,1 millions) ; enfin, la politique des chartes est consacrée par une dotation relativement importante : les programmes culturels concertés entre l'Etat et les collectivités se verront crédités de 41 millions — ce qui représente le coût des engagements pris à l'heure actuelle.*

C'est également par le biais des chartes que vont s'exprimer les créations d'équipements culturels décentralisés : 49,2 millions. Mais cette somme apparaît dérisoire à côté des 51 millions (d'autorisations de programme) et des 94,07 millions (de crédits de paiement) libérés pour le seul centre Beaubourg. Au total, les dépenses d'équipement envisagées pour 1977 s'élèveraient à 483,74 millions pour les autorisations de programme et à 391,92 millions pour les crédits de paiement. Bénéficiaires cette année : la direction du Livre (32 millions en faveur des bibliothèques municipales et des bibliothèques centrales de prêt) et la protection du patrimoine, architectural en particulier, la direction de l'architecture recevant une dotation de 225,9 millions (bien que celle-ci progresse à peine de 10 %).

Dans ce budget de transition, où Mme Giroud n'annonce pas de grandes options — l'exemple des difficultés rencontrées par son prédécesseur est édifiant, mais peut-être réserve-t-elle ses projets aux députés ? — il s'agira principalement d'assainir la situation financière d'un secteur dont la gestion fut parfois hasardeuse et de restaurer une certaine confiance. Si l'importance des sommes attribuées à Beaubourg et à l'Opéra risque d'être remise en cause dans l'hémicyle, ce ne sera pas forcément là le vrai débat : à défaut de moyens suffisants, le secrétariat d'Etat à la culture est, en effet, quasiment contraint de mener simultanément une politique de prestige et des actions à relativement court terme.

M. E.

L'exemple du Théâtre du Miroir

Le 6 juillet dernier, M. Michel Guy, alors secrétaire d'Etat à la culture, annonçait la politique d'austérité et, en avant-première, modifiait son budget, entraînant des coupes dans les subventions accordées à la création, au mieux une stagnation, ce qui revient de toute façon à une diminution. Depuis, Mme Françoise Giroud lui a succédé, mais son budget progresse peu. Tous ceux qui — quel que soit leur statut ou leur absence de statut — travaillent à la recherche d'un théâtre non commercial, c'est-à-dire non rentable, sont touchés à des degrés divers. Il n'y a plus de nantis.

L'austérité n'est pas seule en cause. Elle éclaire le terrain bourbeux sur lequel s'est développé le théâtre à vocation populaire, la confusion, les à-peu-près des différentes lignes amorcées par les ministres successifs et jamais abouties. Cette confusion a parfois permis de bricoler quelques sauvetages, de mettre en selle quelques créateurs pleins de talent, mais peindre un mur lézardé ne le consolide pas. L'édifice de la culture ne peut résister plus longtemps aux coups de boutoir, il s'écroule par pans.

En l'absence d'une politique cohérente, il devient difficile de régler les problèmes des uns sans léser les autres, de laisser aux personnels techniques et administratifs leurs emplois et leurs salaires sans sacrifier les collaborateurs artistiques ; nombre de comédiens sont devenus des chômeurs permanents.

En cette absence de politique, où chaque cas devient particulier, nous avons demandé à des hommes de théâtre attachés au secteur public selon des statuts différents de faire le point sur leur situation.

Aujourd'hui, c'est Daniel Mesguich (le Château, le Prince travesti, Britannicus, Andromaque, *cellule de création,* Remembrance d'amour...) *qui s'exprime au nom de sa compagnie, le Théâtre du Miroir.*

QUATRE MILLIONS DE CENTIMES

par DANIEL MESGUICH

LE Théâtre du Miroir n'est pas une compagnie régulièrement subventionnée. Elle reçoit une aide proposée par une commission. Elle a reçu en 1974 10 000 F ; en 1975, 15 000 F ; en 1976, 40 000 F. En trois ans, elle a créé 11 spectacles, donné 298 représentations pour environ 52 000 spectateurs. Elle a été encensée, violemment critiquée. Son existence a été en tout cas reconnue par la presse et par le public.

Si le cahier des charges du parfait petit animateur est rempli, pourquoi le Théâtre du Miroir ne reçoit-il pour produire trois ou quatre spectacles par an que le cinquième à peu près du coût d'un seul spectacle décent ? Il ne reste plus qu'à croire, alors, que ce sont les critères artistiques qui font problème. Problème qui ne se manifeste pas dans une censure opérée de front, ce qui supposerait un jugement, donc une connaissance de notre travail, mais plutôt dans une impuissance précisément à accéder à la connaissance de ce travail. Or (petit passage obligé à travers l'idéologie) :

— Nous ne sommes pas de ceux qui, tristement, ignorent bel et bien les apports théoriques fondamentaux de Brecht et d'Artaud, et qui continuent de faire campagne, inlassables, victimes écrasées à la charnière de l'histoire, par le naturel, l'empirisme, la spontanéité, le cœur, le sentiment, le bon sens — et ça fait beaucoup de monde ;

— Nous ne sommes pas davantage de ceux qui momifient Brecht ou Artaud, les totémisent, les forclosent par l'incantation même de leur nom à tout bout de plateaux — et ça fait beaucoup de monde encore ;

— Nous ne sommes ni des uns ni des autres, mais de ceux qui tentent d'interroger Brecht depuis Artaud, Artaud depuis Brecht, quitte à déplacer irrespectueusement les noms de ces pères sur l'arbre généalogique, quitte à inquiéter de notre soupçon, de notre souffle, de notre travail, de notre rire aussi, cet arbre devenu gibet, quitte à faire danser ces deux pendus.

— Nous ne sommes pas de ceux qui, sous l'apparence de la modernité, dédaignent de travailler les textes classiques, non parce qu'ils permettraient les « excès », les petites audaces, comme l'affirment ses détracteurs, mais parce que le répertoire c'est le patrimoine, là où il y a les noms de tous les auteurs morts mais bien présents, là où il y a le nom de tous les pères ; et ces textes, nous ne les jouons pas comme s'ils venaient d'être produits, nous ne les « rajeunissons » pas, nous ne les « dépoussiérons » pas (autre apparence de la modernité), nous les mettons en crise, nous les montons, c'est-à-dire les montrons, sans en avoir l'air, *avec* leur poussière, car cette poussière est leur histoire — elle est aussi la nôtre ;

— Nous ne sommes pas de ceux qui — démagogie, ou ignorance — « oublient » de faire travailler au théâtre les sciences de notre époque : psychanalyse, linguistique, sémiotique, etc., parce que, apparemment, le théâtre a quelque chose à voir avec l'écriture, le signe, le sujet, le langage — l'acteur n'est-il pas le premier « voleur de lettres » de la société ?

— Enfin, nous ne sommes pas, comble d'irrévérence, de ceux qui, scouts gris, inféodant la création à l'université, croient que l'intelligence et le sérieux au théâtre passent par la tristesse, et nous prenons le droit de rire...

⁂

On le voit, beaucoup de différences. Et nous voilà épinglés sous l'étiquette délicieusement crétinisante d'« avant-garde » par quelques joviaux, sous celle tranquillement liquidationniste de « truqueurs mondains » par quelques sinistres. Mais nous avons aussi, c'est vrai, été soutenus, et bien, par beaucoup. Conséquence : le SEC (secrétariat d'Etat à la culture), qui n'a su jusqu'alors que juger le nouveau depuis l'ancien, se trouve réduit à calculer sur un coin de bureau cette moyenne absurde : grands génies + truqueurs mondains + avant-garde + petits plaisantins = 4 millions de centimes. Nous essayons de rire, mais nous ne pouvons plus.

Le dérisoire de cette somme entrave toute possibilité réelle de travail, et ce, paradoxalement aujourd'hui plus qu'hier puisque ce dérisoire va jusqu'à faire se retourner contre nous, ne lui faisant pas balance, la « notoriété » que nous avons acquise depuis trois ans. En effet, exemple : s'il n'est déjà pas normal qu'un metteur en scène qui débute sous-paye des acteurs (Nathalie Nell, Serge Valetti, Jean-Louis Grinfeld, Yves Gourvil...) il lui devient impossible — et ce serait scandaleux — de le faire lorsqu'il est plus connu. Autre exemple : les directeurs de théâtre, ignorants de notre misère, nous offrent moins *facilement*, nantis qu'ils nous croient, les possibilités qu'ils offriraient à des débutants. Mais il paraît que l'on en offre de moins en moins aux débutants.

Notre situation est donc momentanément — mais fortement — bloquée. Momentanément, car des changements partout enregistrables sont en train d'avoir lieu, dans l'édition, dans le cinéma, dans le théâtre même. Fortement, car si ces changements ne peuvent être enrayés, ils peuvent être freinés et, dans l'immédiat, les travaux de quelques-uns (et ces quelques-uns eux-mêmes) peuvent être gâchés, et j'ai entendu dire que ce n'était pas le temps du gaspillage.

S'il devient évident qu'il n'y a pas d'avenir possible pour le théâtre dans la poursuite linéaire des idéologies « artistiques » déjà existantes, il devient aussi évident qu'il faut prendre un pari pour un théâtre situé *ailleurs*. Or, et ce n'est pas la moindre contradiction dans notre démocratie, qui peut et doit prendre ce genre de pari, sinon le secrétariat d'Etat à la culture, notre seul patron ?

Pas de combat économique sans combat idéologique et, en même temps, pas de solution artistique sans solution financière.

Pas de théâtre de demain sans argent d'aujourd'hui, et cet argent est urgent, demain c'est bientôt.

Car je ne sais pas si tous l'ont remarqué, mais c'est déjà le soir.

De bouche à oreille
le monde dit...
VOIR
NU A L'ÈRE NUE
MAYOL
16 h. 15 - 21 h. 15
RÉSERVATION : 770-95-08

SALLES CLASSÉES
CINÉMAS d'ART
et d'ESSAI
(A.F.C.A.E.)

ST. BERTRAND 29, rue Bertrand SUF. 64-66
MARYLIN
Marylin MONROE à la FOX
CABARET
de Bob FOSSE avec Liza MINNELLI

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
A 12 H. 15 ET TOUTES LES 2 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
(INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS.)

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
A 13 H. 45 ET TOUTES LES 2 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
(INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS.)
A 12 HEURES ET 24 HEURES :
THE LAST PICTURE SHOW
de Peter BOGDANOVITCH

LE STUDIO 2, rue Edouard-Poisson 93 - AUBERVILLIERS
THEATRE DE LA COMMUNE. — 833-16-18.
MERCREDI 19 H. - VENDREDI 21 H. 30
SAMEDI 19 H. - DIMANCHE 18 H. :
LE DERNIER TANGO A PARIS
de Bernardo BERTOLUCCI
MERCREDI 21 H. 30 - SAMEDI 14 H. 30
SAMEDI 21 H. 30 - MARDI 19 H. :
LA MARQUISE D'O
d'Eric ROHMER
VENDREDI 19 H. - SAMEDI 16 H. 30
DIMANCHE 15 H. 30 - MARDI 21 H. 30 :
LES MILLE ET UNE NUITS
de Pier-Paolo PASOLINI

LA CINÉMATHÈQUE
DE PARIS
68, BD MALESHERBES - PARIS 8
TÉLÉPHONE 522.22.36
location de films muets et sonores
8 mm - super 8 - 9,5 - 16 mm
catalogue gratuit sur demande

CONCERT EXCEPTIONNEL
Jean-Pierre MAS (piano)
Césarius ALVIM (contrebasse)
Jeudi 14 octobre 20 h. 30
MUSÉE D'ART MODERNE
11, avenue du Président-Wilson. — Métro Alma

Théâtre des Champs-Elysées
20 octobre
à 20 h 30
HENRYK SZERYNG
violon
et
l'Orchestre National de France
dir. Gabriel Chmura
Berg - Mozart
PHILIPS
Extrait du catalogue :
Mozart : concerto K 219
disque 6839 027 musicassette 7328 105
PHILIPS

RESEAU FRANCE
VENTE
SERVICE
LOCATION CONCERTS

PARIS: Magne
BORDEAUX: S.I.L.E.R.

DIJON: Pansiot
GRENOBLE: Blanc-Gonnet
LE MANS: Sinigaglia
LILLE: Schillio
LYON: Dugas
MARSEILLE: Europe Musique
Pianos Gaffarel

METZ: Bouvier
MONTPELLIER: Bonnevide
MULHOUSE: d'Orelli
NANTES: Desovedavy
NEVERS: Martin
TOULON: Argence Frère
TOULOUSE: Baron

Le sommet
de qualité
race
charme
musicalité
Le piano au superlatif
Bösendorfer
Vienne-Autriche

Expositions

RAMSES LE GRAND. — Grand Palais, entrée avenue de Selves (231-81-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 octobre.

L'AMERIQUE VUE PAR L'EUROPE. — Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 8 F; le samedi : 5 F. Jusqu'au 3 janvier 1977.

TROISIEME FOIRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN. — Grand Palais, avenue Winston-Churchill (522-99-30). En semaine, de 14 h. à 23 h., sam. et dim., de 10 h. à 20 h. Entrée : 10 F. Du 17 au 24 octobre.

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI — Grand Palais (225-28-63, de 15 h. à 19 h.). De 11 h. à 19 h. Jusqu'au 17 octobre.

AZTLAN, TERRE DES AZTEQUES. Images d'un nouveau monde. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 7 novembre.

TECHNIQUE DE LA PEINTURE : L'ATELIER. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 heures. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 8 novembre.

DESSINS FRANÇAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO, DE WATTEAU A PICASSO — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (voir ci-dessus). Entrée : 7 F; le dimanche : 3 F (gratuite le 7 novembre). Du 16 octobre au 17 janvier.

ART PORTUGAIS CONTEMPORAIN. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 14 novembre.

ARNOLDO POMODORO. Sculptures 1960-1974. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à fin octobre.

RAOUL DUFY, DANS LES COLLECTIONS DE LA VILLE DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). A partir du 16 octobre.

LOUIS LE BROCQUY. Portraits imaginaires de Yeats. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 16 octobre au 14 novembre.

KLAUS RINKE. Rétrospective 1969-1976. — ARC 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 octobre.

LUMINY. Atelier de peinture de l'Ecole d'art de Marseille. — ARC 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 octobre.

CINQUANTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1925. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-2-14). Sauf mardi de 12 h. à 18 h.; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 8 francs. Du 15 octobre au 2 février.

Depuis le 6 octobre, les salles permanentes du musée sont ouvertes tous les jours, sauf le mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h : le dimanche, de 10 h. à 17 h.

CHEFS-D'ŒUVRE DE MUSEES DES ETATS-UNIS, DE GIORGIONE A PICASSO. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (224-07-02). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 5 décembre.

PRAGUE, CAPITALE AUX TRADITIONS ANCESTRALES. — Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Sauf dimanche (et jeudi 14 octobre), de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

CASA DE VELAZQUEZ, EXPOSITION 1976. — Musée comtesse de Caen, Institut de France, 25, quai Conti (326-22-47). Jusqu'au 24 octobre.

CLAUDE-JOSEPH VERNET (1714-1789). — Musée de la marine, palais de Chaillot. Sauf mardi et jours fériés, de 10 h. à 17 h. Du 15 octobre au 9 janvier.

ARCHITECTURES A PARIS. 1848-1914. Familièrement inconnues. — Bon Marché, angle rue de Babylone, rue du Bac (887-24-14). Sauf dimanche, de 9 h. 30 à 18 h. 45. Entrée libre. Jusqu'au 16 octobre.

PIRANESE ET LES FRANÇAIS. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (887-24-14). De 10 h. à 19 h.; le mercredi jusqu'à 21 h. Jusqu'au 15 novembre.

CERFS-VOLANTS-IMAGES POUR LE CIEL. — 11, rue Berryer (278-10-00). Sauf mardi, jusqu'au 24 oct.

LESLIE KRIMS, DUANE MICHALS, BURK UZZLE. — Musée Galliera, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (278-10-00). Sauf le lundi, De 12 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 24 octobre.

ALSACE, FOUILLES ET ACQUISITIONS RECENTES. — Musée national des arts et traditions populaires, 6, route du Mahatma-Gandhi (722-07-41). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F; le dimanche : 3 F (gratuite le 20 décembre). Jusqu'au 3 janvier.

CERAMIQUES DE TCH'ANG-CHA. Quelques pièces des HAN aux T'ANG de la collection MU-FEI. — Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (522-23-31). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 3 F. Jusqu'au 15 décembre.

RODIN ET LES ECRIVAINS DE SON TEMPS. Sculptures, dessins, lettres et livres du Fonds Rodin. — Musée Rodin, 7, rue de Varenne (551-01-34). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F; le dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 18 octobre.

L'ANIMAL DE LASCAUX A PICASSO. — Muséum national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS PARISIENS DES XIXe ET XXe SIECLES. — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-18). De 10 h. à 17 h. 40. Prolongée jusqu'en janvier.

IMAGES DE LUMIERE : Vitraux, tapisseries, manuscrits. — Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. Tous les jours, de 10 h. à 20 h. Prolongée jusqu'au 30 octobre.

DESSINS ET TRAVAUX D'AUJOURD'HUI des élèves des cours supérieurs de dessin de la Ville de Paris. — Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (278-14-60). Sauf dim. et lundi, de 13 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 4 décembre.

CENTRES CULTURELS

THREE FROM NY/PAPER-WORKS : Blythe Bohnen, Stephanie Brody Lederman, Dottie Attie. — **ALAN SONFIST,** Autobiography of a time landscape. — Centre culturel américain, 3, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 19 novembre.

RUDOLF-WERNER ACKERMANN, aquarelles, eaux-fortes. — Centre culturel allemand, 31, rue de Condé. Sauf samedi et dimanche, de 12 h. à 20 h. Jusqu'au 13 novembre.

LES OASIS SPONTANEES. Poèmes de Sadi de Gorter et gravures de Jan Meijer. — Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h. à 19 h. Jusqu'au 24 octobre.

ERNST JOSEPHSON (1851-1906). Peintures et dessins 1888-1906. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (272-87-50). Tous les jours, de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 28 novembre.

HERTA HILLFON, sculptures. — Centre culturel suédois (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 novembre.

COTE DE L'ATLANTIQUE. UN JOURNAL ILLUSTRE. — Cinquante-deux articles de Terre-Neuve, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Edouard et Nouvelle-Ecosse. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Jusqu'au 24 octobre.

GRAVURES ET DESSINS CONTEMPORAINS (Abecassis, Alvarez, Aspert, Blanchard, etc.). — American Center, 261, boulevard Raspail (633-59-16). Sauf dimanche, de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 27 octobre.

LES TECHNIQUES DE FABRICATION DU LIVRE. — Maison des métiers d'art français, 28, rue du Bac (261-58-54). Sauf dimanche et lundi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 30 octobre.

VIVE LE Ve. L'histoire populaire d'un arrondissement de Paris. — Maison pour tous, 76, rue Mouffetard (337-42-18). Jusque fin novembre.

OBJECTIF PEINTURE : Adami, Arikha, Arroyo, Boltanski, Clergue, Fougeron, etc. — Grand hall, Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy. Tous les jours, de 11 heures à 20 heures. Entrée libre. Jusqu'au 24 octobre.

LES NOUVEAUX REALISTES : Arman, César, Christo, Deschamps, Dufrêne, etc. — Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (887-31-51). Jusqu'au 15 novembre.

DUFRENE, HAINS, ROTELLA, VILLEGLÉ. Travaux récents. — Galerie Jean Larcade, 20, rue du Temple (272-89-56). Jusqu'au 5 novembre.

RENAUD-BARRAULT ET LEURS AMIS PEINTRES : Acquart, Balthus, Brayer, Brianchon, etc. — Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (033-92-01). Jusque fin novembre.

TAPISSERIES POLONAISES. — Galerie Sin-Paora, 15, rue Etienne-Marcel. Jusqu'au 27 novembre.

CHILI, TROIS ANS DEJA. Dessins politiques, photographies, artisanat. — Cinéma La Clef, 21, rue de la Clef. Jusqu'au 30 octobre.

IVOR ABRAHAMS. Illustrations de dix poèmes et de dix contes d'Edgar Allan Poe. — Librairie-Galerie du Rhinocéros, 9, rue de la Cossonnerie (508-93-03). Jusqu'en novembre.

ADAMI. Peintures récentes. — Galerie Maeght, 13, rue de Téhéran (522-13-19). Jusqu'en novembre.

JEAN ADAMO : Sculptures récentes. — Galerie J.-Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 30 octobre.

CHAPELAIN-MIDY. L'espace du dedans. — L'Obsidienne, 28, avenue Matignon (266-67-93). Jusqu'au 15 novembre.

CHAS LABORDE. Dessins, gravures, livres. — Galerie R. Kieffer, 46, rue Saint-André-des-Arts. Jusqu'au 13 novembre.

IGOR DELMAS. — Galerie le Soleil dans la tête, 10, rue de Vaugirard (033-80-91). Jusqu'au 29 octobre.

DOMELA. — Galerie Marguerite Lamy, 4, rue Beaubourg (277-15-12). Jusqu'en décembre.

FITREMANN. Peintures, gouaches, gravures. — Galerie Art 75-63). Octobre-novembre.

MICHEL GERARD. « Pièces au dossier ». Sculptures et dessins. .. Galerie Lacloche, 24, rue de Grenelle (222-74-75). Jusqu'au 13 novembre.

ROEL D'HAESE. Sculptures. — Galerie Claude-Bernard, 5-7, rue des Beaux-Arts (326-23-81). Jusqu'au 30 octobre.

HESSELBARTH. Peintures et dessins. — Galerie Vercamer, 3 bis, rue des Beaux-Arts (633-18-90). Jusqu'au 29 octobre.

HOSIASSON. Œuvres récentes. — Galerie Regards, 40, rue de l'Université (216-10-22). Jusqu'au 20 novembre.

MOSHE KATZ. — Galerie Katia Granoff, 13, quai Conti (033-41-92). Jusqu'au 26 octobre.

YVES KLEIN. Feux. — Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon (325-11-24). Jusqu'au 20 novembre.

MADELEINE LUKA. — Galerie Maurice Garnier, 6, rue Matignon (225-61-65). Jusqu'au 30 octobre.

LUSSON. Gouaches récentes. — Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 6 novembre.

PANAMARENKO. — Galerie Bama, 80, rue du Bac (548-87-98). Jusqu'au 6 novembre.

JEAN-MARC PHILIPPE. Œuvres récentes. — Galerie Attali, 159, boulevard Saint-Germain (548-58-93). Jusqu'au 14 novembre.

POMMEREULLE. « Plus un éclair vers l'Est. » Multiples. — Galerie Valois, 20, rue Saint-Denis (508-40-03). Jusqu'au 30 octobre.

MAURICE ROCHER. Peintures 1964-1976. — M.J.C. « les Hauts-de-Belleville », 43, rue du Borrégo (636-68-13). Jusqu'au 31 octobre.

VIDALENS. Œuvres récentes. — Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (326-99-73). Jusqu'au 30 octobre.

GOTTFRIED WIEGAND. Dessins, aquarelles. — Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51) Jusqu'au 13 novembre.

PAUL WUNDERLICH. — Galerie Octave-Negru, 23, rue de Seine (325-76-15). Jusqu'au 13 novembre.

LES CENT MERVEILLES. — Village suisse (734-91-97). De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

EN BANLIEUE

EVRY. Sculptures contemporaines. — Agora, place des Terrasses. Jusqu'au 30 octobre.

GENTILLY. Guido Llinas. Pinturas negras 1965-1975. — Centre municipal de santé, 6, rue Tenine. Jusqu'au 30 octobre.

Carmelo Carra, Guido Llinas, A. Marcos, Jack Vanarsky. — Cercle culturel du Chaperon-Vert (735-51-93). Sauf dimanche et lundi, de 16 heures à 19 h. 30. Jusqu'au 23 octobre.

SEVRES. Collections de céramique américaine : du précolombien au dix-neuvième siècle. — Musée national de la céramique. Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 heures et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Entrée : 5 F. Octobre.

VERSAILLES. Exposition Palladio. — Syndicat d'initiative, 7, rue des Réservoirs. Jusqu'au 24 novembre.

PHOTOGRAPHIE

MARY PITTS ET MARGO DAVIS. — Centre culturel américain, 3, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 16 novembre.

EDDIE KULIGOWSKI, prix Niepce 1976. — Galerie Noir et Blanc, 3, rue de l'Amiral-Roussin. Sauf dim., de 13 h. à 20 h.

CLAUDE LE-ANH ET LE GROUPE TSE. — Théâtre Essaïon, 6, rue Pierre-au-Lard (343-05-79). Jusqu'au 31 décembre.

LEWIS CARROLL. — Galerie Contrejour, 19, rue de l'Ouest. Jusqu'au 18 octobre.

BERNARD PLOSSU, PABLO MONASTERIO. — La Photogalerie, 2, rue Christine.

WOLF VON DER BUSSCHE. — Galerie Agathe-Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (277-28-21). Sauf dim. et lundi, de 13 h. à 19 h. Jusqu'au 6 novembre.

DANIELE LEGERON, photographe, et **YVES LERAY,** dessinateur. — Galerie DL, 26, rue de Richelieu (206-37-21). Jusqu'au 29 octobre.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. JAZZ ET PEINTURE. — Théâtre, 71, place du 11-Novembre, à Malakoff, et Bibliothèque Pablo-Neruda, 24, rue Béranger, à Malakoff. Jusqu'au 17 octobre.

IMAGES DE L'INDEPENDANCE DES ETATS-UNIS. — Maison de Quartier, place du Parc-au-Lièvre, à Evry (077-13-83).

MINOR WHITE ET STAN GILULA. — Galerie la Main jaune, 2, avenue du Général-de-Gaulle, à Tours (05-41-93, poste 850). Jusqu'au 23 octobre.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE
72 boulevard Rochechouart 75018 Paris
métro Anvers Tél. 606.99.72

Claude Martinez et Paul Lederman
Daniel Darès producteur délégué
présentent

COLUCHE
et
MYRIAM MÉZIÈRES
dans
Ginette Lacaze

Spectacle écrit et mis en scène par Coluche
Musique de Xavier Thibault
avec
JOSIANE BALASKO
GÉRARD LANVIN
THIERRY LHERMITTE
MICHEL PUTERFLAM
MARTIN LAMOTTE
CHRISTIAN CLAVIER

A PARTIR DU 26 OCTOBRE
Soirées 20h.15
Matinées samedi et dimanche 17h.
(Relâche dimanche soir et lundi)
Location ouverte : Théâtre et Agences

NAVY CLUB
RESTAURANT de 19 H à l'aube
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube
SALLES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ
58 bd de l'Hôpital 13e - 535.91.94/99.86 .Fermé Lundi sauf férié

TOUR EIFFEL
Déjeuners d'Affaires
Dîners Spectacle
705-19-59 - 44-67

BAR ALEXANDRE
Ambiance Piano de 18 à 2 h. matin
FROID BUFFET CHAUD
et la gamme des
COCKTAILS de son BARMAN
63, av. George-V (8e) - 720-17-80

CADRE ANCIEN DE REPUTATION MONDIALE
Lapérouse
DEJEUNERS service compris DINERS
60 F GRANDE CARTE 90 F
51, quai des Grands-Augustins (6e)
Réserv. 326-68-04 - F. dim.

Le restaurant le plus haut de Paris.

Déjeunez, dînez, soupez avec Paris à vos pieds au Ciel de Paris, le restaurant du 56e étage de la tour Montparnasse.
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking sous la tour.
Réceptions jusqu'à 250 personnes sur l'étage
538.52.35
Le Ciel de Paris

VOTRE TABLE CE SOIR

OU DINER

L'ALSACE AUX HALLES 236-74-24 16, rue Coquillière, 1er. T.l.j.	Ouv. Jour et nuit. Chans. et mus. de 22 h. à 6 h. mat. av. nos animat. Spéc. alsaciennes. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
ASSIETTE AU BŒUF-POCCARDI 9, bd des Italiens, 2e. T.l.jrs ●	MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 22 F s.n.c. le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin avec ambiance musicale.
BOFINGER 272-87-82 5, rue de la Bastille, 4e.	Déjeuners, dîners, soupers. La plus ancienne et la plus belle brasserie de Paris. Parking facile sur la place. Banc d'huîtres. Ouvert dimanche.
CHEZ HANSI 548-96-42 3, place du 18-Juin, 6e. T.l.jrs	Jusqu'à 2 h. du mat. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
ASSIETTE AU BŒUF T.l.jrs Face église St-Germain-des-Prés, 6e	MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 22 F s.n.c. le midi et le soir jusqu'à 1 h. 30 du matin avec ambiance musicale.
LE GIT-LE-CŒUR 633-02-06 14, rue Git-le-Cœur, 6e. F/dim.	Repas d'affaires. P.M.R. 60 F. Pot-au-feu, Petit Salé aux lentilles. Fricassée de poulet à l'oseille. Aiguillette de canard. Ses POISSONS.
CANTEGRILL 734-90-56 73, av. de Suffren, 7e.	Dans un décor marin luxueux, confortable, Monique VILLARET vous présente : Carte de grande Classe. Vin CHATEAU CANTEGRILL. à partir de 50 F.
NAPOLEON T.l.jrs 227-99-50 38, av. Friedland, 8e. Jusq. 22 h. 30	G.P. Baumann, créateur des célèbres choucroutes au poisson, au confit de canard, vous les présente sur sa carte parmi d'autres ainsi qu'un choix de spécialités de la mer dont maints chroniqueurs ont parlé.
ASSIETTE AU BŒUF T.l.jrs 123, Champs-Elysées, 8e.	MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 22 F s.n.c. le midi et le soir jusqu'à 1 h. 30 du matin.
LA MAISON QUEBECOISE 720-30-14 20, r. Quentin-Bauchart, 8e. F/dim.	STEAK HOUSE et BRASSERIE. Spéc. Québécoises. Ses grillades au feu de bois. Smoked meat et la bière LABATT 50. MENU 35 F boiss. s.c.
CAFE D'ANGLETERRE 770-91-35 Carref. Richelieu-Drouot, 9e T.l.j.	Jusq. 2 h. Magnifique terrasse sur les Grands Boulevards. Ses grillades, poissons et fruits de mer. MENUS 28 et 33 F. Boisson et serv. compr.
AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, faubourg Montmartre, 9e. T.l.j.	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
LA CLOCHE D'OR 874-48-88 3, rue Mansart, 9e. F/dim.	Déj. d'Aff. Dîners Parisiens. Soupers jusqu'à 4 heures du matin. Des plats de jadis chaque jour renouvelés. Fermé le dimanche.
LES VIEUX METIERS 588-90-03 ● 13, bd Auguste-Blanqui, 13e. F/lun.	Ecrevisses flambées. Langouste grillée. Poulette mousserons. Canard cidre. Pâtisserie maison. Sancerre Roland Salmon. Bourgogne Michel Malard. Cuisine Michel Moisan. Souper aux chandelles, 50 à 90 F.
LA CAVERNE D'ALI BABA 533-61-17 19, r. A.-Chabrières, 15e. F/dim.	Ouv. jusqu'à 24 h. Spéc. algériennes. Le jeune patron aux fourneaux. Brik farcie 8, sardines farcies à l'orientale 9, couscous de 15 à 25 F.
AUX CAPITOULS F. dim. sam. midi 10, r. Villebois-Mareuil, 17e, 380-26-44	Spécialités toulousaines : Foie gras 30 F. Cassoulet au confit 25 F. Gésiers d'oie aux morilles 24 F. Filet mignon toulousain 26 F.

DINERS-SPECTACLES

BARCELONA 824-47-56 9, rue Geoffroy-Marie, 9e. T.l.s	Jusqu'à 2 h. du mat. Spéc. espagnoles : Paella Valenciana, Zarzuela, Gambas à la Plancha, Calamares à la Romana. Spectacle de chants et de danses d'Espagne. Après minuit CUADRO, flamenco et guitares.
CHEZ VINCENT NOR. 21-27 4, rue Saint-Laurent, 10e. F/lun.	Attractions avec LOS MUCHACHOS et NINO de MURCIA. Dîners dansants aux chandelles. Spécialités espagnoles et françaises.
LA MAIN AU PANIER 3, rue de Poissy, 5e. 633-33-63	PASCAL OLIVIER présente tout un programme d'humour et de gaieté et JACK GAUTHIER menu 65 F (Service et vin en +). Fermé dim.
L'OREE DU BOIS 722-94-92 Porte Maillot. Ts les jours	Marcel BEKIER présente sa formule à 135 F vin compris, service en sus : repas à 20 h. 30, spectacle à 22 h. avec de nombreuses vedettes.

RESTAURANTS OUVERTS APRÈS MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS
171, bd du Montparnasse.
326-70-50, 033-21-68
Au piano Yvan Meyer

LE GRAND ZING 770-88-64 Tous les jours
COQUILLAGES - POISSONS
5, rue du Fg-Montmartre, 9e

LE LOUIS XIV 8, bd St-Denis 208-56-56
Huîtres - Fruits de Mer - Gibiers
Parking. Fermé lundi et mardi.

JULIEN Tous les soirs jusqu'à 1 h. 30 (sf dim.)
16, rue du Fg-Saint-Denis, 10e.
770-12-06.

GUY 6, rue Mabillon. 633-87-61
Saint-Germain-des-Prés
SOUPER BRESILIEN
FEIJOADA - CHURRASCOS - CAMAROES

DESSIRIER T.l.j. - 754-74-14.
9, pl. Pereire (17e).
LE SPECIALISTE DE L'HUITRE
Poissons - Spécialités - Grillades.

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : Prix moyen du repas

Aux Champs-Elysées
COTE de BŒUF
GÉANTE 23.30
LEGUME
Bière ou Café
Service compris
60, rue P.-Charron (8e) WESTERN STEAK
Dans un cadre agréable

FLO
SON BANC D'HUITRES
63, rue du Fg-St-Denis - 770-13-59 (F. dim.)

AU CHARBON DE BOIS
LA GRILLADE DEVIENT GASTRONOMIE
16, rue du Dragon (6e) — 10, rue Guichard (16e)
LIT. 57-04 AUT. 77-49

LA RENCONTRE
DEJEUNERS
DINERS-SOUPERS
AMBIANCE 1930
19, R. BUFFAULT - 75009 PARIS - 280.27.27

JEAN-PIERRE
SA CARTE DE PRESTIGE : SOUPE du PÊCHEUR 12, Filet de Barbue à l'Oseille 29, RIS de VEAU aux Morilles 46, Magret de canard 44
DES PLATS CLASSIQUES : SALADE aux LARDONS, 15, ONGLET à l'échalote 22, GOULASCH Hongroise 17, PAVÉ grillé aux Herbes 26
SA FORMULE « AUTOUR D'UN PLAT », 21 F ■ CADRE AGRÉABLE
6, place Pereire (17e) ETO. 01-41 T.l.jrs

CABARETS

UNE NUIT AU CRAZY HORSE
15 SUPER BEAUTÉS
1er SHOW : 21H45 - 2me SHOW : 00H15
RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS
225-69-69
12 Av George V (Alma)

BAL DU MOULIN ROUGE
606.00.19/73.02
ET AGENCES
LISETTE MALIDOR
FOLLEMENT
20 H 30 DINER-CHAMP.-REVUE
163F par pers.
22 H 30 CHAMP.-REVUE
105F par pers.
SERVICE COMPRIS

LIDO
359.11.61/72.29 et agences
20 h DINER DANSANT avec 1/2 champagne Revue 22 h 30 } 163F
22 h 30 et 0 h 45 } Champagne Revue 105F
SERVICE COMPRIS

TSAREVITCH
1, rue des Colonels-Renard. 754-72-99.
DINERS ET SOUPERS SPECTACLE à partir de 20 h 30
V. POLIAKOFF ● DJAN TATLAN
KOSTIA KOTLAROW ● KATIA D'ALBIEZE ● CRISTINA
G. BORODO ● J. MALVAUT et ses tziganes avec le virtuose cymbaliste P. SANDOR

La BELLE EPOQUE
36, RUE DES PETITS-CHAMPS - OPE 63.33
DINER SPECTACLE DANSANT 90 F
(Boisson et service en sus)
Soirée animée par CARLO NELL
GUY MARDEL
NANCY HOLLOWAY
CHRISTIAN MÉRY
JACKIE. ROLLIN SARDOU
PHILIPPE NORMAN
LOS NINOS

Une Nouveauté...
LA BOULANGERIE
199, r. St-Honoré (1er)
ÉRIC VINCENT
DANIÈLE BORANO
Auteur-Compositeur
CLAUDE AYRENS
Illusionniste
Le Quatuor Jazz Raphaël FAYS
260-60-57

THEATRE ANTOINE
SIMONE BERRIAU (208.77.71)
les frères Jacques

THEATRE FONTAINE
JEAN-PIERRE CASSEL
TANYA LOPERT
COMME AVANT
Comédie de Pascal JARDIN
d'après "Collaborators" de John MORTIMER
Décor de Hubert MONLOUP
avec Marion LORAN • J.E. DALMER
Mise en scène de Andréas VOUTSINAS

théâtre de la commune
centre dramatique national
direction
gabriel garran - pierre vielhescaze
93300 Aubervilliers - Tél. 833-16-16
à partir du 8 octobre
QUATRE À QUATRE

CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

CENTRE CULTUREL ALLEMAND
GOETHE-INSTITUT
17 avenue d'Iéna - 16e

Mercredi 13 octobre, 20 h. 30
RENCONTRE-DÉBAT
AVEC PETER STEIN
Le travail
de la Schaubühne de Berlin
(Projection de son film « Sommergäste » d'après Gorki le jeudi 14 octobre à 18 h. et 21 h.)

Vendredi 15 octobre, 21 h.
DEBAT
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE APRÈS LES ÉLECTIONS
Alfred GROSSER - Klaus LIEPELT

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7e
Mercredi 20 octobre
MARIONNETTES MÉRINAT
A 15 h. pour enfants
à 20 h. 45 pour adultes
Tél. 551-35-73 - Métro Invalides

INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7e
Jusqu'au 24 octobre
OASIS SPONTANÉE
poèmes Sadi de Gorter
gravures de Jan Meijer
Ts les jrs 13 h. - 19 h., sf lundi

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Payenne - 3e
Jusqu'au 7 novembre
HERTHA HILLFON
sculptures
Tous les jours de 14 h. à 18 h.
Entrée libre

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

OPERA, salle Favart (073-95-26). Les 13, 15, 16, 18, 19, 21, 23, à 19 h. 30, le 14 à 20 h. (abon. H) : Ivan le Terrible ; le 22, à 19 h. 30: Samson et Dalila.
COMEDIE - FRANÇAISE : relâche.
ODEON (325 - 70 - 32), à partir du 17, Bertolt Brecht : 20 h. 30, mat. à 16 h., et du 18 au 23 à 20 h. 30: dim, à 16 h. : la Cerisaie (jusqu'au 12).
PETIT-ODEON (L.), à 18 h. 30 : La nuit... les clowns.
CHAILLOT (727 - 81 - 15) D., L.). mat. sam. et mer., 15 h. ; 20 h. 30: Elisabeth Un. — Salle Gémier, à 20 h. 30 : Solitude, la mulâtresse.
TEP (636-79-09) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim, 15 h : Comme il vous plaira. — Petit TEP, 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : A la campagne.

Les salles municipales

NOUVEAU CARRE (277-88-40) (D.L.), 20 h. : Parole de femme ; mer., sam., dim., 15 h. 30 : Cirque à l'ancienne ; 21 h. 30, jeu : folk ; ven. : hoot ; sam. : Free music ; mar. : chanson. A partir du 19, à 21 h. : Irène ou la Résurrection.
THEATRE DE LA VILLE (887-35-39), à partir du 19, à 18 h. 30 : Nicolas Peyrac ; à 20 h. 30 : la Visite de la vieille dame.

Les autres salles

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., à 15 h. : Monsieur chasse.
ATHENEE (073-82-23) (D. soir, L.). 21 h., mat. dim., à 15 h. : le Sequoia.
BIOTHEATRE (261-44-16) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., à 15 h. : la Servante.
CARTOUCHERIE DE VINCENNES, Atelier de l'Epée-de-Bois (347-96-36), mercr., vendr., et lundi, à 21 h. : Yuro
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (278-66-65) (D., L.), à 21 h. : Sauvage.
COMEDIE - CAUMARTIN (073-43-41) (J., D. soir), à 21 h. 10, mat. dim., à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
EDOUARD-VII (073-87-90) (D. soir, L.), à 21 h., mat. dim., à 15 h. : Dis-moi Blaise.
ESSAION (278-46-42) (D. soir, L.), à 20 h. 30, mat. dim., à 16 h. : Notes ; 22 h., mat. dim., à 17 h. 30 : Vierge.
FONTAINE (874-74-40) (J., D. soir), à 20 h. 45, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 : Comme avant.
GAITE-MONTPARNASSE (633-16-18) (D. soir, L.), à 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 : T'es un chic type Charlie Brown.
GALERIE-55 (326-63-51) (D. soir, L.), à 21 h., mat. dim., à 15 h. 30 : Volpone.
GYMNASE MARIE BELL (770-16-15) (L.), à 21 h., mat dim., à 15 h. : Une aspirine pour deux.
HUCHETTE (326-38-99) (D.), à 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
LA BRUYERE (874-76-99) (D. soir, L.), à 21 h., mat. dim., à 15 h. et 18 h. Pour cent briques, t'as plus rien maintenant.
LA MICHODIERE (742-95-22) (D. soir, L.), à 20 h. 45, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 : Acapulco Madame.
MADELEINE (265-07-09) (Mercr., D. soir), à 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 : Peau de vache.
MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.), à 20 h. 45, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 : les Mains sales.
MICHEL (265-35-02) (Mercr.), à 21 h. 10, mat. dim., à 15 h. 10 : Happy Birthday.
MODERNE (874-94-28) (D. soir, L.), à 21 h., mat. dim., à 15 h. et 18 h. : Qui est qui ?
MONTPARNSSE (326-89-90) (D. soir), à 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 ; Même heure l'année prochaine.
MOUFFETARD (336-02-87) (D.), à 20 h. : La Musica. Yes, peut-être ; 22 h. 15 : le Jardin d'à côté.
NOUVEAUTES (770-52-76) (J.), à 21 h., mat. dim., à 16 h. : Nina.
ŒUVRE (874-42-52) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : le Scénario.
ORSAY (548-38-53), les 13, 14, 15 et 16 à 20 h. 30 ; le 17 à 15 h. : l'Amante anglaise. Les 18 et 19 à 20 h. 30 : le Gagaku. II. : les 13, 14, 15 et 16 à 20 h. 30 ; le 17 à 15 h. et 18 h. 30 : le Portrait de Dora. Le 19 à 20 h. 30 : Chrysothemis.
PALACE (770-44-37) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : les Troubadours. II. 19 h., mat. dim. à 18 h. : Paris, c'est grand.
PALAIS - ROYAL (742-84-29) (L.), 20 h. 30, mat. dim, à 15 h. : la Cage aux folles. Le 14 à 14 h. 30 et le 18 à 20 h. 30 : Rencontres du Palais-Royal (Victor Hugo).
PLAISANCE (273-12-65) (D.), 20 h. 30 : Ils sont là.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97) (D.), 20 h. 45, sam. à 20 h. et 22 h. 30 : Isaac et la sage-femme.
RECAMIER (548-63-81) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Tout contre un petit bois.
THEATRE D'ART (508-06-41) ven. à 20 h. 30, mer, sam. et dim. à 18 h. 30 : la Femme de Socrate.
THEATRE DU MARAIS (278-03-53) (D.), 21 h. : la Créole opiniâtre ; 22 h. 30 : Histoire d'amour.
THEATRE DU MANITOUT (325-60-15) mer., lun. et mar. à 20 h. 30 : Dom Juan ; jeu., ven. et sam. à 20 h. 30 : Arlequin poli par amour.
THEATRE DE PARIS (874-20-44) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 17 h. 30 : le Procès de Jeanne d'Arc.
THEATRE STUDIO 14 (325-50-09) (D., L.), 20 h. 45 : Goulagie, l'appel du printemps.
THEATRE PARIS-NORD (228-43-42) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Antoine et Cléopâtre (à partir du 19).
THEATRE SAINT - GEORGES (878-63-47) (J., D. soir), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Lucienne et le boucher.
THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25) (D. soir, L., Mar.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Histoire d'une révolte.
THEATRE PRESENT (203-02-55) (D., L.), 20 h. 30 : Dracula Travel.
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (589-38-69), à la Galerie (D., L.). 21 h. : Raz de marée. A la Resserre (D., L.), 21 h. : Pasolini. Au Grand Théâtre (D., L.). 21 h. : Atelier serge Keuten.
THEATRE 347 (874-28-34) (D. soir, L.). 20 h. 45, mat. sam. et dim à 15 h. : la Veuve rusée.
VARIETES (231-09-92) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : l'Autre Valse.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (742-99-79) (D.), 20 h. 30 : Pulchérie, c'est la vie ; 21 h. 30 : T'es comme fou ; 22 h. 30 : Nadine Mons ; 0 h. 15 : Rêves orientaux.
AU VRAI CHIC PARISIEN (242-73-45) (L.), 20 h. 45 : Festival de la chanson inconnue ; (L.), 21 h. : J.-P. Sèvres ; 23 h. 15 : Pendant les travaux... la fête continue.
LES BLANCS MANTEAUX (277-42-51) (D.), 20 h. 30 : Marc Moro ; 21 h. 30 : les Jeannes ; 22 h. 45 : Patrick Abrial.
CAFE D'EDGAR (326-13-68) (D.), 21 h. : Maffia-Délire ; 22 h. 30 : Sylvie Joly ; II : 22 h. (V. et S. + 23 h. 30) : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
CHEZ FELIX (707-68-78) (L.), 21 h. : Serge Llado ; 22 h. 30 : J. de Roucas.
AU COUPE-CHOU (272-01-73) (D.,L.), 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 30 : Pourquoi pas moi ? ; 23 h. 30 : J'ai fait trois tonneaux dans mon cercueil.
COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D.), 20 h. 30 : Catherine Sauvage ; 22 h. : Zizanie Bretelle.
LE FANAL (231-69-16) (D.), 20 h. 30 : le Président ; 22 h. : la Mariée et le Chasseur de papillon.
LE PETIT CASINO (747-62-76) (D.), 21 h. 15 : Partez du pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.
THEATRE DE DIX HEURES (606-08-35) (D., L.), 20 h. 15 : La démocratie est avancée ; 22 h. : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
LA VEUVE PICHARD (278-67-03) (D.), 22 h. 30 : la Revanche de Louis XI.

Les théâtres de banlieue

AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (833-16-16), les 13, 15, 16, 19 à 20 h. 30 : le 17 à 17 h. : Quatre à quatre.
BEZONS, Théâtre (982-20-88), le 15 à 21 h. : Zac.
BOULOGNE - BILLANCOURT, T.B.B. (603-60-44), les 13, 14, 15, 16 et 19 à 20 h. 30 ; le 17 à 15 h. 30 : Signé Boris Vian ; les 14 et 15 à 14 h. : les Chaises.
IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43) (D. soir, J.), 21 h., mat. dim. à 16 h. (dernière le 17) : Surplus en stock futaille.
FONTENAY - LE - FLEURY, centre Pablo-Neruda (460-20-55), le 16 à 21 h. : la Ballade de Mister Punch.
MARLY - LE - ROI, M.J.C. - Théâtre (958-74-87), le 16 à 21 h. : le Jardin d'à-côté.
MONTROUGE (M.J.C.) (655-82-81), les 13 et 20 à 20 h. 30 : Ballets-théâtre Alain Leduc.
NANTERRE, Théâtre des Amandiers (204-18-81), les 15 et 16 à 20 h. 30 : les Estivants. Les 13, 14 et 17 à 20 h. 30 : Empédocle.
SCEAUX Gémeaux (660-05-64), le 15 à 21 h. le Rêve du Papillon.
SAINT - DENIS, Théâtre G.-Philipe 243-01-30), les 13, 14, 15, 16 à 20 h. 30 ; le 17 à 17 h. : Mère Courage. Le 19 à 20 h. 30 : Catherine Ribeiro.
VERSAILLES, Théâtre Montansier (950-71-18), les 15 et 16 à 21 h. : le Tube. Le 19 à 21 h. : Orchestre de l'Ile-de-France (Beethoven), dir. J. Fournet.
LE VESINET, C.A.C. (976-32-75), le 15 à 21 h. : Chœurs et danses de l'armée soviétique.
VILLEJUIF, Théâtre R.-Rolland (726-15-02), le 16 à 19 h. : la Viande et les Etoiles.
VINCENNES, Théâtre D.-Sorano (374-73-74) (S., D. soir, Mar.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : les Amoureux II (D. soir., L., Mar.), 21 h., mat. dim. à 16 h. : Sans ficelle, ni boîte à clous.
VITRY, C.C. (680-85-20), le 15 à 21 h. : Bernard Lubat. Le 17 à 17 h. : El Teatro Campesino.

Festivals

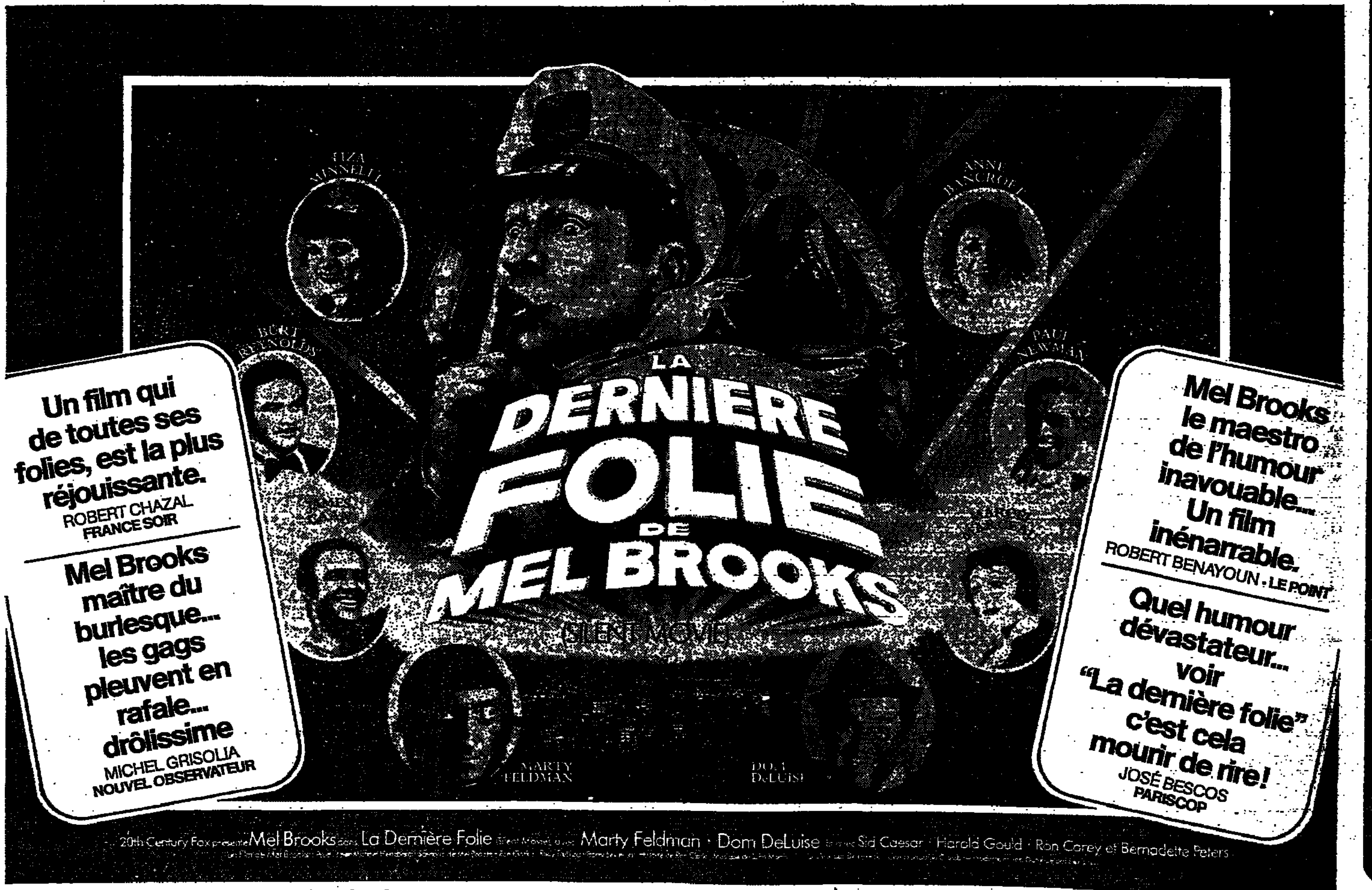
Festival d'automne

THEATRE DES AMANDIERS DE NANTERRE (204-18-81), les 13, 14 et 17, à 20 h. 30 : Empédocle ; les 15 et 16, à 20 h. 30 : les Estivants.
OPERA-COMIQUE (742-72-00), le 13, à 19 h. (dernière) : Einstein on the Beach.
MUSEE GALLIERA, les 13, 14, 15 et 16, à 20 h. 30 : les Musiciens kurdes syriens.
SALLE WAGRAM (278-10-00), à partir du 19, à 20 h. 30 : Music for 18 Musicians (œuvre de Steve Reich).
BOUFFES DU NORD (280-28-04), les 15, 16 et 19, à 20 h. 30 : la Bouteille à la mer.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (359-72-42), à partir du 19, à 20 h. 30 : Martha Graham Dance Company.

Région parisienne

ROYAUMONT, dix-septième saison musicale (470-40-18), le 18, à 20 h. 45 : Reine Gianoli (Schumann, Chopin) ; à 19 h. : la Truite, de Schubert (film de C. Nupen).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)


LIZA MINNELLI
ANNE BANCROFT
BURT REYNOLDS
PAUL NEWMAN
LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS
SILENT MOVIE
MARTY FELDMAN
DOM DeLUISE
Un film qui de toutes ses folies, est la plus réjouissante. ROBERT CHAZAL FRANCE SOIR
Mel Brooks maître du burlesque... les gags pleuvent en rafale... drôlissime MICHEL GRISOLIA NOUVEL OBSERVATEUR
Mel Brooks le maestro de l'humour inavouable... Un film inénarrable. ROBERT BENAYOUN - LE POINT
Quel humour dévastateur... voir "La dernière folie" c'est cela mourir de rire! JOSÉ BESCOS PARISCOP
20th Century Fox présente Mel Brooks dans La Dernière Folie (Silent Movie) avec Marty Feldman · Dom DeLuise et avec Sid Caesar · Harold Gould · Ron Carey et Bernadette Peters

MARIGNAN PATHÉ vo - ÉLYSÉES LINCOLN vo - QUARTIER LATIN vo - QUINTETTE vo - R E X vf - IMPÉRIAL PATHÉ vf - MONTPARNASSE 83 vf
CLICHY PATHÉ vf - MAYFAIR vf - GAUMONT SUD vf - CAMBRONNE vf - LES NATION vf - PLM ST-JACQUES vf
périphérie : BELLE ÉPINE PATHÉ Thiais - CYRANO Versailles - TRICYCLE Asnières - MARLY Enghien - VÉLIZY 2 - MULTICINÉ PATHÉ Champigny
AVIATIC Le Bourget - ARIEL Rueil - GAUMONT Évry

مكتبة الارشيف

هكذا عن الأصل

Cinéma en province

Les exclusivités

BORDEAUX. — Autant en emporte le vent : Ariel (44-31-17) ; Barry Lyndon : Gaumont (48-13-38) ; la Carrière d'une femme de chambre : Ariel (44-31-17) ; le Corps de mon ennemi : Gaumont (48-13-38), Ariel (44-31-17) ; Dracula père et fils : Marivaux (48-43-14) ; Cours après moi que je t'attrape : Français (52-69-47) ; Cria Cuervos : Concorde (91-77-86) ; Face à face : Ariel (44-31-17) ; Fantasia : Club (52-22-17) ; les Hommes du président : Ariel (44-31-17) ; la Marge : Gaumont (48-13-38), Marivaux (48-43-14) ; Mes chers amis : Trianon (52-32-89) ; 1900 : Marivaux (48-43-14) ; Otalia de Bahia : Ariel (44-31-17) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont (48-13-38).

GRENOBLE. — Actes de Marusia : Club (44-53-24) ; Barry Lyndon : Paris (44-05-27) ; la Carrière d'une femme de chambre : Stendhal (96-34-14) ; le Corps de mon ennemi : Grand Place (09-67-10), Eden (44-06-72), Paris (44-05-27) ; Cours après moi que je t'attrape : Grand Place (09-67-10) ; l'Empire des sens : Club (44-53-24) ; Face à face : Stendhal (96-34-14) ; Fantasia : Paris (44-05-27) ; l'Innocent : Stendhal (96-34-14) ; le Lauréat : Grand Place (09-67-10) ; Mes chers amis : Club (44-53-24) ; Orange mécanique : Ritz (87-19-88) ; Une femme fidèle : Grand Place (09-67-10).

LE HAVRE. — Barry Lyndon : Grillon (42-86-50) ; le Corps de mon ennemi : Rex (42-35-91) ; Dracula père et fils : Omnia (42-72-60) ; l'Exorciste : Alhambra (42-14-45) ; les Hommes du président : Empire (42-31-11).

LILLE. — Barry Lyndon : Ritz (55-23-57) ; Bugsy Malone : Pathé (57-32-71) ; le Corps de mon ennemi : Cinéac (55-02-01), Concorde (51-21-12), Métropole (55-22-58), Splendid (56-46-16) ; Cours après moi que je t'attrape : Ariel (54-68-35) ; l'Empire des sens : Kinopanorama (54-78-46) ; Dracula père et fils : Familia (57-38-55) ; Face à face : Ariel (54-68-35) ; Fantasia : Métropole (55-22-58), Ariel (54-68-35) ; Festival Pasolini (le Décaméron) : Ariel (54-68-35) ; Frissons : Concorde (51-21-12) ; les Hommes du président : Ariel (54-68-35) ; l'Innocent : Ariel (54-68-35) ; la Marge : Pathé (57-32-71) ; 1900 : Pathé (57-32-71) ; Taxi Driver : Métropole (55-22-58) ; le Trouble-Fesses : Capitole (54-78-56).

LYON — Actes de Marusia : C.N.P. Lyon (27-26-25) ; Amarcord : Fourmi (60-84-89) ; Alexandre le Bienheureux : U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; L'Apache : U.G.C. Scala (42-15-41) ; Apocalypse 2024 : C.N.P. Villeurbanne (68-23-07) ; Barry Lyndon : Royal (37-31-49) ; Buffalo Bill et les Indiens : U.G.C. Scala (42-15-41) ; la Carrière d'une femme de chambre : U.G.C. Concorde (42-15-41), U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; Chronique des années de braise : C.N.P. Villeurbanne (68-23-07) ; Complot de famille : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; le Corps de mon ennemi : U.G.C. Scala (42-15-41), U.G.C. Part-Dieu (62-68-04), Ritz (52-17-67), Paramount (42-01-53).

Cours après moi que je t'attrape : Paramount (42-01-53), U.G.C. Part-Dieu ; Cria Cuervos : Ambiance (28-14-84) ; Demain les mômes : C.N.P. Lyon (27-26-25) ; 2001 Odyssée de l'espace : Pathé (42-61-03) ; Dracula père et fils : Tivoli (37-33-25) ; l'Empire des sens : Tivoli 37-33-25) ; les Enfants du paradis : Fourmi (60-84-89) ; Face à Face : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; Fantasia : Comoedia (58-58-98), Bellecour (37-09-05) ; Frissons : Tivoli (37-33-25) ; la Guerre des boutons : C.N.P. Villeurbanne (68-23-07) ; les Hommes du président : U.G.C. Concorde (42-15-41), U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; Harold et Maude : Fourmi (60-84-89) ; Hud-Man : les Ateliers (37-46-30) ; l'Innocent : U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; l'Horloger de Saint-Paul : C.N.P. Grolée (37-38-87) ; King Kong s'est échappé : U.G.C. Scala (42-15-41) ; Little Big Man : Fourmi (60-84-89) ; Lumière : Ateliers (37-46-30) ; la Marge : Pathé (42-61-03) ; la Mélodie du bonheur : Palais des congrès (24-15-83) ; Love Story : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; 1900 : Pathé (42-61-03) ; Otalia de Bahia : U.G.C. Scala (42-15-41) ; Parfum de femme : C.N.P. Grolée (37-38-87) ; Roberta : C.N.P. Lyon (27-26-25) ; Satyricon : C.N.P. Lyon (27-26-25) ; la Soupe aux canard : C.N.P. Lyon (27-26-25) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Pathé (42-61-03), Comoedia (58-58-98) ; la Victoire en chantant : Tivoli (37-33-25) ; Vincent, François, Paul... et les autres : Comoedia (58-58-98) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : les Gémeaux.

MARSEILLE. — L'Apprentissage de Duddy Kravitz : Breteuil (37-75-89) ; Actes de Marusia : Breteuil (37-75-89) ; Andréa : Pathé (48-14-85) ; A nous les petites Anglaises : K 7 (48-42-79) ; l'Apache : Odéon (48-35-16) ; Barry Lindon : Pathé (48-14-45), Paris (33-15-59) ; Buffalo Bill et les Indiens : Drive In (54-16-00) ; Comme un boomerang : K 7 (48-42-79) ; Cours après moi que je t'attrape : K 7 (48-42-79), Hollywood (33-74-83) ; Cria Cuervos : Pathé (48-14-45) ; Dracula père et fils : Pagnol (49-34-79), Chambord (77-15-24) ; Face à face : Paris (33-15-59) ; Fantasia : K 7 (48-42-79), Majestic (33-38-32) ; Une femme fidèle : K 7 (48-42-79) ; Festival Pasolini (Théorème) : Breteuil (37-75-89) ; l'Empire des sens : Hollywood (33-74-93), K 7 (48-42-79), Festival Vieux-Port (90-28-77) ; l'Innocent : Odéon (48-35-16) ; Jeremiah Johnson : Chambord (77-15-24) ; 1900 : Paris (33-15-59) ; la Marge : Pagnol (49-34-79), Rex (33-82-57) ; Mes chers amis : Pathé (48-14-45) ; Otalia de Bahia : Odéon (48-35-16), Hollywood (33-74-93) ; le Retour des Monty Python : Breteuil (37-75-89) ; Taxi Driver : Chambord (77-15-24) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Rex (33-82-57), Pathé (48-14-45) ; la Victoire en chantant : Rex (33-82-57).

NANCY. — Barry Lyndon : Pathé (24-54-21) ; la Carrière d'une femme de chambre : Rio (52-80-95) ; le Corps de mon ennemi : Paramount (24-53-37) ; Cria Cuervos : Gaumont (24-56-83) ; Dracula père et fils : Gaumont (24-56-83) ; El Topo : Caméo (53-35-68) jusqu'au 15 ; Face à face : Rio (52-80-95) ; les Hommes du président : Rio (52-80-95) ; le Jardin des supplices : Paramount (24-53-37) ; Semaine du Chili : Caméo (53-35-68) du 18 au 22 ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont (24-56-83).

NICE. — L'Antéchrist : Monte-Carlo (87-28-95) ; le Corps de mon ennemi : Paramount (87-71-60) ; Cours après moi que je t'attrape : Escurial (88-10-12) ; Dracula père et fils : Concorde (88-39-88) ; l'Empire des sens : Balzac (85-18-34) ; Face à face : Mercury (85-81-98) ; Fantasia : Avenue (88-87-79) ; Heat : Rio Filmothèque (85-86-95) ; Histoire d'un péché : Mercury (85-81-98) ; l'Innocent : Méliès (85-86-95) ; le Jardin des supplices : Paramount (87-71-60) ; la Marge : Méliès (85-86-95) ; 1900 : Concorde (88-39-88) ; The Rocky Picture Show : Rio 2000 (85-86-95) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont (88-39-88) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Méliès (85-86-95).

RENNES. — Barry Lyndon : Paris (30-25-55) ; le Corps de mon ennemi : Zem (30-09-85) ; Cours après moi que je t'attrape : Ariel (79-00-56) ; Cria Cuervos : Bretagne (30-56-33) ; l'Empire des sens : Ariel (79-00-56) ; Face à face : Ariel (79-00-56) ; les Hommes du président : Boite à films (30-52-40) ; On aura tout vu : Dauphin (30-64-56) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Ariel (79-00-56).

ROUEN. — Barry Lyndon : Gaumont (71-84-98) ; le Corps de mon ennemi : Eden (71-24-00), Club (71-37-76) ; Cours après moi que je t'attrape : Eden (71-24-00) ; Dracula père et fils : Gaumont (71-84-98) ; Face à face : Club (71-37-76) ; Fantasia : Club ; les Hommes du président : Club ; le Jardin des supplices : Eden (71-24-00) ; King Kong s'est échappé : France (71-41-98) ; la Marge : Gaumont (71-84-98) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont (71-84-98).

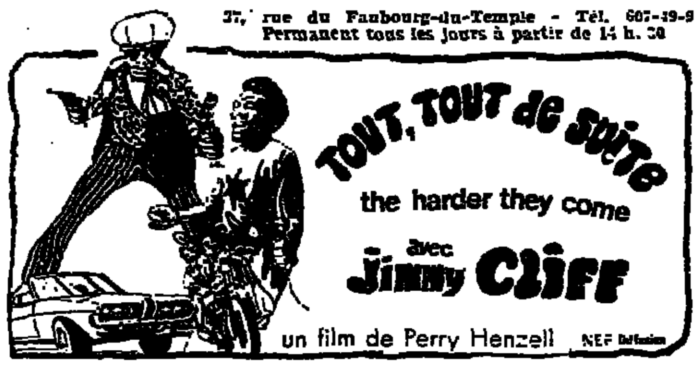
SAINT-ETIENNE. — Autant en emporte le vent : Méliès (32-63-47) ; Barry Lyndon : Alhambra (32-39-65) ; la Carrière d'une femme de chambre : Eden (32-68-79) ; le Corps de mon ennemi : Alhambra (32-39-65), Eden (32-68-79) ; Cria Cuervos : Alhambra (32-39-65) ; Dracula père et fils : Alhambra ; l'Empire des sens : Alhambra ; l'Exorciste : Alhambra ; l'Education amoureuse de Valentin : Eden (32-68-79) ; Face à face : Méliès (32-63-47) ; le Genou de Claire : Lux-C.N.P. (32-40-49) ; le Grand Défi : Eden (32-68-79) ; les Hommes du président : Eden ; la Marge : Alhambra (32-39-65) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Alhambra ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Lux-C.N.P. (32-40-49).

STRASBOURG. — Barry Lyndon : Rit's (32-45-51) ; 2001 Odyssée de l'espace : Capitole (32-13-32) ; Dracula père et fils : Kléber (32-19-83) ; Face à face : Capitole (32-13-32) ; If : Capitole ; les Hommes du président : Capitole, Rit's (32-45-51) ; Fantasia : Ariel (32-17-66) ; la Marge : Vox (32-15-11) ; 1900 : Arcades (32-45-28) ; Pour quelques dollars de plus : Rit's (32-45-51) ; Un éléphant ça trompe énormément : Capitole (32-13-32), Rit's (32-45-51).

TOULON. — Barry Lyndon : Gaumont (92-00-17) ; le Corps de mon ennemi : Rex (92-79-20), Ariel (93-52-22) ; Cria Cuervos : Rex (92-79-20) ; Fantasia : Raimu (92-21-42) ; les Hommes du président : Ariel (93-52-22) ; le Lauréat : Ariel ; la Marge : Raimu (92-21-42) ; Mash : Ariel (93-52-22) ; 1900 : Gaumont (92-00-17) ; Silence on tourne : Gaumont ; Un éléphant ça trompe énormément : Gaumont.

TOULOUSE. — Barry Lyndon : Trianon (62-87-84) ; Buffalo Bill et les Indiens : Trianon ; Cours après moi que je t'attrape : Paris (21-83-23) ; Cria Cuervos : ABC (21-20-46) ; Dracula père et fils : Gaumont (21-49-58) ; Fantasia : Rio (21-22-11) ; Face à face : Américains (61-21-94) ; les Hommes du président : Américains, Gaumont (21-49-58) ; l'Innocent : Trianon (62-87-84) ; Mes chers amis : Gaumont (21-49-58) ; Nex stop Greenwich Village : ABC (21-20-46) ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont.

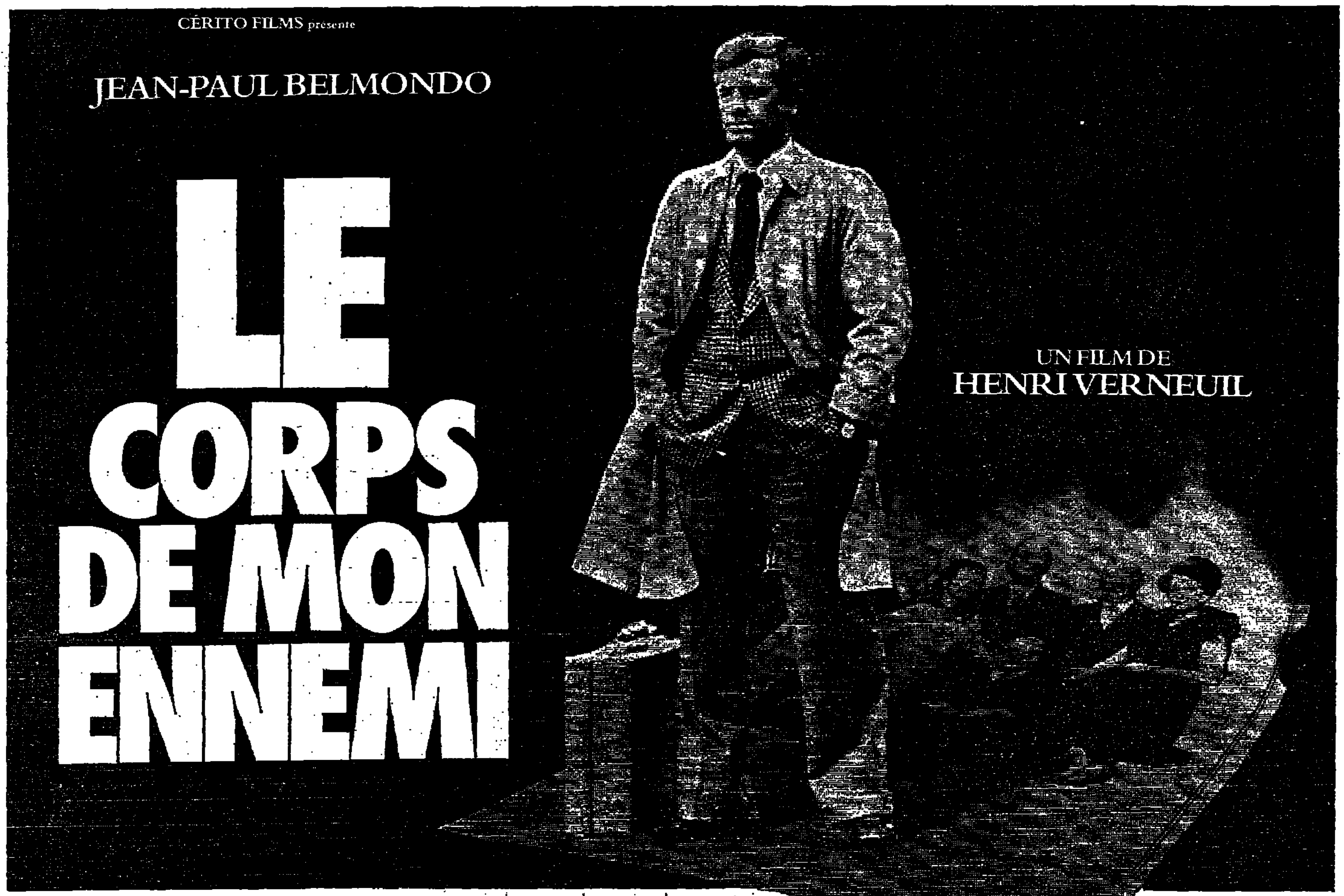
PALAIS DES GLACES
37, rue du Faubourg-du-Temple - Tél. 607-49-93
Permanent tous les jours à partir de 14 h. 30



Au même programme : « SOUL TO SOUL »

THEATRE DES
BOUFFES PARISIENS
La Belle Hélène
de
Jacques Offenbach
Livret de
Meilhac et Halévy
Mise en scène JEAN LAURENT COCHET
Decors CLAUDE CATULLE
Direction vocale ALICE RIDEL
Chorégraphie JEAN GUELIS
Arrangements musicaux et Direction d'orchestre
GERARD CALVI
avec
NICKY NANCEL
ANDRE BATTEDOU
PIERRE TORNADE
MICHEL ROUX
JEAN LAURENT COCHET
4, RUE MONSIGNY, 75002, Paris. 073 87 94

NORMANDIE - GRAND REX - PARAMOUNT OPÉRA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION - U.G.C. GOBELINS - U.G.C. ODÉON
PARAMOUNT ORLÉANS - TROIS MURAT - PUBLICIS MATIGNON - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT Orly - C 2 L Versailles - PALAIS DU PARC Le Perreux - ARTEL Rosny - PARAMOUNT La Varenne
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - BUXY Val d'Yerres - CARREFOUR Pantin - HOLLYWOOD Enghien - PARINOR Aulnay
ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud - C 2 L Saint-Germain - FLANADES Sarcelles - ULIS 2 Orsay - GAMMA Argenteuil -
PUBLICIS-DÉFENSE Puteaux



avec
BERNARD BLIER
MARIE-FRANCE PISIER · CLAUDE BROSSET
DANIEL IVERNEL · CHARLES GERARD
PUBLICITE RENE CHATEAU

Dialogue de
MICHEL AUDIARD
Scénario de HENRI VERNEUIL · MICHEL AUDIARD · FELICIEN MARCEAU
d'après le roman de FELICIEN MARCEAU (ÉDITIONS GALLIMARD)

Musique
FRANCIS LAI
Distribution

UGC ERMITAGE vo - RIO OPÉRA vf - BRETAGNE vf
CLUNY ÉCOLES vo - UGC GOBELINS vf - LES 3 MURAT vf
périphérie : CYRANO Versailles - ARTEL Nogent - ARGENTEUIL
PARAMOUNT La Varenne - BUXY Boussy St-Antoine
PARAMOUNT ÉLYSÉE 2 La Celle St-Cloud - PARAMOUNT Orly

LA DUCHESSE ET LE TRUAND
GEORGE SEGAL
GOLDIE HAWN
un film de MELVIN FRANK
LA DUCHESSE ET LE TRUAND
MELVIN FRANK, BARRY SANDLER, JACK ROSE
BARRY SANDLER - CHARLES FOX - "LEMON DROPS, LOLLIPOPS AND SUNBEAMS" - BOBBY VINTON
fox-lira

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24).

MERCREDI 13 OCTOBRE. — 14 h. 45, les Cinq Gentlemen maudits, de J. Duvivier ; 15 h., Vive le sport, de S. Taylor et F. Newmeyer ; 16 h., le Parfum de la dame en noir, de M. L'Herbier ; 18 h. 30, les Complexés, de D. Risi ; 20 h. 30, Drame dans un miroir, de R. Fleischer ; 22 h. 30, la Décade prodigieuse, de Cl. Chabrol.

JEUDI 14. — 15 h., la Tempête, de A. Lattuada ; 18 h. 30, la Marche sur Rome, de D. Risi ; 20 h. 30, le Conscrit, de R. Verhavert ; 22 h. 30, l'Acrobate, de J.-D. Pollet.

VENDREDI 15. — 14 h., l'Enquête de l'inspecteur Morgan, de J. Losey ; 18 h. 30, M. Hawarden, de H. Kummel ; 20 h. 30, Susana la Perverse, de L. Bunuel ; 22 h. 30, Rapt à l'italienne, de D. Risi ; 0 h. 30, Curse of the Fly, de D. Sharp.

SAMEDI 16. — 14 h. 45 et 16 h., Panorama du cinéma belge ; 15 h., Modesty Blaise, de J. Losey ; 18 h. 30, Week-End, de J.-L. Godard ; 20 h. 30, la Femme et le Pantin, de J. von Sternberg ; 22 h. 30, Huit et demi, de F. Fellini ; 0 h. 30, la Main de la momie, de W.-Ch. Cabanne.

DIMANCHE 17. — 14 h. 45 et 16 h., Panorama du cinéma belge ; 15 h., Que viva Mexico, de S.-M. Eisenstein ; 18 h. 30, Une poule, un train et quelques monstres, de D. Risi ; 20 h. 30, la Maison du docteur Edwards, de A. Hitchcock ; 22 h. 30, Boom, de J. Losey ; 0 h. 30, Quand la terre s'entrouvrira, de A. Marion.

LUNDI 18. — Relâche.

MARDI 19. — 15 h., Electre, de M. Cacoyannis ; 18 h. 30, Si le vent te fait peur, de E. Degelin ; 20 h. 30, Désir sous les ormes, de D. Mann ; 22 h. 30, la Ménagerie de verre, de I. Rapper.

Les exclusivités

AFRICA EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Balzac, 8e (359-52-70) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gaîté, 13e (326-99-34) ; Paramount-Galaxie, 13e (580 18-03) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

L'AMOUR BLESSÉ (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ;

ANATOMIE D'UN RAPPORT (Fr.) (**) : Noctambules, 5e (033-42-34).

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

BRONCO (Ang., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

BUGSY MALONE (A., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-60).

LA CARRIERE D'UNE FEMME DE CHAMBRE (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

COMMENT YU KONG DEPLAÇA LES MONTAGNES (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

COMPLOT DE FAMILLE (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24) : Studio Raspail, 14e (326 38-98).

COMME UN BOOMERANG (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18).

COURS APRÈS MOI QUE JE T'ATTRAPE (Fr.) : Omnia, 2e (231-39-36) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet, 11e (357-90-81) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).

DUELLE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

DRACULA PERE ET FILS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; v.f. : Omnia, 2e (231-39-36) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Images, 18e (522-47-94).

ENFIN L'AMOUR (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).

FACE A FACE (A., v.o.) (*) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Nations, 12e (343-04-67) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

LES HOMMES DU PRESIDENT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

ICI ET AILLEURS (Fr.) : 14-Juillet, 11e (357-90-81).

L'INNOCENT (It., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE JARDIN DES SUPPLICES (Fr.) (**) : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LA MARGE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Caravelle, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LAURE (Fr.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Haussmann, 9e (770-47-55).

LE MARIN QUI ABANDONNA LA MER (A.) (**) v.o. : Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

MES CHERS AMIS (It.) v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) : v.f. : Français, 9e (770-33-88).

1900 (It.) (**) (1re partie), v.o. : Styx, 5e (633-08-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LES NAUFRAGES DE L'ILE DE LA TORTUE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Olympic, 14e (783-67-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It.) v.o. : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).

OTALIA DE BAHIA (Fr.-Br.) v.br. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).

POUR QUELQUE CHOSE DE PLUS (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

SALO (It., v.o.) : La Pagode, 7e (705-12-15).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90) ; v.f. : Athéna, 12e (343-07-48).

UN ELEPHANT, ÇA TROMPE ENORMEMENT (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72), Dragon, 6e (548-54-74), Mercury, 8e (225-75-90), Paris, 8e (359-53-99), Lumière, 9e (770-84-64), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

UNE VIE DIFFICILE (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86), Quintette, 5e (033-35-40), 14-Juillet, 11e (357-90-81), Olympic, 14e (783-67-42), Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

UN TYPE COMME MOI NE DEVRAIT JAMAIS MOURIR (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).

LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82), Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-34-43), Olympic, 14e (783-67-42), Calypso, 17e (754-10-68).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CORPS DE MON ENNEMI, film français de Henri Verneuil : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA DERNIERE FOLIE, film américain de Mel Brooks, v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LES ORPHELINS DU BON DIEU, film américain de Ashley Lazarus, v.o. : Calypso, 17e (754-10-68) ; v.f. : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LA DUCHESSE ET LE TRUAND, film américain de M. Frank, v.o. : Studio-Galande, 5e (033-72-71) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54).

CIAO MANHATTAN, film américain de D. Westman et J. Palmer, v.o. : Action-Christine, 6e (325-85-78).

Les grandes reprises

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29 ; v.f. ; Haussmann, 9e (770-47-55), Secrétan, 19e (206-71-33), Grand Pavois, 15e (531-44-58).

BLACKMAIL (A., v.o.) : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62).

CABARET (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) à 21 h. 45, perm. S. et D.

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : New-Yorker, 9e (770-63-40) (sf mar.).

LA CHARGE HEROIQUE (A., v.o.) : Cinéma des Champs-Elysées, 8e (359-61-70).

LES DAMNES (It.-all., v.o.) (**) : Studio Dominique, 7e (551-04-55) (sf mar.).

2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29), Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Panthéon, 5e (033-15-04), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), France-Elysées, 8e (723-71-11), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

HALLUCINATIONS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

JEUX INTERDITS (Fr.) : Champollion, 5e (033-51-60).

LA HONTE (suéd., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).

LE JUGE ET L'ASSASSIN (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).

MA VACHE ET MOI (A.) : Marais, 4e (278-47-86).

M LE MAUDIT (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

No 17 (A., v.o.) : Balzac, 8e (359-52-70).

NIAGARA (A., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33).

MURDER (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbuf, 8e (225-47-19), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; v.f. : Secrétan, 19e (206-71-33).

PATTON (A., v.o.) : Studio-République, 11e (705-51-97).

PRIMA DELLA REVOLUZIONE (It., v.o.) : Studio-Git-Le-Cœur, 6e (326-80-25).

LA TOUR INFERNALE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

WALT DISNEY (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66), Elysées-Point-Show 8e (225-67-29), Diderot, 12e (343-19-29).

Les séances spéciales

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) à 20 h.

LES CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er à 16 h.

DANCING LADIES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78) à 12 h.

DEMAIN LES MOMES (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.

LES DIABLES (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er à 22 h. (S. et V. + 24 h.).

GHOST STORY (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) à 12 h.

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 12 h. 20.

MAHLER (Ang., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.

MASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.

LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) à 14 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.

LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er à 18 h.

SON NOM DE VENISE DANS CALCUTTA DESERT (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 12 h. 15.

THE LAST PICTURE SHOW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) à 12 h. et 24 h.

VICES PRIVES ET VERTUS PUBLIQUES (You., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er à 12 h. (sf dim.).

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.

Les festivals

FELLINI (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83), 16 h. : les Nuits de Cabiria ; 18 h. : Amarcord ; 20 h. : 8 1/2 ; 22 h. 30 : les Feux du music-hall.

PASOLINI (v.o.), La Pagode, 7e (705-12-15), mer., sam. : Théorème ; jeu., dim. : Médée ; mar., vend. : Accatone ; lun. : Œdipe-roi.

U.S.A. 60-70, CINEASTES DE LA REVOLTE (v.o.), Olympic, 14e (783-67-42), mer. : la Taule ; jeu. : Attica ; vend. : Trash ; sam. : Milestones ; dim. : Un après-midi de chien ; lun. : Ice ; mar. : Marjoe.

TRENTE ANS DE CINEMA ANGLAIS (v.o.), Olympic, 14e (783-67-42), mer., jeu. : The Knack ; vend. : Quoi de neuf Pussycat ? ; sam. : Royal Flash ; dim. : le Forum en folie ; lun. : Petulia ; mar. : Comment j'ai gagné la guerre.

ROBERT REDFORD (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) ; mer. : l'Ultime randonnée ; jeu. : Willy Boy ; vend. : Gatsby le magnifique ; sam. : la Poursuite impitoyable ; dim. : Jeremiah Johnson ; lun. : les Quatre Malfrats ; mar. : la Descente infernale.

BERGMAN (v.o.), Racine, 6e (633-43-71), mer., sam. : le Septième Sceau ; jeu. : l'Œil du Diable ; vend. : A travers le miroir ; dim. : Sourires d'une nuit d'été ; lun. : les Communiants ; mardi : la Source.

JAMES DEAN (v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : A l'est d'Eden, la Fureur de vivre, Géant.

REGGAE - SOUL (v.o.), Palais des Glaces, 10e (607-49-93), en alternance : Tout, tout de suite, Soul to Soul.

MEL BROOKS (v.o.), Boîte à films, 17e (754-51-50), 13 h. : le Mystère des douze chaises ; 22 h. 30 : Le shérif est en prison.

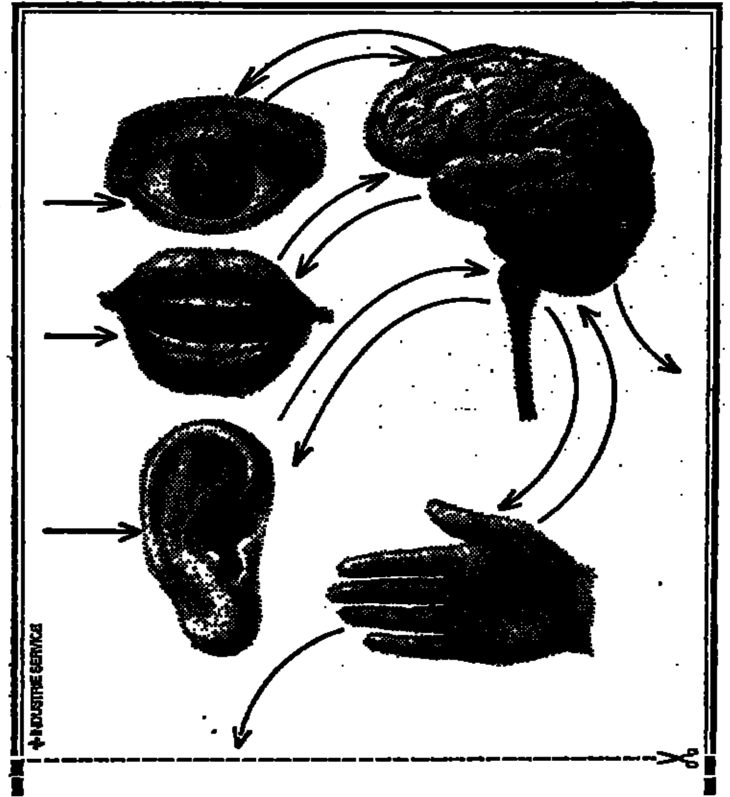
VISCONTI (v.o.), Boîte à films, 17e (754-51-50), 16 h. : Mort à Venise ; 17 h. : les Damnés ; 20 h. 30 : Violence et passion.

MARX BROTHERS (v.o.), Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 h. : Plumes de cheval ; 15 h. : Une nuit à Casablanca.

LE NOUVEAU CINEMA ALLEMAND (v.o.), Artistic-Voltaire, 11e (700-19-15), 14 h. : Karl May ; 17 h. : la Paloma ; 18 h. 45 : Moïse et Aaron ; 20 h. 30 : le Droit du plus fort ; 22 . 30 : Ludwig ou Requiem pour un roi vierge.

Théâtre
des quartiers d'Ivry
627-37-43
Surplus en stock-futaille
d'après Vassili Axionov
mise en scène
Marie-France Duverger
Tous les jours à 21 heures
Dimanche à 16 heures
Relâche dimanche soir et jeudi jusqu'au 17 octobre
Studio d'Ivry
21, rue Ledru-Rollin
Métro : Mairie d'Ivry

La Seine CINÉMAS : 10 rue F. Sauton (Maubert) 325 92 46.
PROGRAMME POSITIF : dans la ligne de "Family life", la révélation du jeune cinéma britannique, sélectionné à l'UNANIMITÉ par la semaine de la CRITIQUE du Festival de CANNES.
BRONCO
14h15 - 16h15 - 18h15 - 20h15 - 22h15
HALLUCINATIONS
HENRI MICHAUX
La Femme 100 têtes
MAX ERNST
17h - 18h30 - 20h
COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES
12 heures de films sur LA CHINE DE MAO
tous les jours : 14h30-21h30



○ Le dépôt de bronze de Villethierry (Yonne) 98 F
○ Œuvres pour luth (Julien Belin) 54 F
○ Ecriture et civilisation 32 F
○ La préhistoire française 320 F
○ L'objet pictural de Matisse à Duchamp 32 F
○ Les nécropoles de la civilisation des champs d'urne (Saint/Gond/Marne) 80 F
○ Gallia (34/1) 158 F
○ Gallia préhistoire (18/2) 165 F
○ Code pour l'analyse des films ethnographiques 50 F
○ Les aptitudes rythmiques 30 F
○ Bibliografia de los cancioneros castellanos (XIVe-XVe s.) 200 F

M.__________
profession__________
adresse__________
achète le ou les livres cochés ci-dessus__________
chez son libraire ○ à défaut aux Editions du CNRS (chèque joint) ○ et demande votre documentation ○ Trésor de la langue française ○ Revue de l'art ○ Autres revues.

Editions du CNRS
15 quai Anatole France. 75700 Paris
C.C.P. Paris 9131-53 - Tél. : 555.92.25 - Télex 260034 Ed. 27

BALZAC ELYSEES - ELYSEES LINCOLN - ST. ANDRE DES ARTS - GAUMONT OPERA - OMNIA BOULEVARDS - LES IMAGES - JEAN RENOIR

L'EMPIRE DES SENS
UN FILM DE NAGISA OSHIMA

"... L'un des plus grands succès du Festival de Cannes..." Jean de Baroncelli - LE MONDE

"... Le cinéma Erotique entre enfin dans l'âge adulte..." LE POINT

"... Le premier film qui relie l'amour physique dans son paroxysme au mystère de notre destinée..." Philippe Nourry - LE FIGARO

"... Qui va jusqu'aux plus extrêmes conséquences du pari érotique... C'est un très grand film..." Albert Cervoni - L'HUMANITÉ

"... Ce film d'une beauté formelle, admirable et d'une audace fatale..." Robert Chazal - FRANCE-SOIR

"... C'est l'Amour vraiment fou, ou plutôt le Sexe fou, obligeant par son vertige à franchir les limites..." J.-L. Bory - NOUVEL OBSERVATEUR

ARGOS FILMS
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

[illegible] 150

هكذا في الأصل

Concerts

MERCREDI 13 OCTOBRE

Salle Pleyel (227 88-73), à 20 h. 30 : M. Malcuzynski (Chopin).
Salle Chopin-Pleyel, à 20 h. 30 : International Barock Trio : K. Riemer, G. Antalffy, M. Ander (Purcell, Mozart, Bach, Couperin, Vivaldi, Marais).
Eglise Saint-Séverin (633-61-77), à 21 h. : Via Nova (Brahms).

JEUDI 14 OCTOBRE

Théâtre Fontaine (874-82-34), à 21 h. : Récital Charles Lilamand (Bach, Mozart, Brahms, Schumann).

VENDREDI 15 OCTOBRE

Salle Cortot (924-80-16), à 20 h. 30 : Charles Libove et Nina Lugovoy (Beethoven, Bartok, Franck).
Salle Pleyel, à 21 h. : Claude Helffer (Debussy, Schoenberg, Beethoven).
Radio-France, aud. 105 (224-33-61), à 20 h. 30 : G. de Machaut et l'Ars Nova, ens. Polyphonique de France, dir. Ch. Ravier (musique à découvrir).
Théâtre des Champs-Elysées (225-44-36), à 21 h. : Gala de l'UNESCO, Y. Menuhin, Orch. Monte-Carlo, dir. P. Paray, Oscar Danon (Chausson, Rachmaninov, Mozart, Puccini, Enesco).
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, à 20 h. 30 : Opéra de Bruno Maderna « Satyricon ».
Musée Guimet, à 20 h. 30 : Ens. instrumental Quatra, dir. C. Diederich, sol. H. Manoukian, R. Minaskanian (Bach, Mozart, Komitas).

SAMEDI 16 OCTOBRE

Théâtre de la Madeleine, à 17 h. : Jean Mouillières et Georges Solchany (Beethoven).
Radio-France, Grd aud., à 20 h. 30 : Orch. de France, dir. J.-P. Marty, sol. A.-M. Miranda, J.-C. Benoît (Poulenc : les Mamelles de Tirésias et la Voix humaine).

DIMANCHE 17 OCTOBRE

Gaveau, à 18 heures : concert dir. : P. Dervaux (Beethoven).
Théâtre des Champs-Elysées, à 17 h. 45 : Concert Pasdeloup, dir. : G. Devos, sol. : D. Wayenberg (Gershwin).
Pleyel, à 17 h. 45 : Concert Lamoureux, dir. : J.-P. Jacquillat, sol. : M. J. Pires (Beethoven).
Notre-Dame de Paris, à 17 h. 45 : Michel Boulnois (Boulnois, Vierne).
Saint-Louis des Invalides, à 16 heures : R. Tambyeff et C. Bernard (Bach, Boulnois, de Falcinelli, Gabrielli et Vittali).
Théâtre Essaïon (278-46-42), à 18 h. 30 : A. Neveux et les Claviertuestacke (Schubert, Brahms, Stockhausen).
Chopin-Pleyel, à 20 h. 30 : Quatuor Perrenin (Mozart, Beethoven).

LUNDI 18 OCTOBRE

Théâtre de la Plaine (250-15-65), à 20 h. 30 : Octuor de cuivres de Paris (Gabrielli, Purcell, Bach).
Centre culturel du Marais, à 21 heures : J.-P. Armengaud (musique et silence).
Eglise des Blancs-Manteaux, à 21 heures : Orchestre de Radio-France (Orgue) (Buxtehude, de Grigny, Rogg, Bach).
Théâtre Essaïon, à 20 h. 30 : R. Clavreul, D. Hovora (Strauss, Debussy).
Chopin-Pleyel : voir le 17.

MARDI 19 OCTOBRE

Salle Rossini, 6, rue Drouot, à 20 h. 30 : Quatuor Loewenguth (Beethoven).
Eglise des Blancs-Manteaux, à 20 h. 30 : Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : J.-P. Kreder, sol. : J. Chamonin, G. Hartman, J. Bona (Scarlatti, Pergolèse).

Variétés

Le music-hall

BOBINO (328-68-70), à partir du 19, à 20 h. 30 : Georges Brassens.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 17 h. 30 : Guy Béart.
CIRQUE D'HIVER (700-12-15) (D. soir), 20 h. 45, mat. dim. et sam. à 16 h. 30 : Maxime Le Forestier.
ESPACE P. CARDIN (266-17-30), les 14, 15 et 16 à 21 h. : Charles Dumont.
OLYMPIA (742-25-49) (L.), 21 h. 30 : Alain Barrière.
PALAIS DES SPORTS (250-79-80) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. sam. à 15 h. et dim. à 17 h. 30 : Johnny Halliday.
PALAIS DES CONGRES (758-27-78), 21 h., mat. dim. à 17 h. : Frédéric Mey.
THEATRE MONTPARNASSE (326-66-00), (D., L.), 18 h. 30 : Mercédès Sosa.
COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D.), 20 h. 30 : Catherine Sauvage.
THEATRE ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : les Frères Jacques.

Les opérettes

BOUFFES-PARISIENS (073-87-94) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. sam. et dim. à 15 h. : la Belle Hélène.
HENRI-VARNA-MOGADOR (285-28-80), ven., sam. et mer. à 20 h. 30, mat. sam. à 15 h., dim. à 14 h. 30 et 18 h. : Rêve de valse.
THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Mayflower.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : Secs sans provisions.
DEUX-ANES (606-10-26) (Mar.), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : Marianne, ne vois-tu rien venir ?
DIX-HEURES (606-07-48), 22 h. : Tu crois que c'est mieux ailleurs ?

La danse

Voir Festivals et Théâtre de la Cité internationale.
PALAIS DES CONGRES (758-27-78) (D., L.), 20 h. 45, mat. sam. à 16 h. 30, dim. à 17 h. : les Ballets Moïsseiev.

Jazz et pop

PAVILLON DE PARIS, le 13 à 20 h. : Ritchie Blackmore's Rainbow ; le 18 à 20 h. : Robin Trower.
NOUVEAU CARRE (277-88-40), le 14 à 21 h. 15 : Chalibaude (folk) ; le 16 à 21 h. 15 : Steve Lacy.
AMERICAN CENTER (633-59-16), le 13 à 21 h. : Gwendal ; le 15 à 21 h. : Zao ; le 16 à 20 h. : Benefit Concert ; le 19 à 21 h. : Free Workshop de Lyon.
MUSEE D'ART MODERNE, le 14 à 20 h. 30 : Jean-Pierre Mas et Césarius Alvim.
L'ISLE-ADAM, Maison de L'Isle-Adam, le 16 à 21 h. : Pataphonie.
RADIO-FRANCE (studio 105), le 16 à 20 h. 30 les Orchestres de J. Thollot et Bernard Lubat ; le 18 à 20 h. 30 : Martial Solal et le trio de Tête Montoliu ; le 19 à 20 h. 30 : le Nouveau Quartet d'Elvin Jones.

MULTI CINÉ
MES CHERS AMIS
MONTE-CARLO/QUINTETTE
SILENT MOVIE
ELYSEES LINCOLN/QUINTETTE
QUARTIER LATIN/MAYFAIR/NATION
L'EMPIRE DES SENS
ELYSEES LINCOLN
CRIA CUERVOS
ELYSEES LINCOLN/HUCHETTE
SAINT-LAZARE PASQUIER
BARRY LYNDON
de Stanley KUBRICK
1900
HAUTEFEUILLE/STYX
UNE VIE DIFFICILE
QUINTETTE

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 603 60 44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER
Du 12 octobre au 14 novembre 1976
SIGNÉ : Morin
BORIS VIAN
CO-REALISATION DE
JEAN-PIERRE GRENIER et ALAIN SOUCHÈRE
CHORÉGRAPHIE DE BARBARA PEARCE
DÉCORS et COSTUMES de MATIAS
avec
MOULOUDJI
MARTINE KELLY JACQUES MARCHAND
FRANCIS LEMAIRE PATRICK PREJEAN
JEAN-MICHEL LAZZARELLI NURIA DALMAU
CLAUDE LEGENDRE MARIE-CLAUDE DAUL
DANIEL ANDREW STEIN et AGNÈS MOYSÈS
L'ORCHESTRE NEW-ORLEANS
LES LUTÉCIENS
PRIX des PLACES : 25 F, Etudiants, Carte Vermeil : 18 F
LOCATION SUR PLACE OU PAR TELEPHONE (603.60.44)
TOUS LES JOURS DE 11 H. A 19 H. - LE DIMANCHE DE 11 H. A 14 H.
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (100 M. DU M° MARCEL SEMBAT)

RADIO-TÉLÉVISION

TF 1 AU BOLCHOI

Les salades russes d'Yves Mourousi

Le Bolchoï, ses danseurs, un Alexandre Godounov exceptionnel, dans des morceaux de bravoure du dix-neuvième siècle ; un peu de chœur de l'armée rouge (de la région militaire de Moscou) ; un zeste de folklore moldave ; une séguedille de *Carmen* ; un Azerbaïdjanais sirupeux chantant une vieille chanson russe ; un parfum de « Russie éternelle » avec le couronnement de *Boris Godounov* ; des petits rats de l'école de danse ; une bonne dizaine d'« artistes du peuple », le tout couronné par une *Marseillaise* clamée en français dans un bel élan d'amitié franco-soviétique par Mireille Mathieu accompagnée des chœurs de l'armée rouge : voilà la recette du spectacle « exceptionnel » préparé par Yves Mourousi, transmis en direct mardi soir par TF 1, repris dit-on par l'Eurovision et qui, après les interviews de MM. Leonid Brejnev et Valéry Giscard d'Estaing, était censé constituer l'apothéose de la semaine de télévision franco-soviétique.

« *Ce programme sera sur le plan culturel l'équivalent de ce que nous avons eu aujourd'hui sur le plan politique* », avait annoncé le 5 octobre, après son « interview » avec M. Brejnev, le présentateur vedette de TF 1. D'une certaine manière, il n'avait pas tort.

Le gala présenté mardi soir au Bolchoï (et qui doit être en principe retransmis samedi prochain par la télévision soviétique) ne pouvait guère en tout cas nous faire progresser dans la connaissance de la culture russe et soviétique. Le conventionnel, lorsqu'il est poussé à la perfection, sombre dans l'ennui pesant. De nombreux spectateurs soviétiques ne cachaient pas leur déception mardi soir au Bolchoï. C'est un responsable du ministère des affaires étrangères qui nous disait : « *Ce que nous venons de voir ne sont que des lieux communs. En russe nous appelons cela de la groseille ramollie. Nous n'avons pas l'habitude de venir au Bolchoï pour y voir des variétés.* »

Aucun dirigeant soviétique, en tout cas, ne s'était déplacé. La loge d'honneur est restée vide et les officiels ont boudé ce gala d'amitié, à l'exception d'un des nombreux vice-ministres de la culture. Dans les loges-baignoires, cinq cosmonautes et quelques médaillés de Montréal les remplaçaient.

NICOLE ZAND.

M. PADO ACCUSE LE P.D.G. D'A2 DE « MÉCONNAITRE » SES « OBLIGATIONS LÉGALES »

● La réunion de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion-Télévision française, au cours de laquelle celle-ci devait procéder au renouvellement de son bureau, a été reportée au mercredi 20 octobre 1976, la plupart des députés étant retenus à l'Assemblée nationale par le débat sur le collectif budgétaire.

M. Dominique Pado, sénateur de Paris (ind.), président sortant, a fait observer que, après la constitution de son bureau, la délégation aurait très certainement à se pencher sur les problèmes d'Antenne 2.

« *Il me semble*, a-t-il dit, *que les structures institutionnelles et fonctionnelles y servent trop souvent de hochet. D'autre part, les propos que tient le P.-D. G. de cette société sur les membres du Parlement et le contrôle qu'ils sont en droit d'exercer prouvent une méconnaissance singulière des obligations légales auxquelles il est soumis. Il me paraît souhaitable et urgent de les lui rappeler.* »

L'« ALTERNANCE » SERA RESPECTÉE POUR LES RENCONTRES SAINT-ETIENNE-EINDHOVEN

● Le match aller des seizièmes de finale de la Coupe d'Europe de football entre Saint-Etienne et Eindhoven sera retransmis en direct sur TF 1 le mercredi 20 octobre. La diffusion du match retour sera assurée par Antenne 2, le 29 octobre, conformément au principe de l'« alternance » qui semble désormais admis par les deux chaînes pour les grandes rencontres sportives. Un accord est en effet intervenu lundi 11 octobre entre les directions des deux sociétés, sous réserve, évidemment, de l'approbation de l'A.S. Saint-Etienne.

GRÈVE A FR 3-MARTINIQUE

● Un programme minimum a été diffusé lundi 12 octobre sur FR 3-Martinique en raison d'une grève observée pendant vingt-quatre heures par une catégorie du personnel. Un conflit oppose en effet les syndicats et la direction au sujet de l'intégration du personnel d'entretien à la convention collective.

TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 13 OCTOBRE

— *Mme Christiane Scrivener*, secrétaire d'Etat à la consommation, participe à l'émission « A la bonne heure » sur TF 1, à 18 h.

— *M. Gaston Defferre*, secrétaire du parti socialiste, est l'invité de Pierre Lescure sur Europe 1, à 18 h. 15.

— *MM. Jacques Dominati*, secrétaire général des républicains indépendants, et *Robert Fabre*, président du Mouvement des radicaux de gauche, débattent à propos du « plan Barre » et du livre *Démocratie française* sur Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 50.

— *Le Syndicat de la magistrature* expose son opinion sur la justice à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— *MM. Michel Debatisse*, président de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), *Maurice Guernier*, *René Dumont* et *Jean-Albert Grégoire*, participent au magazine « C'est à dire », qui a pour sujet : « L'impôt-sécheresse », « Le blé, nouvelle arme politique ? » et « L'avenir de l'automobile », sur Antenne 2, à 21 h. 20.

JEUDI 14 OCTOBRE

— *MM. Roger Chinaud* (R.I.) et *Robert Fabre* (M.R.G.) débattent à propos du livre *Démocratie française* sur France-Inter, à 7 h. 15.

— *M. Michel Poniatowski*, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach au « 13-14 » de France-Inter.

— *L'Union syndicale des magistrats* exprime son point de vue sur la justice à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— *M. Valéry Giscard d'Estaing* présente son livre *Démocratie française* au cours du magazine « l'Evénement » sur TF 1, à 20 h. 30.

— VU —

LES FRANÇAIS AU MIROIR

Nous nous sommes longuement regardés, mardi soir, au miroir de l'écran. C'était le sujet des dossiers : « Ces drôles de Français », les Français tels qu'ils se voient, tels qu'on les voit à l'étranger. Charmants, rassurez-vous, gentils, serviables, pleins d'esprit, un peu râleurs, c'est vrai, un peu soupe au lait. Débrouillards, ça, oui et fins gourmets. Nous n'étions pas inquiets notez. On avait veillé aux éclairages : pas de lumière crue, pas de propos déplacés. Le film d'introduction — un montage d'extraits, d'interviews, Astérix, Jean Yanne, la plume de ma tante, — Pierre Tchernia s'était chargé de le rendre parfaitement inoffensif, insipide, de la tisane. Ça a l'estomac fragile, un Français, et puis, c'est susceptible.

On n'allait pas nous montrer n'importe quoi, demander son avis à n'importe qui. Surtout pas à des Français de l'étranger, ou à des travailleurs immigrés, à des gens qui ne sont pas de chez nous, des gens qu'on ne connaît pas. On s'est intéressé à des étrangers de marque, des étrangers du Tout-Paris, des Français d'adoption, Jane Birkin, Peter Townsend, Mort Schuman et Omar Sharif. Avec eux, rien à craindre, ils nous doivent tout. Il y avait là, pour faire bon poids, deux ou trois journalistes, le correspondant des Izvestia et celui du Soir de Belgique, ainsi que Jean-Pierre Moulin, un Suisse. « Oui, mais ils se soignent. »

A la moindre réserve, d'ailleurs, Alain Jérôme bondissait dans l'arène pour leur clouer le bec ou pour ranimer leur enthousiasme. Ils s'en chargeaient eux-mêmes, d'ailleurs, en s'apportant mutuellement la plus flatteuse, la plus louangeuse des contradictions. Pas généreux le Français ? Pas indulgent, nuance. Méfiant ? Il faut savoir gagner sa confiance, évidemment. Cocardier, toujours dressé en petit coq gaulois sur les ergots de ses exploits sportifs, amoureux ou guerriers ? Que voulez-vous, il est comme cela, il veut qu'on l'admire, qu'on l'aime et qu'on le lui dise. Pour la table, pas de problème, nous sommes les rois des gastronomes. Pour le lit, ces messieurs pensaient visiblement que la réputation des Français était exagérée. Sensationnelles, les Françaises, en revanche « sont les meilleures, les plus sensuelles, les plus aimantes ».

Sur le coup de 23 heures, quelques voix se sont élevées à S.V.P. pour protester : assez de pommade, soyons sérieux. Les Français sont chauvins, xénophobes, racistes enfin ... Raciste, qui ne l'est pas ? On l'est en Israël, on l'est entre Français ... A nouveau noyé dans un flot de compliments, le poisson a resurgi, l'espace d'un trop court instant, au bout de l'hameçon jeté par Yvon Toussaint, le confrère belge. La potion magique des Français, c'est le verbe. Son métier à lui consiste à commenter, non pas des actes, des grands actes politiques, mais des petites phrases, le discours de Jacques Chirac l'exposé de Raymond Barre, le livre de Valéry Giscard d'Estaing. « Paroles, paroles »...

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 13 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Comédie : « les Infidèles », de M. Mithois, réal. A. Dhenaut, avec D. Lebrun, P. Michael, H. Duc, M.-Cl. Mestral.

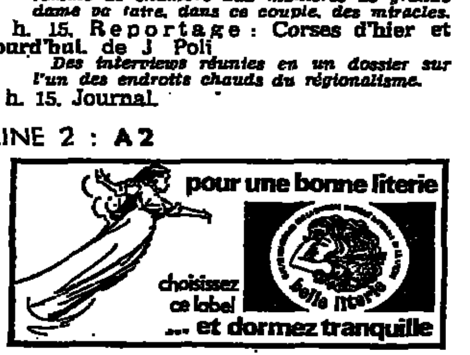
Entre un comédien qui accède au succès et sa compagne, chanteuse d'opérette, dont la cote baisse, le torchon brûle. Mais une femme de chambre aux manières de grande dame va faire, dans ce couple, des miracles.

22 h. 15, Reportage : Corses d'hier et d'aujourd'hui, de J. Poli.

Des interviews réunies en un dossier sur l'un des endroits chauds du régionalisme.

23 h. 15, Journal.

CHAINE 2 : A 2



20 h. 30, Série : Kojak ; 21 h. 20, Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada ; 22 h. 50, Journal ; 23 h. 5, Pour adultes, par F. Chalais.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30 (R.), Un film, un auteur : « l'Aigle vole au soleil », de J. Ford (1957), avec J. Wayne, M. O'hara, D. Dailey, W. Bond.

Frank Wead, pionnier de l'aéronavale américaine après la première guerre mondiale, est paralysé des jambes à la suite d'un accident. Il parvient à se rééduquer et à servir pendant la deuxième guerre mondiale.

Une histoire vraie dont John Ford a fait une biographie historique très attachante.

22 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5, La musique et les hommes, avec Milan Kundera : Janacek ; 22 h. 35, Objectif peinture (3), par D. Lecomte ; 23 h., Weber : Cent cinquantième anniversaire ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 40, Arturo Toscanini dirige « le Bal masqué », de Verdi (extraits) ; 20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : Festival de Vienne 1976... l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, direction R. Kubelik : « Symphonie n° 9 en ré mineur » (Mahler) ; 22 h. 30, Théâtre nô ; 23 h., L'équivoque ; 0 h. 5, Le cabaret allemand ; 0 h. 30, T. Riley.

JEUDI 14 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu... à 14 h., Émissions scolaires.

20 h. 30, Magazine d'actualité : L'événement.

La rédaction de TF 1 reçoit M. Valéry Giscard d'Estaing, qui présentera son livre, Démocratie française.

21 h. 30, Série : La vie de Marianne ; 22 h. 20, Allons au cinéma ; 22 h. 50, Journal.

CHAINE 2 : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu... à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine.

20 h. 30, Film : « les Copains », de Y. Robert (1964). Avec Ph. Noiret, P. Mondy, Cl. Rich, M. Lonsdale, Ch. Marin, J. Balutin, G. Bedos (N.).

Les péripéties comiques d'un roman fameux de Jules Romains publié en 1913 et, ici, considérablement rajeuni.

22 h., Jazz-Averty, réal. J.-Ch. Averty ; 22 h. 55, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Les grands noms de l'histoire du cinéma : « la Vie passionnée de Vincent Van Gogh », de V. Minnelli (1956). Avec K. Douglas, A. Quinn, J. Donald, P. Brown, E. Sloane.

La vie et les échecs successifs de Vincent Van Gogh. Sa passion de la peinture poussée jusqu'au génie, et sa fin tragique.

22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5, Nouveau répertoire dramatique : « Paralchimie », de Robert Pinget, réalisation J.-P. Colas ; 22 h. 35, Objectif peinture (4), par D. Lecomte ; 23 h., Weber : Cent cinquantième anniversaire ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 40, Arturo Toscanini dirige « le Bal masqué », de Verdi (extraits) ; 20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France... Concert par les Chœurs et Orchestre symphonique de la radio autrichienne, direction L. Segerstam : « Psaume 112 » (Haendel), « Symphonie n° 4 en sol majeur » (Mahler) ; 22 h. 30, Théâtre nô ; 23 h., L'équivoque ; 0 h. 5, Le cabaret allemand ; 0 h. 30, Rara requiem.

La nouvelle ligne Roset est arrivée.
Printemps
Haussmann

connaissez-vous les 24 jeudis ?
à partir du 14 octobre à 14 h sur TF 1
les 24 jeudis
CNDP
CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE
31, rue de la Vanne
92120 Montrouge
pour toute information sur les 24 jeudis
téléphonez à 657-11-88
le jeudi de 10 h à 19 h

CARNET

Naissances

— M. et Mme Jean Rougnon, Stéphanie et Emmanuelle, sont heureux d'annoncer la naissance de Romain.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de
Mlle Martine Lacroix,
pharmacienne,
ancienne présidente
d'Inter-Jeunes de Neuilly-sur-Seine,
avec M. Alain Chapgier,
ingénieur civil de mines,
qui a été célébré le 5 octobre 1976 en l'église Saint-Jacques de Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme Yves Rivoalen sont heureux de faire part du mariage de leur fille
Joëlle
avec M. Jean-Pierre Laroche,
le 15 octobre, à 16 h. 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau.

— M. Jean Hieaux et Mme, née Christiane Hurel, sont heureux de faire part du mariage de leur fille
Marie-Lise
avec M. Richard Dandine,
célébré dans l'intimité familiale le 9 octobre 1976 en l'église Saint-Lô de Brechamps (28).
28, rue des Capucins, 28100 Dreux.

— M. et Mme Emile Bouchez,
M. et Mme Jean-Marie Paupert,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants
Anne et Lazare.
La messe de mariage sera célébrée le samedi 16 octobre 1976, à 16 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin.
9, avenue Franco-Russe,
75007 Paris.
17, quai Voltaire, 75007 Paris.

Décès

— Mme Fernand Blanchard, son épouse,
M. Alain Blanchard,
M. et Mme Léon Mandelbrot, ses enfants,
Mlles Sylvie, Mireille et Béatrice Mandelbrot, ses petites-filles,
Mme Maurice Chevallier, sa belle-sœur,
M. et Mme Pierre Content, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Hurot, leurs enfants et petits-enfants, ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Fernand BLANCHARD,
directeur d'école en retraite,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
officier des Palmes académiques,
survenu le 9 octobre 1976 à l'âge de soixante-dix-neuf ans.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à La Ferté-Saint-Aubin (Loiret).
55, avenue du Maine, 75014 Paris.

— M. et Mme Léon Wintrebert, leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Jacques Borde et leurs enfants,
M. et Mme Roger Borde et leurs enfants,
M. et Mme Jean Verrier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
Mme Raymond BORDE,
née Renée Huyghues-Despointes,
le 11 octobre, à l'hôpital Saint-Antoine, dans sa soixante-seizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Médard, sa paroisse, 14, rue Mouffetard, Paris-5e.
82 rue Denfert-Rochereau,
92100 Boulogne.
42, rue Hyacinthe-Langlois,
76000 Rouen.
Bordlaum, 56600 Lanester.
10, rue Albert-Laurenson,
92100 Boulogne.

— Alger, Paris.
Les familles Créhange, Robert, Corbin, Martinez-Duplan font part de la perte cruelle qu'elles viennent d'éprouver en la personne de
Mlle Noémie CRÉHANGE,
intendante universitaire
du lycée Racine de Paris,
décédée le 10 octobre 1976 à Bayonne munie des sacrements de l'Eglise.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Henri Farel, son épouse,
Monique et Alain Farel, ses enfants,
ont l'immense douleur de faire part du décès du
docteur Henri FAREL,
survenu le 11 octobre à son domicile.
Les obsèques auront lieu le jeudi 14 octobre, à 14 h. 30, au cimetière de Pantin, porte principale.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.
50 bis, rue de Douai, 75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de
Me René FARBOS DE LUZAN,
avocat à la cour,
président honoraire de la Chambre nationale des avoués près les tribunaux de grande instance,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
survenu subitement le 11 octobre 1976.
Le service religieux sera célébré en l'église de Verneuil-sur-Vienne (Haute-Vienne) le jeudi 14 octobre 1976, à 10 h. 30.
De la part de :
Son épouse, Mme René Farbos de Luzan,
Ses enfants, M. et Mme Hervé Farbos de Luzan,
M. et Mme Dominique Farbos de Luzan,
M. Jacques Leridon,
M. et Mme Pierre de Riedmatten,
M. et Mme Olivier de Russe, ses petits-enfants, son beau-frère et sa sœur,
M. et Mme Georges Vacheyrout.
Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue du Moulin-à-Vent,
86000 Poitiers.
« La Gable », 87430 Verneuil-sur-Vienne.

(Publicité)
CONFERENCES DE L'OASIS
184, bd Saint-Germain, Paris (6e)
(Métro Saint-Germain-des-Prés)
MERCREDI 13 OCT. 1976, 20 h. 45
« LES TRAITEMENTS NATURELS DE L'INSOMNIE »,
par le Dr Gustave MATHIEU
— Causerie d'actualité par M. H.-Ch. GEFFROY, Directeur Fondateur de « LA VIE CLAIRE »
— DEBAT —
— L'auteur signera son livre : « DORMEZ ! Grâce aux traitements naturels »
(Entrée libre et gratuite.)

— Mme Roger Faure,
M. et Mme Philippe Faure et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Soubeyran et leurs enfants,
M. et Mme Claude Bleton et leurs enfants,
Les familles Faure, Fischbacher, Thibault et De Jonge,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Roger FAURE,
leur mari, père, grand-père et allié,
survenu le 10 octobre 1976, dans sa soixante-dix-septième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Dieulefit (Drôme).
« L'Eternel est mon berger. »
(Ps. XXIII, 1.)
L'Echo, 37500 Chinon.

— M. et Mme François Marchand et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Mars et leurs enfants,
Mme Max Guérin, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard de Corbière, ses enfants et petits-enfants,
Le docteur Raymond Guérin,
Mlle Lucienne Paulmier,
Les familles Joseph Guérin, Pierre Guérin, Gengembre, Node-Langlois, Ginisty et Gand, ses beaux-frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Albert GUÉRIN,
née Jeanne Kratz,
dans sa quatre-vingt-troisième année, le 11 octobre 1976, munie des sacrements de l'Eglise.
Un service religieux sera célébré en la chapelle de l'hôpital du centre hospitalier de Versailles le jeudi 14 octobre 1976, à 9 h. 15, et l'inhumation aura lieu dans l'intimité de la famille au cimetière de Douville-sur-Andelle (Normandie).
Ni fleurs ni couronnes.

9, Fg St-Honoré
260-14-14
torrente
HOMME
TOUT LE SPORTSWEAR
Costumes
à partir de 830 F.

Sourds du 3° âge
Les spécialistes de la Maison du Sourd vous conseilleront les appareils les plus adaptés à votre surdité et vous offrent gratuitement :
- un bilan de votre audition
- un essai de ses nouveaux appareils à microphone directionnel.
LA MAISON DU SOURD
31, rue Washington (8e). ALM. 14.97
Fermé le samedi
19, rue Catulienne, Saint-Denis
PLA 70.70 - Fermé le lundi

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 8 octobre, du
docteur Simone LABORDE,
officier de la Légion d'honneur,
chef de service honoraire de l'Institut Gustave-Roussy,
ancien président de la Société d'électro-radiologie française,
secrétaire général honoraire de l'Association française pour l'étude du cancer.
De la part de :
Mme Colette Morin-Laborde,
M. et Mme Yves Morin et leurs enfants,
Mme Daniel Vavasseur,
Mme Germaine Carlos-Ferrière,
Mme Marguerite Petit,
M. et Mme Jean Vavasseur et leurs enfants,
M. Christian Ferrière,
M. et Mme Daniel May et leurs enfants,
Mlle Marie Cazauran,
Mme Rosario Sanchez.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 12 octobre.
14, rue de Martignac,
75007 Paris.
12, rue Nicolet,
75018 Paris.

— M. et Mme Xavier de La Fournière,
M. Dominique de La Fournière,
M. et Mme Bruno de La Fournière,
M. et Mme Patrick de La Fournière,
M. et Mme Jean-Olivier Chopin de Janvry,
MM. Philippe et Thibaut de La Fournière,
Mlles Mathilde et Christine de La Fournière,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Joseph de LA FOURNIÈRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
ancien président de la Chambre des avoués de Paris,
leur père et grand-père,
survenu le 10 octobre, à Paris.
Les obsèques ont eu lieu, dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-François-de-Sales, le 13 octobre.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jules LAMARD,
survenu le 10 octobre 1976 à l'âge de soixante-seize ans.
Les obsèques auront lieu le jeudi 14 octobre 1976 en l'église Saint-Germain de Charonne (124, rue de Bagnolet, Paris-20e), à 10 h. 30, et l'inhumation au cimetière de Pantin parisien dans la sépulture de famille.
De la part de :
Mme Jules Lamard, son épouse,
M. et Mme René Dugué,
M. et Mme Daniel Dugué et leur fille, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Désiré Huysman, ses sœur et beau-frère,
Des familles Sarrasin, Chevaux, Gauthron, ses neveux et nièces.
169, rue de Bagnolet, 75020 Paris.

[La direction et le personnel du « Monde » adressent leurs condoléances à la famille de Jules Lamard, qui fut cadre au service des rotatives avant de prendre sa retraite en 1963.]

— Paris, Lyon.
Le professeur et Mme Noël Mouloud,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur mère,
Mme Louis MOULOUD,
née Eugénie Gaudin,
institutrice retraitée,
survenu le 3 octobre, à Lyon, dans sa quatre-vingt-neuvième année.
Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu, dans l'intimité, à Fontaines-sur-Saône (Rhône).

— Nicole, son épouse,
Patrick et Jean-François, ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Marco RUSSO,
survenu le 10 octobre 1976, à la suite d'une longue maladie.
47, avenue Georges-Mandel,
75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Marilla WEISMAN,
survenu à Paris, le 4 octobre 1976.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 12 octobre, au cimetière du Père-Lachaise.
De la part
De son frère,
De toute sa famille,
De ses collaborateurs,
De tous ses amis.

SC. PO.
Plusieurs cycles de préparation. Entrée en année préparatoire.
Admission en 2e année. Profs de Fac. et Enseignants I.E.P.
Résultats performants. Groupes de 15 étudiants maximum.
Nombre limité de places. Préparation par correspondance.
Possibilité d'inscription conditionnelle.
I.P.E.C. 46 Bd St-Michel 633.81.23 / 033.45.87

ART CONNEXION

AMBRE
SPECIALISTE
DE LA MODE
A PARTIR DU 44
Vous présente
sa nouvelle
Collection-manteaux
Automne-Hiver 77
83 av. du Général-Leclerc PARIS 14e
Centres commerciaux
BELLE EPINE PARLY 2 VELIZY 2
CRETEIL
LYON-LIMOGES NANCY-MULHOUSE

— Le docteur Suzanne Weill,
Mme veuve Georges Weill,
Mme Georges Dreyfus et ses enfants,
M. et Mme Raymond Deboutière et leurs enfants,
M. et Mme André Deboutière et leurs enfants,
M. et Mme Robert Mock et leurs enfants,
Le docteur et Mme Bernard Moch et leurs enfants,
Mme Clémentine Baral,
Et toute la famille,
ont la grande douleur de faire part du décès de
Mme veuve Henri ZIVY,
née Andrée Weill,
agrégée de l'Université de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
leur sœur, belle-sœur, belle-mère, tante et parente,
survenu à Nice, le 10 octobre 1976, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.
Selon la volonté de la défunte, les obsèques ont eu lieu à Nice dans l'intimité familiale.
Villa La Désirade,
Parc Ferber,
06200 Nice.

Remerciements

— Gardonne, Saint-Laurent-des-Vignes, Lamongie - Saint - Martin (Dordogne).
Mme veuve Michel Herman,
Mlles Patricia, Sandrine et Cécile Herman,
M. et Mme Gilbert Herman et leurs enfants,
M. et Mme Alphonse Fogliatti et leurs enfants,
remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de
M. Michel HERMAN.

Anniversaires

— En ce 14 octobre 1976, quatrième anniversaire de la mort de son mari,
M. André JOUCLA-RUAU,
professeur à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence,
Mme André Joucla-Ruau demande à tous ceux qui l'ont connu une pensée émue.

Pour mieux corriger votre vue et protéger vos yeux
le nouveau verre STUDIO T
une exclusivité LEROY
Réalisé dans une matière filtrante et traité spécialement, il exerce une double protection contre la lumière directe solaire ou artificielle et contre les reflets parasites provoquant l'éblouissement.
Se fait dans toutes les corrections, simple et double foyer.
LEROY
Opticien 104 Champs-Elysées
27, bd St-Michel • 11, bd du Palais
18, bd Haussmann • 147, r. de Rennes
127, fg St-Antoine • 158, r. de Lyon
5, pl. des Ternes • 30, bd Barbès
Rayons spécialisés:
appareils auditifs,
verres de contact.

— Le 13 octobre 1974 disparaissait
René JOLY,
ancien élève de l'Ecole normale supérieure.
Que ceux qui l'ont connu et aimé s'associent à sa famille dans son souvenir, et dans celui de son épouse,
Simone JOLY,
née Larger,
décédée accidentellement le 1er mars 1974.

Messes anniversaires

— In memoriam.
Mme M. LÉVY-GILSON,
décédée le 17 octobre 1973.
M. G.-R. LÉVY,
son époux, décédé le 4 août 1959.
Une messe souvenir sera célébrée le 18 octobre, à 8 h. 30, en l'église, 50, avenue Hoche, Paris.

Communications diverses

— L'Association des anciens élèves de l'Ecole navale organise, au Musée de la marine, palais de Chaillot, le vendredi 22 octobre, de 22 heures à l'aube, une « Nuit bleu marine », sous le haut patronage du président de la République et sous la présidence effective de M. Yvon Bourges, ministre des armées. Souper, tombola, programme artistique tahitien. Pour tous renseignements et réservations, s'adresser : Gala marine, 3, rue Octave-Gréard, 75007 Paris. Tél. 260-33-30, poste 27-267.

Visites et conférences

JEUDI 14 OCTOBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., cour du Petit-Trianon, Mme Allaz : « Le parc de Versailles ». — 15 h., 6, place d'Iéna, Mme Bachelier : « La Compagnie des Indes ». — 15 h., 72, avenue Denfert-Rochereau, Mme Chapuis : « Saint-Simon et la vie religieuse ». — 15 h., 1, rue du Figuier, Mme Legregeois : « L'hôtel des archevêques de Sens ». — 14 h. 15, musée Guimet, 6, avenue d'Iéna, Mme Saint-Girons : « Vivre à Venise ».

14 h., 12, rue Buffon : « Le Salon du champignon » (L'art pour tous). — 15 h., métro Cardinal-Lemoine : « Les jardins de la rue Mouffetard, les clochards de la Contrescarpe » (A travers Paris). — 15 h. 30, façade église Saint-Gervais : « Eglise Saint-Gervais. Hôtel de Beauvais, maison de Marie Touchet » (M. de La Roche). — 15 h., 6, place des Vosges : « Synagogues et place des Vosges » (Paris et son histoire). — 19 h. 30, Grand Palais, porte A : exposition « Ramsès le Grand » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 20 h. 30, 17, rue de la Victoire, Mme Evelyne Nakache et M. Henry Bulawko : « La situation des juifs d'U.R.S.S. : impressions de Moscou » (Cercle Bernard-Lazare).

Le SCHWEPPES Bitter Lemon : avant de l'ouvrir, retournez-le.

A L'HOTEL DROUOT

Jeudi

EXPOSITIONS

S. 1. - Tablx anc. Meubl. Obj. art.
S. 4. - Beaux meubles.
S. 8. - Bons meubles anc. et style.
S. 6. - Bijoux. Objets de vitrine. Argenterie ancienne et moderne.
S. 17. - Objets de Chine. Porcel. Cie des Indes. Biscuit bleu turquoise.

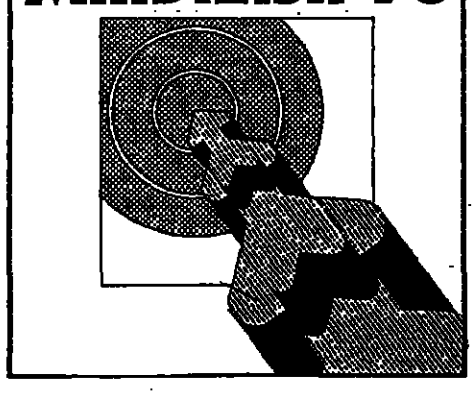
VENTE

S. 9. - Meubles. Objets d'art.

VENTE A MACON (71000)
St-Jean-le-Priche, 71000 MACON
HOTEL CHATEAU SAINT-JEAN
Sam. 23, dim. 24, lun. 25 oct., 14 h.
Vente aux enchères publiques
en suite liquidation de biens
Hôtel Château Saint-Jean
MOBILIER ANCIEN et de STYLE
Bahuts, ép. Renaissance, salons st. L. XIII. L. XVI. L. PH., Crédence L. XV, commodes L. XV, ép. Emp., secrétaires ép. Empire ; Restaur. glaces anc., lustres à cristaux. Peintures XVIIe, XIXe et XXe s.
Matériel d'hôtel, cave, etc.
Exposition vendredi 22 octobre de 14 à 19 h. et samedi matin.
Me D. PLATET, comm.-pris., 1 bis, r. Gambetta, MACON. (85) 38-09-00

l'école et la nation
revue mensuelle du Parti Communiste Français
168 rue du Temple 75003 PARIS - 277-35-22
1951-1976
XXVe ANNIVERSAIRE
N° 264 - OCTOBRE 1976 - 64 pages - 8 F
Les communistes, l'école... vers l'An 2000
Des articles de dirigeants du P.C.F. : Georges MARCHAIS, Etienne FAJON, Guy BESSE, Lucien SEVE, Pierre JUQUIN, Michel DUFFOUR, Georges COGNIOT, Maurice PERCHE.
EN LIBRAIRIES ET KIOSQUES

VENTE A VERSAILLES
Mes Paul et Jacques MARTIN, commissaires-priseurs
3, impasse des Chevau-Légers - Téléphone : 950-58-08
DIMANCHE 17 OCTOBRE
HOTEL DES CHEVAU-LEGERS à 10 h. 45 : HAUTE EPOQUE
GALERIE DES CHEVAU-LEGERS à 14 h. 30
EXCEPTIONNELS TABLEAUX MODERNES
provenant de la succession de M. Georges SAAD.
Exposition vendredi 14-18 h. - 21-23 h. - Samedi 10-12 h. - 14-18 h. 30



M.I.D.E.S.T 76
LAUSANNE
25.29 octobre
Industriels, Responsables d'Approvisionnement !!!
Vous trouverez une solution à vos problèmes de SOUS-TRAITANCE en visitant le
M.I.D.E.S.T. 76
MARCHÉ INTERNATIONAL DE LA SOUS-TRAITANCE
LAUSANNE (Suisse)
Créé et organisé par la Foire et les Salons Internationaux de Nancy
25-29 OCTOBRE
— 1.100 Exposants de 15 pays — 10.000 m2 de stands
Une nouveauté : BOURSE DU SAVOIR-FAIRE
(achats-vente de licences et brevets industriels)
Renseignements : M.I.D.E.S.T., Palais de Beaulieu, CH - 1002 LAUSANNE
Tél. (021) 213.242 - 243 - 244 — Télex : 24.045 MIDST CH

هكذا في الاصل

هكذا في الأصل

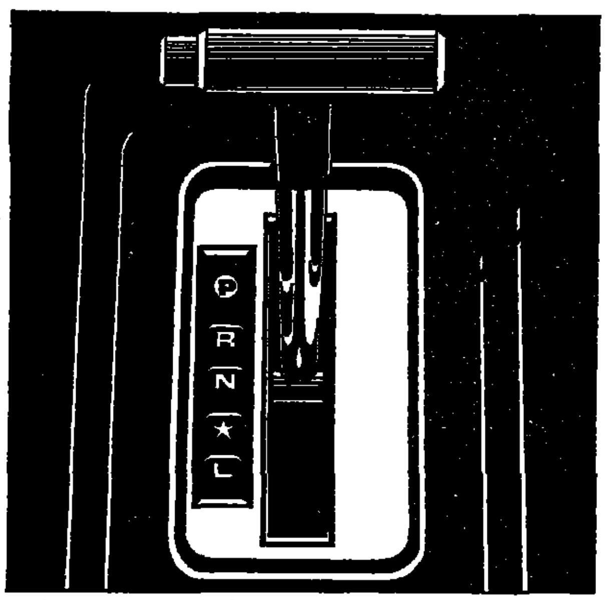
Les Honda Civic automatiques ne coûtent que 1000 F. de plus.

Pour 1.000 F de plus que les Honda Civic à boîte mécanique, les Honda Civic à transmission automatique vous invitent à une conduite calme. Plus de débrayage. Une position marche AR. Deux positions marche AV, de 0 à 80 km/h pour les routes de montagne ou les reprises rapides, et de 0 à la vitesse de pointe en conduite normale.

Pourquoi une si faible différence de prix entre les deux versions des deux Civic, alors que l'automatisme en général fait l'objet d'un supplément élevé ?

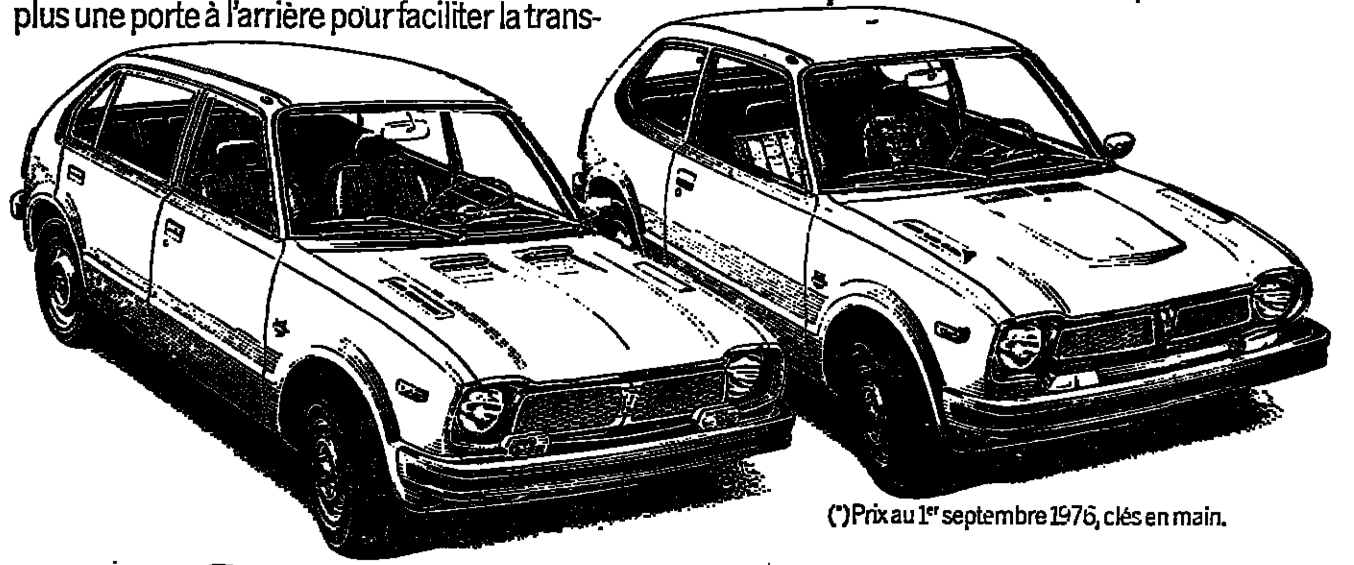
Parce que Honda ne propose pas un automatisme "en option", ni une voiture marginale, mais des voitures conçues, dès les premières études, pour fonctionner naturellement avec une transmission automatique produite en grande série.

Aux États-Unis, par exemple, où on voit des Civic partout, les Civic automatiques sont aussi appréciées que les Civic à 4 vitesses synchro. Et aussi bien les Civic 1200 que les Civic 1500.



Alors maintenant, à vous de choisir. Une 1200 : 3,54 m de long, 7 cv, 4 places, 2 portes plus une porte à l'arrière pour faciliter la transformation en break en escamotant la banquette. Ou une 1500 : 3,70 m, 9 cv, 4 places, 4 portes et un coffre isolé.

Tractions avant à 4 roues indépendantes, leur robustesse, leur équipement, leur finition, n'empêchent nullement leurs prix de rester très raisonnables. Jugez-en. 18.985 F (*) la Honda Civic 1200. Et 22.625 F (*) la Honda Civic 1500. Ajoutez seulement 1.000 F. Vous obtiendrez le prix des Civic automatiques.



(*) Prix au 1er septembre 1976, clés en main.

HONDA
CIVIC

Honda-France, 20, rue Pierre Curie, 93170 Bagnolet. Tél. 360.01.00

75. PARIS • Japauto (75016) 27, av. de la Grande-Armée - Tél. 553.76.90 • Acautos (75005) 28, bd de l'Hôpital (expo-vente) - Tél. 707.73.33 • Sté du Garage Alhambra (75011) 5, av. de la République - Tél. 805.78.07 • Cambronne Automobiles (75015) 26, Villa Croix-Nivert - Tél. 306.91.90 & 567.64.19 • Sté des Garages Paris-Asnières (75017) 11, av. de la Porte d'Asnières - Tél. 754.44.66 • **77. SEINE-ET-MARNE** • AVON (77210) : Avon Auto Sport 9, rue de la République - Tél. 422.17.15 • MEAUX (77100) : Villemareuil Autos 11, av. Durant - Tél. 433.30.31 • MELUN (77000) : Melun Auto Sport 19, bd Chamblain - Tél. 439.07.36 • **78. YVELINES** • COIGNIÈRES-MAISON-BLANCHE (78310) : Soraco 217, rue Nationale - Tél. 050.36.07 & 050.31.53 • MANTES-LA-JOLIE (78200) : Sté Nlle Mantes Sport Service 82, bd Roger-Salengro - Tél. 477.17.21 • PORT-MARLY (78560) : Marly Station Auto 39, rue de Paris - Tél. 958.50.14 • SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) : Éts Fabris 41, rue de Poissy - Tél. 963.15.29 & 963.24.78 • **91. ESSONNE** • PARAY-VIEILLE-POSTE (91550) : Garage Bellanger 37, route de Fontainebleau - Tél. 921.53.61 • SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91700) : Garage Lechelle 51, av. Régiment Normandie-Niemen - Tél. 595.31.46 • VILLEBON-SUR-YVETTE (91661) : Motor Service Val d'Yvette 45 bis, av. du Général-de-Gaulle - Tél. 590.29.85 • **92. HAUTS-DE-SEINE** • BOULOGNE (92100) : Garage du Parc 63/69, rue de Billancourt - Tél. 825.00.01 & 605.91.00 • CHATENAY-MALABRY (92290) : Carrosserie Prudent 27, av. de la Division-Leclerc - Tél. 702.42.42 • LEVALLOIS (92300) : Japauto 91/93, rue Paul-Vaillant-Couturier - Tél. 737.52.94 • LEVALLOIS (92300) : Garage Michelet (atelier agréé) 88, quai Michelet - Tél. 737.90.49 • SURESNES (92150) : Val d'or Autos 150, bd Henri-Sellier - Tél. 506.10.70 • **93. SEINE-SAINT-DENIS** • AULNAY-SOUS-BOIS (93600) : 1000 Voitures • Garage Aulnay-Parinor 111, route de Gonesse - Tél. 929.91.32 • MONTREUIL (93100) : Garage Baudin 20, rue Baudin - Tél. 287.06.17 & 858.19.61 • LES PAVILLONS-SOUS-BOIS (93320) : Auto Moto Service 73, av. Aristide-Briand - Tél. 848.61.90 • ROSNY-SOUS-BOIS (93110) : Garage de l'Avenue 34, av. de la République - Tél. 875.22.21 • **94. VAL-DE-MARNE** • VILLEJUIF (94800) : Marnell Auto 124/131, bd Maxime-Gorki - Tél. 677.11.60 • **95. VAL D'OISE** • ARGENTEUIL (95100) : Garage Marques 90, route de Pontoise - Tél. 982.63.20 • BEZONS (95870) : Garage du Grand Cerf 52, rue Émile-Zola - Tél. 982.76.76 • MONTMORENCY (95160) : Garage Del Greco 12, av. Georges-Clemenceau - Tél. 964.21.93 • SANNOIS (95110) : Garage Bernard Busson 21, rue du Chapeau-Rouge - Tél. 981.43.27.

SPORTS

ATHLÉTISME

La Fédération internationale réclame l'ouverture d'une enquête sur Guy Drut

M. Adrian Paulen, président de la Fédération internationale d'athlétisme (FIA), a déclaré mardi 13 octobre à Barcelone, où a lieu la session du Comité international olympique (C.I.O.), que la F.I.A. avait demandé à la Fédération française d'athlétisme d'ouvrir une enquête à propos des récentes déclarations de Guy Drut. M. Adrian Paulen a précisé : *« Qu'il était normal que la FIA réagisse ainsi après les déclarations tapageuses de Guy Drut et le fait qu'il ait reconnu avoir touché beaucoup d'argent. »*

La Fédération française d'athlétisme, qui avait déjà, sur une demande d'enquête du C.I.O., « couvert » Guy Drut avant les Jeux de Montréal, au sujet d'une affaire de publicité, aura cette fois bien des difficultés à défendre le champion olympique du 110 mètres haies, ses déclarations ne prêtant à aucune équivoque. Mais quelle que soit la réaction de la Fédération française d'athlétisme — qui aura du mal, si telle est son intention, de démontrer, preuves à l'appui, que Guy Drut a effectivement reçu de l'argent — et les décisions prises ultérieurement par la Fédération internationale, il ne semble pas que Guy Drut ait grand-chose à redouter des effets de cette enquête. Le champion olympique a fait définitivement ses adieux au sport dit « amateur », et même si, dans le pire des cas, le Comité olympique international décidait de lui retirer sa médaille d'or, comme M. Adrian Paulen en a avancé l'éventualité, cette sanction n'aurait qu'une signification abstraite et il resterait pour le public l'authentique champion olympique du 110 mètres haies.

En 1968, après les Jeux d'hiver de Grenoble, Jean-Claude Killy avait connu la même mésaventure et l'intransigeant président du C.I.O. de l'époque, M. Avery Brundage, avait bien tenté de faire rendre ses trois médailles d'or à Jean-Claude Killy dont la réponse avait été, *« qu'il vienne les chercher »*. Comme Drut, Killy avait quitté aussitôt le sport amateur, et sa réussite, depuis, n'a pas eu à pâtir de ses démêlés avec le C.I.O., bien au contraire. L'actuel président du C.I.O., lord Killanin a d'ailleurs bien assoupli la position du mouvement olympique à l'égard des rapports du sport amateur et de l'argent et il a même déclaré, le 11 octobre à Barcelone, *« qu'à son avis les Jeux olympiques de l'an 2000 pourraient bien être ouverts à tous les sportifs, amateurs et professionnels confondus »*. En somme, Guy Drut n'aura fait que prendre les devants. — F. J.

OMNISPORTS

UNE RÉVISION DE LA FORMULE DES CENTRES D'ANIMATION SPORTIVE ?

Le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP), qui a été reçu le mardi 12 octobre par M. Soisson, fait savoir que le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports envisage d'abandonner l'expérience des C.A.S. (centres d'animation sportive) créé il y a trois ans à l'initiative de M. Comiti.

Au secrétariat d'État, on confirme que cette mesure pourrait intervenir dans le cadre d'une politique d'ensemble tendant à réorganiser le secteur extra-scolaire. Les crédits affectés à ce secteur seraient redistribués après discussions avec le SNEP.

LES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES PROPOSENT UN PLAN DE REDRESSEMENT DU SPORT EN FRANCE

Auteur d'une demi-douzaine de propositions de loi pour le développement de l'éducation physique et du sport, le groupe parlementaire du parti communiste en déposera bientôt une septième sur le bureau de l'Assemblée nationale. Une telle persévérance n'est motivée, ont précisé les élus communistes, que par le souci qu'a toujours eu le P.C. de faire du sport un droit pour tous.

C'est ce qu'a rappelé devant la presse, mardi 12 octobre, M. Guy Ducoloné, vice-président de l'Assemblée nationale, en présentant un plan d'urgence pour le redressement du sport en France. « Permettre à chacun de retrouver le goût du sport à travers ses premières émotions d'enfance », selon l'expression de M. Georges Hage, député du Nord, c'est faire de l'éducation physique et sportive à l'école une priorité. C'est aussi accorder toute son attention au sport de masse en le développant sur le lieu du travail. C'est permettre enfin, à tous ceux qui en auraient le goût et le désir, de devenir des sportifs de haut niveau.

***Ces thèmes méritaient d'être* actualisés à la lumière des derniers événements — Jeux olympiques, crise de l'athlétisme — et des récents débats à la fête de « l'Humanité ». Les parlementaires communistes sont décidés à faire repousser le projet de budget 1977 qui sera discuté au Palais-Bourbon le 3 novembre pour ce qui concerne la jeunesse et les sports : son maintien au taux de 0,75 % du budget national les incite à soutenir l'action de ceux qui en réclament le doublement. — F. S.**

CORRESPONDANCE

Guy Drut et le professorat d'éducation physique et sportive

Après la publication dans le Monde *du 5 octobre d'un article intitulé « Guy Drut renonce à la compétition », Mme Dehan, de Neuilly (Hauts-de-Seine), nous écrit pour nous signaler que le titre de professeur d'éducation physique et sportive du champion olympique n'a été que rarement rappelé. C'est cependant cette qualification qui lui inspire les réflexions suivantes :*

J'admire vivement la franchise dont Guy Drut vient de faire preuve en dénonçant un amateurisme corrompu. Il a dit son horreur des situations fausses et annoncé sa décision de ne plus vivre en touchant des « enveloppes ».

Je lui suggère de clarifier sa propre situation en prenant effectivement son poste de professeur d'éducation physique et sportive de l'enseignement secondaire ; *son compte bancaire ou postal* sera crédité, chaque fin de mois, de quelque 2 500 francs, traitement régulier d'un professeur débutant. Ainsi, il n'aura plus aucune crainte sur son avenir.

Je ne le connais pas, mais le candidat classé premier des « reçus-collés » au CAPES d'éducation physique dont il a été lauréat (juillet 1975) appréciera sûrement cette solution à ses problèmes d'argent : le poste qu'il aurait pu avoir sera vraiment occupé.

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 13 octobre 1976 :

DES DÉCRETS

● Fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'aliénation, à l'ouverture, au redressement et à la fixation de la largeur des chemins ruraux.

● Relatif aux accords entre la région d'Ile-de-France et les régions créées par la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972.

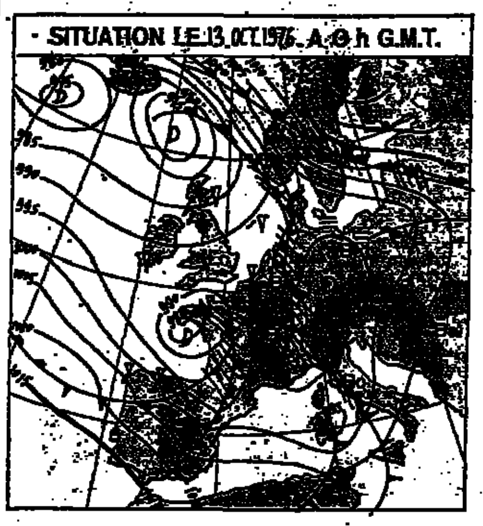
● Portant publication de la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile.

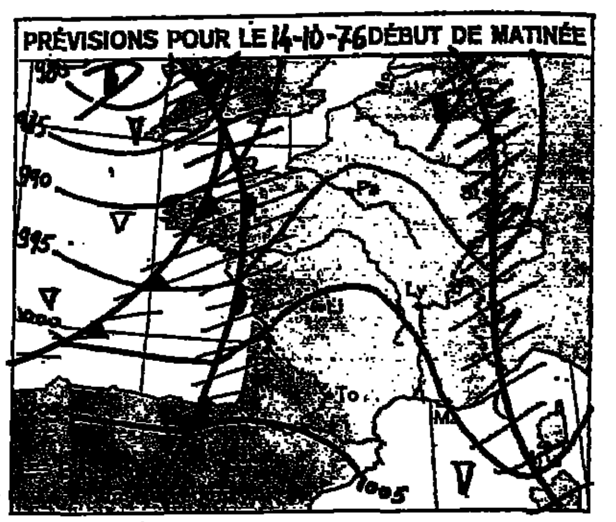
D'autre part, *le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* du 13 octobre, publie un arrêté portant attribution de la médaille d'honneur aux employés et ouvriers civils du ministère de la défense.

Transports

● *Un plan des transports en commun pour la région parisienne* sera mis en vente le lundi 18 octobre. — Dans les deux pages centrales du plan de poche figure une carte générale de la région, découpée en quatorze plans plus détaillés que les usagers retrouveront dans le reste de l'ouvrage. Des plans de métro et de la S.N.C.F. ainsi que des numéros de téléphone et des renseignements utiles compléteront le guide. (Transpoche, 10 F.)

MÉTÉOROLOGIE





Évolution probable du temps en France entre le mercredi 13 octobre à 0 heure et le jeudi 14 octobre à 24 heures :

La dépression centrée le 13 octobre, à 0 heure, sur le sud de la Bretagne se déplacera vers l'est, à travers la France, puis vers le nord-est, en se comblant. Une nouvelle dépression se creusera sur l'Atlantique et atteindra les îles Britanniques le jeudi 14 octobre.

Ce jour-là, une zone pluvieuse s'étendra en début de journée de la Manche occidentale au Bassin aquitain. Les autres régions bénéficieront d'éclaircies matinales, mais les pluies traverseront ensuite l'ensemble du pays et persisteront le soir sur nos régions de l'Est.

Après le passage de cette zone pluvieuse, un temps frais et variable s'établira, avec alternance d'éclaircies et d'averses. Les vents s'orienteront à l'ouest ou au nord-ouest ; ils deviendront assez forts dans l'intérieur, forts sur les côtes, où des rafales atteignant la tempête sont à craindre. Les températures baisseront un peu.

Mercredi 13 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 993,1 millibars, soit 744,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Ajaccio, 25 et 12 degrés ; Biarritz, 16 et 12 ; Bordeaux, 16 et 11 ; Brest, 12 et 10 ; Caen, 15 et 10 ; Cherbourg, 13 et 10 ; Clermont-Ferrand, 13 et 6 ; Dijon, 13 et 9 ; Grenoble, 13 et 4 ; Lille, 14 et 6 ; Lyon, 10 et 7 ; Marseille, 15 et 7 ; Nancy, 15 et 10 ; Nantes, 16 et 12 ; Nice, 19 et 12 ; Paris-Le Bourget, 15 et 9 ; Pau, 16 et 11 ; Perpignan, 18 et 11 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 18 et 10 ; Tours, 15 et 10 ; Toulouse, 16 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 14 degrés ; Amsterdam, 16 et 6 ; Athènes, 24 et 17 ; Berlin, 20 et 10 ; Bonn, 19 et 10 ; Bruxelles, 15 et 7 ; îles Canaries, 24 et 19 ; Copenhague, 13 et 12 ; Genève, 14 et 9 ; Lisbonne, 19 et 17 ; Londres, 15 et 9 ; *Madrid, 12 et 11* ; Moscou, 1 et —3 ; New-York, 16 et 2 ; Palma-de-Majorque, 22 et 14 ; Rome, 23 et 16 ; Stockholm, 10 et 5 ; Téhéran, 26 et 16.

Si on pouvait enfermer l'arôme d'Amsterdamer dans un flacon... on aurait créé le plus formidable parfum d'homme.

En attendant... fumez Amsterdamer ! (ça sent si bon !)

Régie Française des Tabacs sous licence Rinsoz et Ormond

AMSTERDAMER

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 585

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I						■			
II						■			
III			■		■				
IV							■		■
V			■						
VI									
VII	■			■				■	
VIII	■								
IX						■	■		
X		■	■		■				
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Raphaël est l'un des plus connus ; Familier à un hippiatre. — II. Généralement noires à l'extérieur, parfois blanches à l'intérieur ; Article. — III. Préfixe ; Fil conducteur. — IV. Bergère ou servante. — V. Désigne un Grand ; On y blanchissait souvent très jeune. — VI. S'intéresse accessoirement au cours des rivières. — VII. Caractères droits ; Recherché pour son extrême délicatesse. — VIII. Emettra à nouveau. — IX. Fléchis ; Vieux mot. — X. Sèchent en vieillissant. — XI. Ne pourra jamais se vanter d'être le premier venu.

VERTICALEMENT

1. Le plus sot est au sommet d'une échelle ; Fait partie du répertoire. — 2. Précieux liquide. — 3. Agrément de Gavroche ; Large quand il est plat. — 4. Table de travail ; Dépend d'une hacienda. — 5. Désigne un chef ; Rats. — 6. Voyageait à bon compte ; Emis par une brebis égarée. — 7. Coule en Angleterre ; Dans le fond, son lit n'est vraiment pas propre ; *Fait le joli* cœur. — 8. Peintre ou cinéaste ; Filtre portatif de modèle ancien. — 9. Orientation ; Prend certaines précautions ou rend plus flatteur.

Solution du problème n° 1 584

Horizontalement

I. Reporters. — II. Ecriteau. — III. Poil ; Nues. — IV. Olé ! ; Lu. — V. Ré ; Epaule. — VI. Lustres. — VII. Ami ; Ie. — VIII. *Géni*tures. — IX. Erg ; Trame. — X. Sées ; Gin. — XI. Sucrées.

Verticalement

1. Reportages. — 2. Ecole ; Mère. — 3. Prie ; Linges. — 4. Oil ; Eu ; Su. — 5. Rt ; Psitt ! — 6. Tentateur. — 7. Eau ; Ur ; Rage. — 8. Ruelle ; Emie. — 9. Sues ; Sens.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	93 F	175 F	252 F	330 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	188 F	355 F	523 F	680 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE - LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	125 F	230 F	335 F	440 F
II. — TUNISIE	163 F	305 F	448 F	590 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Encore (mais seulement) 15 appartements à Censier 33.

Du 2 au 5 pièces, en cours d'achèvement.

Au cœur du 5e arrondissement, à deux pas des lycées et des facultés, du Jardin des Plantes, du marché de la rue Mouffetard, des restaurants de la Contrescarpe... Visite sur place 33 rue Censier. Prix fermes et non révisables.

SEFRI-CIME 538 52 52

Tour Maine-Montparnasse Paris

DELIA

هكذا في الأصل

هكذا عن الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Société de Services en croissance rapide, nous mettons en place de nouvelles structures de gestion. Nous recherchons pour notre Siège (Paris 12ème)

un jeune chef comptable

85.000

Rattaché au Directeur Général, il a la responsabilité du service comptabilité (3 personnes), de la préparation des budgets, CE et tableaux de bord mensuels, du bilan et des déclarations fiscales et sociales.
Il met progressivement en place une nouvelle organisation de contrôle budgétaire.

De formation D.E.C.S., Sup. de Co, gestion..., ce cadre a acquis une expérience de 5 ans dans un cabinet comptable ou en entreprise.

Poste évolutif nécessitant curiosité d'esprit, goût des responsabilités et autonomie d'action.

Adresser lettre manuscrite, photo et rém. actuelle sous réf. 628 M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier — 75009 PARIS

GROUPE EUROPÉEN

EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

Nous concevons, fournissons et finançons des Installations Industrielles et cherchons pour cette activité un :

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

OU

INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE

ayant les compétences suivantes :
- Négociations à un niveau élevé ;
- Financement à l'exportation ;
- Etablissement et suivi des contrats ;
- Expérience à l'étranger appréciée.

Langues : allemand, anglais.

Envoyer curriculum vitae. photo et prétentions à :

KLÖCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

Recherchons pour ENGINEERING

1) TECHNICIENS
Spécialistes TUYAUTERIE pour établissement spécification, métré, commande matér. Expér. industrie pétrole exigée.

2) CHEF DE SECTION
B.E. CHAUDRONNERIE
Connaissant construction
Expér. emploi similaire exigé. Lieu travail région parisienne, prévoir installation définitive dans 10 mois Nord de la France. Urgent - Tél. : 766-51-69.

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS recherche

ORGANISATEUR INFORMATICIEN
ayant une réelle expérience de la distribution, capable de contrôler la refonte des procédures administratives, de concevoir et de suivre la réalisation d'applications nouvelles - LIBRE RAPIDEMENT. Adr. C.V. détaillé à CLAIR, 38, r. d. Mathurins, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPTE SOCIETE recherche

JEUNE E.S.C.
pour ses Services Comptables. Ecr. avec C.V. et prétentions, à nº 786, SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX

---

digital

Si vous vendez des systèmes "INFORMATIQUE DE GESTION", Vous nous avez déjà rencontrés. Nous sommes le Nº 1 des mini-ordinateurs et les promoteurs de l'INFORMATIQUE REPARTIE.

Venez participer à l'expansion de ce département commercial ; il double son chiffre d'affaires chaque année.

Nous recherchons des

ingénieurs commerciaux

ayant :
- une bonne connaissance de l'informatique,
- l'ambition de prendre des responsabilités,
- une expérience minimum de 2 ans,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Veuillez adressez votre C.V. + photo sous référence BM4 à :
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Direction du Personnel
18, rue Saarinen - Cidex L 225 -
94533 RUNGIS SILIC

digital

emplois régionaux

POUR UN GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

HEC ESSEC ESCP

ou équivalent, débutant, intéressé par la **distribution, les ventes et le marketing, de produits de consommation,** (verrerie culinaire) sur le marché européen.

Après une première affectation (environ 18 mois) "sur le terrain" dans l'Est de la France, l'évolution de carrière s'organisera, soit dans la direction commerciale, soit vers le département marketing de la division.

Les opportunités internationales seront réelles : ANGLAIS indispensable et/ou ALLEMAND, ESPAGNOL.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo à nº 37429 P.A. SVP, 37, rue du Général Foy. 75008 PARIS.

VOUS ÊTES ENCORE JEUNE
- le goût du contact humain,
- une grande curiosité d'esprit, servi par l'esprit d'analyse et de synthèse,
- une bonne formation de base, (HEC - ESSEC - SUP de CO - Sc. Po.),
- des ambitions personnelles que vous souhaitez faire coïncider avec les ambitions d'une entreprise,

Nous sommes une des quatre premières sociétés de CRÉDIT BAIL MOBILIER, recherchant

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

apte, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de Crédit Bail en aidant les P.M.E. à résoudre leurs problèmes d'INVESTISSEMENT.
Résidence : grande ville de France.

Envoyer C.V. man. et photo sous le nº 80.042 à : CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Un groupe français, leader mondial dans sa spécialité, cherche, pour une de ses unités de production de la région Rhône-Alpes, un :

directeur d'usine

Ingénieur ECP, AM ou équivalent. Il a l'expérience des constructions mécano-soudées et électromécaniques en moyennes et petites séries. Écrire ss. réf. 389 LM à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Importante Entreprise
fabrication menuiserie aluminium
implantée en région BOURGOGNE

recherche :

INGÉNIEUR ÉTUDES TRAVAUX

pour prendre la responsabilité d'une section études de prix et suivi de chantiers (pose des menuiseries).

Le candidat retenu aura une formation ingénieur T.P. ou similaire. Une expérience et une connaissance en menuiserie aluminium et murs rideaux seront très appréciées.

Merci de nous adresser C.V. manuscrit et prétentions à nº 7.762.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

SOCIETE INTERNATIONALE
REGION NICOISE
recherche

ingénieur de recherche

ayant au moins 5 années d'expérience de recherche et développement pour des produits de grandes séries destinés à des biens de consommation durables (électrodomestiques, automobiles, etc...).

Le poste dépend directement du Directeur Technique et comprend la responsabilité et l'animation d'une équipe travaillant à l'amélioration des matériaux et des technologies, ainsi qu'au développement de produits nouveaux.

Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Ecrire C.V., références, prétentions à No 80.189 CONTESSE PUBLICITE — 20, avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Société industrielle leader dans sa branche, 120 000 F de C.A., recherche pour **DREUX**

• le chef du service administratif et financier

• le chef du groupe comptabilité

Les deux candidats devront être capables, chacun à son niveau, de contribuer à la mise en place d'une organisation faite autour d'un mini ordinateur de gestion.

Le premier poste convient à un candidat d'au moins 35 ans, ayant une formation comptable solide, DECS + certificat supérieur juridique et fiscal et une expérience de quelques années comme titulaire ou adjoint d'un poste analogue.

Il devra connaître en outre les problèmes de trésorerie, la législation sociale et le Droit du travail. La langue allemande sans être indispensable peut être utile.

Le second poste nécessite une formation du niveau BTS comptabilité ou une expérience de quelques années comme comptable 2e échelon dans une entreprise moyenne. Il demande en outre des aptitudes pour encadrer un groupe de personnes.

Les candidatures doivent être adressées avec lettre manuscrite indiquant la rémunération souhaitée, C.V., photo récente à

C.G.O. DIR SELECTION
28, rue Sedaine - 75011 Paris

R.T.C.

LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC
Centre Industriel de
CAEN

recherche pour son département CIRCUITS INTEGRES

INGÉNIEURS-PHYSICIENS

(E.P.C. Mines)
pour travailler au développement de nouveaux procédés en partie physique.

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

(E.S.E. - E.N.S.E.R.G.)
pour travailler à la conception de circuits intégrés.

Ecrire Service du Personnel,
route de la Délivrande,
B.P. 6025
14001 CAEN CEDEX.

SOCIETE TRANSFORMATION
MATIÈRE PLASTIQUE
recrute
pour son départ. pièces industr.

UN DIRECTEUR
RESPONSABLE DU RESULTAT D'EXPLOITAT. EXPER. CHEF D'ENTREPR. NECESSAIRE.

LIEU RÉSID. LORRAINE
Ecr. nº T. 93.785 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Rech. en BANL. et PROVINCE CORRESPONDANTS-ORGANIS. pour nos conférences-films (inédits) de voyages 12 % sur recettes net. Tél. 705-26-60

Important Bureau d'Etudes Bâtiment, siège Paris, recherche pour son Agence MULHOUSE adjoint au responsable régional :
- INGENIEUR DIPLOME DU BATIMENT, 3 à 5 ans d'expérience de BET avec spécialisation dans béton armé complétée par connaissance générale T.C.E.
- Le candidat sera chargé des Structures et pourra bénéficier d'une situation d'avenir s'il démontre un tempérament actif et une forte personnalité, et aime en outre le travail en équipe.

Rémunérat. brute annuelle prop. 65.000 à 75.000 selon expérience.
Adresser C.V. et prétentions
S.G. CECOBA
49, r. Marx-Dormoy, 75018 Paris

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

SPERRY UNIVAC

2è CONSTRUCTEUR MONDIAL D'ORDINATEURS

INGENIEUR DEBUTANT

ou 2 ans d'expérience
(X, Centrale...)

pour assister le chef de projet lors du démarrage d'un système d'importance nationale.
Expérience série 1100 souhaitée.
Anglais parlé indispensable.
Déplacements (courte durée - longue durée) à prévoir.
Possibilité d'évolution vers un poste d'avant-vente.

Adresser votre C.V. détaillé et prétentions sous référence MG au Service du Personnel 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX.
Réponse et discrétion assurées.

Syndicat Inter-communal de l'informatique Bobigny, recrute

OPÉRATEUR
Adresser candidature à la Présidente. Mairie de Bobigny.

Sté expertise comptable rech.
- CHEF DE MISSION
- EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE niv. C.S. - Rev.

Ecrire avec C.V. et prétent. à SODIP, 50, rue de la Justice, Paris-20e.

---

1) BOURSE
INGENIEUR-DOCTEUR
(Mines - Centrale - ENSI)
Etude de la mise au point d'un procédé de fusion de matériaux réfractaires dans un plasma thermique (transfert de chaleur, modélisation, mesures à haute température). Relations avec industrie céramique et E.D.F. Durée 2 ans.
2) EMPLOI DE TECHNICIEN (2 ans). Formation électromécanique. Conception et exécution de montages mécaniques et électrotechniques.
Réalisation d'expériences au sein d'une équipe de recherche en laboratoire.
Niveau souhaité : DUT, BTS ou formation équivalente.
M. C. BONET, C.N.R.S., B.P. 5 ODEILLO, 66120 FONT-ROMEU
(68) 30-10-24

M.D.S. France S.A
SYSTEMES INFORMATIQUES

recherche

UN ANALYSTE

- formation supérieure,
- 4 ans d'expérience en analyse et programmation,
- expérience des démarrages,
- COBOL et assembleur indispensables,
- le sens des contacts humains
- connaissance de l'anglais.

Rattaché directement à la Direction Technico-commerciale, il aura immédiatement la charge de réaliser et mettre en place une gestion de stock évoluant ultérieurement vers le temps réel.

Son évolution sera celle d'un chef de projets pour les applications internes de la société.

Adresser C.V. manuscrit et photo à la Direction Technico-cciale M.D.S. France
197 rue de Bercy 75582 PARIS cedex 12

Nous sommes une des premières Entreprises françaises de METALLURGIE des métaux non ferreux.

Nous cherchons pour assister le Chef du Personnel d'une usine de plus de 700 personnes

un jeune cadre

fonction personnel

Il devra participer activement à l'ensemble des aspects de la fonction :
Recrutement, Gestion, Formation, Sécurité, plus particulièrement en ce qui concerne le personnel ouvrier.

Une Formation Supérieure en SCIENCES HUMAINES est souhaitable. L'expérience n'est pas indispensable.
Lieu de travail : Proche Banlieue Est.
Adresser CV complet (prétentions, photo) sous référence 7684 à

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

GROUPE SIDE-STUDIA
recherche
LIBRE RAPIDEMENT
UN PROGRAMMEUR
bonnes connaissances GAP II matériel IBM 3 et IBM 32.
Adresser C.V. 11, rue Degas. 75016 PARIS.

Importante Librairie recherche

PARIS ET BANLIEUE
MESSIEURS, DAMES
pour poste agent régional sur leur région. Bonne présentation. Goût du commerce. Dynamique. Age et travail antérieur indiffér. si désir réussir. Salaire élevé si capable. Statut V.R.P. Avantages sociaux. Travail libéral dans ambiance jeune. Formation sur place par responsable.
Se présenter à :
LIBRAIRIE ANAVOIZARD
12, av. du Bel-Air - Paris (12e)
Métro Nation

ÉDITEUR JEUNESSE
recherche

RÉDACTRICE
TRAVAIL VARIE - 5 X 8
Env. lettre manuscr., C.V., ph. et prétent. : Deux Coqs d'or, 28, r. de la Boétie, Paris (8e)

INTERDATA

Un des leaders mondiaux de la mini-informatique

distribué par X-DATA en

FRANCE - BENELUX - SUISSE

recherche pour

PARIS - LYON - BRUXELLES

A) DES TECHNICIENS DE SAV

Ces postes conviendraient à des candidats ayant une bonne formation technique (B.T.S. ou équivalent), possédant 2 à 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine des ordinateurs et leurs périphériques.

B) DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ayant une bonne formation technique, possédant plusieurs années d'expérience de la vente d'ordinateurs dans les domaines scientifiques, temps réel et gestion.

Pour ces postes, anglais courant exigé, formation assurée, rémunération en fonction de la qualification.

Envoyer C.V. manuscrit à la Direction du personnel X-DATA, 50-56, rue de la Procession, 75737 PARIS CEDEX 15.

Nous cherchons, pour le compte d'une organisation très importante,

DIRECTEUR

D'UNE CHAINE HOTELIERE
opérant au niveau mondial, avec siège en Suisse Romande.

Ce poste, réellement élevé, est destiné à un spécialiste de 40 ans environ qui, après avoir achevé des études supérieures, ait fréquenté, si possible, une grande école hôtelière.
Plusieurs années de pratiques sont exigées, dont une partie à l'échelon de direction. L'expérience au sein d'une chaîne hôtelière est indispensable.
Les candidats doivent être prêts à prendre domicile en Suisse Romande et à voyager en Europe et outre-mer plusieurs fois par an. La nationalité est indifférente, mais la maîtrise parfaite des langues française et anglaise est une condition absolue.
La rémunération correspond aux exigences et aux grandes responsabilités qui seront confiées à ce cadre supérieur. Discrétion garantie. Aucun dossier ne sera transmis à notre commettant sans l'accord formel du candidat.

Veuillez adresser des offres de services complètes, avec un document manuscrit, à **ADIA-SELECTION CADRES**, Grand-Pont 12, **LAUSANNE** (Suisse) en spécifiant sur l'enveloppe **HOT**.

CENTRE DE FORMATION PARIS, offre poste

ANIMATEUR DE FORMATION
à candidat 30 ans minimum, ayant bonne expérience de l'animation en milieu industriel.

- Culture générale supérieure très étendue.
- Très bonne connaissance en psychologie et pédagogie.
- Aptitudes pédagogiques et sens psychologique très développés.

Ecr. avec C.V. manusc. à 80.148 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00.	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Entreprise importance nationale
Bâtiment et Travaux publics
recherche pour son département
Bâtiment Etranger

AFRIQUE NOIRE
EXTRÊME-ORIENT

Ingénieur
Directeur de Travaux

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour opérations « clés en main », responsable des relations avec les autorités locales, de la gestion et des travaux.

Ingénieur
responsable de projets, études et réalisations

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour des opérations importantes de bâtiments « clés en main » (hôtels, hôpitaux, etc.), confirmé, 5 ans minimum d'expérience, si possible de travaux à l'étranger, capable de mener une étude de Génie civil à exécuter par l'entreprise. Missions allant de la préparation des projets au siège à leur suivi jusqu'à la réception des ouvrages et comprenant des déplacements de courte durée à l'étranger : larges possibilités d'évolution des responsabilités tant au siège social que dans les agences et sur les chantiers à l'étranger.

Ingénieur
d'études au siège

T.P., A.M. ou équivalent
2 ans minimum d'expérience si possible de travaux à l'étranger, rapidement disponible.

Adresser réponse avec C.V., photo et prétentions n° 80.066 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

ORGANISME NATIONAL

Chargé promouvoir et assurer formation continue des adultes et des jeunes auprès de l'ensemble de la profession recherche pour diriger son centre de Paris

chef du service formation

90.000 F

Ce « patron », 32 ans minimum, de formation supérieure :
- anime l'équipe en place, (20 formateurs et permanents)
- organise et gère les moyens alloués avec bon sens et rigueur,
- suit et développe commercialement les relations du centre avec les entreprises (Ile de France exclusivement).

Une solide expérience industrielle dans un poste opérationnel, suivie ou précédée d'une pratique de formation d'adultes d'au minimum 2 ans est indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 629 M à

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier — 75009 PARIS

WABCO WESTINGHOUSE
BANLIEUE NORD-EST PARIS
Renforce ses structures commerciales et offre situation et responsabilités importantes à

CHEF DES VENTES CONSTRUCTEURS

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur confirmé, ECP, AM ou équivalent, ayant 10 à 15 ans d'expérience professionnelle, des connaissances du milieu Poids Lourds, l'habitude des contacts commerciaux et de la gestion.

Responsable d'un C.A. important et d'une équipe étoffée, il aura une activité large et variée : participation à l'élaboration de la politique commerciale, prévisions, réalisations, gestion, contacts avec sociétés sœurs, collaboration avec les B.E. pour les nouveaux produits, etc..

Anglais courant indispensable. Connaissance de l'allemand appréciée.

Ecrire sous réf. UK 211 AM.
4, rue Massenet, 75016 Paris.
DISCRETION ABSOLUE.

etap

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
ANGLO - FRANCO - AMERICAIN
FABRICANTS PRODUITS CHIMIQUES

RECHERCHE

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
(POUR L'HEXAGONE)

MISSION :
CONTACTS AVEC INDUSTRIE PETROLIERE HAUT NIVEAU.
VENTES ET SUIVI ACTIONS COMMERCIALES.
RAPPORTS TECHNIQUES.

PROFIL : 28 ans minimum :
FORMATION CHIMISTE SOUHAITEE.
CONNAISSANCE APPROFONDIE INDUSTRIE PETROLIERE ET CONNEXE.
ANGLAIS SOUHAITABLE.
VOITURE DE FONCTION - FRAIS REMBOURSES.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions Ecrire sous le numéro 7.716, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui transm.

SOCIETE DES TUYAUX BONNA

C.A. 450 millions de francs - Effectif 2.500 personnes. Grands travaux d'hydraulique en France et à l'étranger. Préfabrication canalisations béton armé et béton précontraint, recherche

le chef de sa section études

Canalisations et produits en béton armé et béton précontraint.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur PONTS, CENTRALE, MINES ou ENSI Grenoble et Toulouse, ayant environ 4 années d'expérience dans bureau d'études d'une Entreprise de Travaux Publics.
Pour candidat de valeur, évolution prévue au sein de la *Société* vers la prise en charge de Centre de responsabilité.

Ecr.av.c.v., photo à Société des Tuyaux Bonna B.P. 371.08 Paris cedex 08

SOCIETE DES CIMENTS FRANÇAIS

recherche pour sa division internationale en expansion

UN CADRE INTERNATIONAL

Sous la responsabilité du Directeur de la division il participe activement :
- à l'organisation de la nouvelle filiale américaine
- à la mise au point des politiques de cette sté.

Il assure le contrôle de sa gestion.

C'est un ingénieur Grande École qui possède une formation de gestion et quelques années d'expérience dans une société à activités internationales
Poste basé à Paris, voyages fréquents.
Anglais courant indispensable.

Env. CV, photo et appointements désirés s/ref. 7227 à :

P.L. **Pierre Lichau** 10, rue de Louvois
75063 Paris cédex 02 qui transmettra

Pierre Lichau s.a.

URGENT

PRESSMAN FOR ROTOGRAVURE PRESS WITH INLINE CONVERTING EQUIPMENT

CANADIAN MANUFACTURER of folding cartons requires pressman to operate inline rotogravure and die-cutting equipment for new plant in Eastern Ontario. Applicants should have proven technical ability and experience in gravure printing and die-cutting.

It is a new operation being developed by an innovative company, whose policy is to promote from within. Excellent wages, fringe benefits and working conditions in a new modern factory. Every assistance will be given to successful applicant to relocate. For interview candidates should address no later than October 16th their application with curriculum vitae, picture and sample handwriting to Box No P. 3409 Publicitas, CH-1002 Lausanne/Switzerland.

Important groupement de distribution de
MATERIAUX de CONSTRUCTION
(80 entreprises adhérentes) cherche

cadre supérieur spécialiste des questions marketing et commercial

En relation constante avec la Direction Générale et les Chefs d'entreprises :
- il participe à l'élaboration de la politique commerciale du groupement et veille à sa mise en œuvre,
- il organise la formation pour les entreprises adhérentes,
- il anime et coordonne une équipe de Conseillers Régionaux.

Cette personnalité possédera une expérience de la vente et de l'animation commerciale de services ou de biens d'équipement et deux qualités essentielles : le dynamisme et la diplomatie.

Envoyer CV détaillé et manuscrit, en précisant le niveau de rémunération, sous référence 11.288 M,
plein emploi 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

DIRECTION du PERSONNEL
(12 personnes)

GROUPE BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS
ACTIVIT. INTERNATIONALES
recherche
pour Siège social
(La Défense).

UN CADRE

chargé :
- des études générales (emplois, salaires, etc.),
- de l'information et de la formation des responsables de personnel des agences et chantiers (France et étranger),

Ce poste à créer nécessite :
- une formation supérieure,
- de bonnes connaissances du droit du travail,
- une expérience de gestion de personnel,
- un goût pour la pédagogie.

Envoyer C.V. et photo sous référence 3.388 à
L.T.P 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui trans.

ORGANISME PARIS-14
recherche
pour son Service Documentation
PARIS

INGÉNIEUR

Bonne culture générale.
Grande aptitude à rédiger.
Solide connaissance linguistique en allemand, anglais.
Expérience édition scientifique souhaitée. Pratique industr. antérieure appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à I.N.R.S. Service du Personnel, 30, rue Olivier-Noyer, 75680 PARIS CEDEX 14.

IMPTE STE ENGINEERING
rech. pour Paris ou étranger

INGÉNIEURS OU CALCULATEURS

en béton armé génie civil.
Tél. pour R.-Vs au 355-36-69.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche
pour sa **Filiale allemande**

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

diplômé Grande Ecole
à qui sera confié un poste
d'attaché au Directeur de la Société

Il sera chargé d'un nouveau bureau commercial dans une ville principale de la R.F.A.

Ce poste nécessite :
- des aptitudes très nettes aux tractations d'affaires
- une expérience dans le domaine de l'installation ou de l'exploitation de matériel électrotechnique industriel.

La connaissance de la langue allemande est indispensable.

La promotion d'un jeune cadre de haut potentiel est *assurée* à l'intérieur du Groupe.

Ecrire C.V. détaillé sous No 79.632 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société multinationale, située région parisienne, spécialisée dans le domaine biomédical recherche pour assurer soutien technique — appareils très élaborés —

HÉMATOLOGISTE
TITULAIRE D'UN C.E.S.

- goût du contact ;
- expérience commerciale souhaitée ;
- voyages fréquents ;
- anglais parlé ;
- stage complémentaire assuré ;
- bonne rémunération ;
- frais de déplacements ;
- voiture de fonction ;
- nombreux avantages sociaux.

Env. C.V., lettre man., photo, sous le n° 2.363 à :
PUBLICITES REUNIES
112 boul. Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CLAMART
recherche pour son Service Formation

ASSISTANTE ADMINISTRATIVE

CE POSTE IMPLIQUE
- de bonnes notions en matière d'organisation administrative et contrôle de budget ;
- la connaissance des problèmes juridiques et administratifs liés à la formation continue ;
- le goût des contacts humains.

Ce poste peut convenir à une candidate ayant quelques années d'expérience d'administration de la formation ou une expérience approfondie du secrétariat d'un important service de formation. Le dynamisme de l'entreprise et le développement du service assurent des perspectives de carrière intéressantes.

Adresser C.V. manus., photo et prétent. à n° 80.181, Contesse Pub. 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01, q. tr.

BANQUE PRIVÉE
recherche pour son siège
Quartier OPERA - MADELEINE - SAINT-LAZARE

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

Min. 2 ans d'expérience, si pos. secteur bancaire, conn. COBOL sous OS, de préfér. diplômé I.U.T.

Envoyer C.V., prétentions n° 80.138 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

CONTESSE & CIE
SOCIETE GENERALE DE PUBLICITE
VOUS INFORME DU CHANGEMENT DE NUMERO DE TELEPHONE
A PARTIR DU 12 OCTOBRE
APPELEZ
296.14.00
24 LIGNES GROUPEES
où son équipe de spécialistes est à votre disposition pour recevoir vos annonces téléphonées.

20, Av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01
TELEX 230746 - TELECOPIEUR

SOCIETE FRANÇAISE MULTINATIONALE

Leader mondial dans un secteur d'équipements de pointe destinés à l'industrie du pétrole off-shore

PARIS
DEPLACEMENTS à l'ETRANGER

Responsable des Communications Marketing

Poste très dynamique à pourvoir dans une société en pleine expansion pour un homme de métier issu d'une agence de Publicité, d'une grande Société industrielle ou commerciale ou de journalisme de vulgarisation industrielle.

- Formation Supérieure exigée
- Anglais lu et écrit impératif
- 30 ans minimum
- Connaissances techniques en Mécanique ou Pétrole appréciées.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière SVP.11.11

Référence 898

65, avenue de Wagram
75017 Paris

ENTREPRISE DE BATIMENT
TRAVAUX PUBLICS
IMPORTANCE NATIONALE
recherche pour son département
ÉTRANGER au SIÈGE

UN INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

PROFIL :
- Formation Centrale, Ponts et Chaussées, Travaux Publics.
- Expérience des travaux de préférence à l'étranger dans le Bâtiment et les Travaux publics à un poste de direction (ou adjoint au directeur) pour gros chantiers ou en agence ;
- Anglais courant indispensable ;
- 30 ans minimum.

MISSION :
Le poste comprendra des missions de prospection en Extrême-Orient (Indonésie, Vietnam, etc.) la réalisation d'études de marché pour des opérations clés en main, le montage et l'étude des financements, dont l'objectif sera de réaliser des implantations sur place.

Une fois cet objectif atteint, le candidat choisi se verra confier :
- soit la responsabilité, sur place, des implantations et leur gestion sur les plans techniques, administratifs et financiers,
- soit la responsabilité de ces pays avec affectation au Siège, mais comportant de fréquents déplacements à l'étranger.

Adres. réponse avec C.V., photo et prét. n° 80.070 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
Banlieue Sud-Ouest Paris
recherche
pour son Service Comptabilité Générale

CADRE POSITION II

Sous la responsabilité directe du chef de la comptabilité générale du département, il assurera l'animation des différents groupes sous son autorité, et sera chargé du suivi :
- de la mise en place de nouvelles procédures concernant la centralisation
- de la comptabilité des chantiers à l'export
- de la trésorerie
- de la gestion des immobilisations.

FORMATION :
DECS ou équivalent - quelques années d'expérience dans une grande entreprise utilisant des moyens de gestion informatisés indispensables.

Envoyer C.V. et prétentions à No 79.677 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

Importante Société Alimentaire
recherche

CHEF DE PRODUITS

1) Il assistera le responsable du marketing France : études, suivi et développement de produits, promotion et publicité...
2) ... puis il prendra soit la responsabilité d'une gamme de produits, soit l'assistance marketing d'un secteur international.
- Bureaux à Paris.
- Il est demandé : personnalité dynamique ; 3 ans d'expérience de la fonction complète C.P. ; anglais courant, espagnol souhaité.

Demande manuscrite avec curriculum vitae + photo en précisant salaire actuel et prétentions.

Ecrire sous n° 80.797 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300, VINCENNES, qui tr.

هكذا عن الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SOCIETE DES CIMENTS FRANCAIS

recherche pour sa division internationale en expansion

UN CADRE ADMINISTRATIF

pour assurer en liaison avec les autres directions de la société
- l'établissement et la gestion du budget de la division et des holdings internationaux du groupe,
- l'organisation et le suivi de l'information sur les filiales étrangères,
- une assistance administrative et financière pour la mise au point et la gestion des contrats d'engineering.

Sa formation supérieure orientée vers les domaines financiers et juridiques est complétée par une expérience de quelques années dans un société à activités internationales. Anglais courant indispensable.

Env. C.V., photo et appointements désirés s/réf 7226 à :

P.L. Pierre Lichau 10, rue de Louvois 75063 Paris cedex 02 qui transmettra

Pierre Lichau s.a.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
(1.600 personnes)
recherche pour son usine
située dans la proche banlieue Nord de Paris

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Il sera chargé :
- de favoriser l'insertion du personnel immigré et de suivre son intégration ;
- de la formation continue de l'ensemble du personnel sous les aspects : impulsion, organisation, administration.

Ce poste s'adresse à un homme possédant une expérience approfondie des milieux algériens et marocains, et sachant parler couramment Arabe et/ou Berbère.

Env. lettre man., C.V. détaillé, photo récente et rémunération envis. ss la réf. 7.683 à AXIAL Publ., 91, Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8e), qui transm.

IR Ingersoll-Rand

recherche pour sa

division process

ingénieur d'affaires

Il sera chargé des contacts techniques avec notre clientèle et de la négociation des contrats de vente de groupes de compression et de turbines à gaz.

Il aura nécessairement plusieurs années d'expérience dans l'engineering pétrolier ou pétrochimique.

Anglais indispensable.

Adresser CV, sous référence o79, Service du Personnel, B.P. 113, 78190 TRAPPES.

HAVAS CONTACT

Société Américaine
onstructeur maisons individ.
cherche

COMPTABLE (homme)

comptabilité siège,
liaison avec province et façonniers,
informatique,
analyse de comptes,
préparation bilans fiscaux et états financiers U.S.,
ste intéressant et varié pour
nme maxim. 35 ans, niv. BTS,
ıls. années d'expér. comptabi-
générale ou immobilière.
namique et méthodique.

r. lettre manuscrite + C.V.
prétent. à Kaufman & Broad
vice du personnel (confident.)
, Champs-Elysées, Paris-8e.

IDUCIAIRE D'EXPERTISE DE REVISION COMPTAB. PARIS-6e, recherche

AUDITEURS

EXTERNES, expérience audit 1 an minimum

r. C.V., dét. et prétentions
º 80.281 CONTESSE Publicité
av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

INGÉNIEUR

ELECTRONICIEN
n. 30 ans, 5 ans min. d'expér.
ustrielle. Connaissance auto-
tisme et analogique. Petits
naux. Position 3 A. Codimex.
164, boulevard Gambetta
95110 SANNOIS
981-17-58 ou 24-34

ETABLISSEMENT DE CREDIT PARIS

recherche pour Service contentieux

RÉDACTEUR JURIDIQUE

ayant DEUG en Droit
Capacité, DUT juridique
remière expérience souhaitée.

Libéré O.M.
stage de formation assuré
(notamment formation pratique à l'analyse financière).

Avantages de la profession bancaire.

Env. C.V. et photo Chcl,
78, rue Olivier-de-Serres,
PARIS-15e.

Société secteur de pointe développant son service informatique rech. URGENT

1) RESPONSABLE ANALYSTE-PROGRAMM.
2) ANALYSTE-PROGRAMM.
3) PROGRAMMEURS
ASSEMBLER - PL/1 EXIGE SUR I.B.M. 370 VS
4) PERFORATRICES
QUALIFIEES S/I.B.M. 129.

Adr. lettre manuscr. avec C.V. et prétentions sous nº 49.806 à **JRP**, 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, qui transm.

CABINET
EXPERTISES COMPTABLES ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

COLLABORATEUR

possèd. **D.E.C.S.** complet + expér. 1 ou 2 a.
Ecr. Cabinet TUILLET, 22, rue de la Banque. 75002 PARIS.

capitaux ou proposit. com.

DETTES
DIFFICULTE FINANCIERE
M. B. Tél. 357-64-56.

Vends murs très belle clinique en S.C.I. PARTICIPAT. MIN. 100.000 F. Excellente rentabilité assurée par loyer indexé.
AFFAIRE GARANTIE
CABINET SPIC, 13, r. de Berne, Paris-8 · Tél. 522-33-20/86-53

JNE CADRE DISPOSANT 50 m² bur., plein centre **ALGER** TEL., TELEX, étud. ttes propositions or direction local.
Ec. Nº T 93.787 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

travaux à façon

BTS Formation universit., tous travaux de dactylo. s/IBM. Tél. 535-06-59.

secrétaires

Secrétaires de direction

Société Porte-de-Saint-Cloud crée poste

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Parfaitement bilingue français-américain, ayant pratique des contacts à haut niveau.

La candidate devra avoir acquis son expérience au sein d'une direct. générale ou commerciale. Age souhaité 28 ans min.

Adresser lettre manuscrite et prétentions, s/nº 49.805, à **JRP** 39 rue de l'Arcade, Paris 8e, qui transm.

Secrétaires

HOPITAL AMERICAIN
rech. J.F. 30 ans minimum origine anglaise parfaitement bilingue anglais-français dactylo connaissant comptabilité.
Débutante s'abstenir.
Ecr. avec C.V., photo, B.P. 109 92202 Neuilly-sur-Seine

STÉ MÉTALLURGIQUE
recherche

SECRÉTAIRE

DACTYLO
- Niveau B.T.S. ;
- Expérience service export ;
- Connaissances allemand et anglais appréciées ;
- Libre rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions
SOCIETE MEUSIENNE CONSTRUCTION MECANIQUE,
32, rue La Boétie,
75008 PARIS.

cours et leçons

Etud. lic. angl. donn. cours anglais, français ou arabe. Tél. : 370-45-24.

Mettez au point votre anglais. Solutions personnalisées, cours particuliers ou petits groupes. Horaires souples. Professeur de langue maternelle. T. 500-15-53.

TRAVAIL D'APPOINT offert à Professeur ens. commercial pr cours du soir adultes : français, dactylo, sténo. Voit. indispens. Adresser C. V. INSTITUT EUROP. SCHEIDEGGER, 8, r. J.-P.-Timbaud, 75011 Paris.

CLUB ANGLAIS. Cours et conversations avec professeurs d'origine - 033-01-72.

ANGLAIS par prof. d'origine exp. Résult. gar. 231-37-81 mat.

Cherche répétiteur pour élève 4e classique. Téléph. 700-50-04.

MATH-PHYS. RATTRAPAGE rapide par Prof. Terminale PCEM, Fac. 526-82-47

MATH. Rattrap. par prof. exp. Px modéré. T 278-77-71.

représent. offre

Importante Sté internationale offre situation immédiate avec minimum garanti et avantages sociaux à

DÉLÉGUÉS (ÉES) CULTURELS (LES) VRP

Tél. : 222-29-74, de 9 h à 18 h

représent. demande

REPRESENTANT, 29 ans 8 ans d'expérience, ch. place stable pour Paris avec déplacements province. Téléph. : 873-52-85, ou écrire nº 6.351 « le Monde » Publicité 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Couple ch., ensemble ou séparément, poste représentant Paris-Banl. VENTE AU PARTIC. S'ABSTEN. Etud. ttes proposit. Ecr. nº 6.369, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DROGUERIE-PLASTIQUES. M. tr. introd. et productif rég. Nord, Normandie, Ouest, rech. Carte sérieuse en exclus. Ecr. JD/373 Havas BP 907, 76002 Rouen Cedex

travail à domicile

Demande

SECRETAIRE posséd. machine à écrire et à calculer cherche travail. — Tél. 366-80-72.

traductions

Demande

TRADUCTRICE. Franc., angl., arabe, ch. travaux à domicile. Ecr. T 093.434 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

TRADUCTIONS TECHNIQUES Français-russe-anglais-japonais SUR IBM. Tél. 539-81-63.

occasions

BEAUX LIVRES
Achat comptant à domicile
Cours le plus haut **MER. 26-73**

PIANOS NEUFS, dep. 6.500 F. OCCAS., dep. 3.500 F. Dandé, 75, av. Wagram. Crédit. WAG. 34-17 - Location.

autos-vente autos-vente

ACTUELLEMENT SE TIENT

Porte de Versailles
du 7 au 17 octobre 1976

EXPOSITION NATIONALE DES VÉHICULES AUTOMOBILES D'OCCASION

Voiture société R 12 TL janv. 76 bleu métall., ceint. enroul., Prix argus. SAVIFRANCE, 144, av. Pr.-Wilson, 93211 LA PLAINE-SAINT-DENIS. Tél. : 820-61-90, secrét. direction.

ÉTOILE AUTO

CONCESS. MERCEDES
vend voitures de direction
280 E ivoire .... 69.500 F
280 E bordeaux ...... 67.000 F
350 SLC 75 métall. .. 89.000 F
GARANTIE ETOILE

TÉL. : 739-97-40.

COLLABORATEUR SIMCA VD MATRA BAGHEERA S Mai 1976, 12.000 km., vert métallisé, toit ouvrant vinyl, intérieur tweed vert, vitres teintées. Tél. 974-84-74, toute la journée.

Part. vd OPEL REKORD 1700 luxe, 1973, 2 portes, 28.000 km. Très bon état. Téléph. 997-39-43 à partir 18 h. 30.

PARTICULIER VEND R 17 TS 1974, 40.000 km. Marron métall., vitres teintées. Prix Argus. Tél. : 782-44-62, après 19 h.

locat.-autos

PRENEZ EN LOCATION LONGUE DURÉE

1 PEUGEOT 604
1 R 30 TS
1 BMW 633 CSI COUPE
1 MERCEDES 230/6
1 JAGUAR DAIMLER VAN-DEN PLASS
Immédiatement disponibles
Conditions intéressantes.
Téléph. au 766-53-20.

demandes d'emploi demandes d'emploi

HOMME, 33 ANS

DIRECTEUR AGENCE DE PRESSE

DE 1er PLAN

SPECIALISTE dans la photo de News, étudie toutes propositions de création de service photo dans journal groupe de presse ou société.
TRES DYNAMIQUE, habitué aux horaires de (presse), capable de reconversion professionnelle ou CHANGEMENT DE DOMICILE (PROVINCE ou ETRANGER) si proposition intéressante.
Téléphone : 875-67-43.

BELGIQUE

DIPLOME GRANDE ECOLE, 36 ANS
Expérience Direction Générale
France et Belgique
PRODUIT GRANDE CONSOMMATION
souhaite responsabilité dans firme désirant développer ses ventes en Belgique.
Mission temporaire possible.
Résidence Bruxelles.
Références de 1er ordre.
Ecrire nº T 093.717 M, REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CADRE COMMERCIAL - 45 ans

recherche emploi avec
RESPONSABILITES
Région PARISIENNE (EST)

ANIMATION et GESTION DES VENTES
ordre et méthode
goût des contacts et du suivi

Spécialités :
— gestion d'entrepôts de distribution.

Adresser offre sous le nº 80.152 à CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

F. 44 ans ch. place STANDARDISTE. Ecrire Mme Demerlé-Guilbert Elise, 16, rue Auguste-Blanqui, 93170 Bagnolet.

Cadre commercial, 36 a. Polyvalent. Et. tech. (1re). H. de terr autodidacte. Depuis 13 a : négociat h. niv. dont 5 d. l'animat. et la créat. de réseaux. Administrat des vtes, rédact. cclale, litiges. Cherche poste stable responsable des vtes, de préf. ds nouv. départ. à créer : édit. ou biens d'équipement sur rég. paris. Prétent : 70.000 F par an + frais. Frédéric Picault, 12, rue Copreaux, 75015 Paris.

Technicien électro-mécanicien Chef service entretien industrie alimentaire (brasserie + limonaderie 300.000 hl/an), 30 ans, angl., allem., marié, 7 ans exp. Afrique noire.
Activités :
- services généraux ;
- service électrique HT/BT ;
- mécanique générale ;
- atelier, soudage tuyauterie, chaudronnerie ;
- garage : PL - VL ;
- magasin pièces de rechange ;
- travaux neufs + suivi

rech. responsabilités similaires outre-mer.

Ecr. s/nº 751.308 ALSACE HAVAS Publicité MULHOUSE.

SUP. DE CO., SCIENCES PO. Certif. études internationales, 29 ans, célibat., dég. O. M. Expér. société internationale, parfaitement bilingue : anglais. Disponible immédiatement. Cherche poste à responsabilité. Ecr. Nº 6.366 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGENIEUR CHIMISTE 30 ans, diplômé C.N.A.M., plusieurs années recherche sur polymère et diverses expériences, cherche activité ouverte et responsable. Ecrire nº T 093.837 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

AIDE-COMPTABLE II jusqu'au bilan recherche poste mi-temps. M. Montegut, 6, rue du Moulin, 93170 BAGNOLET.

J.F. 26 ans, lic. Sc. Eco, DEUG anglais, allemand de base + langues orientales, stage 3 mois service étranger banque, crédit fournisseur, crédit acheteur, expér. crédoc, ch. poste banque service étranger ou entreprise export. Ecrire nº T 093.839 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Français 38 ans, angl., espagn., aviation civile, sens contacts humains, souhaite se fixer Madrid, cherche situation intéress. Ecr. nº T 093.825 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

Etudiante cherche travail matin POUR L'ANNEE SCOLAIRE. Ecr. nº T 93.802 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

CADRE SUPERIEUR actuellement à Madagascar, 45 ans, formation généraliste, gestionnaire, langue anglaise, très forte expérience commerciale marketing, gestion, recherche situation en France. Libre sous un/deux mois. Etudierait toutes propositions poste à hautes responsabilités. Ecr. nº 79.998, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

ALGERIEN 28 ans, technicien bâtiment, chauff. clim. vapeur, conn. chaudronnerie, sérieuses référ., ch. société vue promouvoir son mat. ou vue inst. intéressée par délégat. en Algérie. Ecr. nº 3.440, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 21 A., BAC MATH. SCIENCES + B.T.S. SECRET. DIRECTION BILINGUE ANGL. NOT. ALLEM. ET DROIT, CH. POSTE SECRETARIAT TECHNIQUE, JURIDIQ. OU AUTRE. Ecr. nº 6.372, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. diplômé E.D.H.E.C., libre O.M., angl., espagn., excellente expér. marketing informatique, rech. situat. ingén. cclal info. Ecr. nº 3.437, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

HISTORIEN D'ART, exp. ens., tour., musée, antiqu. Trilingfranc., angl., ital. Ch. empl. int. Ecr. Descurieux C/O Hitler, 2, r. de Narbonne, 75007 Paris.

H. 53 a., ex-com., conn. compt. gestion, rech. emploi province régisseur, gestion ou similaire. R. Langeron, BP 14, 71160 Digoin

Jne femme 10 a. d'expér. secrétariat, biling. anglais, excellente présentation, cherche poste à responsabilités. Libre de suite. — Ecrire Mlle CAR, 70, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

Cadre coordination, 44 ans, formation techn. et commerciale. C.N.A.M. et I.U.T. (B.T.S.) technic. contrôle de gestion diplômé. I.S.G. gest. administr. du personnel, lois sociales, 20 ans expérience P.M.E., propose sa collaboration à entreprise. — Téléph. 937-63-94, préf. le matin.

Etudiante 21 a., bac G1, 2 a. sé). Angleterre, connaiss. espagnol, ch. emploi mi-temps (apr.-midi). GIRE Françoise, 11, rue Alexis-Quirin, 94350 VILLIERS-SUR-MARNE. Téléph. 304-21-96.

J. Fme espagnole, 26 ans, mariée av. un Français. Secrétaire Sténodactylo, comptabilité, parl. bien français (étude du franç. à l'université de Barcelone), rech. empl. dans sa langue maternelle. Plusieurs années d'expérience dans son pays. Isabel LUC, 140, rue du Pr-Calmette, 95120 ERMONT - Tél. 959-44-75

Homme jeune, études niveau secondaire, connaissances photographies d'architecture recherche emploi débutant

AIDE-ANTIQUAIRE

Temps partiel, salaire souhaité 1.500 F. Tél. 261-66-13

PROFESSEUR licencié ch. poste math. M. Caine, 47, r. S.-Pierre, 95-ARGENTEUIL. Tél. 961-99-25.

Jeune fille 24 a., lic. sc. éco et diplôme de l'I.E.P. sect. économique et financ., parl. anglais, ch. poste d'assistante marketing, publicité, support ou agence, région Rhône-Alpes ou Paris. Téléphoner : 15 (76) 44-94-52 ou écr. nº 6.364, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Maître d'Hôtel recherche extra - Tél. : 345-00-92

Quel « Patron » dynamique voudrait utiliser mes capacités ? Homme 40 a., socio-économiste, documentaliste, formateur, social, profil encadrement, éducation. Grosses facultés d'adaptation. Sans diplômes d'Etat. Ecr. Jacques CERUTTI, 150, av. du Président-Wilson, 93100 Montreuil

INS AGRO + INST d'ECO
— 25 ans. Dégagé O.M.
— Allemand parf. Angl. usuel.
— Etud. ttes prop. à responsab.
Ecr. nº 3.419, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J. H. 29 ans **CORRESPONDANCIER** bil. angl., espag., 5 ans expér. grande société sidérurgique CHERCHE EMPLOI STABLE. Ecr. nº T 93 797 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

CHEF SERVICE INFORMATIQUE

(Petit système)

37 ans
étudie toute proposition
— même reconversion —

Ecrire à nº 7743 COFAP
40, rue de Chabrol,
75010 Paris, qui tr.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

diplôme universitaire
ETUDES THEATRALES
recherche
emploi dans entrep. artistique.
Libre le 1er octobre.
Ecr. Mlle BENATTAR, 7, r. du Sergt-Bobillot, 92400 Courbevoie.

JEUNE FILLE 24 ANS

Etudes lettres (Sorbonne)
et documentation,
bonne rédactrice
recherche
POSTE COLLABORATRICE PRESSE ou PUBLICITE

Ecr. nº 275 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

PROFES. PHILOSOPHIE

maîtrise philo et admissibilité C.A.P.E.S. expér. pédagogique 3 ans, cherche poste à PARIS. TEL. : 627-83-83.

J. H., 29 a., BAC MATH ELEM.

NIV. D.U.E.S. M.P.

8 ans exper. dans département économique, étudie ttes propositions.
Ecr. nº T 93448 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

SECRETAIRE GENERAL P. M. E.

recherche poste
Adjoint de Direction
Longue expérience des problèmes de gestion de l'entreprise des secteurs d'activité différents (matériaux de construction, import-export, édition). Fonctions polyvalentes commerciale, administrative, comptable.
En mesure de seconder le dirigeant de l'entreprise avec efficacité et rigueur, dans toutes ses attributions.
42 ans. Ecole de commerce. Notions anglais. Libre de suite. Accepte déplacements.
Ecr. nº 3.425, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CONTROLEUR DE GESTION 36 a., niv. D.E.C.S., dyn., adapt. et relat. hum. fac., bon. conn. informat., exp. distribut. et sté serv., sér. réf., ch. pl. stab. av. respons. Libre rap. T. 578-88-96. Ecr. nº 3.411, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGENIEUR EN ORGANISATION, 45 ANS
Libre rapidem., ch. place stable ou interv. courte ou long. durée
- Organisat. et modernis. des structur. : product., comm. administrat., comptabilité ;
- Gestion financière ;
- Contrôle de gestion, coûts et prix revient ;
- Comptabilité franç. et amér. ;
- Etude et mise sur ordinat. ;
- PARLE ANGLAIS.

Ecr. nº 3 428, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Information emploi

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages).
Extraits du sommaire :
- ● Le C.V. : rédaction avec exemples, erreurs à éviter.
- ● La graphologie et ses pièges.
- ● 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : les « trucs » et techniques appropriés.
- ● Réussir entretiens, interviews.
- ● Les bonnes réponses aux tests.
- ● Emplois les plus demandés.
- ● Vos droits, lois et accords.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

l'agenda du Monde

Offres de particuliers

Lot machines à calculer neuves de grandes marques américaines à céder à un prix raisonnable. TEL. : 909-67-72.

Bateaux

VENDONS A L'UNITE
18 BATEAUX POUR CROISIÈRE FLUVIALE
8 à 11 mètres, 4 et 6 places. Séj., chbre, bains, cuis., w.-c. Prix intér. Tél. : (86) 52-42-65.

Collections

NUMISMATES
Samedi 23 octobre 1976. La Société Numismatique de Paris et sa région et la Revue « l'Information Numismatiq. » organisent leur quinzième salon international à l'Hôtel P.L.M.-Saint-Jacques-Paris-14e, de 9 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Plus de 80 exposants se tiendront à la disposition des collectionneurs pour acheter, vendre ou échanger dans les meilleures conditions actuelles du marché.

Cours

APPRENDRE L'AMERICAIN à L'AMERICAN CENTER
261, boulevard Raspail, Paris-14e.
TEL. : 633-67-28.

COURS SOIR, CONVERSATION INSCRIPTION IMMEDIATES

ITALIEN. Leçons, conversation. D'AMICO. Téléph. : 504-63-39.

COMPTABILITE-COURS par profess., préparation aux examens, Téléphone : 845-11-84.

Décoration

Notre lin en 2,60 m avec molleton et galon : 30 F le m2 H.T. TEL. : 370-23-69.

DECOR MURAL - 548-36-41. Magasin 87, r. du Cherche-Midi, PARIS-6e. Pose de tentures murales, tissus fournis, sélection parisienne à partir de 45 F/m2. Canapés - moquettes - rideaux.

Hi-Fi

Votre appareil radio, chaîne, magnétophone, etc., de marques étrangères se trouvent en panne, ou ne possèdent pas les grandes ondes un artisan spécialiste s'en chargera. TEL. : 941-29-99.

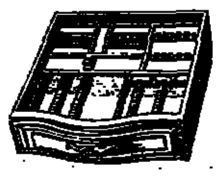
Jardinage

Coopérative agricole des oignons à fleurs
85 LA TRANCHE-S./-MER

Plantation d'octobre :
Tulipes - Narcisses - Crocus
Jacinthes - Anémones - Iris
Renoncules - Muscaris

Plantation d'avril :
Glaïeuls - Bégonias
Dahlias, etc.

Orfèvrerie



A partir de 100 F garnir votre tiroir à couverts, lit douillet pour 75 pièces, les préservant de la sulfuration. Trois solutions sans nous envoyer vos tiroirs. Cinq couleurs feutrine traité. Docum. gratuit : COUVERTS GULDEN 67290 Wingen-s.-M. ; à Strasbourg : 2, rue des Hallebardes ; à Paris : 84, rue Réaumur (2e) (231-06-88).

Jeux - Prototypes

STRATOMIC
Echecs-dissuasion a 2 pour comprendre le débat stratégique. Contre 80 F. Impensé radical. 1, rue Médicis, 75006 PARIS.

Livres

ACHAT de livres à domicile. Romans - Histoire - Essais. Librairie BUGNARD, 79, rue Duranlin. Tél. : 076-41-25.

Loisirs d'Enfants

POUR ENFANTS 7 à 11 ANS ATELIER D'EXPRESSION artist., verbal, gestuel. DENIS, 72, r. Laugier, 17e. T. 754-92-40.

Moquette

30 A 70 %
de remise sur moquette grande largeur, toutes qualités. 10.000 m² en stock.
Tél. : 757-29-18 de 10 h. à 19 h. sauf dimanche et lundi matin.

Pension famille

Pension de famille, 1/2 pension. Court ou long séjour. 38, rue Vaneau, 7e. T. 551-50-04.

Rencontres

DES AMIS ET DES AMIES PARTOUT
En France, Belgique, Suisse, Allemagne, Espagne, Italie, Hollande, Angleterre, Canada, Amérique du Sud, etc., attendent le plaisir de vous connaître (langues, voyages, etc.). Demandez notice gratuite MO 8 AMIS DU COURRIER, 32, avenue du Château, 4880 SPA (BELGIQUE).

Spécialités régionales (vins)

Vigneron Bourgogne propose les vins de sa récolte. BUFFET, 21190 VOLNAY.

N'attendez pas les Fêtes de fin d'année ! Direct. du producteur, vin blanc de Montlouis (A.C.), sec, 1/2 sec, moelleux, champagnisé, brut et 1/2 s. Exp. 12 ou 25 bout. A. CHAPEAU, Husseau, 37270 Montlouis.

Vacances-Tourisme-Loisirs

NE REVONS PLUS D'AMIS avec qui partager nos joies, nos goûts, quels qu'ils soient, artistiq., touristiq., sportif, etc. Vous trouverez, grâce à : « GOUTS COMMUNS » Colette LESURE 548-95-16 Paris. Ecrire 15, avenue Cap-de-Croix 06000 NICE.

HOTEL**NN HELVETIQUE, 47, rue de l'Hôtel-des-Postes, 06000 NICE. Centre ville. T. 15 (93) 80-15-55. Chambres climatisées, radio, TV couleur, salle de bains, chambre 1 personne 72 F, petit déjeuner, taxe comprise. Réduction 5 % sur présentation du journal.

Ancien afriq. retraité cherche relations DOM-TOM vue séjour pêche hiver. ROUSSEL Imm. Jeanne-d'Arc A 04100 Manosque.

jsf Des séjours. Des circuits. Des expéditions. Des vols à tarifs réduits 7, rue de la Banque, PARIS - 2e. TEL. : 261-53-21.

LOUE tous types d'appt dans 13 stations mer et montagne. LOCATION LOISIRS 5, r. Juiverie, 73000 Chambéry. TEL. : (79) 33-09-45.

Yachting

Vend voilier 7 m, type corvette, excell. état, visible région Paris. Téléph. : 924-55-12 ou 267-18-83.

EXCEPTIONNEL
MELTEM
juillet 75, 6 voiles, 106 CV, Volvo, sécurité 2e catégorie, complet, groupe électro. pilote automat., sondeur. loch-speedomètre, girouette, anémomètre, gonio, BLU. sailor. Azur plaisance. 16, bd d'Aiguillon, Antibes. Tél. : (93) 34-47-43. 34-78-36.

l'agenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, interprètes, locations, etc.) Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, postes 396 et 364.

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
au
233-44-21
postes 392 et 364

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

Près CHAMPS-ELYSEES s/jard. neuf, LIVG-DBLE. Chbre, cuis. équipée. Parking. 622-02-17.

EXCEPTIONNEL SUR LA BUTTE
Très luxueux studios, moquette, 29 et 34 m2, dans immeuble refait neuf, ascens., interphone, V.O., cuis., s. de bains marbre. De 130 à 170.000. Déjà rentabilisé pour investisseur. ETUDE DELCASSE 720-55-53 - 720-30-63.

PAVILLON BON 12e habitat. 250 m2 libre luxueux + boutiq. 90 m2. Excellent rapp. prix très intéressant. 365-10-54.

★ MONTMARTRE 2e sur rue et jardin 3 pièces tt cft, impeccable. 256.000 F. Etude MIRATON. 252-13-22.

Mo LA FOURCHE, beau 2 P. refait nf, 40 m2, douche, w.-c., 2e étage, soleil est-ouest. Société ANJOU. 073-39-30.

12e, 125 m2, 6 P. soleil, asc. 410.000 F. 589-20-97 après 18 h.

Sacré-Cœur, beau 2 p. 57 m2, entrée, cuis., bains, tt cft. Jeudi, vend. 12, r. Feutriers. 255-76-40

SACRE-CŒUR - Pl. de charme. 5 p. en duplex. Vue imprenable. Calme. Soleil. Très bel imm. P. de .T. 430.000 F - 337-74-44

PELLEPORT - Imm. récent. Et. élevé. Séjour + 3 ch., tt confort. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09

Mo BERAULT - Gentil 2 pièces, cuis., wc, cab. toil. Bon état. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09

PLACE MALESHERBES Etage élevé. Magnif. 7 P. Lux. aménagé. Prix int. - 622-02-17

SQUARE ANVERS-TURGOT Part. vd bon studio. Tt cft, asc. tél. Vraie cuis., bains - 878-88-66

GUY-MOQUET - Imm. 2 ans, superbe 2 p., balc., ét. élevé, plein soleil. Frais minimum. Sté ANJOU - 266-27-55

DAUMESNIL Rénovation en cours SPECIAL INVESTISSEURS Studios-Duplex Grand confort - Téléphone SORPI - DID. 97-23

VICTOR-HUGO 7/8 p., standing, ét. élevé, 2 asc., 3 chbres serv. - 254-41-34

MUETTE - 210 m2 Bel Appt 6/7 p., 6e ét. Chambre service. Prix rare - 567-22-88

PALAIS-ROYAL Dans immeuble rénové 100 % 2 p., grand confort, 35 m2 RENTABILITE ASSUREE La propriétaire : DID. 97-15

MARAIS - THORIGNY Bel imm. pierre de taille ravalé. Asc. neuf en installat. Pptaire vd Appt 67 m2, état impeccable. Livg dble sur rue + 2 chbres, bns moderne, cuis., chff. centr. Prix 350.000 F, crédit possible. Tél. : 292-28-51 et 720-89-18

PASSY - 280 m2 Splendide récept., 3 chambres, bur., 2 chbres serv., dble box, 6e étage - 567-22-88

17e - GUY-MOQUET Près av Clichy. 133 m2 + chb. serv. Imm. bourgeois standing, sél., salon, 2 chbres, bains + cab. toil., asc. v.-o. Px : 450.000, fac. Tél. : 589-24-34 - 589-52-68.

PORTE DAUPHINE RUE SPONTINI Très bel imm. Catégorie exceptionnelle. Tt cft, 2e ét. s/rue, 240 m2 + chbre serv. Grande réception. DIRECT PPTAIRE. 723-35-97.

MONCEAU (Près) Imm. gd standing, soleil, étage élevé, BEAU 7 P. 2 services. IDEAL PROFESSIONNEL I.C.H. 742-08-00.

MONTMARTRE à saisir 65 m2 3 P. sans trav. 3e étage. Confort. Soleil. 250.000 F. 924-36-56.

PRÈS PORTE MAILLOT 5 P., cuis., s. de bains, 1er ét., asc. + chbre serv. Profession libérale possible. 540.000 F. Tél. : 331-89-46.

PLACE WAGRAM 3.150 le m2 à rénover tout l'étage 9 pièces, 2 cuisines, 1 w.-c. 277-75-68.

ALMA-MARCEAU Je quitte et vends à regret splendide appartem. 150 m2, 870.000 F. Etat exceptionnel. 325-15-89.

SEGONDI S.A. - 874-08-45
17e près ARGENTINE - Dans très bel immeuble tt cft, réception except., gd liv. dble, 2 chambres, 2 bains, décoration raffinée. Jeudi 14 à 17 h : 1, SQ. VILLARET-DE-JOYEUSE

16e EXCEPTIONNEL Bel imm. Pierre Taille ravalé
5 PIÈCES EN DUPLEX LIVING + 3 CHBRES, cuis., 2 LUXUEUSES SAL. BAINS, Chauffage central. Moquette. 6e et 7e ét. ASC. SOLEIL. Entièrement REFAIT NEUF
PRIX : 595.000 F Mercredi, jeudi, 14 h. à 18 h. **16. RUE** DE VARIZE ou 723-91-22.

16e PORTE D'AUTEUIL VUE EXCEPTION. S/BOIS gd **5 PIECES 170 M2** sur deux niveaux Tél., tt cft., clair, soleil, ch. de bonne, possib. park. 750.000 F. Tél. : WAG. 96-17, poste 31.

BD EXELMANS. IMMEUBLE STANDING Living dble, 2 chbres + serv. Px 480.000 F. VERNEL 526-01-50

V.-HUGO Standing. Bel appt. 8 P. princ. cft., 4e ét., impec. + serv. + gar. AUTRET. 266-44-66.

MONCEAU 7 P. + serv. 300 m2 appt. de prestige, à rénover. Tél. : 037-41-85/073-67-85.

9e RESID. Part. vends **6 P. 165m2** 2 s. bns., 3 wc., 1er ét. 2 ch. serv., pos. prof. libér. tr. bn ét. 690000 F. Vis. s/pl. 5, r. Pierre-Haret de 13 h. 30 à 15 h. 30.

12e 4 bis, rue FABRE-d'EGLANTINE
5 P. 126 m2 + 18 m2 balcon, tél., plein Sud, s/jardin 665.000 F. Park. ss-sol inclus. Tél. GEFIC. ALM. 98-98 ou sur place, tous les jours sauf le mardi de 14 à 19 h.

QUAI DE LA LOIRE
2 P. cuis., toil., w.-c. VUE dégagée. ANJ. 23-18

CHPS-ELYSEES Merveilleux DUPLEX
170 M2 Style rive gauche, 5e ét. ss asc. 2 sanit. 2 lig. tél., chemin. d'époque, escal. XVIIe, calme, soleil, luxueus. aménagé, agencé et décoré. 850.000 F. 723-91-44.

RUE RODIER, 4e sur cour 2 P., 40 m2 cuis., salle d'eau, 80.000 F. WAG. 96-17, poste 31.

SEGONDI S.A. 874-08-45.
17e près AV. CARNOT très bel imm. tt cft., 6e ét. 4/5 P. princip. + ch. serv. A RENOVER. Balc., soleil, calme. Jeudi 14 à 17 h., 1, SQ. VILLARET-DE-JOYEUSE

HALLES. Part. vd 5 p. 100m2 + 2 balc. 5e ét s/asc. 390.000. Vis. 106, r. Rivoli, ven., sam. 14-20 h.

PASSY SUR PARC PRES SEINE Luxueux Duplex moderne, 4 P. 140 m2, 8e ét. Terrasses. MICHEL ET REYL. 265-90-05.

Paris Rive gauche

JARDIN DES PLANTES Beau Studio, clair, ensoleillé, cuis., s. de bains, 6e ét., asc. Tout conf. NATHAN, 326-50-19

Je vends, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, chambre meublée, confort, calme. Agences s'abst. Px 59.000. Vis. 14-19 h et tél. 229-29-03 (19 à 22 h), ts les jours sauf samedi, dimanche.

Avenue de SUFFREN 5 p. 120 m2, 6e ét. plein soleil, parfaits aménagements, tt cft. Grands balcons + 2 p. au 7e. Prix justifié - Exclusivité LEMOINE - 783-83-82

VUE UNIQUE SUR NOTRE-DAME ET JARD. SAINT-JULIEN-L-PAUVRE ensemble ou séparément « Chapelle » Saint-Blaise XIIIe avec 60 m2, grenier attenant et DUPLEX ATELIERS, 135 m2 Tél. gros travaux : 742-67-56 48, rue Galande, jeudi 13-17 h.

RUE MOUFFETARD SUR COUR TRES CALME CHARMANT PETIT HOTEL PARTICULIER soigneusement restauré COMPRENANT
1) APPT 120m2 environ : entrée, office, cuisine, triple living, chambre, dépendance, salle de bains + terrasse 20 m2 environ ;
2) 3 CHBRES-STUDIOS autonomes de 20 à 30 m2.
Renseignements et visites 227-91-45 ou 755-98-57.

Mo VAUGIRARD Chauffage central IMM. PIERRE DE TAILLE **2 PIECES** entrée, cuisine, douche, wc, tél. 3, R. DE VIROFLAY - S/RUE 3e étage. Mercredi-jeudi, 15-18 h.

ODEON 2 P. tt cft. EN DUPLEX cuis. équip., ch. cent. PARFAIT ETAT. 380.000 F. 325-89-98.

XVe Immeuble neuf standing
ATELIERS DUPLEX 3 et 4 pièces. Soleil. A partir de 390.000 F avec cave et parking. **924-89-89,** Poste 339.

ST-PLACIDE Bel immeuble pierre de tail. **4 P.** + chbre service, asc., 100 m2 - 567-75-88.

6e BD RASPAIL A VENDRE **LOCAL** à usage d'habitation et professionnel **390 M2** pouvant être divisé PARKING Conviend. à PROF. LIBERALE, SIEGE D'ASSOCIATION, CABINET MEDICAL, etc. WAG. 96-17 (p. 31)

13e PORTE-de-CHOISY - 2 P., cuis., état neuf, tt conft, tél., parking, étage élevé Sud. 170.000 F + C.F. 20.000 à 5,50 % AFFAIRE RARE - 331-89-46

RUE DES BERNARDINS TRES PROCHE SEINE Immeuble entièrement **RESTAURE** APPTS de 2 à 4 pièces, tt cft, très calmes. Livrables sous 2 mois envir. Renseig. et visites : tél. 755-98-57 ou 227-91-45.

5 MIN GARE ST-CLOUD Immeuble Pierre de Taille Grand stad., standing, av. cave et parking, liv. 26 m2, cuisine équip., s. de bns + terr. dans verdure, 250.000 F. Tél. : Mme Pérocheau, 704-78-83.

Province

LES BASTIDES DE L'ABBAYE à la Colle-sur-Loup (3 km de St-Paul-de-Vence) du studio au 4 pièces. Bureau de vente sur place, route D6, parking, CODEC, ou renseignement SIFIM 15, rue Dante, 06000 NICE.

LES BASTIDES DE L'ABBAYE hameaux style provençal, calme et verdure ; à 5 km de l'autoroute, à 10 min. du bord de mer, à 30 min. des sports d'hiv. SIFIM, Tél. (93) 88-80-80, NICE.

LES BASTIDES DE L'ABBAYE 2 pièces 69 m2 + 11 m2 terrasse 187 000 F, 3 pièces 80 m2 + 26 m2 terrasse, 241.000 F. Chauffage électrique individuel, charges min., consultez-nous, SIFIM, 15, rue Dante, 06000 NICE. Tél. (93) 88-80-80.

LES BASTIDES DE L'ABBAYE livraison été 77, profitez encore de nos prix 3.000 F/m2 : 16 logements disponibles sur 32. Hâtez-vous, documentation et renseignements sur dem. SIFIM, Tél. : (93) 88-80-80, NICE.

LES BASTIDES DE L'ABBAYE crédit 80 % accordé en 48 heures, financement personnalisé, SIFIM, 15, r. Dante, 06000 Nice.

SANTA-SEVERA : Saint-Laurent-du-Var Quartier résidentiel, bel. résidence de prestige dans un parc de 5.000 m2. Calme, verdure, vue sur mer. SIFIM, 15, rue Dante, NICE. Téléph. : (93) 88-80-80.

SANTA-SEVERA : Saint-Laurent-du-Var dans une oasis de calme, à 5 minutes commerces, écoles, plages et nouveau port de plaisance. Renseignements et documentation, SIFIM, 15, rue Dante, NICE. Téléph. : (93) 88-80-80.

SANTA-SEVERA : du studio au 4 pièces à partir de 3.000 F le m2. SIFIM, 15, r. Dante, NICE. Tél. : (93) 88-80-80.

NICE CIMIEZ bel appt. **4-5 P.** dépend., tt cft., vue mer. 110 m2, gar. Imm. stdg. 1969. 370.000 F. Crédit. 627-78-52.

6e arrondissement
PROXIMITÉ QUAI CONTI
STUDIOS - 2/3 P. ET DUPLEX
Immeuble XVIIIe Luxueusement rénové
LIVRAISON IMMÉDIATE
Visite sur place : 11, rue de Nesle, 9 h.-19 h.
C.G.T.I., 75007 PARIS, 45, RUE DE LILLE
TÉL. : 261-50-34

ILE SAINT-LOUIS directe propriétaire, immeuble caractère, poutre apparente, 2 p. cuis., w.-c., s. de bains, tél., + petit studio à aménager même étage. Prix exceptionnel ou urgence. Tél. 535-80-30

XVe, vend Gd living + 1 chbre tt cft, park., soleil. Jeudi, 14 h. à 17 h. Rue Abbé-Groult, no 132 3e ét. droite ou 742-99-09

7e, ST-GERMAIN, réc. STUD. Bs, Cuis., tél. 622-02-17.

HUCHETTE 40 m2 à aménager. Tél. : 227-19-75.

Pr Etudiants ou Placement RIVE GAUCHE - Résidence chambres ou Studios confort 10' Mo Quartier Latin. Prix : 30.000 - 40.000 - 65.000 F Tél. : 870-88-50 le matin.

HOTEL PARTICULIER, 210 m2 TERRASSE PANORAMIQUE. 3 NIVEAUX, 6/7 P., 4 BAINS. PROX. PANTHEON. ODE. 42-70

VIIe, 25, QUAI VOLTAIRE
Appart. de 3 Pces : 1.200.000 F
Appart. de 5 pces : 1.800.000 F
Appart. occupés . 2.300.000 F
Duplex : 480.000 F.
Duplex : 600.000 F.
Visite sur place tous les jours de 13 h. à 18 h.

ODEON. 3 Pces impecc. 82 m2 poutres XVIIe, calme, soleil Tél 726-34-41, mat., soir.

RUE JACOB, IMMEUBLE XVIIe caractère, 100 m2, INSOLITE Cft, différence 2 niveaux, 3 Pces cuis. équipée, bains. - 874-70-47

PLACE JEANNE-D'ARC (près) dans bel imm. 3-4 Pces à rénover. Px 220.000. 326-08-94

FRONT DE SEINE-JAVEL Moderne séj., chbre, 50 m2, cft. Terrasse 24 m2, dégagé. Prix 350.000 F. 265-90-05

CENSIER GOBELINS APPT 193 m2, 7 P., ASC., TEL BALCON, TERRASSE. VUE IMPRENABLE. ODE. 95-10

Mo St-Jacques, imm. gd stand. jard., 5/6 P., 2 s. de bns, parkg, ét. élevé, 1 million F. 331-64-97

15e DANS IMM. RÉNOVÉ Liv. + ch., douche, tr. bon état général. Tél. 622-26-63, poste 26.

RUE BONAPARTE PRES SEINE. Sur cour et jdin, superbe appart. 178 m2 entièrem. RENOVE, boiseries, balcons. — Tél. h. bur. 742-47-45 ou 70-23. Après 18 h. 30 325-77-88.

CARDINAL-LEMOINE Dans bel imm. rénové, tt conft, propriét. vendent UN STUDIO, kitchenette, bains, impeccable. IDEAL ETUDIANT OU PLACEMENT. — 723-38-74.

5e Petit studio 60.000 F. calme, soleil. 342, r. St-Jacques. Tél. 577-09-00, p. 361

R. MONGE - Super imm. pierre **2 P.** cuis. équipée, bains, 35 m2 6e. Asc. Vue. Rare. 544-50-94

CHARLES-MICHELS 4 pièces, tél. Bel, ancien APPART. à moderniser Px 320.000 F. Merc.-jdi, 15-18 h : 41, rue des ENTREPRENEURS

Région parisienne

Part. vd, GRIGNY II, ét. élevé, F 4 70 m2. Tout confort. Cave. PARKG. Téléph. Pr. gare. Téléphoner apr. 17 h 30 : 906-45-33

BOULOGNE, PRES Mo - Imm. récent, ét. élevé. Balc. Hall, gd sél. + 4 chbres, 2 s. de bains, cuis. Px 550.000 F - 825-36-49

BOULOGNE - Dern. ét., récent Appt jumelé 3 et 5 p. Terrasse, parkins. 860.000 F - 288-27-45

BOULOGNE, cour des Longs-Prés, imm. 60. Calme. Sol. TEL. 5 P. 90 m2, dble livg 35 m2, tr. bon état. 460.000 F - 874-70-47

NEUILLY SAINTE-FOY Bon standing. 3 p. 75 m2, sur jardin, soleil. 480.000 - 874-70-47

ST-CLOUD. Très exceptionnel. Imm. récent. Stand. 6-7 PCES 160 M2 + TERRASSES et jardin. Vue. Parkins - 256-05-95

BOULOGNE PRÈS MÉTRO part. vend appt immeuble récent, 80 m2, liv., 2 chb., balc., téléph., état impecc. 375.000 F. Tél. : 603-44-24.

LA DÉFENSE MAGNIFIQUE 8 PIECES 170 m2, 3 bns, cuisine équipée, loggia, téléphone, 2 parkings. 859.000 F — 723-67-22.

NEUILLY-SAINT-JAMES propr. vd gd liv., chbre, bains, cuis., jard. privat. plein soleil, calme. 637-49-56 le matin.

NEUILLY. Prox. Mo, charmant **2 P.** S/VERDURE. 235.000. 266-16-65.

NEUILLY BOIS 350 m2 Imm. pierre de taille, stand. 567-22-88.

LE PECQ - ST-GERMAIN Séjour, 1 chambre, de caract., ds parc. - 963-28-02.

NEUILLY - Duplex, gd standing Imm. 75, 5 P., 110 m2, neuf, 2 bains, tél., 2 park. 870.000 F. Tél. 603-58-96 et 97.

CHATOU 5 mn R.E.R. Voiture Ds cadre verd., très beau 5/6 P., 115 m2 + loggia. 420.000 F. Agce BARTHEL - 966-06-00.

BOULOGNE. S/JARD. Imm. récent, 3 p., 70 m2, tt cft, moquette, loggia. 350.000 F. TEL. 603-58-96 et 97.

Etranger

SUISSE Grand choix maisons à rénover dès Sfr 35'000 studios neufs dès Sfr 55'000 chalets et appts. Valais-Lac de Genève Mme Burn, Petit-Chasseur 100, CH-1950 Sion - Tél. 027/23-33-26

appartem. achat

Rech. Paris-15e, 7e arrdts, pr bons clients, Appts toutes surf. et immeubles. Paiem. comptant. Ecr. Jean FEUILLADE, 5, rue A.-Bartholdi, 15e. Tél. 579-39-27

Rech. tous apparts Paris STE GERARD : 805-33-97.

DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, achète urgent STUDIO PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e. Tél. 873-23-55

DENIS-CHEVALIER Administrateur de biens 103, bd Haussmann, Paris-8e rech. pour sa clientèle 4/5 p. 100 à 150 m2. Tél. 265-77-59

L'AGENCE LAGRANGE fondée en 1876 recherche pour clientèle province, étranger, STUDIOS, APPTS, Paris, Neuilly R.E.R. Tél. 265-53-94

CABINET DORMION rech. dans Paris, beaux appts avec cft pour Clientèle Province 79, av. de Wagram. - 924-12-08

immeubles

URGENT RECHERCHE imm. ou appartements libres ou occupés, avec ou sans confort. — Tél. : 535-80-30.

GROUPE DE CAISSES DE RETRAITE recherche pour placement à long terme immeuble occupé, stand. élevé. Superficie 1 000 à 1 200 m2, de prél. 7e, 8e, 16e, 17e arrdt, une part. discrét. sera assurée par un contact personnel avec le directeur gl à ELY. 93-40. LES INTERMEDIAIRES SONT PRIES DE S'ABSTENIR.

12e PETIT IMM. RENOVE 5 locataires. Rapp. 55.000 F. 535.000 F. BARCELO. DOR. 89-40

Lux. immeuble, nef, 25 flats + rez-de-chauss. comm. 240 m2 pr. Porte Louise (Bruxelles). Rapp. ass. 8 à 10 %. F. B. 28.000.000. Tél. 02/ 537-40-37.

172-174, rue de Paris, PANTIN, pptaire vend immeuble d'angle. Px 890.000 F. — Tél. 278-33-56.

constructions neuves

CHARLES XV
96 rue St Charles, Paris XV
Un très grand confort dans un très bel immeuble.
Du studio au 5 pièces, livrables début Novembre
Appartement témoin sur place
ouvert tous les jours, dimanche inclus, de 14h à 19h.
samedi de 10h à 12h et de 14h à 19h.
COREG. tél. 554 21 21
CHARLES XV, investir pour vivre mieux

48, r. de LONGCHAMP, 16e arr. Disponibles 13 appts luxueux, du studio au 3 p., 1 triplex. Prix fermes et définitifs. Livraison 1er trimestre 1977. Informations sur place. Tous les jours de 14 h. 30 à 18 h. 30, sauf dimanche. SAGE, 874-49-32.

A PRIX NON REVISABLES
Ve RUE HENRI-BARBUSSE — Studio 27 m2 ; — 2 pièces 62 m2. Habitables 2e trimestre 1977.
XIe RUE DE MONTREUIL — Studios, 2 et 3 pièces. Prix du studio : 198.530 F. 7e ét., cave et park. compris. Livrables immédiatement.
XXe RUE PELLEPORT — 2 pièces, 40 m2 : 220.000 F. Habitables immédiatement.
COURBEVOIE Immeuble grand standing. — 2 pièces : 204.000 F. Cave et parking compris. Habitables immédiatement.
IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland, 225-93-69.

16e, RUE DE LA POMPE Immeuble de luxe. Du studio au 4 pièces. Grands balcons, terrasses. Information Immobilière. 266-56-50.

NEUILLY
65, BD DU CHATEAU
2 PIÈCES 40 M2
Tous les jours de 14 h 30 à 18 h HABITABLE DE SUITE PRIX FERME et DEFINITIF
P. DOUX - Téléph. : 553-16-62

FACE CENTRE POMPIDOU-BEAUBOURG IMM. NF. FAÇADE CLASSEE GRAND STANDING
APPTS. 4 PIÈCES 97 à 144 m2. Double orientation PRIX FERME - PARKING Terrassement. Livraison fin 1977
BATON. 704-55-55.

PARIS-16e Résidence PASSY-CHAILLOT 59, rue de la Tour. Appartem. témoin 14 h. 30-19 h. Studios, 2, 3 et 4 pièces, duplex avec jardin d'hiver. Livraison 4e trimestre 1976. Prix fermes et définitifs. COGILOR. Téléph. : 723-95-35.

ST-MANDE 18, av. FOCH APPTS 3-4-5 P. + PARK. TEL. 873-24-08

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière, Mo OPERA 84, rue d'Alésia, Mo ALESIA. Seuls frais 300 F. 742-78-93.

hôtels-partic.

AUTEUIL. Havre de verdure. HOTEL PARTIC. DE CLASSE. 12 p., grand jard. 2.000.000 F. NEVEU et Cie. Tél. JAS. 51-84.

ASNIERES Important pavillon 400 m2 envir. habit. Conviendr. pr profession libérale LE MATIN : 734-44-81.

locaux commerciaux

06 Saint-Laurent-du-Var Zone industrielle à louer Bureaux 60 et 170 m2, avec possibilité d'entrepôt. Téléphone : (93) 31-10-34 St-Laurent-du-Var.

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS Loue boutiq. + loc. artisanal + habitation. — Tél. 285-04-02.

fonds de commerce

Vd, P. à P., cse retraite, salon de coiffure Dames, 14 places, reft nf, tr. moderne, quartier Opéra, possib. crédit. 742-80-28.

NICE Prom. des Anglais. Sté parisienne cède pour cause éloignement luxueuse boutique (ameubl. décorat. prêt-à-porter) 400 m2, air conditionné. Cession local 950.000 F ou reprise exploitation par concessionnaire avec prix à débattre. CAMPUS, 45, av. Friedland, Paris. — Tél. 225-71-18.

EXCEPTIONNEL. Avignon, emplacement no 1 magasin 200 m2, P. à P. ou tout commerce. Ecr. à 7.705, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

locations non meublées Offre

Paris

Av. Georges-Mandel, 10 P. tt cft, s/640 m2, ref. nf moquette tél., 7.500 F + ch. reprise justif. 387-59-79

SUR AV. FOCH, GRD APPT 7 P., 3 sanitaire. Imm. standg POSS. PROF. LIB. Chbre serv. TEL. 6.000 F. - 727-84-24

Immeuble neuf jamais occupé, grand standing, jardin
STUDIO ET 2 PIÈCES
Moquette, cuisine équipée (plaques chauffantes, réfrigérateur, placards), salle de bains, volets roulants.
Stud. à partir de 900 F + ch. 2 pces à partir de 1.200 F + ch.
Deux mois de caution. Renseignement sur place 10, rue Louis-Blanc, Paris (10e). 50 m. Métro Colonel-Fabien. Du lundi au vendr., de 13 h. à 19 h. 30. Sam., de 10 h. à 19 h.

16e 44, RUE FAISANDERIE 7 pièces, étage élevé, 210 m2, tt cft, balc. 4.200 F mens. + ch. Vis. sur pl. 10 à 18 h., sf dim.

ST-PLACIDE - 6 P., cuis., office, bains, cab. toilette, w.-c. Tél. 5.800 F, charg. compr. 073-48-43.

7e A louer APPT, imm. grand standing. Rez-de-ch. Champ-de-Mars. 3 pièces principales. Petite reprise justifiée. Loyer mensuel 3.000 F C.C. Tél. : 704-39-21.

PARIS 16e Sans intermédiaire Grand STUDIO, étage élevé, stand. - 647-43-04.

Région parisienne

COLOMBES. Gd PAV. 4 niveaux de 50 m2 chacun : Cave, rez de ch. surélevé, étage et combles aménagés. 7 Pièces. Tél., jdin, gar. Téléph. mat. : SEGECO, 522-69-92.

locations non meublées Demande

Paris

Recherche PARIS (quart. indif.) petit local à louer 6 à 15 m2, eau + élect. T. le soir 842-14-54

Cherche 2 ou 3 Pces, cuis. salle de bains, w.-c. Ascenseur. Ecr. no 6370 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Part. à part. ch. 3 Pces, cuis., s. d'eau, w.-c., rangement, 5e, 12e, 13e arrdt. 1.200 F max. C.C. Tél. après 19 h. : 528-01-79 ou écr. no 6371 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Cherche Gd STUD. ou 2 Pces ETAGE ELEVE. Terr. 8e, 16e 17e, proximité Etoile. Tél. 380-76-31

Ingénieur rech. qu. Denfert 3-4 p. Tél. ss ag. TRI. 92-22 p. 32 h.b.

URGT ch. APPT 3-4 pièces tout confort Paris ou banlieue Tél. 969-19-10.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons, tres banl. Loyer garanti 4.000 F maxi. 283-57-02

locations meublées Offre

Paris

MARAIS STUDIO de CARACT. tt confort, 50 m2, 1.200 F mens. ch. c. - 225-39-40.

locations meublées Demande

Paris

Cherche de suite STUDIO meublé tout confort, téléph. Ecrire Colin, 17, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e

URGT, cple universit. canadiens loue à particul. 3 p. tt cft, si poss. av. téléph., Rive Gauche. Pr 18 mois, maximum 1.200 F mens. M. STAFFORD. 326-99-80

bureaux

ILE SAINT-LOUIS Pptaire loue bureaux superbes. 160 m2. Tél. matin : 700-58-83 Entre 14 et 19 h : 033-65-54

NEUILLY Pptaire loue ds immeuble neuf de 20 à 300 m2 Service Télex. Photocopies... Téléph. : 758-12-40

1 à 20 BURX. Tous quartiers. Locations sans pas-de-porte. AGCE MAILLOT ST-LAZARE. 293-45-55 - 522-19-18.

8e SAINT-AUGUSTIN dans immeuble grand standing. Sur un seul niveau, 350 m2 répartis en 16 bureaux. POSSIBILITES : salle de conférences, bibliothèque, archives en sous-sol. TELEPHONE : 8 lignes réseau, 16 postes (possibilités extension à 20 postes) permettant 8 conversations simultan. Capacité illimitée pour télex et terminaux informatique. Climatisation. Parkings. Tél. **293-62-52**

AVENUE D'IENA **4.000 M2** à vendre ou à louer. BEL IMMEUBLE 225-76-15/256-11-07.

viagers

Viager libre, ROQUEFORT-LES-PINS, près CANNES, résidentiel, calme, soleil. Villa provençale neuve, entourée jardin, living, terrasse 30 m2, 4 chambres, 3 bains, cuisine, garage, atelier, cuis. été, confort. 2 têtes, limite à 12 ans. Comptant 436.000 F + rente mensuelle 2.300 F. Tél. CANNES (93) 90-23-73.

Vendez rapidement en viager. Conseil. Expertise. Indexation. Gratuit. — ETUDE LODEL. 35, boul. Voltaire. Tél. 700-00-99.

PIGALLE. Propr. vend viager, 87 ans, 80 m2, calme, soleil, 4e ét. sans asc. Tél. 633-91-54.

EN NUE-PROPRIETE
XVe Résidentiel. Imm. récent 4 p., 100 m2, tt cft. Prix 350.000 F. Occupé une Tête
XVIIe Dans Hôtel particulier près PEREIRE Séjour triple + chbre, tt confort. Prix 330.000 F. Occupé 1 Tête. VERNEL - 526-01-50

Vendez aux meill. conditions **FONCIAL** 36 ans d'expérience Expertise gratuite 19, bd Malesherbes - 266-32-35.

NEUILLY - 3/4 p., stand., balc. s/voie, chbre de serv. Parking. 600.000 + 3.125 F. Occupé 77 ans. **F. CRUZ** 8, r. La Boétie 266-19-08

pavillons

ARCUEIL. Mo Laplace, pavillon érnové, living double + 3 chbres, conft moderne, garage. Prix : 285.000 F (facilités). 050-28-15.

BANLIEUE OUEST Fonction. muté ach. cpt pav. stdg calme. 954-80-58, qui tr.

ENGHIEN Près gare Charmant pav. Entr., gde cuis., sél. + 2 ch., bs., jdinet. 330.000 F. 989-31-74.

BOURG-LA-REINE Mo Pav. 6 p., 2 sanit., cft., gar. ss-sol. Jdin. PROF. LIB. Excel. état. 495.000 F. 577-96-85.

chalets

SUISSE (Gryon (VD), 7.100 m. Ds BEAU CHALET, tout conft, vue magnif., part. vend 2 appts duplex 200 m2, autorisé étrang. Hypoth. import. Case postale 41, Villars/Ollon 1884.

domaines

Vds dom. agric. 52 ha., grand BATIM. EXPLOIT., MAIS. 5 P., 430.000 F. - AGENCE ALBOUYS 31, bd Gambetta, 46 CAHORS. Tél. (65) 35-36-88.

châteaux

Près EVREUX, 90 kms PARIS, propriétaire vend directement CHATEAU, 40 pièces + nombr. dépendances, pavillon gardien, dans magnifique parc de 12 ha, dans belle vallée, rivière. Libre à la vente. 1.700.000 F. — Tél. : 325-19-24.

chasse-pêche

Vends, site agréable, 1 km Piégut, Dordogne, tr. bel étang de 2 ha av. terrain. Pins et chênes adultes. Ecr. Havas Angoulême, no 780, ou tél. : 16 (45) 95-78-89, après 18 heures

forêts

NIÈVRE 128 HA Belle réserve 5.000 m3 chênes 16.259 pieds. Px : 900.000 F. Tél. : (86) 34-03-56.

villas

ETANG-LA-VILLE et RUEIL constructeur vend directement villa pierre et ardoise, 140 m2 habit., imm. ss-sol total, récept. 47 m2, 4 chbres, 2 bains, cuis. équip., jard. 500 à 1.000 m2. Prix depuis 700.000 F T.T.C. Crédit relais s/s frais. 027-57-40.

Grande-Motte. Vend villa 300 m2, 100 m2 séjour, 900 m2 terrain, 750.000 G. Gd stdg. M. Caumes, 2, all. Courlis, 34280 Gde-Motte.

Cœur LA VARENNE Parc, très belle propriété. Tél. : 726-34-41, mat. soir.

30 min. Pte ORLEANS, 240 m2 habit. pour un prix demandé de 680.000 F dans un cadre unique, sur 1.500 m2 arborisés, libre immédiatement. Pour visiter : 460-58-33.

ENGHIEN 8' GARE BAS-MONTMORENCY. Belle villa, grande récept. + 5 ch., 2 bns. Jard. 950 m. 750.000 F. 989-31-74.

SARTROUVILLE BORD SEINE Quartier résidentiel, VILLA récente, parf. état, surface habit., 180 m2, 6 P., 3 bns, tt cft. Beau jardin boisé 890 m2. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90 - Orpi

MARLY-le-ROI. Raviss. chaumière neuve, const. de qualité, 150 m2 habit., récept. 50 m2, cheminée av. poutres appar., bur., 3 chbres, 2 bains, garage 2 voit. chbre serv. ss-sol tot. terr. 900m2 Px 900.000 F tous frais compris. J.M.B., 970-79-79.

PARIS, comme à la campagne, grande maison 10 pièces, tout confort, logement gardien, gar. 3 voit., jardin arborisé, 480 m2. Prix 1.200.000 F à débattre. Tél. : 770-07-55.

Sté rech., urgent villas, appts. VENTE OU LOCATION Agence s'abstenir. ALM. 10-63.

maisons de campagne

BEAUCE. Sortie autor. 70 km. Paris, dans bourg tous commerces, part. vd maison rurale de caractère, tt cft, 4 p. princip. + dépendances attenantes, sur 1.700 m2 clos, habitable de suite. Tél. : 828-40-00, poste 32-02.

Rég. Maintenon, 70 km. Paris, belle maison rustique, 5 p., cft + dépend., jard. 1.600 m2 clos, 295.000. Tél. 588-01-07, 236-20-59.

propriétés

SEVRES, près gare, maison anc. dans 1.000 m2, sél., 6 chb., 1 ou 2 s. de bs, 2 c. de T. Sous-sol complet, garage. Après 18 h. : 460-35-60.

SEPTEUIL. Belle propr. ancien. de caract. ds parc de 19.000 m2. Récept. (chem.), 6 chb., 2 s. de bs, c de toil., cuis., grenier aménagé, garage. Parfait état (décoré). Apr. 18 h. : 460-35-68.

PRES **MILLY-LA-FORET** Belle PROPRIETE récente, parfait état, séj. 70 m2, 6 chbres, bains, grande salle de réunions. Parc 5.000 m2, gar. Prix 1.000.000 F. LANGLOIS, 13, r. de France, Fontainebleau

80 KM PARIS-NORD - Beau corps de ferme pierre de taille. Liv. 65 m2, 5 ch., maison d'amis, tt cft. Parc 8.000 m2 BORDE PAR RIVIERE **LARGIER** ANJ. 02-49 ANJ. 18-83 32, boul. Malesherbes, Paris 8e.

LE VESINET Résidentiel Calme Agréab. DEMEURE MANSART récept., 6 ch., bns, cft, dépend., 4 p., beau jardin boisé 1.150 m2. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90 - Orpi

terrains

GIF/s/YVETTE. 3.000 m2, poss. 2 pavill. de 4 p. ou 1 villa de 287 m2 hors œuvre. Prix TTC : 280.000 F si paiement immédiat. S'adresser au propriétaire : 42, avenue Jean-Jaurès, 78390 Bois-d'Arcy.

PART. rech. environ 100 km. terrain boisé avec possibilité chasse. Tél. CAR. 75-26, 8-18 h.

19 KM. de PARIS EST, commune vend terrain 8.450 m2 divisibles et constructibles. Prix : 160 F le m2 - Tél. 020-11-60.

LES **MERVEILLEUX TERRAINS** de la **FORÊT DE MARLY** 1 000 à 1 500 m2 aux Portes de PARIS F.P.I. 976-07-86

BIÈVRES-91 Plein centre, magnifique terrain en nature de Parc 42.000 m2. Expos. Sud. Plan d'eau. Gde facade, tte viabilité. clos de murs. Exclusivement réservé pour équipement **TOURISME - LOISIR - ÉDUCATION - SANTÉ** SIFIF - 723-43-06.

NORMANDIE FORET DE LYONS 90 km DE PARIS Terrain à bâtir 9.400 m2. 79.000 F. Tél. h. bur. 229-30-04.

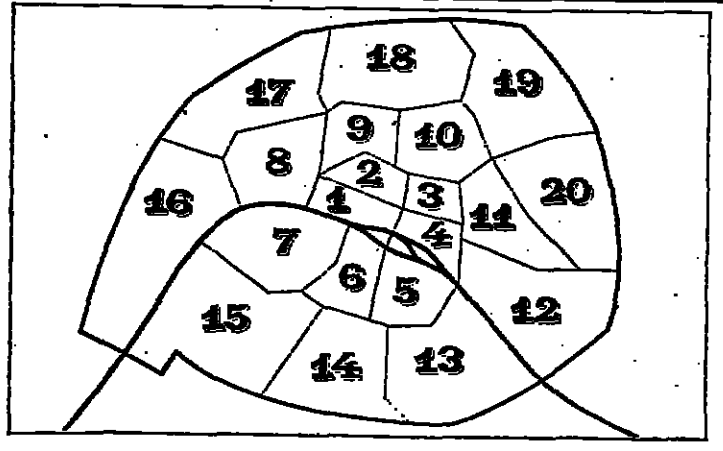
SUISSE. Vends terrain dans stat. hiver-été. Altit. 1.100 m, 10 km front. 22 F x 5.300 m2. Maître STOCKI, notaire, Sainte-Croix 1450-SUISSE.

CROISSY-SUR-SEINE près VESINET Beaux TERRAINS 880 et 850 m2 Façades 29 et 22 m. Toutes viabilités. Prix T.T.C. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90 - Orpi

هكذا عن الأصل

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12	2500 RÉVISABLE	2000 FD	90%/15	CF.	1973	124			M		RER	
Nº Arr.	Prix moyen du m²	Prix moyen du m² ferme et définitif	montant des prêts cumulés et durée	prêt du Crédit Foncier	année de livraison et trimestre	Nombre d'app.	Parkings en surface	Garages en sous-sol ou box	Métro	Autobus	R.E.R. Station	Autoroute ou périphérique



7 9.800 PRIX MOYEN 80 % / 20 1978 86
M ECOLE-MILITAIRE

LES AMBASSADES ST-DOMINIQUE - 96-98, rue St-Dominique - Réalisation à la fois luxueuse et discrète avec prestations de grande classe (dans les séjours, parquet chêne massif au point de Hongrie). St. au 6 p., duplex et appts terrasses. App. tém. sur place à partir du 19 oct. ou sur rendez-vous : 766-51-03.

sofap — Réalisation SOFAP

---

7 8.300 FD 80 % / SPECIAUX HABITABLE IMMEDIATEMENT DISPON 12 54
M VANEAU DUROC

LE BRODEVAL - 76, rue Vaneau - Une élégante réalisation autour d'un jardin : 2 petits immeubles en pierre de taille. Studios, 2 et 4 pièces. Sur place, jeudi à lundi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. 30 à 19 h. ou Mme Deville 266-34-56

OCEFI 21-23, rue d'Astorg, Paris-8ᵉ

LA HENIN

crédits immobiliers
16, rue de la Ville l'Evêque
75008 Paris - tél. : 260-35-15

COGEFIMO

---

7 8.200 FD 80 % / PERSONNALISE 1977 49 Dispo. 38
M INVALIDES LA TOUR MAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ - Belle demeure parisienne. Tr. ht niv. de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre au 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, gdes terrasses sur toit, vastes balcons. **Bur. vte sur pl.,** lundi et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. **Tél. 280-34-40,**

COMEGI 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,

---

11 4.600 FD 80 % / 20 LIVRAISON IMMEDIATE 45
M Nation Reuilly-Diderot Boulets-Montreuil Faidherbe-Chaligny — 46-56 76-86

EDELWEISS-PLAISANCE - 58, rue de Montreuil - Dans un quartier dynamique ; à deux pas de la place de la Nation. Petits immeubles de qualité comprenant 45 appartements : studios, 2 et 4 pièces (duplex). Visite de l'appartement témoin sur place : lundi, jeudi et samedi de 14 h. à 18 h. - Tél. : 878-31-71. Rens. **C.I.P.,** 21-23, av. Pierre-Iᵉʳ-de-Serbie, 75116 Paris. Tél. : 720-49-70.

---

12 5.800 FD 80 % / 20 1977 53
M

RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqu. isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestat. raffin. S. pl. ts l. jrs sf mar. et mer., 13 à 19 h., 346-51-74.

Une réalisation CAPRI — GSCIC PARIS — **LA MAISON DU G. SCIC,** 15, boulev. de Vaugirard, Paris (15ᵉ), tél. 567-55-66.

---

12 5.900 FD 80 % / 20 LIVRAISON IMMEDIATE 62
M GARE DE LYON

BECCARIA 7 - 7, rue Beccaria, 109, rue de Charenton 2 Immeubles de Classe proposant des apparts (Studios à 6 Pces) tant pour l'habitation que pour l'investissement garantie locative assurée pendant 3 ans. Appt témoin ts les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mercredi).

SERCO 14, rue Magellan PARIS (8ᵉ) **723-72-00**

---

13 4.950 FD 80 % / 20 1978 143
M — à 200 m Autoroute du Sud

« CAP SUD » - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.

Une réalisation CAPRI — GSCIC PARIS — **LA MAISON DU G. SCIC,** 15, boulev. de Vaugirard, Paris (15ᵉ), tél. 567-55-66.

---

13 4.800 FD 80 % / 20 LIVRAISON IMMEDIATE 1977 380
M TOLBIAC — 27 47 62 — A 800 M

OLYMPIADES - 70, avenue d'Ivry - Deux immeubles : CORTINA, chamb., stud., 2 p. - HELSINKI, stud. à 5 p. Environnem. exception. : Centre Commerc. « Stadium » avec patinoire et piscine. Sur pl. ts les jrs de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 19 h., sf vend. mat. et merc. T. 584-81-20 ou **S.P.E.I.,** 14, av. F.-D.-Roosevelt, Paris-8ᵉ, T. 256-55-11.

SPEI — Réalisation SAGO/SGI

---

13 5.600 FD 80 % / 20 1977 140
27 67 47 83 57 — M PL. ITALIE 3 LIGNES — A 800 M

GALAXIE - 20, pl. d'Italie, **« AGATE »** - Un tout nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec grds balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre commercial avec grands magasins. Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, sauf mer., et le ven. matin 580-32-92 ou SPEI, 14, av. Roosevelt-8ᵉ - 256-55-11.

SPEI — Réalisation S.G.I.I.

---

15 5.900 FD 80 % / 20 LIVRAISON IMMEDIATE 60
62 48 89 et P.C. — M CONVENTION PLAISANCE

VOUILLÉ-PLAISANCE - 3ᵉ tranche, 56, rue Labrouste quelques apparts de 5 pièces, 107 m2 + Balcon, double exposition s/rue et sur jardin intérieur, Appart. témoin ts les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi)

SERCO 14, rue Magellan PARIS (8ᵉ) **723-72-00**

---

15 6.200 80 % / Personnalisé 1978 dispon. 195 209
M SÈVRES-LECOURBE

RÉSIDENCE BUFFON - 18-24, rue Lecourbe. — Du studio au 6 pièces. Très haut niveau de prestations. Grands espaces verts. Balcons et terrasses. **Bureau de vente sur place :** mardi et vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Renseignements et vente :

COMEGI 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

---

16 8.200 FD 80 % / PERSONNALISE 1976 42
52 — M EGLISE AUTEUIL JASMIN — OUEST à 1.500 m.

LES JARDINS DE POLYMNIE - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand. autour d'un jardin de 3.000 m2. Du stud. 34 m2, au 6 p. 180 m2, S. pl. t.l.j. sf dim., lun. et le vend. mat., 10 h. à 12 h. 30, 14 h. à 19 h., tél. 224-66-26 ou S.P.E.I., 14, av. F.-Roosevelt, Paris-8ᵉ, 256-55-11

SPEI — Réalisation : MAZET & VALLETTE

---

17 7.700 FD 80 % / PERSONNALISE 1976 37 Dispo. 19
M PEREIRE WAGRAM

141, AVENUE DE WAGRAM Résidence de classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. **Bur. vente sur place,** lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.

COMEGI 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

---

19 4.400 FD 80 % / 20 LIVRAISON IMMEDIATE 150
M LAUMIERE

LOIRE-DEHAYNIN - 20, rue E.-Dehaynin - Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élancés aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces. Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures. (sauf mardi et mercredi).

SERCO 14, rue Magellan PARIS (8ᵉ) **723-72-00**

« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

... et un prêt CDE financera votre achat :

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2ᵉ - Tél. : 260.35.36.
Tous les financements immobiliers depuis 1848.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA MISE EN SERVICE DE L'AUTOROUTE DE L'EST

Silence sur le péage

Le ministère de l'équipement annonce l'entrée en service progressive de l'autoroute de l'Est (Paris-Metz A 4) : les sections Noisy-le-Grand - Meaux (28 kilomètres) et Meaux - Saint - Jean - les - Deux-Jumeaux (13 kilomètres) seront ouvertes le 29 octobre ; la section Freyming-Reichsett (107,500 kilomètres), le 22 novembre. De son côté, M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne, affirme qu'il a obtenu du préfet la certitude que l'autoroute A 4 serait ouverte à la circulation, le 20 octobre, entre Paris et Noisy-le-Grand. Le projet contesté d'installation de postes de péage dans cette banlieue parisienne serait donc abandonné sans qu'on le reconnaisse officiellement.

« La décision de mettre en service l'autoroute A 4 sans péage dans la zone urbaine ne préjuge pas de l'avenir. D'ici à la fin du mois d'octobre, le ministre tranchera définitivement la question de savoir s'il convient d'installer des guichets de péage entre Paris et Noisy-le-Grand. » En réalité, le recul du gouvernement semble définitif, et, plutôt que de le reconnaître, il préfère se réfugier dans un mutisme que M. Paul Laurent, président du groupe communiste au conseil régional d'Ile-de-France, juge *« inquiétant ». Pouvait-il en être* autrement ?

Le principe du péage urbain, décidé en région parisienne par un conseil interministériel du 17 avril 1975, était pourtant défendable. Le coût des autoroutes urbaines est exorbitant. Par exemple, les 22 kilomètres de l' A 4 qui séparent Paris de l'extrémité orientale de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée coûteront 1,3 milliard de francs. Il serait injuste de faire supporter ces dépenses soit par le contribuable, soit par la province. Un péage acquitté par l'usager semblait nécessaire d'autant qu'il rétablissait l'égalité entre la voiture et les transports en commun.

Malheureusement, M. Robert Galley, alors ministre de l'équipement, a — encouragé dans un premier temps par l'Elysée — préféré imposer par la force le péage dans le Val-de-Marne. Le 15 août 1975, il fait abattre des arbres à Saint-Maurice pour préparer la construction des guichets. Les communistes empêchent la poursuite des travaux. A partir de ce rapport de forces, tous les élus, sans distinction d'étiquette politique, se sont déclarés hostiles au péage, provoquant, le 29 juillet dernier, un revirement du chef de l'Etat, qui demande un réexamen de l'emplacement des postes de péage.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, est dans une impasse. S'il abandonne dans le Val-de-Marne, il lui sera difficile d'imposer le péage à Toulon ou à Strasbourg. S'il reste fidèle au projet initial, la construction des guichets se fera, à Saint-Maurice, sous la protection des C.R.S.

Se tournera-t-il vers les conseils régionaux, responsables en principe de la politique régionale de circulation ? L'Etat n'a pas les moyens de financer les autoroutes urbaines, pourrait-il leur dire. Décidez vous-même si vous préférez vous passer de ces voies. Si vous y tenez, trouvez les ressources financières correspondantes, c'est-à-dire le péage ou une prise en charge par le budget de l'établissement public régional.

Il restera à celui-ci à dégager des crédits, comme les commissions du conseil général du Bas-Rhin, qui viennent de décider, sur la base de 38 millions de francs, le rachat du péage de Brumath, situé sur l'autoroute Metz-Strasbourg, à 15 kilomètres de Strasbourg. Cette mesure entraînerait un alourdissement de la pression fiscale de 3 à 5 %.

ALAIN FAUJAS.

SOCIÉTÉ

Conflit du travail et féminisme

Des femmes occupent la librairie ...des femmes

Depuis mardi 12 octobre en fin d'après-midi, des femmes occupent la librairie des éditions Des femmes, rue des Saints-Pères, à Paris. Elles veulent manifester leur soutien à Barbara (qui fut un porte-parole du mouvement des prostituées lyonnaises) et à d'autres, actuellement en conflit avec cet éditeur.

Ayant quitté la prostitution, Barbara — de son vrai nom Mireille Deconninck — travaillait depuis six mois comme infirmière de nuit, quand elle fut embauchée, en février 1976, par les éditions Des femmes en vue d'ouvrir à Lyon une nouvelle librairie. *« Elles parlaient de libération des femmes, d'une nouvelle politique, je les ai crues*, dit-elle. *Je souhaite créer un lieu où les femmes puissent se réunir, parler, vivre, et pas seulement acheter des livres. Je pensais que des femmes qui se réclament du M.L.F. étaient ouvertes à tout. Ce n'est pas vrai, Elles ne sont pas ce qu'elles disent. »*

Gênée par des difficultés matérielles (feuilles de paie non conformes, versement irrégulier de son salaire), découragée de voir toujours différée la mise en route effective de son travail, Barbara a tenté, le 27 juillet dernier, de se suicider.

Depuis, la situation, semble-t-il, ne s'est pas améliorée. Ce 12 octobre, Barbara venait réclamer une nouvelle fois ses feuilles de paie pour régulariser sa situation envers la Sécurité sociale et la police. D'autres femmes sont venues la soutenir dans sa demande. Les heures passant, en l'absence de toute solution, elles ont finalement occupé la librairie.

A les entendre, le cas de Barbara n'est pas unique. Mardi soir, dans la librairie — aux chandelles : l'électricité, comme le téléphone, avait été coupée, — elles parlaient beaucoup, tout en regrettant de devoir rendre publics certains « agissements » des éditions Des femmes : *« Y en a marre de se taire... »* Le groupe Psychanalyse et politique — tendance du M.L.F. qui dirige la maisons d'éditions — ne manque pas, apparemment, de moyens financiers. Aussi pouvait-on entendre dénoncer *« la récupération par le fric au nom du M.L.F. »*.

De leur côté, les éditions Des femmes ont publié un communiqué niant les affirmations de Barbara. *« La situation de celle-ci, y lit-on, est parfaitement claire. La société Des femmes librairie, depuis février, n'a cessé — sans interruption aucune — de lui assurer les avantages attachés à la qualité de salariée, en attendant qu'elle puisse occuper pleinement l'emploi qui était prévu à son intention à la librairie qui devait être ouverte prochainement à Lyon. »* Interrogées, des responsables affirment *« être en règle avec la loi »*. Aux critiques qui leur sont adressées, elles ne répondent pas, n'ayant *« pas envie de se justifier sur le terrain où l'adversaire les convoque »*.

ROGER-POL DROIT.

L'ÉGYPTE
MILLÉNAIRE

avec croisière sur le Nil.
Voyage culturel de 18 jours avec Madame Claudine DELELIENNE, Conférencière, Ancienne Elève de l'Ecole du Louvre. Diplômée de la Faculté des Langues Orientales Anciennes.

Du mercredi 17 novembre 1976 au samedi 4 décembre 1976.

Renseignements et inscriptions :

PEUPLES ET CIVILISATIONS
5, av. de l'Opéra - 75001 PARIS
T. 260-31-66 - Lic. d'Etat 309 A.

Abonnement Edition Sonore
SÉLECTION HEBDOMADAIRE
DU « MONDE »
enregistrée sur bandes
ou cassettes.

Renseignements :

Groupement des Intellectuels
Aveugles et Amblyopes,
5, avenue Daniel-Lesueur, 75007
Tél : 566-07-07.

TRANSPORTS

BLOCAGE DES TARIFS, AUGMENTATION DES SUBVENTIONS A LA S.N.C.F.

Les routiers redoutent de ne pouvoir faire face à la concurrence du rail

La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) réunit, du 12 au 14 octobre à Paris, son 31e congrès annuel, alors que vient d'entrer en vigueur le plan de lutte contre l'inflation. A cet égard, le blocage des prix suscite dans la profession « les plus vives appréhensions », *comme l'a récemment écrit au premier ministre le président de la F.N.T.R.*

D'un congrès à l'autre, les professionnels de la route donnent l'impression de rabâcher un peu la même chose, de présenter le même cahier de doléances. Cette impression de rouler en rond s'explique par l'absence d'une politique des transports. Tout paraît se régler au coup par coup. *« Nous sommes disponibles pour négocier avec l'Etat — comme celui-ci le fait avec la S.N.C.F. — un contrat de programme avec en vis-à-vis des avantages sociaux et des évolutions tarifaires*, affirme M. Hubert Ghigonis, délégué général de la F.N.T.R. *Mais il y a toujours des empêchements qui obligent à différer l'élaboration d'un tel contrat. »*

On invoque, aujourd'hui, la lutte contre l'inflation pour imposer un blocage temporaire des tarifs. *« C'est une mesure mal adaptée à la réalité économique »*, dit la profession. De juin 1975 à septembre 1976, pour les transports de marchandises à moins de 400 kilomètres, les barèmes ont été relevés de 11,9 % et, pour les services interurbains de voyageurs, de 10,3 % alors que, pendant la même période, les prix de revient ont respectivement augmenté de 15,5 % et de 16,1 %. *« La décision du gouvernement est d'autant plus contestable*, pense la F.N.T.R., *que celui-ci a entériné une majoration de 8 centimes du litre de gas-oil. »*

« Le blocage des tarifs est injuste, ajoute M. Ghigonis. *Il a, en effet, pour la S.N.C.F., notre concurrent direct, une bien faible portée dans la mesure où des compensations financières en transfèrent la charge à l'Etat alors que nos entreprises doivent assurer, seules, l'équilibre de leur bilan. »* Une discrimination que même les dirigeants de la société nationale jugent *« malsaine »*.

Plus grave : la profession soupçonne les pouvoirs publics de vouloir remettre en cause la façon dont sont discutés les tarifs routiers. *« Jusqu'à maintenant, il nous appartenait de proposer les relèvements de barèmes, fondés sur une analyse des indices officiels et l'administration ne pouvait pas ne pas tenir compte du sérieux de nos propositions*, explique M. Ghigonis. *Si, à l'avenir, ce régime particulier est aboli, la vie de nos entreprises sera suspendue aux décisions purement arbitraires de la direction des prix. »*

S'il y a beaucoup de réalités dans les propos des routiers, c'est aussi que, face à certaines revendications justifiées, les pouvoirs publics finassent. La détaxation du gas-oil pour les transports publics de voyageurs ? *« Le dossier est au point mort*, indique la F.N.T.R. ; *il bénéficie de préjugés favorables et d'appuis parlementaires. »* L'octroi, aux usagers de l'autocar, des réductions sociales consenties aux clients de la S.N.C.F. ? Il en coûterait à l'Etat environ 400 millions de francs pour supprimer toute discrimination tarifaire entre le rail et la route.

Les temps sont durs...

Inévitablement, dans le raisonnement des routiers, la référence au rail est toujours présente. Souvent, la profession s'exaspère devant les hésitations et les refus que les pouvoirs publics opposent à leurs demandes. Elle trouve ceux-ci beaucoup moins regardants dès qu'il s'agit de renflouer la S.N.C.F. : quelque 10 milliards de francs cette année, à la charge du budget général. *« Dans ces conditions, parler d'équilibre financier de la société nationale est carrément utopique*, note M. Ghigonis. *Au demeurant, ce n'est pas en matraquant la route que l'on aidera le chemin de fer à se sortir d'affaire. C'est en incitant celui-ci à mettre de l'ordre chez lui. »*

Si seulement le train savait tout faire, une partie non négligeable de l'opinion publique ne serait pas mécontente de se débarrasser, au nom de la qualité de la vie, des camions bruyants et pollueurs qui encombrent les chaussées. La profession continue de prôner, comme un droit élémentaire, la liberté de circulation.

Certaines municipalités saisissent l'occasion de l'ouverture d'un tronçon d'autoroute pour interdire aux poids lourds la traversée de leur commune. De nouvelles menaces se précisent : en Normandie et dans l'Isère. *« Il faudrait que, à défaut de crédits suffisants pour construire des déviations, il y ait une égale prise en compte du péage par toutes les parties intéressées : le transporteur, la collectivité locale, la société concessionnaire de l'autoroute et l'Etat »*, suggère M. Ghigonis.

Peut-être les transporteurs routiers se feraient-ils mieux accepter par l'opinion publique s'ils ne se rendaient coupables de trop nombreuses entorses à la réglementation du travail. Dans le Marché commun, on compte quelque dix millions de véhicules utilitaires. *« Or*, constatent les experts de Bruxelles, *beaucoup de chauffeurs restent trop longtemps au volant. Compte tenu de la vive concurrence qui s'exerce tant sur le territoire national qu'à l'étranger, leurs services sont souvent utilisés en marge de la légalité... Il est vrai que les temps sont durs, mais les risques pour les autres usagers de la route s'en trouvent du même coup accrus. »*

« Le règlement social européen sur les temps de conduite des chauffeurs routiers n'est pas encore strictement appliqué », reconnaît la F.N.T.R., qui s'élève contre *« la vague de contrôles aveugles et l'avalanche de contraventions injustifiées »*. Selon M. Ghigonis, *« la transmission au Parquet ne doit pas être systématique ; il faut prendre l'avis de l'inspection du travail et juger, avant de condamner, le comportement général de l'entreprise »*. Curieuse allergie au pointage, alors que les abus sont manifestes !

Les experts de Bruxelles parlent de ramener le temps passé au volant de quarante-huit heures à quarante-six heures par semaine à partir du 1er janvier 1979, la durée journalière de conduite ne devant pas alors excéder huit heures et exceptionnellement neuf heures deux fois par semaine. *« Il serait aberrant de sortir un nouveau texte*, remarque M. Ghigonis. *Procédons par ordre ; appliquons déjà les quarante-huit heures ; on verra ensuite. »* Surtout pas d'excès de vitesse...

JACQUES DE BARRIN.

Les Italiens champions des vols de TIR

De notre correspondant

Rome. — *Un carabinier a été assassiné, le 2 octobre dernier, sur une route de Piémont, alors qu'il tentait, avec deux de ses collègues, de s'opposer au déchargement d'un camion TIR (spécialisé dans les transports internationaux) volé par des malfaiteurs. Trois jours plus tard, c'est le camionneur lui-même, un Français, nommé Michel Chartier et originaire de Grégy-les-Meaux (Seine-et-Marne), qui était arrêté.*

Cet épisode se passerait de commentaires s'il ne faisait partie d'une longue série de mésaventures du même genre, dont ont été victimes des camionneurs de plusieurs nationalités. Au cours des deux dernières années, l'Italie a détenu, en effet, le record des vols de poids lourds. Les régions les plus atteintes ont été la Lombardie (Milan), le Piémont (Turin) et la Campanie (Naples), où sévissaient plusieurs bandes spécialisées. On cite le chiffre de deux mille cinq cent quatre-vingt-dix camions volés au cours du premier semestre 1975, dont mille huit cent soixante et onze seulement auraient été retrouvés. Toutefois, selon un assureur qui en a pâti, le nombre de ces vols aurait sensiblement diminué en 1976, grâce à une intensification des mesures de police.

On ne décharge pas un camion de plusieurs tonnes comme on vide un sac à main. Il faut des moyens, des entrepôts et des complices. Puis tout un circuit pour maquiller, démonter et revendre le véhicule subtilisé. Un exemple parmi d'autres : début 1975, un camion français avec remorque, rempli de café, s'engage sur l'autoroute du Soleil, puis s'évanouit dans la nature. Deux mois et demi plus tard, une grande marque de café italienne fait des offres de vente à des prix imbattables. Le propriétaire de la marchandise volée réussira à remonter la filière pour négocier le rachat de son produit...

Principaux partenaires commerciaux de l'Italie, les Allemands et les Français ont probablement été les plus touchés par ces étranges disparitions. Mais il est difficile d'avancer des chiffres, car personne ne tient à en parler. Ni les autorités italiennes, inquiètes et vexées que la péninsule s'attire une telle réputation ; ni les représentations commerciales des pays voisins, qui ne veulent pas effaroucher leurs exportateurs ; ni les victimes elles-mêmes et leurs compagnies d'assurances, qui préfèrent négocier avec les bandits pour récupérer leurs marchandises au plus vite. Les camionneurs, eux, apprécient rarement ce genre d'aventure. A la mi-septembre, un Français, qui conduisait un TIR chargé de pneus, fut blessé par l'arme à feu de ses agresseurs. Peu avant, un autre chauffeur avait été ligoté et bâillonné tout une nuit pendant que des « spécialistes » allégeaient le véhicule de son contenu.

ROBERT SOLÉ.

BU. FO. GL. ACM. *(Publicité)*

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

Extrait de l'arrêté préfectoral ordonnant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique.

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU l'ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958 modifiée portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 modifié portant règlement d'administration publique sur les procédures d'enquêtes et notamment son titre premier.

VU la loi n° 55.435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes et le *décret n° 56.1425 du 27 décembre 1956 modifié* portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi.

VU le projet de travaux de construction de la section NORDAUSQUES - SAINT-OMER - LILLERS de l'autoroute A-26 et de ses voies de raccordement au réseau routier existant.

VU la lettre en date du 18 août 1976 de M. le Ministre de l'Equipement demandant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet.

VU les pièces du dossier comprenant notamment :

- *un plan de situation* au *1/1.000.000* ;
- une notice explicative indiquant l'objet de l'opération et son insertion dans l'environnement, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire de la dépense, et l'urgence des travaux ;
- un plan général des travaux au 1/100.000 ;
- les profils en travers-types au 1/200.

ARRETE

ARTICLE 1. — Il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet de construction de la section NORDAUSQUES (R.N. 43) - SAINT-OMER - LILLERS de l'autoroute A-26 et de ses voies de raccordement au réseau routier existant.

ARTICLE 2. — Il est institué une commission d'enquête composée de trois membres désignés ci-après :

Président : M. Albert DERISBOURG, ingénieur conseil en retraite, 5, rue Gambetta, 62000 ARRAS.

Membres : M. André THERY, attaché principal honoraire de préfecture, 478, avenue Sully, à BETHUNE ; M. Georges LEROY, ingénieur des T.P.E. Service des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais, à SAINT-OMER.

La commission siégera à la Préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 3. — *OUVERTURE ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE.*
Les pièces du dossier ainsi qu'un registre principal d'enquête seront *déposés* à la *Préfecture du Pas-de-Calais* pendant quarante-deux jours entiers et consécutifs, du 21 octobre au 2 décembre 1976 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours ouvrables, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, sauf samedis, dimanches et jour fériés, et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au président *de la commission d'enquête.*

ARTICLE 4. — Pendant le délai fixé à l'article 3, un exemplaire du dossier et un registre d'enquête subsidiaire resteront également déposés et tenus à la disposition du public aux mêmes conditions aux jours et heures habituels d'ouverture en chacun des lieux indiqués ci-après :

- Sous-Préfectures de SAINT-OMER et de BETHUNE ;
- Arrondissement de SAINT-OMER : mairies de NORDAUSQUES, NOET - LEULINGHEM, BAYENGHEM - LES - EPERLECQUES, MENTQUE - NORBECOURT, EPERLECQUES, MORINGHEM, QUELMES, ZUDAUSQUES, *LEULINGHEM, SETQUES*, WISQUES, ESQUERDES, HALLINES, PIHEM, HELFAUT, INGHEM, ECQUES, CLARQUES, REBECQUES, MAMETS.
- Arrondissement de BETHUNE : mairies de BLESSY, WITTERNESSE, LIETTRES, QUERNES, LINGHEM, RELY, SAINT-HILAIRE-COTTES, LESPESSES, LIERES, ECQUEDECQUES, LILLERS.

Fait à ARRAS, le 30 septembre 1976.
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général :

Signé : J. SENIE.

Pour copie conforme.
Pour le Préfet et par délégation,
l'Attaché administratif :
R. CARESMEL.

Faits et projets

Qualité de la vie

- SIX CENTS MILLIONS DE DOLLARS POUR L'AIR PUR. — Pour échapper aux poursuites judiciaires entamées par les autorités locales, la firme américaine U.S. Steel va dépenser 600 millions de dollars afin de réduire la pollution atmosphérique provoquée par son usine de Clairton, près de Pittsburgh, qui est la plus grande cokerie du monde. — *(A.F.P.)*
- ITALIE : NOUVELLES INTOXICATIONS PAR POLLUTION. — Quarante-trois ouvriers de deux usines différentes — Philips et Singer — qui fabriquent du matériel électronique, à Monza, ont été hospitalisés lundi 11 *octobre* après avoir été intoxiqués par des émanations de gaz.

Transports

- PARIS - BAHREIN-MASCATE par U.T.A. — La compagnie aérienne française U.T.A. a ouvert une nouvelle ligne qui relie Paris à Bahrein et Mascate (sultanat d'Oman). Cette liaison qui est desservie une fois par semaine dans chaque sens est assurée par DC-8.

Tourisme

COPENHAGUE, BONN ET PARIS SONT LES CAPITALES LES PLUS CHÈRES D'EUROPE

L'Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E. vient de publier une enquête sur la comparaison des prix à la consommation dans les neuf capitales des pays de la Communauté. Les travaux de l'O.S.C.E. qui ont duré trois mois, du 15 septembre au 29 novembre 1975, ont porté sur six cent soixante biens et services.

Il ressort de cette enquête que c'est à Copenhague, Bonn et Paris que le niveau des prix est le plus élevé. Dublin, Londres et Rome pratiquent les prix les plus bas, tandis que les capitales du Benelux occupent une position moyenne.

Par rapport à Bonn, l'alimentation à Paris est relativement bon marché tandis que le contraire se vérifie quand il s'agit des vêtements, des chaussures, des loisirs, des spectacles, de l'enseignement et de la culture. Les écarts sont encore plus grands quand on compare Bonn avec Rome.

هكذا في الأصل

PRESSE

LES JOURNALISTES F.O. : le gouvernement a le devoir de faire observer la loi sur la presse.

Le comité national du Syndicat général des journalistes F.O., qui vient de se tenir au Cap-d'Agde (Hérault), estime que l'élaboration d'un statut des entreprises de presse *« garantissant l'indépendance des rédactions et assurant au public une information honnête et pluraliste »* s'impose.

Le comité affirme que *« les concentrations capitalistes ne mettent pas seulement en cause l'emploi des journalistes et des autres travailleurs de la presse mais aussi la liberté d'expression, le droit du public à l'information, la liberté tout court »*. En conséquence, les journalistes F.O. exigent que soit mis un terme *« à cette évolution dangereuse pour la démocratie »*.

Soulignant qu'un journal *« n'est pas une marchandise comme les autres »*, ils font remarquer que *« le Parlement et le gouvernement ont le devoir de faire observer les lois sur la presse (publication des noms des propriétaires réels et des principaux actionnaires, interdiction de diriger plus d'un quotidien) »*. Le syndicat F.O. rappelle qu'il vient de saisir la justice à ce sujet et qu'il attend son verdict.

Les journalistes F.O. confirment d'autre part leur volonté de ne reconnaître que les organismes de formation contrôlés paritairement par la profession. Ils exigent en outre le droit au congé individuel de formation tel qu'il a été défini par les accords de juillet 1976. A cet égard, il suggère la création d'un fonds national d'assurance formation unique couvrant toutes les formes de presse.

Enfin, ils revendiquent une convention collective garantissant notamment des commissions paritaires de l'emploi (embauche, promotion, formation, organisation du travail, des possibilités *« sérieuses et efficaces »* de formation, l'abaissement de l'âge de la retraite, la consultation du personnel sur le choix des investissements nécessaires à la modernisation, la désignation du rédacteur en chef par l'équipe rédactionnelle et la reconnaissance des droits civiques du journaliste par les patrons de presse.

Les procès du « Parisien libéré »

M. GEORGES SÉGUY LANCE UN AVERTISSEMENT

Prenant la parole mardi 12 octobre à Saint-Ouen, dans les locaux de l'imprimerie Chaix, occupée depuis onze mois, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. — évoquant les procès relatifs au conflit du « Parisien libéré », dont le prochain doit avoir lieu le 29 octobre, — a lancé cet avertissement : « Si le gouvernement et le patronat tentent de sévir contre les travailleurs qui mènent une lutte légitime, c'est l'ensemble des travailleurs de ce pays qui se portera à leur secours pour empêcher que la répression ne s'abatte sur eux. »

M. Séguy a souligné d'autre part l'importance de la journée du 23 octobre organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN pour le droit à l'emploi des jeunes, qu'il a replacée dans les perspectives ouvertes par la journée nationale du 7 octobre.

● *La Fédération internationale des rédacteurs en chef*, que préside M. Henri Sacquet, tiendra son congrès à Paris les 14, 15 et 16 octobre dans la salle Médicis du Sénat. Les participants discuteront sur deux thèmes : *« Le cas de conscience du rédacteur en chef face à l'épidémie de violence et les moyens pratiques dont peut disposer la presse pour y faire échec »* et *« La situation des rédacteurs en chef face au développement des méthodes électroniques »*.

Cette semaine dans Newsweek–

Entretien avec Helmut Schmidt

Interview exclusive de Ian Smith

Gerald Ford : un bon Président

Chaque semaine, Newsweek rend compte de l'actualité mondiale de façon honnête et neutre, et présente les diverses opinions—souvent contradictoires—qui s'expriment aux quatre coins du globe.

Newsweek ne s'aliène par aucun parti-pris politique, social ou régional.

Chaque fait est relaté depuis la source même des évènements et commenté selon le point de vue international.

C'est la seule façon, selon Newsweek, d'informer objectivement ceux qui veulent savoir comment, au delà de leur propre pays, l'actualité affecte le monde.

Semaine après semaine, Newsweek écrit un chapitre de l'histoire du monde.

Un monde où nous vivons.

Newsweek
THE INTERNATIONAL NEWSMAGAZINE
L'Histoire en action.

MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DANS UNE PROTESTATION OFFICIELLE

Le gouvernement français conteste la valeur de l'enquête de l'O.C.D.E. sur les inégalités

Dans une note remise à l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), le gouvernement français *« élève une protestation au sujet des conditions dans lesquelles a été publiée par cette organisation internationale une étude sur la répartition des revenus dans les pays de l'O.C.D.E. A en croire cette étude, la France serait, des principaux pays de l'O.C.D.E., celui où la répartition des revenus est la plus inégale »*.

L'étude en question, analysée dans *le Monde* du 20 août sous le titre « La France, médaille d'or de l'inégalité », avait déjà fait l'objet d'un commentaire critique du premier ministre, M. Raymond Barre, dans une interview publiée dans nos éditions du 5 octobre.

La note gouvernementale précise : *« Il ressort de l'examen des sources sur lesquelles cette étude prend appui que les données utilisées pour la France, d'une part, et pour les autres pays sur lesquels porte l'étude, d'autre part, sont de nature différente et de ce fait non comparables. Pour effectuer valablement une comparaison internationale, il eût donc fallu retenir une source de même nature pour les divers pays sur lesquels portait la comparaison. Deux méthodes étaient concevables, suivant que l'on choisissait la source fiscale ou au contraire l'enquête directe auprès des particuliers. Si la première méthode se heurtait au fait que les données fiscales ne sont pas commodément disponibles dans tous les pays, la seconde était aisément praticable, puisque tous les pays sur lesquels a porté l'étude procèdent à des enquêtes statistiques sur les revenus. »*

« *Or*, poursuit la note, *c'est une troisième méthode qui a été retenue, en complète méconnaissance du caractère hétérogène, et par suite non comparable, des informations résultant de ces deux sources. Elle a consisté à utiliser la source fiscale pour la France et les résultats d'enquêtes directes pour tous les autres pays. Une comparaison effectuée dans des conditions aussi contraires aux exigences élémentaires de la rigueur scientifique ne pouvait évidemment pas conduire à des résultats dignes de foi. Cela est si vrai que, si l'étude avait utilisé pour la France des sources de même nature que celles qui ont été utilisées pour les autres pays, il serait apparu que la France n'est pas, il s'en faut, celui des pays de l'O.C.D.E. où la répartition des revenus est la plus inégale, mais qu'elle se situe en position moyenne. »*

Le gouvernement français critique ensuite *« l'ambiguïté résultant de la publication de cette étude sous l'égide de l'organisation internationale »*.

« Il estime désirable que le secrétaire général de l'O.C.D.E. procède à une mise au point rappelant que cette organisation n'est pas engagée par cette étude. Il souhaite que toutes dispositions soient prises à l'avenir par l'Organisation, à laquelle la France n'a jamais jusqu'à maintenant refusé son concours actif, pour que soit évité le renouvellement de tels malentendus. »

La protestation française est considérée comme *« une affaire très sérieuse »*, à l'Elysée, où l'on s'élève contre *« le manque de rigueur scientifique de cette enquête »*, et où l'on attend la mise au point demandée au secrétariat général de l'O.C.D.E..

Après avoir pris connaissance de la note relative à l'étude de M. Malcolm Sawyer sur la répartition des revenus dans les pays de l'O.C.D.E. publiée en juillet 1976, le secrétaire général de l'O.C.D.E. « *confirme, à cette occasion, ce qui est précisé dès la première page de l'étude, à savoir que le contenu de celle-ci n'engage pas l'Organisation, mais seulement la responsabilité de son auteur »*.

[Les comparaisons internationales en matière de revenus sont toujours délicates. Cependant, l'étude de M. Sawyer utilisait sept indications différentes et concluait : « La France apparaît régulièrement comme le pays où la répartition est la plus inégale. » Dans cette étude, où les inévitables imperfections statistiques étaient d'ailleurs reconnues à plusieurs reprises, les données utilisées pour la France, comme pour l'Allemagne, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, prennent comme point de départ des statistiques fiscales, mais y apportent un nombre important de corrections et de redressements (inclusion des revenus au-dessous du minimum imposable, des allocations familiales, des pensions et retraites...).]

Herald
Certains Français et Françaises lisent un second quotidien chaque jour.

COMMUNIQUÉ

Calendrier de l'U.R.S.S.A.F. de PARIS

- Cotisations sur salaires
  Toutes entreprises de plus de 9 ou de moins de 10 salariés (salaires de septembre ou du troisième trimestre 1976) :
  ■ Echéance des cotisations : 1er octobre 1976
  ■ Exigibilité : 15 octobre 1976
- Cotisations sur salaires
  Personnel d'immeubles (3e trimestre 1976) : 31 octobre 1976
- Cotisations d'Allocations familiales des Employeurs et Travailleurs Indépendants : (3e trimestre 1976) : 15 novembre 1976
- Cotisations sur salaires :
  Employés de maison (3e trimestre 1976) : 30 novembre 1976

Les chèques bancaires ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75-U

Nouveaux taux des cotisations du régime général (applicables aux salaires payés à partir du 1er octobre 1976) :
- Cotisation non plafonnée : 4 %, dont précompte : 1,50 %
- Cotisation maladie, vieillesse, allocations familiales plafonnée :
  ■ Moins de 65 ans : 34,20 %, dont précompte : 6,45 %
  ■ Plus de 65 ans : 29,75 %, dont précompte : 2 %
- Cotisation Accident du Travail : taux inchangé.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

PROGRESSION DE LA C.F.T. DE F.O. ET DE LA C.F.D.T. CHEZ CHRYSLER-FRANCE

[Aux élections du comité d'entreprise, qui viennent d'avoir lieu à l'usine Simca-Chrysler-France, à Poissy, la C.F.T., largement majoritaire, progresse légèrement, au détriment des autres syndicats, à l'exception de F.O. et de la C.F.D.T., très minoritaires, qui accroissent, légèrement aussi, leur influence. La C.G.T. et son union départementale ont protesté contre *« les graves irrégularités »* qui, affirment-elles, ont *« à nouveau entaché ce scrutin »*.]

Voici les résultats, tous collèges réunis : inscrits, 24 295 ; votants, 21 059 ; blancs et nuls, 1 132 ; exprimés, 19 927. Ont obtenu : C.F.T., 66,73 % (au lieu de 66,14 % en 1974) ; C.G.T., 14,74 % (15,54 %) ; autonomes (CAT), 11,17 % (11,41 %) ; F.O., 4,79 % (4,71 %) ; C.F.D.T., 2,57 % (1,28 %).

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LES GRÈVES A USINOR-DUNKERQUE

Manutention portuaire et manutention industrielle

De notre correspondant

Dunkerque. — Les éclusiers en juillet, les capitaines de remorqueurs en septembre, les portiqueurs d'Usinor au début du mois, puis, à présent, le personnel des circuits à minerai, les conducteurs d'engins dockers, les grutiers et portiqueurs du port autonome, les soudeurs des Constructions métalliques de Provence, les pointeurs du transit, sans parler du mouvement de la Transmanche : on ne s'y retrouve plus dans la cascade des conflits qui surgissent dans l'ensemble industrialo-portuaire de Dunkerque.

La seule chose qui se perçoive assez clairement dans cette agitation sociale, c'est que sa principale source se situe là où la manutention proprement portuaire se trouve en contact direct avec la manutention industrielle, c'est-à-dire sur les quais privés.

Sur ce quai minéralier d'Usinor qu'un vaste pont sépare de ses stockages, la coexistence de deux régimes sociaux, celui du personnel de déchargement de la sidérurgie et celui des dockers employés à quai et en cales, devait fatalement susciter des comparaisons de salaires. Les conducteurs de portiques à minerai d'Usinor, ayant adhéré au syndicat des dockers, demandent l'alignement de leur salaire sur celui des conducteurs d'engins du port.

De là à faire aussi la comparaison avec le personnel qui assure la reprise des minerais déchargés pour les acheminer au stockage, il n'y avait qu'un pas qu'ont franchi les salariés de Mataggio, estimant qu'ils font actuellement un travail portuaire. La controverse qu'ils ont engagée avec la direction d'Usinor porte sur la définition d'une opération de déchargement pour laquelle les portiqueurs ont droit à une prime.

Cette opération commence dans la cale du navire, et la question est de savoir si la bande transporteuse (qui sort de la zone de quai en passant au-dessus de la route) et les parcs de stockage (installations relevant de ce second service de l'usine Mataggio) s'intègrent dans la chaîne de déchartègrent dans la chaîne de déchargement. Cela revient à se demander si une route suffit à distinguer une zone privée côté port d'une autre zone privée côté usine. De ce dernier côté, des conducteurs d'engins de Mataggio perçoivent 2 000 francs par mois pour quarante heures de travail hebdomadaire selon les syndicats, 2 700 francs, primes comprises, selon la direction. C'est un fait que, du côté portuaire, les salaires sont sensiblement plus élevés.

Entre la proposition de la C.G.T., favorable à une suspension du mouvement de grève pour quarante-huit heures et à sa reprise sous une autre forme, et celle de la C.F.D.T., favorable à la continuation d'arrêts de travail de quarante-huit heures reconductibles à chaque assemblée générale, les grévistes ont opté a une large majorité pour cette seconde formule. La prochaine assemblée générale doit avoir lieu vendredi. La direction d'Usinor envisage l'arrêt progressif de l'ensemble sidérurgique en cas de non-reprise du travail.

MARC BURNOD.

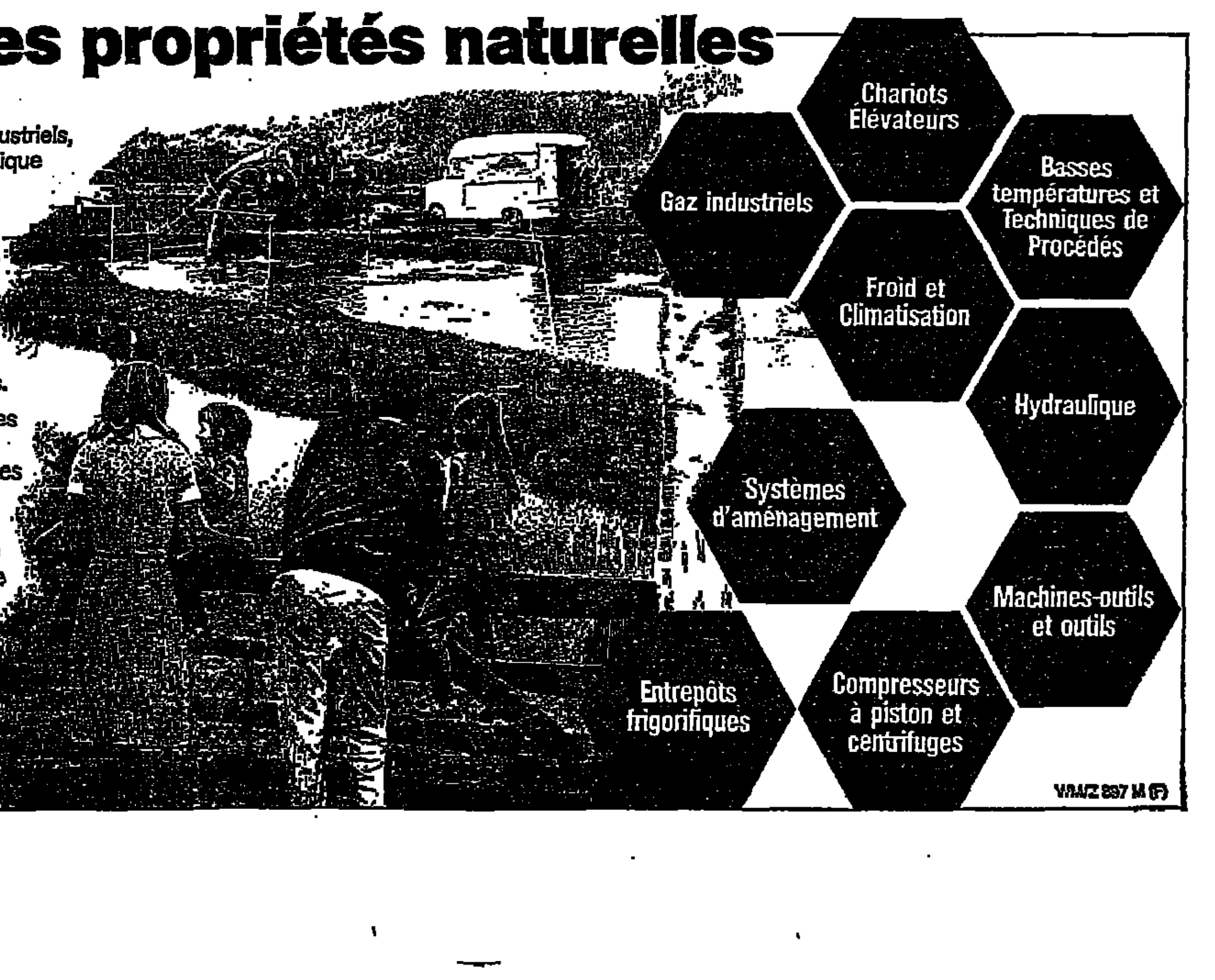
DEUX GRÉVISTES INCENDIAIRES DE RAIL SERVICE SONT CONDAMNÉS EN CORRECTIONNELLE

Deux employés de la société Rail-Service qui avaient mis le feu, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1975, à un wagon-restaurant, ont été condamnés, le 12 octobre 1976, par la quatorzième chambre correctionnelle de Paris, à trois ans d'emprisonnement, dont vingt-huit mois avec sursis, pour destruction de véhicules et de marchandises.

Très énervés après quarante-cinq jours de grève à la société Rail-Service en gare de Paris-Vaugirard, alors qu'une partie de la maîtrise avait décidé de reprendre le travail, MM. Bernard Rousselot, âgé de vingt-trois ans, magasinier, et Jean-Pierre Pessey, vingt ans, employé de restaurant, avaient mis le feu à un wagon-restaurant prêté par la S.N.C.F. à l'entreprise à l'usage des non-grévistes.

Brûlé à 35 % au deuxième degré, le premier a été hospitalisé un mois. Le second, brûlé sur tout le corps au troisième degré, est resté huit mois à l'hôpital, où il a subi deux graves interventions. Ayant eu un tympan crevé, il est toujours en traitement et risque un décollement de rétine.

Le wagon-restaurant, un autre wagon et un hangar ont été détruits par le feu.



Afin que l'eau retrouve ses propriétés naturelles

on l'enrichit d'oxygène sortant des installations LINDE.

Suite à une forte demande des secteurs domestiques et industriels, l'eau ne peut plus se régénérer elle-même. L'équilibre biologique est perturbé, la flore et la faune dépérissent.

LINDE développe des procédés d'assainissement, adaptés aux eaux polluées souffrant d'un manque d'oxygène.

LINDE est une des plus importantes sociétés d'Engineering et de Construction dans la production d'oxygène, la pétrochimie, la chimie et dans le domaine nucléaire.

Le «savoir-faire» de LINDE repose sur plus de 1200 brevets internationaux dans le domaine des techniques de procédés.

LINDE ne travaille pas seulement dans le domaine des basses températures et des techniques de procédés.
LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde

SAT LINDE
71, Avenue des Champs Elysées — 75008 PARIS
Tél. 225.56.40

VW/Z 897 M (F)

M. M

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA GRANDE « MAGOUILLE »

(Suite de la première page.)

Pour fabriquer la bombe H dans de bonnes conditions, il faut un gros ordinateur que l'Amérique refuse à de Gaulle : qu'à cela ne tienne, la France le construira elle-même !

Trois sociétés importantes semblent alors capables, dans notre pays, de s'attaquer à pareil projet : la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.), la C.S.F. et, surtout, la compagnie des machines Bull. On apprend au passage qui était M. Bull et comment sa société se fit française en 1932. Le livre est d'ailleurs truffé de détails et d'anecdotes amusantes et inédites, qui en rendent la lecture attrayante. Plus tard, la C.S.F. sera absorbée par Thomson, et c'est ainsi que, dès le début, apparaissent deux grands loups-garous des affaires françaises, MM. Ambroise Roux et Paul Richard, dont les portraits sont particulièrement réussis. Ces deux messieurs s'opposeront du commencement à la fin de cette incroyable aventure qui devait, en principe, conduire à un minimum d'indépendance de la France dans un domaine crucial et qui aboutit au résultat inverse dans des circonstances que les Français, profitant d'un livre sérieux mais facile à lire, seraient bien avisés d'élucider.

Ces messieurs s'opposèrent au nom, évidemment, de l'intérêt des sociétés géantes qu'ils présidaient. Et cet intérêt consiste à rentabiliser le plus vite possible le capital investi. Les auteurs du livre écrivent : « *La richesse d'un pays ne se ramènerait-elle qu'à la somme des rentabilités particulières ? ... On pourrait, au nom de la rentabilité, abandonner la culture du soja en France et s'en remettre au Etats-Unis qui produisent à meilleur prix... Le jour où, maîtres du marché, les Etats-Unis décideront de doubler le prix (du soja) ou de limiter leurs exportations, ...on s'apercevra des limites, pour un Etat, de la notion de rentabilité. On peut toujours, en son nom, abandonner la conception des grands ordinateurs. S'en remettre à notre « allié » Honeywell...* »

A cette époque, M. Valéry Giscard d'Estaing est ministre des finances. Nous le voyons indécis, versatile, tantôt penchant pour une solution, tantôt pour une autre. Dix ans plus tard, devenu président de la République et ayant à juger de ce même dossier de l'informatique, il n'aura pas changé. Cependant, en 1966, tandis que les négociations Bull-C.G.E.-C.S.F. vont bon train, on apprend *brusquement que la Compagnie des machines Bull a signé un accord avec la General Electric !*

Tel est le triste dénouement de la première affaire Bull. De Gaulle ne *désarme pas* et donne son accord au fameux plan-calcul, opération qui visait à jeter *les bases* d'une industrie *française de l'informatique*. Dieu sait que les talents ne manquaient pas, et, à leur *surprise*, les Américains devaient, plus tard, *découvrir* la qualité de nos chercheurs et de nos ingénieurs. Cheville ouvrière de ce *plan-calcul* : la délégation à l'informatique, que l'on confie d'abord à un certain M. Galley, à qui l'on donne un adjoint, M. Allègre, qui se battra farouchement et *jusqu'au* bout pour *que le* plan réussisse. Un éminent spécialiste est *envoyé* à de Gaulle pour « l'instruire » sur les ordinateurs.

Le général est enthousiaste. En *décembre 1966, c'est la naissance* de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I., que l'on prononce *C-deux-I*), *tenue sur les* fonts baptismaux par la C.G.E., C.S.F. et Schneider. Tout va pour le mieux : une petite équipe talentueuse et déterminée, des ingénieurs d'une grande valeur qui se préparent à engager et à gagner une bataille difficile. Mais, dès ce jour, d'étranges et ténébreux personnages vont s'agiter dans l'ombre épaisse des pouvoirs publics. Le devant de la scène est occupé successivement par de Gaulle, Pompidou, MM. Charbonnel, Guéna, Giscard d'Estaing, d'Ornano. Et, tapis derrière présidents et ministres, se meuvent des passe-murailles inconnus du peuple, énarques et autres polytechniciens qui, ils ne devraient pas l'oublier, tiennent leur savoir des écoles de la République.

Ils vont s'en donner à cœur joie. Il faut lire ces passages qui décrivent de scabreux conseils interministériels ou les voyages hauts en couleur de nos industriels et de leurs émissaires en Allemagne, ou ces négociations secrètes avec les Américains violents mais roués d'Honeywell ! Et ces managers qui, entre deux sets de tennis, rêvent du jour où ils seront nommés au conseil suprême d'une grande compagnie américaine.

Enfin, tout au long du livre, lancinante, « aide de l'Etat ». L'Etat qui doit aider, qui doit verser ici et verser là, promettre aux protagonistes des commandes énormes des administrations françaises, et qui, finalement, pour avoir pensé qu'une C.I.I. nationale lui coûterait trop cher, qu'elle ne serait pas rentable, finit par accepter des accords avec les Américains d'Honeywell, accords qui lui coûteront encore plus cher, avec, en prime, l'abandon *de la grande informatique !* Car, le 12 juillet 1976, la France apprendra qu'il n'y aura pas d'informatique nationale ni d'informatique européenne (le projet de fusion entre C.I.I. et les sociétés hollandaise et allemande Philips et Siemens ayant été, lui aussi, torpillé). Il y aura, en revanche, une compagnie *franco-américaine*, C.I.I.-Honeywell-Bull. Une bonne nouvelle, quand même, puisqu'on *nous* assurera qu'elle sera contrôlée par des intérêts français. Mais, à peine remis de notre agréable *surprise*, nous découvrirons soudain, *en étudiant de plus près les accords*, que l'Etat est floué dans tous les domaines.

A la fin du livre figure un index des noms cités. Les douze noms qui reviennent le plus fréquemment, aux côtés de d'Ornano, Pompidou, Giscard d'Estaing, Ambroise Roux, Paul Richard, sont ceux de MM. Allègre, Audouin (ces chers Don Quichotte), Barré, Brûlé, Damon, de l'Estoile. Tous brillants sujets, tous travailleurs, tous ambitieux, mais tous hors de portée des électeurs. Et nous nous demandons, perplexes : notre élite aurait-elle perdu le goût des « grands projets » ? Telle est bien l'une des questions qui se posent à la fin de ce livre terrible, qui laissera les citoyens interloqués, mi-furieux, mi-abattus, quelles que soient leurs opinions politiques, devant ce qu'il faut bien appeler une grande « magouille ».

R.-V. PILHES.

★ *French Ordinateurs*, de J. Jublin et J.-M. Quatrepoint. Ed. Alain Moreau, 336 pages, 44 francs.

POINT DE VUE

Entreprises en difficulté ou difficulté d'entreprendre

par MAURICE GENOYER (*)

LA rechute de Lip, les soubresauts de Teppaz et d'Artelec (ex-Grandin), le sauvetage de Griffet, ont fait rebondir le problème des entreprises en difficulté, paradoxalement au moment où les indicateurs économiques semblaient montrer les premiers signes d'un redémarrage effectif.

Dans une économie libérale, il est parfaitement normal que des entreprises meurent. C'est même une nécessité pour assurer le dynamisme de n'importe quel système économique.

Cependant, une meilleure connaissance des réalités industrielles nous a progressivement appris que la mort ne fauchait pas seulement des entreprises *économiquement* condamnées. Il ne s'agit plus seulement d'assainissement, mais aussi d'appauvrissement du tissu industriel. Et la *volonté d'aménager* le territoire nous a conduits à considérer que certaines activités ne pouvaient disparaître sans compromettre *la* vitalité de toute une région.

Dès lors, les pouvoirs publics ont eu tendance à intervenir dans ces affaires pour faciliter une solution. Malheureusement, ces interventions se sont faites en ordre dispersé, et sans véritable doctrine. Une telle situation n'est évidemment pas sans relations avec l'apparente incohérence de certaines des positions de l'Etat.

*

Il faut d'abord pouvoir déterminer si une entreprise est viable ou si elle ne l'est pas. Non seulement il n'existe en la matière aucun critère explicite, mais encore les grands commis de l'Etat, surchargés de dossiers et enfermés dans leurs bureaux parisiens, sont amenés à donner leur verdict avec de tels délais que le redressement peut s'en trouver compromis.

Il faut encore qu'une entreprise jugée viable puisse être considérée comme utile à la réalisation des objectifs de la politique *industrielle*. Mais, dans l'état actuel des choses, le Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIASI), auquel la décision appartient, se trouve davantage dépendant du ministère des finances que du ministère de l'industrie. De plus, le secret dont il entoure ses décisions est peu compatible avec l'impérieuse nécessité d'un contrôle démocratique de l'utilisation des deniers publics, dans le cadre d'une politique industrielle inscrite dans les grandes orientations du Plan.

Il faut enfin que le *sauvetage* d'une entreprise *garantisse la sauvegarde* des emplois. Or, aujourd'hui, la procédure des primes de développement *régional* constitue bien *davantage* une aide à l'investissement. Certes, ces primes sont distribuées par nombre d'emplois créés, mais elles restent strictement dépendantes, et dans une proportion faible, du volume global des investissements réalisés. Sans savoir si, par ailleurs, ces investissements n'entrent pas en concurrence avec d'autres postes de travail : alors que pour aider à la création d'emplois il aurait fallu adopter le principe d'une prime directe.

*

Ainsi l'Etat n'a pas su, ou n'a pas voulu, se doter des instruments indispensables à la réalisation de ses objectifs. Si l'on prétend qu'une entreprise doit être sauvée en raison de son importance stratégique, il faut une *politique* industrielle clairement définie et conduite effectivement par ceux qui en ont la charge. Si l'on prétend sauver des emplois, il faut mettre en place des instruments d'incitation à la création d'emplois.

Il en va du sauvetage des entreprises comme de la politique économique en général. L'absence de clarté dans le comportement et l'absence de vision globale des problèmes multiplient les contradictions et accroissent les tensions.

Au *moment* où il est devenu évident qu'il *nous* faut nous mobiliser pour la défense de l'emploi, parce que le chômage qui affecte notre pays est grave, durable et structurel, tous les mécanismes fonctionnent de telle sorte que les chefs d'entreprises soient conduits à limiter leurs efforts dans cette direction. Les facilités fiscales consenties pour les investissements, les charges qui pèsent sur les salaires, les charges de sécurité sociale, assises sur la masse salariale, poussent à une substitution du capital au travail au-delà de ce qui constitue la situation optimale.

La recherche d'une productivité toujours accrue dans le secteur des services au détriment de *la* qualité, l'absence de planification des investissements en capital humain, limitent encore la place du travail dans l'ensemble économique. Le système fiscal lui-même (impôt *sur* les sociétés à taux unique) pousse à la concentration des entreprises, dévoreuse de postes de travail, au-delà de ce qui serait souhaitable.

Le problème des entreprises en difficulté est ainsi englobé dans un ensemble qui fonctionne en sens inverse des objectifs théoriquement poursuivis. Sans entreprises nouvelles ou rénovées, il n'y a pas d'issue dans la question *primordiale* de l'emploi. Sans politique industrielle cohérente et clairement exprimée, sans définition précise et étroit respect des *règles* du jeu économique, le véritable vecteur de crises dans notre système devient la difficulté d'entreprendre.

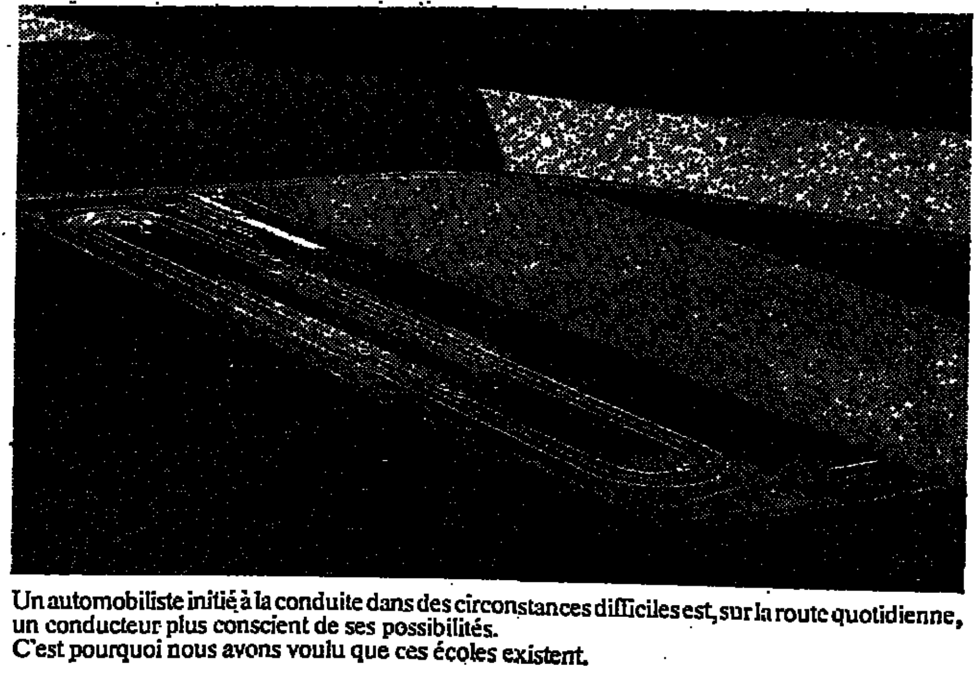
(*) Conseiller municipal de Marseille, président du groupe Phocéenne de métallurgie, réalisateur du plan de sauvetage et fondateur de la Nouvelle Entreprise Griffet.

"Il faut des actions et non pas des paroles"
IPH. III, 7

Depuis 5 ans nous agissons pour une meilleure sécurité sur la route.

1976 OCTOBRE
Ouverture de la 2ème école d'antidérapage Davelaar-piste Antar
à Fontaine-Notre-Dame près de Cambrai.

La 1ère école d'antidérapage Davelaar-piste Antar à la Brosse-Montceaux près de Fontainebleau
Photo B. Beaujard



Un automobiliste initié à la conduite dans des circonstances difficiles est, sur la route quotidienne, un conducteur plus conscient de ses possibilités.
C'est pourquoi nous avons voulu que ces écoles existent.

nous essayons de rendre la route plus sûre. antar

[illegible]

[illegible]

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AU FORUM DE « L'EXPANSION »

Socialistes et patrons restent sur leurs positions

Le dialogue entre M. François Mitterrand, entouré des principaux responsables économiques du P.S., et les chefs d'entreprise réunis mardi par notre confrère « l'Expansion » et TF 1 a tenu plus de la répétition générale d'un scénario possible que du séminaire de réflexion.

Il est vrai qu'un sondage réalisé par la SOFRES plaçait les protagonistes devant des hypothèses de vraisemblance. A la question : « Une victoire de la gauche en 1978 est-elle possible ? » 73 % des chefs d'entreprise interrogés ont répondu qu'elle était probable (contre 58 % en mars 1976). Ils la prévoient donc, ce qui ne veut pas dire qu'ils la souhaitent. Les deux tiers d'entre eux (et les neuf dixièmes des dirigeants des grandes firmes de plus de cinq cents salariés) pensent que l'union de la gauche est « plutôt pas » capable de gérer l'économie française ; 90 % de l'ensemble prévoient que l'Union du P.C. et du P.S. dans un gouvernement de gauche se rompra rapidement à cause de leurs désaccords, 67 % estiment que dans ce cas le P.C. cherchera par tous les moyens à se maintenir au pouvoir, et à peu près la même proportion des patrons les plus importants considèrent que, des deux partis de la gauche, c'est le parti communiste qui est le plus puissant.

Dès lors, même dans les exercices de style, on ne se fait pas de cadeaux. Par-dessus la tête des patrons, c'est au public que M. Mitterrand s'adressait en profitant des caméras de télévision installées par TF 1. C'était pour lui le principal et il n'a pas hésité à porter des coups, voyant que les manœuvres de séduction envers l'assistance étaient d'un effet limité. De leur côté, les chefs d'entreprise ont plongé, et c'est quand ils l'ont fait qu'ils ont marqué des points. Ainsi, M. de Fouchier, P.-D.G. du groupe Paribas, n'a-t-il pas manqué de courage en soulignant la dépréciation des cours des actions de son groupe menacé de nationalisation, et en poussant M. Mitterrand dans ses retranchements sur la question de l'indemnisation de ses cent mille petits actionnaires (« le plus gros étant la Caisse des dépôts, société d'État, avec 3 % ») : « Que penseriez-vous de quelqu'un qui, surchargeant abusivement un cheval de course pendant une longue période, prendrait prétexte de ses mauvaises performances pour l'acheter à vil prix ? », lui a-t-il demandé.

Comme souvent en pareille circonstance, chacun est resté sur ses positions, expliquant à sa manière les mille et une raisons pour lesquelles il y a, entre les chefs d'entreprise et l'union de la gauche, un climat qui, a dit M. François Mitterrand, « échappe pour l'instant aux impératifs de la raison ». Même s'il y a dans cette irrationalité quelque chose de logique, ceux qui ne se comprennent pas ont toujours intérêt à parler plus souvent ensemble...

M. Michel Rocard : la régulation du marché est globale...

Le parti socialiste avait envoyé ses ténors pour exposer son point de vue au forum qu'a organisé *l'Expansion*, sur le thème : « Les socialistes face aux responsabilités économiques ». Le souci des orateurs a été de montrer l'attachement des socialistes à l'économie de marché, même si, comme l'a reconnu M. Michel Rocard, cette prise de position résulte d'une longue évolution, et même d'une « *révolution culturelle* ». Ce sont tous les aspects de cette question qui ont été abordés par les différents participants, au cours des débats qui ont eu lieu toute la journée.

● ECONOMIE DE MARCHE. — « *Nous voulons*, a dit M. François Mitterrand, *préserver une économie de marché, quelque idée qu'on en ait.* » Et le premier secrétaire du parti socialiste de préciser : « *Il ne faut pas que la collectivité se substitue à l'entreprise* », sauf, naturellement, dans les cas de nationalisations prévus nommément par le programme commun.

Pour M. Pierre Mauroy, secrétaire national du parti socialiste, député et maire de Lille, le parti « *ne conteste pas la responsabilité des chefs d'entreprise* ».

Mais c'est M. Michel Rocard qui devait, sur ce terrain, aller le plus loin en affirmant ce qu'il a appelé une série d'« *évidences* ». La première d'entre elles est que « *la plus grande partie de l'économie française restera privée* » sous un éventuel gouvernement de la gauche. Que la politique économique d'un tel gouvernement se déploiera dans un cadre où « *le marché restera le système de régulation* ». Et le secrétaire national du parti socialiste de déclarer : « *Au cours de l'histoire, les socialistes ont changé de point de vue pour aborder le marché. Après l'avoir condamné, ils en étaient arrivés à l'idée que l'on pourrait le découper, en quelque sorte, par tranches et ne lui reconnaître un rôle que dans certains secteurs. Mais, en réalité, on ne biaise pas avec le marché, et sa régulation est globale.* » Il s'agira seulement d'introduire, selon les propos de M. Rocard, « *un peu de sélectivité* » dans le marché, qui reste « *le principal indicateur de la demande et aussi des résultats* ». La gauche, a-t-il encore dit, aura « *besoin de nombreux chefs d'entreprise actifs et performants* ».

« Imbécile de préconiser le collectivisme »

● COLLECTIVISME. — Pour M. François Mitterrand, « *il serait imbécile de préconiser pour la France un système collectiviste du type de celui qui existe en Union soviétique ou en Chine* [pays, a ajouté le premier secrétaire du P.S., sur un ton ironique, *qui a fait l'objet de maintes louanges au cours des semaines récentes*] ». Mais, a dit encore M. Mitterrand, « *l'Etat doit intervenir à partir d'un certain degré d'accumulation du capital, et une France socialiste aurait la capacité de développer les investissements industriels les plus intéressants* ».

Faisant sans doute allusion au livre du président de la République, M. Michel Rocard a, pour sa part, déclaré que « *le débat sur le collectivisme ne faisait pas honneur à la démocratie française* ». Selon lui, pour mener une politique économique, il faut avoir « *la confiance du travail et la confiance de l'argent. Les gouvernements qui ont la confiance de l'argent ont montré les limites de leur action* ». Et le secrétaire national d'ajouter : « *Quant à nous, nous partirons de la confiance du travail et nous essaierons de gagner celle de l'argent.* » Faisant allusion aux reproches que l'on a faits au programme commun de multiplier les contrôles, il a dit : « *La masse de ce qu'il y a à contrôler pourrait se contracter d'elle-même si les agents économiques ne jouent pas systématiquement contre le gouvernement de la gauche.* »

Le moteur

« *Notre but*, a dit encore M. Rocard, *sera de gouverner mieux pour administrer moins.* » Après avoir déclaré que « *pendant longtemps le profit restera le moteur d'une économie de marché* », il a analysé les raisons pour lesquelles, selon lui, l'image de l'entrepreneur est « *mauvaise* » en France. Cela tient notamment au fait que les travailleurs ne supportent pas un certain « *discours unilatéral sur la solidarité* ». Mais le comportement des entrepreneurs au cours des quelques mois précédant les élections et au cours des suivants sera « *crucial pour l'image que l'opinion publique se fera des chefs d'entreprise. Si ces derniers expatriaient leurs capitaux à l'étranger et refusaient d'investir, le climat de méfiance ne pourrait que s'en trouver aggravé* ».

En réponse à une remarque de M. Jacques de Fouchier, M. François Mitterrand s'est élevé pour sa part contre l'idée que la politique de la gauche consisterait à créer une société « *contre* » celle qui existe actuellement. Le parti socialiste s'inscrit dans « *une certaine société et une certaine civilisation qu'il ne répudie pas* ». La France est un pays occidental, et de cela aussi il tient compte, a encore dit en substance le premier secrétaire du P.S.

LES NATIONALISATIONS PRÉVUES PAR LE PROGRAMME COMMUN

Outre la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier, le programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste prévoit la nationalisation de neuf groupes industriels : Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc, I.T.T. France, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Compagnie générale d'électricité. Il prévoit également des « prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires » dans la sidérurgie (Usinor-Vallourec, Wendel-Sidélor, Schneider, Compagnie française des pétroles.

● NATIONALISATIONS. — M. François Mitterrand a rappelé que le programme commun comportait un nombre limité de nationalisations : neuf groupes industriels, les banques d'affaires et la prise de participation pouvant aller jusqu'à la majorité dans un certain nombre de secteurs (voir l'encadré ci-contre). On a beaucoup reproché au programme commun la disposition selon laquelle d'autres entreprises pourraient être nationalisées si une majorité de salariés le réclamaient. Mais, a-t-il fait remarquer, dans une pareille éventualité le dernier mot resterait au Parlement.

Les critères retenus pour la nationalisation sont également bien définis. Il s'agit de nationaliser les entreprises qui sont en situation de monopole, qui exercent des activités-clés ou bien qui occupent une position dominante sur le marché.

« *Je me refuse*, a dit M. Mitterrand, *à parler des sociétés qui seraient victimes d'une nationalisation. En réalité, une telle mesure sera une promotion qui mettra une entreprise au service de la collectivité nationale.* » Il a ajouté : « *Ceux qui reprochent à la gauche de nationaliser internationalisent (comme on l'a vu, par exemple, pour Roussel-UCLAF, passé sous le contrôle des Allemands).* » « *Si cela continue*, a dit encore M. Mitterrand, *nous n'aurons plus rien à nationaliser le jour où nous arriverons au pouvoir !* »

Le premier secrétaire du P.S. a précisé que la gauche n'avait pas l'intention de nationaliser systématiquement les multiples entreprises dont « *se sont emparées* » les grandes banques d'affaires. Ce seraient là des nationalisations « *par ricochet* » auxquelles le parti socialiste semble vouloir renoncer.

Pour M. Rocard, le programme de nationalisation a deux grandes justifications. En premier, l'économie mondiale va continuer à vivre dans des conditions très difficiles et une restructuration de l'appareil de production sera nécessaire. Or la concurrence ne peut pas tout faire. Elle oblige les chefs d'entreprise à gérer à court terme. La nationalisation devrait permettre les réformes de structures nécessaires. En second lieu, elle s'impose pour redonner au monde du travail le sentiment de la « *légitimité du pouvoir économique* », sentiment qu'il n'a pas dans les conditions actuelles.

Mais l'Etat, a dit M. François Mitterrand, veillera « *à ce que la concurrence règne à l'intérieur du secteur public élargi, entre les banques, par exemple (comme c'est du reste déjà le cas actuellement), sauf dans les secteurs (dont l'aéronautique) où la concurrence aboutirait à des résultats contraires à ceux qui sont recherchés* ».

« *Est-ce que vous croyez vraiment*, a-t-il encore dit, *qu'un gouvernement de gauche veuille étouffer l'industrie française ?* »

● INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES. — « *Il n'est pas question de spolier les petits actionnaires* », a dit M. Mitterrand. M. Rocard a employé la même expression, sans du reste la limiter aux petits actionnaires. Des propos du premier secrétaire du P.S. il résulterait que si ces derniers étaient servis les premiers, il n'en découlerait pas que les autres porteurs d'actions seraient lésés.

Sur quelle base se fera l'indemnisation ? M. Mitterrand a précisé que les porteurs recevraient, à la place des actions qu'ils détiennent, des obligations à revenu indexé et comprenant une certaine participation aux résultats de l'entreprise. « *Je prends l'engagement*, a dit M. Mitterrand, *qu'à l'occasion de ce transfert de titres il n'y aura aucune perte de capital ou de propriété.* »

Interrogé sur le point de savoir sur la base de quel cours l'indemnisation se ferait, le premier secrétaire a refusé de répondre, mais il a dit qu'il n'était pas question que « *le cours retenu soit fixé par l'Etat* ». Ce qui semble signifier qu'il résultera des cours constatés sur le marché.

M. Jacques de Fouchier a fait alors remarquer que les cours actuels sont très déprimés par rapport aux valeurs d'actif. La publication du programme de la gauche n'est pas étrangère, selon lui, à cette évolution .

● DECENTRALISATION. — Pour M. François Mitterrand, c'est là le « *maître mot* » du programme commun, et, pour M. Michel Rocard, l'« *axe* » de l'action qu'entend entreprendre le parti socialiste. Pour sa part, M. Pierre Mauroy a déclaré : « *J'espère que les idées girondines, nous saurons les appliquer.* » Pour l'orateur, c'est là un des changements les plus importants qui se sont produits dans la politique française au cours des dernières années : « *La gauche, qui était traditionnellement jacobine, met désormais la décentralisation au premier rang de ses préoccupations.* » C'est à travers la décentralisation que la gauche pourra, a dit M. François Mitterrand, éviter le reproche qu'exprimait un auteur grec : « *Tout homme va au bout de son pouvoir.* »

MM. François Mitterrand et Michel Rocard n'ont pas eu de mots assez durs pour stigmatiser la « bureaucratie », qui, a dit le premier, « *consiste à substituer à ceux qui ont la compétence ceux qui ne l'ont pas* », et qui, pour lui, est une forme de « *dégénérescence* ».

● AUTOGESTION. — « *Si on me disait que l'autogestion ne pourra être réalisée qu'à la faveur d'une collectivisation de toute l'économie française, je ne serais pas l'homme d'un pareil programme* », a dit M. François Mitterrand, qui par ailleurs a montré que l'autogestion était une conséquence de la décentralisation à tous les niveaux des pouvoirs et de la responsabilité.

M. Jacques Delors, citant l'exemple de l'Allemagne, a déclaré que l'autogestion, c'était d'abord la participation des représentants des travailleurs aux organes de direction des entreprises (conseil de surveillance, comité directeur), c'était aussi l'élargissement des attributions du comité d'entreprise et enfin la possibilité pour les salariés de s'exprimer librement, notamment sur leurs conditions de travail.

● LIBERATION DES ECHANGES. — M. Jean-Pierre Cot, député de Savoie et membre du comité directeur du P.S., a déclaré : « *Nous sommes pour le maintien de l'ouverture des frontières, avec tout ce que cela entraîne.* »

En réponse à une question de Claude-Alain Sarre, M. François Mitterrand a dit que si le programme commun comportait certaines dispositions (notamment en matière de contrôle des mouvements de capitaux) qui pouvaient sembler s'opposer au libre développement des exportations et du commerce extérieur, « *il faudrait revoir, à la lumière de l'expérience, cette partie du programme commun* ».

M. Jean-Pierre Cot a eu cette formule : « *Sous réserve d'un contrôle, nous sommes pour la liberté de circulation des capitaux.* » Mais il s'est prononcé en faveur d'un contrôle des changes renforcé, comprenant notamment l'institution d'une « *devise titre* ».

● INVESTISSEMENTS ETRANGERS. — Pour M. François Mitterrand, il serait « *imbécile de fermer les frontières aux investissements étrangers* ».

● CONTROLE DES PRIX. — M. François Mitterrand a rappelé que le parti socialiste était favorable au contrôle des prix.

La « révolution culturelle » du P.S.

(Suite de la première page.)

Si, pour l'instant, il ne s'agit que d'une prise de position d'ordre général, il ne faut pas en mésestimer l'importance. Elle va, en effet, très loin, et de proche en proche elle pourrait, dans les années à venir, même dans l'hypothèse où la gauche n'accéderait pas au pouvoir en 1978, modifier le climat des discussions politiques. Ne lève-t-elle pas une hypothèque intellectuelle qui pèse lourd dans un pays où l'idéologie joue un si grand rôle dans la vie publique ?

Pendant longtemps, on a présenté l'« évidence » qui a fini par sauter aux yeux de M. Rocard comme le résultat d'un choix. La question posée à gauche était de savoir s'il fallait confier au marché ou à la planification le soin de déterminer les prix, d'ajuster l'offre à la demande, d'orienter les investissements, de marquer la part des produits importés dans la consommation, bref, de « réguler » l'économie en fonction de sa capacité globale de production.

Il ne s'agit pas de nier qu'un plan soit capable de mobiliser les énergies et les ressources, mais justement il ressort en dernière analyse aux méthodes de l'économie de guerre (l'idée même de planification est née en Allemagne entre 1914 et 1918). Si l'on veut tenir compte du choix des consommateurs, ne pas supprimer la liberté de choisir le lieu de son travail sous prétexte que pour trop de citoyens encore cette liberté est plus « formelle » que réelle, et réduire la part de l'arbitraire dans l'affectation des ressources, on n'a pas le « choix » : il faut en passer par la forme particulière d'organisation qu'est le marché.

On n'a peut-être pas assez songé au fait que, en dépit des incertitudes qu'étale la science économique et des divergences d'opinion parfois graves qui séparent ceux qui s'y adonnent, il n'y a qu'une seule théorie économique et c'est celle qui retient l'hypothèse du marché. Au mieux, le marxisme, en tant que doctrine, se présente comme une critique du capitalisme et des mécanismes libéraux, mais, en toute rigueur, il n'offre aucun « système » de remplacement dans la mesure où un système, par définition, se « régule » lui-même. Reconnaître au marché cette capacité, comme l'a fait M. Rocard, c'est donner comme première et, en maintes occasions, unique tâche à l'interventionnisme de l'Etat le rétablissement des conditions « objectives » de la concurrence ou, dans le cas de l'E.D.F. par exemple, de la formation de prix fondé sur le coût de revient (plus une marge de profit égale à la moyenne dégagée par le marché).

Mais, des déclarations de M. Mitterrand et de ses collaborateurs, l'opinion et, en particulier, les chefs d'entreprises attendent autre chose qu'une « révolution » intellectuelle au sein de la gauche. Ces derniers espèrent, tout au contraire, que, arrivée au pouvoir, elle leur épargnera un bouleversement révolutionnaire qui remettra en cause le cadre dans lequel ils exercent leur activité, et, à la limite, leur propre pouvoir. La question qui se pose est alors de savoir si le sage réformisme de M. Mitterrand est crédible, si son « projet » est plus cohérent que la politique de la majorité, qui, en laissant se développer l'inflation, a réuni plusieurs des conditions nécessaires pour engager la France dans un processus « à l'anglaise » qui tourne le dos à l'efficacité du système libéral, fût-il « avancé ».

Ce serait un progrès considérable que d'engager le pays, comme l'a promis M. Mitterrand, sur la voie d'une « *décentralisation* » authentique. Mais, dans une économie de marché, le meilleur moyen de préserver l'autonomie de décision qui subsiste n'est-il pas, comme cela a été le cas dans la Suède gouvernée pendant quarante ans par les socialistes, de maintenir dans le secteur privé les entreprises qui y sont déjà ou encore ?

Mais présentée de la sorte, la question risque de bloquer le débat puisqu'on n'imagine pas, dans les circonstances actuelles, la gauche revenant sur son programme de nationalisation.

Si M. François Mitterrand voulait convaincre les responsables économiques que l'apparente contradiction entre, d'une part, le renforcement (très important, quoi qu'on en dise) du secteur public qu'il propose et, d'autre part, son goût pour la décentralisation et l'économie de marché peut être surmontée, il pourrait faire une proposition. Ce qui, dans l'état actuel des choses, rend la gestion et la « régulation » de l'économie française si difficiles, ce n'est pas le fait que la production d'électricité, les chemins de fer, les principales banques, etc., échappent à la propriété privée. C'est le fait que, dans la plupart des entreprises en question, il existe un statut particulier qui a pour effet de soustraire aux disciplines de marché une fraction importante de la population active.

Le plan Barre ne risque-t-il pas de buter sur la garantie de progression du pouvoir d'achat dont jouit le personnel de l'E.D.F. ? Si M. Mitterrand proposait en même temps que l'élargissement du secteur public le retour au moins partiel de celui-ci au droit commun, il ferait sans doute plus pour consolider les bases d'une économie de marché que ne le font les partisans du libéralisme avancé.

A plusieurs signes, on peut penser qu'effectivement les socialistes, ou certains d'entre eux, envisagent d'aller dans cette direction. Mais — et c'est là le deuxième grand point d'interrogation que pose la « conversion » des socialistes à un modèle de société qui ne soit pas en rupture avec celle que nous connaissons — le parti communiste et la C.G.T. seront-ils prêts à les laisser s'engager dans cette voie ? MM. Mitterrand et Rocard s'exprimaient mardi comme s'ils étaient quasiment seuls à être appelés à gérer les affaires de ce pays. Tel n'est pas le cas.

PAUL FABRA.

FAITS ET CHIFFRES

Industrie pharmaceutique

● UN GROUPE D'UNE QUINZAINE DE LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES proteste, dans un récent communiqué, contre le projet gouvernemental visant à radier des listes des produits remboursés par la Sécurité sociale trois catégories de médicaments (laxatifs, levures, fortifiants). Ces laboratoires estiment que l'économie annoncée (450 millions de francs) ne sera pas réalisée car les clients reporteront leurs achats sur d'autres produits, remboursés, plus chers et moins bien adaptés. Ce projet risque d'autre part, selon le groupe, d'entraîner un licenciement de trois mille personnes et la disparition de nombreuses entreprises.

Prix

● SUCRE : PAS D'AUGMENTATION. — Le ministre de l'agriculture a déclaré le 12 octobre que, malgré la demande présentée par les fabricants, il n'y aurait pas d'augmentation du sucre pour l'instant. Cette décision, a affirmé M. Christian Bonnet, a été prise par le premier ministre, le ministre délégué à l'économie et aux finances et lui-même.

BOURSE à louer 3500 m² de bureaux
• Immeuble indépendant
Grand standing • Jardins • Cent parkings
SERDIM 522 64 31
INFCO/293-406

(PUBLICITE)

VOUS ALLEZ ACHETER UN APPARTEMENT ?

5 questions vous préoccupent...

— A qui ai-je affaire ?
— Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
— Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
— Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
— Pourrais-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à la livraison ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20.000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un agrément après examen par des spécialistes et des représentants de la plupart des banques spécialisées, des éléments juridiques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement des programmes de construction. En possession des données de l'opération — suivie au cours de sa réalisation — cet organisme peut à tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir si besoin en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

La liste des programmes agréés dans lesquels des logements restent encore disponibles est adressée sur simple demande : C.N.E.I.L., 60, Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, tél. : 280-63-22.

Le bureau d'information du C.N.E.I.L. reçoit aussi (sur rendez-vous) et remet gracieusement à tout visiteur une documentation détaillée sur les programmes agréés de la région parisienne, faisant apparaître leur localisation, leur catégorie et leurs prix.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA DÉFIANCE DE LA BOURSE

(Suite de la première page.)

Les valeurs allemandes, en effet, malgré la fermeté du deutschemark, ont fléchi de près de 15 % en quelques mois pour se retrouver au plus bas de l'année comme les valeurs hollandaises et belges. Ne parlons pas des valeurs anglaises, victimes d'une chute vertigineuse, et des valeurs italiennes, abandonnées de Dieu et des hommes avec un repli de plus de 60 %, depuis seize ans : ce sont là des cas spéciaux ! La crise boursière française n'est donc pas isolée, et s'inscrit dans un cadre mondial de crainte et de morosité.

Ce qui est spécifique à la France, en revanche, c'est la perte de confiance des milieux financiers dans la capacité de la majorité dans l'immédiat à gérer l'économie et, dans l'avenir, à remporter les élections. Les vives réactions suscitées par le plan Barre auprès des partenaires sociaux, la crainte d'une stagnation de l'économie après sa mise en œuvre n'incitent guère à l'optimisme sous les colonnes du palais Brongniart, où l'on a le sentiment que le gouvernement, toujours en retard d'un plan, n'agit plus qu'à contretemps. L'horizon électoral aux yeux des boursiers est encore moins brillant : la victoire de la gauche en mars 1978 leur semble de plus en plus probable, les chefs d'entreprise s'y étant pratiquement résignés comme l'indique le sondage publié à l'occasion du forum *d'Expansion* (voir page 39).

L'ombre des nationalisations leur paraît de plus en plus menaçante, mais c'est surtout le climat général créé par la venue au pouvoir de l'opposition qu'ils redoutent. M. Mitterrand essaie bien de les rassurer paternellement, rien n'y fait. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que les liquidations de portefeuilles se fassent plus pressantes ces derniers temps, de nombreux petits et moyens porteurs se lassant définitivement des placements en valeurs mobilières.

Ajoutons que les discussions qui vont s'ouvrir au sujet de l'impôt sur le capital ne sont guère de nature à réchauffer l'atmosphère.

Un dernier facteur, non le moindre, vient encore alourdir le climat : la rechute du franc, qui s'enfonce au-dessous des bas niveaux touchés en août avant la désignation de M. Barre, et a battu mardi son record de dépréciation vis-à-vis du deutschemark, dont le cours a atteint 2,06 F, celui du dollar dépassant franchement 5 F à 5,02 F. Non seulement l'étranger continue à vendre ses valeurs françaises, mais il se débarrasse aussi de ses francs.

Les banquiers et les investisseurs redoutent devant cette nouvelle attaque sur le franc que les pouvoirs publics, pour le défendre, ne fassent monter davantage les taux d'intérêt à court terme, ce qui pourrait entraîner une nouvelle dégradation du marché des valeurs mobilières. Mercredi, le loyer de l'argent au jour le jour a dépassé 10 % pour la première fois depuis février 1975.

FRANÇOIS RENARD.

(Publicité)

MICROFILM A DOMICILE
AVEC NOTRE PERSONNEL
ET NOTRE MATÉRIEL
SANS AUCUN INVESTISSEMENT
Compacité - sécurité (assurances)
décentralisation
CERDI traite (en 16 mm)
tous formats jusqu'à A3
réduit à 98 % tous documents
administratifs, comptables,
techniques, etc.
Brevet N° 71.17412 - Information
désirée obtenue en un temps
garanti inférieur à 1'.
Documentation
et références sur demande :
Ecrire CERDI
B.P. 174 - 58003 NEVERS
ou Tél. (86) 61-24-84

COUVERTS
ARGENTÉ ET INOX
ORFÈVRERIE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMELOT
TEL. 700.87.94
M° St-Sébastien. Fermé le samedi.

AFFAIRES

M. D'ORNANO A VISITÉ LE SALON DE L'AUTO

Les économies de carburant ont été, mardi 12 octobre, la principale préoccupation de M. d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, lors de sa visite du 63° Salon de l'automobile et du motocycle. M. Syrota, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie, était aux côtés de M. d'Ornano pour cette « visite impromptue » mais officielle.

« *Les constructeurs ont compris les soucis du gouvernement en matière d'économie : il ne s'agit pas de limiter les ventes — d'ailleurs les conditions de crédit n'ont pas été modifiées par le plan Barre, — mais de moins consommer d'essence* », a précisé le ministre, qui a notamment insisté sur les économies possibles immédiatement en adoptant une façon de conduire « *plus civique* ». *M. d'Ornano s'est également* intéressé aux consommations de nombreux véhicules ainsi qu'aux moteurs Diesel produits par Peugeot.

Une réforme de la fiscalité ?

Le ministre a regretté que les limitations de vitesse ne soient pas mieux respectées et a annoncé un renforcement des mesures de contrôle. Une réforme de la fiscalité automobile est également attendue dans les mois à venir. Cette réforme, basée sur la puissance réelle, ne concernerait, dans un premier temps, que les véhicules neufs.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télexons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphonons.
étrave.
SERVICE TÉLEX
345.21.62 + 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

1976 A ÉTÉ A TOUS LES POINTS DE VUE UNE TRÈS BONNE ANNÉE déclare le président des Automobiles Peugeot

« *La reprise qui a permis à l'automobile d'aider l'économie à sortir de l'ornière est fragile et pourrait en peu de temps figurer au passé. En chargeant lourdement notre industrie, on pourrait compromettre ses chances dans une compétition internationale de plus en plus aiguë et lui faire perdre sa place de troisième producteur dans le monde* », a déclaré M. Roland Peugeot, président du conseil de surveillance de Peugeot-Citroën S.A., mardi 12 octobre, au cours du banquet annuel de la firme de Sochaux.

M. Jean Baratte, président du directoire des Automobiles Peugeot, a cependant précisé que « *pour 1976 (...) Peugeot espère (...) dépasser le volume de 1973 qui fut sa meilleure année et atteindre le chiffre record de 750 000 voitures* » produites. « *Nous espérons pouvoir vous confirmer dans deux mois et demi que 1976 aura été, à tous les points de vue, une très bonne année pour Peugeot* », a-t-il ajouté. « *Sans doute des points noirs apparaissent pour l'avenir immédiat, et il est possible que l'année 1977 soit un peu moins brillante que 1976. Mais notre rôle est d'essayer de voir plus loin, au-delà des incidents ou des accidents à court terme.* »

M. Baratte a précisé les deux orientations à moyen terme de Peugeot : d'une part « *une adaptation constante du produit* » à une clientèle de plus en plus sollicitée et des efforts accrus en matière de commercialisation, nécessaires dans la mesure où l' « *industrie automobile franchit une étape importante de son évolution. Les marchés réservés disparaissent et (...) les grands groupes automobiles internationaux (...) se retrouvent partout en compétition* ». D'autre part, Peugeot entend développer ses implantations industrielles à l'étranger, notamment dans les pays en voie de développement, car « *dans des zones de plus en plus étendues l'industrialisation locale conditionne le maintien et le développement d'une présence commerciale* ».

A L'ÉTRANGER

SUISSE : la hausse des prix en un an a été inférieure à 1 %.

(De notre correspondant.)

Berne. — Nouveau signe de succès remporté par les autorités helvétiques dans la lutte contre la hausse des prix : pour la première fois depuis 1960, la Suisse est parvenue à ramener son taux annuel d'inflation à moins de 1 %. Selon les chiffres officiels publiés le 11 octobre à Berne, l'indice suisse des prix à la consommation a baissé de 0,2 % en septembre, alors qu'il avait encore augmenté de 0,4 % en août. La hausse des prix n'a été que de 0,9 % par rapport à septembre 1975.

Ce résultat incontestable s'est accompagné d'un net ralentissement de l'activité économique. En 1975, la Suisse a enregistré un recul d'environ 8 % de son produit intérieur brut réel. La reprise qui se dessine est encore timide ; en une année, l'emploi global a diminué d'environ 7 %. Le chômage complet n'affecte toutefois que 0,4 % de la population active en septembre (12 991 personnes contre 14 091 en août), ce qui s'explique par le départ de quelque 200 000 travailleurs saisonniers étrangers dont les emplois ont été supprimés.

De nombreuses entreprises, surtout dans l'horlogerie, ont été amenées à réduire leurs horaires. Les réajustements de salaires ont été strictement limités. En outre, les pouvoirs publics se sont montrés plus mesurés dans leurs dépenses et la Banque nationale a surveillé de près l'évolution de la masse monétaire. La revalorisation du franc suisse a également contribué à contenir l'inflation en diminuant les prix des produits importés.

J.-C. B.

● EN GRANDE-BRETAGNE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A BAISSÉ DE 1 % en août par rapport à juillet. L'indice s'est situé à 100,8 contre 101,8 le mois précédent et 98,3 en août 1975. Cette baisse est attribuée pour l'essentiel aux conflits de l'industrie automobile. — *(Agefi.)*

Ecole Nouvelle d'Organisation
Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur
FONCTIONS DE
PERSONNEL
— Choix des cycles
— 120 à 500 heures
(Temps partiel)
ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Téléphone : 522.53.86

(PUBLICITE)

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

(Subsidiaire d'ELETROBRAS)

AMÉNAGEMENT HYDRO-ÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSÉLECTION AUX FABRICANTS

DE JEUX DE BARRES BLINDÉES AVEC DISJONCTEUR

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL lancera un appel d'offres international, limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour le projet, la fabrication, la livraison et la supervision de montage des équipements suivants, destinés à l'aménagement relaté ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat de Paranà, Brésil.

- Quatre (4) jeux de barres triphasées blindées, à phases séparées, refroidissement naturel, 15.000 A, pour le raccordement des alternateurs aux transformateurs avec dérivations par raccordement aux équipements auxiliaires.
- Quatre (4) disjoncteurs pour les alternateurs, à air comprimé, refroidissement naturel ou par ventilation forcée, 15.000 A, 3.000 MVA, y compris le système d'air comprimé. Ces disjoncteurs seront installés à continuation des barres blindées ci-dessus, entre les alternateurs et les transformateurs élévateurs, et chacun sera pourvu d'un sectionneur groupé avec le disjoncteur dans une enveloppe métallique unique.
- Quatre (4) ensembles blindés contenant l'équipement de protection des alternateurs contre les surtensions et des transformateurs de tension.
- Quatre (4) ensembles blindés contenant des transformateurs de tension.
- Deux (2) jeux de réacteurs limitateurs de courant, chacun avec trois réacteurs monophasés,
- type à sec, 1 ohm, 320 A, installés dans un ensemble blindé.

Les valeurs ci-dessus sont approximatives. L'équipement devra être conçu pour la tension maximale de 24 kV, 60 Hz, NBI 125 kV. La tension nominale, entre 15 et 20 kV, sera établie quand on connaîtra la tension nominale des alternateurs.

Chaque fabricant sélectionné sera invité à fournir la totalité des équipements mentionnés ci-dessus.

Pour le paiement des équipements ci-dessus, ELETROSUL compte utiliser des fonds de l'emprunt 289/OC-BR, assigné avec la Banque Interaméricaine de Développement - BID.

A la présente présélection pourront participer seulement les fabricants établis dans des pays membres de la BID, des pays de développement relatif membres du Fonds Monétaire International et/ou des pays développés qui, à l'occasion de l'appel pour la licitation, soient éligibles à cet effet par la BID.

Les « Instructions pour Demande de Présélection » peuvent être obtenues gratuitement jusqu'au 11 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELETRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
Diretoria Administrativa
Edificio Trajanus
Rua Trajano, 41 - 3° andar
Telex 051.1048
88.000 - Florianopolis - Santa Catarina
Brésil.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIETES D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATOIRE A.L.T.O.	ACTIONS SELECTIONN.	AEDIFICANDI (UNION SEQUANAISE-URBAINE)	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUAT. AU 30 SEPT. 1976 :				
Actions émises	357.400	627 435	572 850	1 455 613
Actif net total (millions F)	49,53	88,53	87,98	184,38
réparti comme suit :				
a) France :				
Oblig. classiques	79,3 %	17,9 %	18,6 %	18,8 %
Oblig. convertibles ..	6,5 %	12 %	12,5 %	10,5 %
Actions	0,4 %	38,9 %	47,8 %	18 %
b) Etranger :				
Actions et oblig.	néant	28,9 %	14 %	49 %
c) Disponibilités	13,8 %	4,3 %	7,1 %	3,7 %
Valeur liquid. action ..	F 138,58	F 141,11	F 153,55	F 126,67

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :

— SOCIETE SEQUANAISE DE BANQUE : 370, rue Saint-Honoré, 75023 Paris CEDEX 01. Tél. 261-53-44. TOUR ASSUR, quartier Louis-Blanc CEDEX 14, 92083 Paris La Défense. Tél. 786-16-10, et dans ses agences de province.

— CREDIT UNIVERSEL : 28, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris, tél. 231-38-56 ; 10, avenue Gabriel-Péri 95100 Argenteuil, tél. 961-93-32 ; 140, route de la Reine, 92100 Boulogne, tél. 604-81-30, et dans ses agences de province.

legrand

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE

La situation provisoire de Legrand s.a. établie à la date du 30 juin 1976 fait apparaître les résultats suivants :

En millions de F	1976 (1)	1975
Chiffre d'affaires h. t.	360,6	272,0
Résultat d'exploitation	44,8	17,8
Amortissements	17,2	15,9
Provisions hors exploitation (2)	6,3	3,4
Provision pour impôt société	20,7	5,6
Bénéfice net	17,9	9,5
M. B. A. (marge brute d'autofinancement) ..	41,4	28,7

(1) Structure comparable à celle de 1975.

(2) Prov. pour investissement, hausse de prix et implantations à l'étranger...

La comparaison des chiffres 1976 avec ceux du premier semestre de l'exercice précédent doit évidemment tenir compte du fort ralentissement de l'expansion enregistré au cours de l'année 1975 et de la baisse relative des résultats qui s'est ensuivie.

On peut noter, par contre, que la société retrouve des ratios équivalant à ceux des années antérieures à la crise.

GLAXO HOLDINGS LTD

A l'issue de sa réunion du 11 octobre, le conseil d'administration de la société a annoncé les résultats préliminaires suivants, pour le dernier exercice annuel arrêté au 30 juin 1976 (en millions de livres) :

	30 juin 1976	*30 juin 1975*
— Ventes extérieures au Groupe	411,06	317,81
— Bénéfice d'exploitation	74,67	45,15
— Bénéfice net	34,67	20,33
— Bénéfice net par action (en pence)	41,1	26,9

Le conseil proposera à l'assemblée du 13 décembre la mise en paiement le 4 janvier 1977 d'un dividende final de 5,99 pence.

CONVERTIBLES

SICAV

Orientation : portefeuille composé essentiellement d'obligations convertibles à diversification internationale, avec, cependant, une part toujours supérieure à la moitié de valeurs françaises.

Situation au 30 septembre 1976

Actions en circulation :......	591 328
Actif net (millions de F) :....	63,67
Composition de l'actif net :	
Oblig. convert. françaises..	39,8 %
Oblig. convert. étrangères..	41,2 %
Autres oblig. françaises....	5,4 %
Autres oblig. étrangères....	0,8 %
Actions fran. et étrang.....	6,2 %
Disponibilités	6,6 %
Valeur liquidative (F) :........	107,68

Souscription et rachats à tout moment à : Société Séquanaise de banque, Banque française de dépôts et de titres, Crédit universel.

UNISIC

SICAV DE SICOMI

L'assemblée générale annuelle se tiendra le *29 octobre 1976 à 11 h. 15* dans les locaux de la Samaritaine, 19, rue de la Monnaie, Paris (1er).

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 1976, la reprise économique s'est affirmée, mais les perspectives incertaines à moyen terme n'ont guère incité les entreprises à développer leurs investissements. L'activité des SICOMI, dont le rôle est de fournir aux affaires industrielles et commerciales les immeubles nécessaires à leur expansion, n'a donc pas été *particulièrement stimulée*. Cependant, ces sociétés ont dans l'ensemble très bien résisté à la crise et à ses conséquences. Les contentieux n'ont pas sensiblement augmenté et le nombre des locaux inoccupés est resté limité : cette situation favorable est sans doute révélatrice de la qualité des patrimoines et du sérieux avec lequel ont été sélectionnés les clients. En outre, la hausse de l'indice du coût de la construction a permis aux SICOMI, grâce à l'indexation de leurs contrats, d'accroître notablement leurs profits. Il est probable qu'elles augmenteront leur distribution en 1977 comme elles l'ont fait régulièrement les années passées.

Entre le 30 juin 1975 et le 30 juin 1976, la valeur liquidative de l'action UNISIC est passée de 110,35 F à 127,52 F, soit une hausse de 15,5 % : *si l'on tient compte du coupon mis* en paiement en cours d'exercice, la valorisation est de 24,2 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale de distribuer un dividende net de 8,65 F formant, avec l'impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de 0,19 F, un revenu global de 8,84 F par action.

C·M INDUSTRIES

La situation provisoire au 30 juin 1976 de la société C.M. Industries fait ressortir un bénéfice net après impôt de 12 802 800 F contre 11 137 798 F au 30 juin 1975 après prise en charge de diverses provisions et notamment d'une provision pour impôt sur les sociétés de 8 659 000 F, contre 7 215 795 F en 1975.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'ensemble du groupe s'élève au 31 août 1976 à 768 902 000 F contre 649 069 000 F au 31 août 1975, en augmentation de 18,5 %. Le chiffre d'affaires des branches « Chimie », « Alimentation » et « Appareillage médico-chirurgical » a progressé pour atteindre à la même date 273 965 000 F, contre 200 240 000 F au 31 août 1975, les activités de ces branches représentant 35,6 % du chiffre d'affaires contre 30,9 % au 31 août 1975.

CENTRAL RESERVATIONS
europcar
645.21.25

Richard Ellis
vous propose sa sélection
hebdomadaire de bureaux
225.27.80
CONDITIONS FINANCIÈRES SPÉCIALES AUTOMNE.
Tour Fiat
Vous voyez l'Etoile, mais les prix en sont loin.
La Tour Fiat est à la Défense. A 3 minutes de l'Etoile par le RER.
Liaison directe assurée toutes les 7 minutes par le métro, escalator descendant sur le quai depuis la Tour.
"Première Tour Bureaux Services de France," elle est aussi la plus prestigieuse de la Défense. Les matériaux les plus nobles ont su se marier avec les services les plus poussés : 2 cafétérias, 2 banques, restaurants d'entreprise et de direction, 2 salles de gymnastique et saunas, 1 agence de voyages et une galerie de boutiques.
Pour la vente, un prix de placement exceptionnel en 1976 : 6 500 F le m². Pour la location, profitez des conditions financières "spéciales automne."
Gamap
Les meilleures adresses de bureaux.
Richard Ellis
17, rue de la Baume, 75008 Paris

مكتبة الأهرام

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 OCTOBRE

« Mardi noir »

La Bourse de Paris vient de connaître l'une des plus sombres séances de son histoire, au point que l'on peut parler de véritable « mardi noir ».

La quasi-totalité des valeurs françaises se sont fortement repliées. Beaucoup d'entre elles ont enregistré le maximum de baisse autorisé par les règlements en vigueur pour les premières cotations, à savoir 7 %. Les transactions sur des titres comme Bellon, S.C.O.A., Ferodo, Poclain, Presses de la cité et Institut Mérieux, ont même dû être stoppées et remises à plus tard en raison de l'abondance des ventes.

Les autres valeurs sont parvenues à trouver un point d'équilibre, mais situé très nettement au-dessous des niveaux précédents.

A 13 heures, l'indice Michelez s'inscrivait en repli de 18,63 points à 613,02.

Les reculs les plus sévères ont été enregistrés par Carrefour (— 8,6 %), L.M.T. (— 7,5 %), Creusot-Loire (— 6,5 %), Dumez (— 6 %), S.I.A.S. (— 5 %), Babcock (— 5 %), Générale des Eaux (— 5 %) et bien d'autres encore.

Si l'on ne peut encore parler de panique ou de krach, il n'en reste pas moins que la liquidation des actions françaises par les petits épargnants paraît s'accélérer. L'augmentation des volumes de transactions enregistrée ce mardi ne semblait être ni le fait des organismes de placements collectifs, plutôt acheteurs pour soutenir les cours, ni celui des gérants de portefeuilles étrangers. Encore que... Inutile d'ajouter que l'atmosphère autour de la corbeille était plutôt lourde. A juste titre, les spécialistes craignaient qu'une telle baisse ne déclenche l'effet de « boule de neige », qui précipiterait encore la chute des valeurs françaises.

Aux valeurs étrangères, favorisées par la hausse du dollar, les titres américains se sont maintenus.

Le calme a continué de régner sur le marché de l'or, où le lingot a gagné 215 F à 18 815 F, et le napoléon 1,40 F à 223,10 F.

LONDRES

Rendu inquiet par la nouvelle baisse de Wall Street, le marché poursuit son recul mercredi matin. Dès l'ouverture, les valeurs industrielles perdent encore plusieurs points. Les fonds d'État sont toutefois plus résistants et, aux pétroles, B P progresse. Les mines d'or continuent de se replier.

OR (ouverture) (dollars) : 114 25 contre 114 70

VALEURS	CLOTURE 12/10	COURS 13/10
War Loan 3 1/2 %..	24 ...	24 3/16
Beecham	290 ...	288 1/2
British Petroleum ...	580 ...	584 1/2
Shell	359 ...	358 1/2
Vickers	124 ...	122 ...
Imperial Chemical	278 ...	277 ...
Courtaulds	92 ...	92 ...
De Beers	189 ...	188 1/2
Rio Tinto Zinc Corp..	146 ..	143 .
*Western *Holdings...	12 1/4	12 1/8
*West Driefontein	16 ...	15 5/8

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 31 déc. 1975.)

	11 oct.	12 oct.
Valeurs françaises ..	80,1	77,6
Valeurs étrangères ..	103,5	102,7

C° DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	63,5	61,6

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 10 1/16 %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

RHONE-POULENC. — Pour le premier semestre 1976, les résultats consolidés du groupe se sont élevés, avant amortissements, provisions et impôts, à 652 millions de francs contre 114 millions de francs un an auparavant. Ces résultats couvrent sensiblement les amortissements du semestre. Pour l'année entière, le groupe estime que, sauf retournement conjoncturel, il sera possible de couvrir la totalité des amortissements, qui seront de l'ordre de 1 400 millions de francs. Les ventes consolidées du premier semestre se sont élevées à 10 776 millions de francs contre 9 059 millions de francs au 30 juin 1975, soit une progression de 19 %.

THOMSON-BRANDT. — Au 30 juin 1976, le bénéfice avant impôt de la société s'est élevé à 85,5 millions de francs contre 70,1 millions un an plus tôt.

THOMSON-C.S.F. — Le bénéfice avant impôt au 30 juin 1976 s'élève à 54,4 millions de francs contre 46,8 millions de francs.

GEVELOT. — Au 30 juin 1976, la société a réalisé un bénéfice de 1,98 million de francs contre une perte de 1,13 million de francs.

NEW-YORK

La baisse se poursuit

Le mouvement de baisse a repris mardi à Wall Street en cours de séance et en clôture l'indice des industrielles s'établissait à 932,35 (— 8,47 points), son niveau le plus bas depuis près de neuf mois. En l'espace de quinze jours, sa perte dépasse maintenant 82 points (— 8,1 %).

Le volume des transactions s'est accru : 18,21 millions de titres ont changé de mains contre 14,62 millions la veille, journée anniversaire du débarquement de Christophe Colomb.

La reprise technique, à laquelle beaucoup d'opérateurs s'attendaient et qui eut effectivement lieu durant la première heure de la séance, a brusquement tourné court en l'absence de soutien plus massif.

L'annonce d'une très légère augmentation (0,1 %) des ventes au détail en septembre faisant suite à la révision en baisse des résultats du mois précédent, a encore accéléré le mouvement de repli. Pour nombre d'observateurs, ces statistiques confirment, en effet, la stagnation de la reprise économique.

En outre, plusieurs experts estiment, dès à présent, que l'activité industrielle pendant le quatrième trimestre ne sera guère plus brillante que durant le troisième.

Dans ces conditions, la majorité des spécialistes ne s'attendent plus, pour enrayer la chute des cours, qu'à une reprise technique.

VALEURS	COURS 11/10	COURS 12/10
Alcoa	52 5/8	52 3/4
A.T.T.	59 1/2	59 1/2
Boeing	42 ..	41 1/8
Chase Manhattan Bank...	28 3/4	28 1/2
Du Pont de Nemours....	118 ...	118 3/4
Eastman Kodak	86 1/8	85 1/2
Exxon	53 1/4	52 3/4
Ford	56 ...	56 ...
General Electric	51 5/8	51 1/8
General Foods	32 7/8	32 3/8
General Motors	71 3/4	69 3/4
Goodyear	22 1/2	22 1/8
I.B.M.	278 1/4	271 3/8
I.T.T.	30 7/8	30 3/8
Kennecott	29 7/8	29 5/8
Mobil Oil	58 1/8	57 3/4
Pfizer	28 3/4	28 1/2
Schlumberger	98 1/8	97 3/4
Texaco	26 5/8	26 3/8
U.A.L. Inc.	22 5/8	22 1/4
Union Carbide	58 1/4	58 1/4
U.S. Steel	46 5/8	47 1/8
Westinghouse	17 5/8	17 1/2
Xerox	61 5/8	60 5/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12/10	13/10
1 dollar (en yens) ...	288 95	289 50

BOURSE DE PARIS - 12 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	39 50	0 099
5 %	. .	2 484
5 % 1920-1960.	146	3 484
3 % amort. 45-54	62 50	0 600
4 1/4 % 1963...	100 60	1 700
4 1/4-4 3/4 % 63	90 50	0 156
Emp. N. Éq. 5% 65	102 50	5 470
Emp.N.Eq. 6% 66	103 10	8 197
Emp.N.Eq. 6% 67	95 65	2 203
Emp. 7 % 1973..	135 50	5 183
E.D.F. 6 1/2 1959	115 50	2 600
— 5 % 1960	...	3 279

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	... ..	469 ..
E.D.F. parts 1959	462	452
Ch. France 3%...	113 60	113 50
Abeille I.G.A.R.D.	521	534 ..
Abeille (Vie)	214 80	214 ..
A.G.F. (Sté Centr.)	392 ..	391 ..
Ass. Gr. Paris Vie	1215	1205 ..
Concorde	215 ..	217
Epargne France..	276 ..	275
Fonc. T.I.A.R.D...	97 ..	95 50
Foncière (Vie)...	... ..	292 ..
France I.A.R.D...	... ..	...

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La)	365 ..	360
GAN (Sté Centr.).	610	612
Préservatrice S.A.	379 90	370 ..
Protectrice A.I.R.	250 ..	248 ..
U.A.P.	632	630
Alsacien. Banque.	359	360 ..
(Lt) Bque Dupont	283	283 ..
Banque Hervet...	230 30	230 10
Bque Hypoth. Eur.	244 ..	244 ..
Banq. Nat. Paris.	507 ..	508 ..
Banque Worms..	170 ..	170
C.G.I.B.	73 ..	74 20
Codetel	108 ..	109 ..
Cofica	.. ..	81
C.A.M.E.	.. ..	75 ..
Créditel	104 ..	104
Créd. gén. indust.	147	149 80
(M) Crédit Mod..	65 50	63 ..
Financière Sofal.	199 ..	200
Finextel	118 50	118 ..
Fr. Cr. et B. (Cie).	62 50	62 ..
France-Bail	221 ..	212
Hydro-Energie	.. ..	28 70
Immobail B.T.P..	132 50	132 50
Immobanque	130 ..	130 50
Immofice	130	131
Interbail	158 80	156 10
Locabail Immob..	187 10	189 ..
Locafinancière..	138 ..	136 10

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Lyon-Alemand...	101	99 ..
Paris-Réescompt.	325 ..	315 ..
Marseil. Crédit..	255 ..	265 ..
Séquanaise Banq.	201	198 ..
SLIMINCO	170 10	170 ..
Sté Cent. Banque	80 ..	78 ..
Sté Générale	200 50	200 ..
SOFICOMI	... ..	171 ..
Sovabail	... ..	217 ..
UCIP-Bail	121 ..	121 ..
Unibail	169 ..	174 ..
Un. Ind. Crédit..	139	139
Cie F. Stein Ro...	120 60	120 ..
Fonc. Chât.-d'Eau	600 ..	600
(M) S.O.F.I.P.	..	.. ..
Fonc. Lyonnaise.	625 ..	630 ..
Immob. Marseille	786 ..	817
Louvre	202 ..	200 50
Midi	536 ..	531
Rente foncière	598	590
SINVIM	167 30	157 30
Voitures à Paris..	265 30	276 ..
Cogifi	116 20	116 ..
Foncina	107 ..	106 ..
Gr. Fin. Constr...	117 10	117 ..
Immindo	121 ..	118 .
Immivest	87 ..	85 60
Cie Lyon Imm....	102 50	102 50
UFIMEG	85	84 10
U.G.I.M.O.	112 ..	109 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Union Habit.....	157 50	155 10
Un. Imm. France.	128 ..	127 ..
Acier Investiss...	98 50	98 .
Gestion Sélect...	... ..	195 ..
Invest. et Gest...	210 ..	210 ..
Sofragi	195	195 ..
Abeille (Cie Ind.).	185	185 ..
Applic. Hydraul..	650	635 .
Artois	94 30	94 ..
Centen. Blanzy...	344 50	344 .
C. Roussel-Nobel.	215 ..	215 ..
(Ny) Centrest....	120 50	120 ..
(ny) Champex....	130 ..	130
Charg. Réun. (p.).	2850 ..	2831
Cofimer	89 30	87 35
(Li) Dév. R. Nord.	158 ..	o155 ..
Electro-Financ...	315 ..	315 ..
Fin. Bretagne....	50 ..	50 .
Gaz et Eaux	385 ..	376 ..
La Mure	41 ..	42 .
Lebon et Cie....	100	99 ..
(Ny) Lardex	118	118 50
Cie Marocaine...	26 30	26 10
P.Y.R.I.M...	..	54 ..
OPB Paribas	91 50	90 80
Paris-Orléans	75 50	76 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Paternelle (La)...	116 ..	114 .
Placem. Inter....	104	104 50
Providence S.A...	190 50	195 ..
Revillon	461 ..	461 .
Santa-Fé	..	72
Seichimé	110 90	110 90
Soffo	72 ..	72 ..
Sofinex	235 ..	231 .
Cambodge	45 10	44 30
Clause	485 ..	486 ..
Indo-Hévéas	70 50	70 50
Madag. Agr. Ind..	29 10	30 30
(M.) Mimot	.. ..	38 60
Padang	.. ..	69 50
Salins du Midi...	170 ..	169 ..
Aliment. Essent..	45 ..	45 80
Allobroge	128	123 ..
Banania	227 50	227 ..
Fromage Bel	85 20	86 90
Berthier-Saveco.	.. ..	384 .
Cédis	450	432 .
(M.) Chambourcy	... ..	201
Compt. Modernes	144	145 10
Docks France	241	235 .
Economats Centr.	377 50	378 ..
Epargne	370	371 .
Fr. Paul-Renard	..	240 .
Générale Aliment	86 30	86 40
Gouvrain	122 ..	120 .
Goulet-Turpin	167 50	172 50
Lesieur (Cie fin.).	203	207 .
Martell	408	401 ..
Gr. Moul. Corbeil	181	176 .
Gr. Moul. Paris..	284 ..	283 90
Nicolas	230	232 .
Piper-Heidsieck..	...	388 .
Potin	375	370 10
Rochefortaise	140	140 10
Roquefort	214	220 ..
Sampiquet	183	177 50
Sup. Marché Doc.	95	97 ..
Taittinger	299	293 ..
Unipol	...	120 ..
Bénédictine	1300	1260 ..
Bras. et Glac. Int	432	428 ..
Cosenier	356 ..	349 ..
Dist. Indochine..	... ..	341 ..
Ricqlès-Zan	83 20	d 86 50
Saint-Raphaël	142 ..	139 ..
Sogepal	251 ..	249 ..
Union Brasseries	46 ..	45 ..
Slamna	208 ..	211 ..
Sucr. Bouchon	118 50	118 ..
Sucr. Soissonnais	208	o192 ..
Berliet	207	206 ..
Chausson (Us.)	43 10	42 10
Motobécane	96	94 50
Saviem	d	56 60
S.E.V. Marchal...	56 50	56 50
Bois Dér. Océan.	.. ..	35 65
Borie	253 ..	257 ..
Camp. Bernard..	82	83 ..
C.E.C.	70 ..	70 ..
Cerabati	118 ..	119 ..
Ciments Vicat...	241 ..	240 70
Cochery	..	69 ..
Drag. Trav. Pub..	137	137 ..
F.E.R.E.M.	97 ..	97 ..
Fougerolle	97 ..	93 ..
Française d'entr..	.. ..	.. ..
G. Trav. de l'Est.	... ..	185 70
Berlicq	196 ..	195 ..
Iéna Industries..	40 90	40 80
Lambert Frères..	38 50	40
Leroy (Ets G)...	84 20	84 20
Origny-Desvroise.	135 50	136 90
Porcher	196 ..	203 ..
Rougier	... ..	115 10
Routière Colas...	285 ..	283 10
Sablières Seine.	134 ..	134 ..
S.A.C.E.R.	33 ..	33 ..
Savoisienne	...	107 .
Schwartz-Hautm.	47 10	46 60
Spie Batignolles.	50 ..	49 ..
Ondel	140 ..	136 ..
Voyer S.A.	.. ..	70 ..
Dunlop	28 10	27 ..
Safic-Alcan	168 30	165 ..
Comiphos	98 20	101 ..
S.M.A.C.	119 ..	121 ..
Gaumont	481 ..	479 .
Pathé-Cinéma	.. ..	77 ..
Pathé-Marconi	135 ..	134 ..
Tour Eiffel	85 ..	84 80
Air-Industrie	79 50	77 20
Applic. Mécan...	64 ..	63 ..
Arbel	130 ..	127 30
Ateliers G.S.P...	26 ..	26 ..
Av. Dass-Breguet.	227 ..	230 .
Bernard-Moteurs.	o 36 50	35 50
B.S.L.	230 ..	230 ..
C.M.P.	275 ..	275 ..
De Dietrich	456	474 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Duc-Lamothe	300	295 ..
E.L.M.-Leblanc	618	618 ..
Ernault-Somua	C148 50	144 ..
Facom	533	522 ..
Forges Strasbourg.	58 ..	59
(Li) F.B.M. ch. fer	118 ..	117 10
Frankel	527 ..	520 ..
Huard-U.C.F.	184 ..	183 90
Jaeger	76	77 ..
Jaz	140	138 ..
Luchaire	173 ..	172 80
Manurhin	126 ..	122
Métal Déployé	238	243
Nadella	56 30	58 30
Nodet-Gougis	159 ..	154
Peugeot (ac. ent.)	109 ..	109 ..
Ressorts-Nord	..	99 50
Roffo	7 60	7 80
S.A.F.A.A. Ap. Aut	..	57 ..
Satam	34 50	34 ..
Sicli	..	58 10
Soudure Autog.	223 50	224 ..
S.P.E.I.C.H.I.M..	158 ..	158 ..
Stokvis	77 ..	80 ..
Trailor	340	340 ..
Virax	71 30	73 ..
Chant. Atlantique	o193 50	190 ..
At. Ch. Loire	42 90	42 20
France-Dunkerque	77 50	77 10
Ent. Gares Frig..	134 20	131 ..
Indus Maritime..	259 ..	255 10
Mag. gén. Paris..	116	114 50
Cercle de Monaco	39 20	o 37 60
Eaux de Vichy...	420 ..	415 ..
Grand Hôtel	900 ..	881 ..
Sofitel	..	32 ..
Vichy (Fermières)	d 22 ..	d 22 ..
Vittel	173 10	170 ..
Aussedat-Rey....	53 90	51 80
Darblay S.A.	34 20	33 40
Didot-Bottin	130 ..	129 ..
Imp. G. Lang..	.. ..	o 7 70
(B.) Pap.Gascogne	168 ..	160 ..
La Risle	..	84 80
Rochette Cenpa.	77 ..	77 ..
A. Thiery-Sigrand	159 70	163 40
Bon Marché	48 10	48 20
Damart-Servip	357 ..	349 ..
Mars. Madagasc.	44 ..	44 90
Maurel et Prom..	... ..	102 ..
Optorg	171 60	164 60
Palais Nouveauté	301 ..	300 ..
Prisunic	37 ..	35 80
Uniprix	47 ..	48 ..
Crouzet	130	129 ..
Europ Accumul..	281	280 ..
Ind. P. (C.I.P.E.L.)	89 50	88 50
Lampes	103 ..	103 ..
Merlin-Gerin	155	156 .
Mors	50 20	50 ..
Océanic	128 ..	128 ..
Paris-Rhône	106	103 ..
Pile Wonder	300	300 ..
Radiologie	312 ..	301 ..
SAFT Acc. fixes.	935	950 .
Schneider Radio.	132 50	137 50
SEB S.A.	o375	363 ..
S.I.N.T.R.A.	437	436 ..
Carnaud S.A.	45 ..	46 ..
Cefilac	65 50	55 40
Davum	223 ..	o214 ..
Escaut-Meuse	193 50	186 ..
Fonderie préc.	27 50	26 40
Gueugnon (F. de	62 60	64 40
Profilés Tubes Es	41 10	40 20
Senelle-Maub.	53 60	51 50
Tissmétal	68 ..	68 ..
Vincey-Bourget	.. ..	.. ..
Huaron	... ..	115 50
Kinta	....	220 ..
Mokta	165 ..	166 80
Amrep G	... ..	213 ..
Antargaz	162 ..	149 .
Antar P. Atlant..	47 ..	45 ..
Hydroc. St-Denis	145	145 ..
Lille-Bonnières-C.	201 ..	209 ..
Omn. F. Pétr.	255 50	255 50
Shell Française	.. ..	60 10
Carbone-Lorraine	.. ..	61 ..
Delalande S.A.	241 ..	241 ..
Finalens	45 05	45 ..
FIPP	37	37 ..
(Ly) Gerland	260 ..	d270 .
Gévelot	227 ..	230 60
Grande Paroisse	87 ..	85 ..
Huiles G. et dér..	96 ..	95 ..
Novacel	93 ..	94 ..
Parcor	263	264 .
Quartz et Silice	34 50	34 50
Réti	86 ..	85 ..
Ripolin-Georget.	o 54 ..	o 54 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Rousselot S.A.	455 ..	437 ..
Soufre Réunies	178 ..	177 ..
Synthelabo	135 ..	133 ..
Thann et Mulh	52 ..	52 .
Ufiner S.M.D.	98 ..	98 60
Agache-Willot	79 20	79 ..
Files Fourmies	24 ..	23 80
Lainière-Roubaix.	71 ..	69 ..
Roudière	365 ..	358 ..
Saint Frères	25 ..	25 ..
M. Chambon	123	123 .
Delmas-Vieljeux	161 ..	167 50
Messag. Marit...	o 54 ..	53 .
Nat. Navigation	70	70 20
Navale Worms	107 50	111 90
Saga	45 60	45 20
Transat (Cie Gle).	215	209 .
S.C.A.C.	78	78 .
Stemi	261 ..	253 .
Tr. C.I.T.R.A.M.	108	108 .
Transport Indust.	120 10	122 80
(Li) Baignol-Farj.	54	54 .
Bis S.A.	320	320
Blanzy-Ouest	168 ..	165 50
La Brosse	72	70 .
Cigarettes Indo..	118 10	118 .
Degremont	281 ..	284 50
Dong-Trieu	155 ..	150 .
Duquesne-Purina.	339 ..	336 .
Essilor	730	710
Ferrailles C.F.F.	289 ..	285 .
Havas	129 ..	125 ..
Locatel	228 ..	229 .
G. Magnant	.. ..	.. ..
Novafer	176 ..	175 ..
Publicis	112 ..	110 ..
Sellier-Leblanc..	156 ..	153 ..
Waterman S.A...	239 ..	239 ..
Brass. du Maroc.	.. ..	189
Brass. Ouest-Afr..	.. ..	92 10
Eli-Gabon	355 ..	355 ..
(B.) Min. et Métal	... ..	428
C.E.C.A. 5 1/2 %	... ..	4600 ..
Emprunt-Young..	... ..	205 .
Nat. Nederlanden	... ..	147 10
Phoenix Assuranc.	o 15 ..	o 15 ..
Algemene Bank..	551 ..	547 ..
Bco Pop. Español	135 ..	135 ..
B.N. Mexique	32 ..	.. ..
B. régl. Intern.	6390 ..	6480 ..
Bowring C.I.	4 50	4 ..
Commerzbank	355 ..	349
Bowater	12 30	12 20
Cie Brux. Lambert	..	223 .
Gén. Belgique	270	264 .
Latonia	.. ..	113 .
Rolinco	264 10	260 .
Robeco	359 ..	357 .
Cavenham	6 55	7 ..
Lyons (J.)	. ..	6 30
Goodyear	110 20	110 20
Pirelli	. ..	6 90
I.H.C.	27 ..	26 .
Kubota	6 ..	5 65
S.K.F.	120 50	119 60
Pakhoed Holding.	157 50	155 ..
Femmes d'Aujour.	..	74
Marks Spencer..	6 30	6 05
A.E.G.	.. ..	170 ..
Bell Canada	260 ..	256 10
E.M.I.	16 ..	o 15 ..
Hitachi	3 41	3 40
Honeywell Inc...	212 10	207
Matsushita	11 10	10 40
Sperry Rand	229 50	225 .
Xerox Corp	305 .	302 50
Arbed	... ..	427
Cockerill-Ougrée..	.. ..	88 20
Finsider	. ..	1 30
Hoogovens	77 ..	79 ..
Mannesmann	660 ..	630 ..
Steel Cy of Can..	..	136 ..
Thyss. c. 1000...	227 .	207 ..
Blyvoor	18 40	18 10
De Beers (port.).	.. ..	14 10
De Beers p.cp.	. .	56 ..
General Mining..	77 ..	80 .
Hartebeest	.. ..	47 90
Johannesburg...	78 ..	75 10
Middle Witwat...	14 ..	13 70
President Steyn.	.. ..	29 60
Stilfontein	8 ..	8 45
Vaal Reefs	58 ..	51 50
West Rand	8 40	8 60
Alcan Alum.	124 .	116 80
Amax	267 50	268 40
Cominco	186 ..	178 50
Finoutremer	.... ..	108 ..
Minerais Resourc.	10 50	10 ..
Noranda	180 ..	174 ..
Vieille Montagne.	404 ..	404 ..
Am. Petrofina	161 50	151 ..
British Petroleum	48 ..	49 50
Gulf Oil Canada..	126 ..	126 ..
Petrofina Canada	.. ..	87 .
Shell Tr. (port.)..	.. ..	28 60
Akzo	.. ..	55 .
Dart Industries..	.... ..	172 90
Foseco	11 ..	10 30

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Gevaert	134 ..	133 ..
Glaxo	25 ..	23 ..
Grace and Co....	138 ..	135 ..
Pfizer Inc	148 ..	140 50
Procter Gamble..	469 ..	450 10
Courtaulds	..	7 60
Est-Asiatique..	123 ..	128 80
Canadian-Pacif..	86 20	87 .
Wagons-Lits	..	72 ..
Barlow-Rand	8 90	8 80
British Am. Tob..	.. ..	.. ..
Suéd. Allumettes.	.. ..	87 50

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alser	.. ..	548 ..
Batibail-Sicomi..	600	600 ..
Cellulose Pin....	120 10	120 10
Cofiga-Sicomi	375 ..	375 ..
Coparex	200 ..	165 ..
Ecco	464 ..	450 ..
Euratrep	455 ..	420 ..
Francarep	..	..
Interchimique	215 ..	213 90
Métall. Minière	57 .	57 ..
Procoptia	..	..
Sab. Mor Cor	152 ..	152 ..
S.P.R.	..	210 ..
Ufinex	138 ..	138
Oce v. Grinten	.. ..	318 50
Sorento NV	227 ..	227 ..

SICAV

Plac. Institut.	12226 70	12813 24
1re catégorie.	10186 83	9986 35

13 10	Émission frais inclus	Rachat net
Actions Sélec.	143 15	136 64
Aedificandi	159 41	152 18
Agfimo	166 70	159 15
A.L.T.O.	145 75	139 14
America-Valor	283 64	270 78
Assurances Plac..	118 25	112 90
Bourse-Investiss.	127 64	121 86
B.T.P. Valeurs	125 25	121 05
C.I.P.	258 97	247 23
Convertibles	111 39	106 34
Convertimmo	119 97	114 53
Drouot Invest	156 67	149 57
Elysées-Valeurs	168 16	160 53
Epargne-Croiss.	525 87	502 02
Epargne-Inter	263 79	251 83
Epargne-Mobil	155 33	148 29
Epargne-Oblig	135 08	128 95
Epargne Revenu.	*264 62	252 62
Epargne-Unie	273 87	261 45
Epargne Valeur	169 71	162 01
Foncier Investiss.	283 79	270 92
Fortune 1	129 60	106 56
France-Croissanc.	147 37	136 57
France-Epargne	136 54	130 35
France-Garantie	211 23	207 09
France-Invest	*132 27	126 27
Laffitte-Rend	107 13	102 27
Laffitte-Tokyo	166 47	156 92
Nouv. France-Obl.	268 41	256 24
France Placement	152 70	145 75
Gestion Rendem..	201 92	192 76
Gest. Sél. France	142 69	136 22
I.M.S.I.	139 40	133 03
Indo-Valeurs	175 99	168 01
Intercroissance	143 80	137 28
Intersélection	132 82	128 80
Livret portef.	186 45	178 ..
Oblig. ttes catég.	1108 94	1074 03
Paribas Gestion..	134 91	128 79
Pierre Investiss..	*170 53	162 80
Rothschild-Exp..	264 10	252 12
Sélect.-Croissance	511 45	488 26
Sélection Mondial	118 69	113 31
Sélection-Rend..	131 50	125 54
S.F.I. FR et ETR..	160 31	153 05
Silvafrance	143 34	136 84
Silvam	113 22	108 80
Silvarente	143 07	136 58
Silvinter	129 26	123 40
Sogepargne	256 91	245 26
Sogevar	317 47	303 07
Soleil-Investiss..	158 19	151 02
U.A.P. Investiss..	129 83	123 94
Unifoncier	277 62	265 03
Unijapon	182 16	173 90
Uni-Obligations..	1390 98	1337 48
Unipremière	1375 17	1322 28
Unisic	133 20	127 12
Worms Investiss.	221 04	211 02
13·10		
Actigest	105 24	100 47
Credinter	134 25	128 16
Croissance-Imm..	135 65	129 50
Euro-Croissance	133 91	127 84
Financière privée	319 04	304 58
Fructidor	136 76	130 56
Gestion Mobilière	192 67	183 93
Mondiale Invest.	178 14	170 06
Oblisem	130 40	124 49
Optima	137 89	131 64
Planinter	276 22	263 69
Sicavimmo	182 16	173 90
S. L. Est	349 93	334 06
Soginco	120 72	115 25
Soginter	410 44	391 83
Univalor	148 55	141 81
Valorem	152 86	145 93

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
691	4,50 % 1973	597 90	599 ..	598 90	598 80
1590 .	C.N.E. 3 %..	1580 ..	1585 ..	1585 ..	1577 .
488 .	Afrique Occ..	372 .	367	366	368 ..
355 .	Air Liquide..	313 ..	305 .	307 20	306 .
66 .	Als. Part. Ind	65 ..	64 20	64 20	63 50
220 .	Als. Superm..	212	210 ..	210 .	210 ..
64 .	Alsthom	58 80	58 ..	58 .	58
175 .	Applicat. gaz	151 ..	145	147 ..	147 80
325 .	Aquitaine...	286 50	270 50	275 ..	270 50
61 .	— certif....	53 ..	50 .	49 ..	49 20
123 .	Arjom-Prioux	124 ..	122 ..	122	120 ..
255 ..	Ass. Gr. Paris	247 ..	245 ..	246 ..	245 ..
210 .	Aux Entrepr..	207 ..	204 10	201 ..	205 .
176 .	Aux. Navig...	168 ..	166 .	166 ..	164 50
83 .	Babc.-Fives.	80	76 10	76 ..	77 60
150 ..	Bail-Equip...	145 50	146 ..	145 ..	144 ..
215 .	Bail-Invest..	203 ..	202 .	202	202 ..
117 .	B.C.T.	114 50	111 50	111 50	111 50
71 .	Bazar H. V.	72 50	73 20	73 20	72
82 .	Beghin-Say..	74 60	71 ..	71 ..	71 ..
830 .	Bic	800 ..	776 ..	776 ..	760 ..
300 .	Bouygues...	298 ..	281 ..	284 ..	285 ..
645 .	B.S.N.-G.D...	533 ..	480	490 ..	482 ..
1560 ..	Carrefour...	1417 ..	1310 ..	1320 ..	1310 ..
280 ..	— (Obl.)....	288 10	288 ..	287 ..	266 ..
1176 ..	Casino	1153	1112 ..	1111 ..	1115 ..
295 ..	C.D.C.	279 50	268 ..	268 ..	268
76 ..	CEM	74 50	70 05	70 ..	69 85
161 ..	Cételem	160 ..	162 ..	162 ..	159
181 ..	Char. Réun.	170 ..	166 ..	168 ..	165 10
58 ..	Chât.-Comm.	47 50	41 50	42 ..	31 30
114 ..	Chiers	90 ..	82 ..	81 ..	82 ..
116 ..	Chim. Rout..	105 70	105	104 50	105 ..
98 ..	Cim. Franç.	94 20	92 50	92 50	92 50
124 ..	— (Obl.)...	130 ..	129 90	129 90	127 40
1406 ..	C.I.T. Alcatel	1310 ..	1281	1280 ..	1276 ..
48 .	Citroën	44 80	42 ..	42 ..	42 ..
445 .	Club Médiler.	397 50	371 90	375 ..	370 ..
198 .	C.M. Industr.	181 ..	173 ..	173 10	170 ..
108 .	Cofimeg	104 ..	104 ..	103 50	103 ..
380 ..	Cotradel	289 ..	281 ..	281 ..	280 ..
255 ..	Cie Bancaire.	226 50	226 ..	226 ..	226 ..
285 .	C.G.E.	258 ..	240 ..	240 ..	249 ..
106 .	C. Entrepr..	100 ..	98 60	98 50	98 50
67 .	Cot.-Foucher.	61 30	60 .	60 ..	69 20
100 .	Cr. Com.. Fr.	100 20	100 10	100 10	100 10
178 .	— (Obl.)...	176 .	173 80	173 80	173 80
305 .	Créd. fonc.	301 20	300	299 ..	300 .
112 .	C.F. Imm...	111 ..	110 20	110 20	112 .
105 .	Créd. Indust.	99 10	98	99 ..	99 .
315 .	Créd. Nat...	315	314 ..	312 40	318 30
68 .	Crédit Nord..	66 10	66 10	68 10	68 10
121 .	Creusot-Loire	108 .	101 50	101 ..	100 ..
177 .	C.S.F.	167	161	163 ..	160 10
175 .	D.B.A.	164 90	167 ..	158 ..	163 ..
90 .	Denain-N.-E.	71 05	68 05	67 50	66
61 ..	Dollfus-Mieg.	49 30	49 75	48 40	49 05
530 ..	Dumez	465 ..	435 ..	430 ..	441 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
565 ..	Cie Gle Eaux.	467 ..	451 ..	453 .	451 ..
205 ..	E. J. Lefebvre	195	188 ..	188 ..	186
56 ..	Esso S.A.F..	53 50	52 05	52 05	51 05
175 ..	Eurafrance..	172 ..	170 90	167 ..	168 ..
345 ..	Europe No 1.	340 ..	328 ..	324 ..	331 ..
390 ..	Ferodo	341 ..	315 ..	316 .	316 .
151 ..	Fin. Paris PB.	140 ..	136 50	137 20	138 10
... ..	— obl. conv	188 50	187 ..	187 50	185 ..
67 ..	Fin. Un. Eur.	62 40	61 60	61 60	61 60
74 ..	Fraissinet	73	75 ..	75 ..	74 70
105 ..	Fr. Pétroles.	94 30	90 50	92 ..	90 90
26 ..	— (Certific.)	23 80	23 05	23 50	22 60
66 ..	Galeries Laf.	58 10	60 ..	60 ..	58 80
140 .	Gle d'entr...	136 ..	134 ..	134 ..	131 50
162 .	Gle Fonderie	166 ..	155 .	150	152 ..
174 ..	Générale Occ	175 ..	172 ..	172 50	168 60
182	Gr. Tr. Mar..	157 ..	155 ..	154 50	157 90
295	Guyenne-Gas.	289 50	289 .	289	295 ..
184	Hachette	157	154 ..	153 20	153 ..
122	Hutch. Mapa.	111	111 ..	111 ..	110 ..
115	Imetal	108 80	104	104 ..	104 ..
370	Inst. Mérieux	347 .	330 ..	326 .	330 ..
310	J. Borel Int..	280	270 ..	270 ..	270 .
85	Jeumont Ind.	84 50	83 ..	83 ..	82 60
78	Kali Ste Th..	75 50	75 ..	76 ..	73 60
65	Kléber-Col...	46 20	48 ..	45 ..	46 ..
205 .	Lab. Bellon..	190 .	174	174 ..	174 ..
192	Lafarge	184 90	180 10	179	176 ..
270	— (oblig.)	264 80	261 10	261 20	261 ..
325	La Hénin	312 50	310 ..	310	305 ..
1890	Legrand	1725 ..	1699 ..	1685 ..	1691 ..
142	Locabail	138	135 ..	135	136 ..
122	Locafrance..	114 ..	112 ..	112 10	112 ..
275	Locindus	282 ..	280 ..	280	275 ..
980	L'Oréal	852 .	845	842	845 ..
3120 .	— obl. conv.	3095 .	3099	3099	3082 ..
485	Lyonn. Eaux.	445 20	418 ..	419	404 ..
32	Mach. Bull..	30 ..	30 ..	28 70	29 10
1420	Mais. Phénix	1276 .	1260 ..	1250 ..	1250 ..
96	Mar. Wendel	76 40	76	75 20	75 ..
56	Mar. Ch. Réu	53 50	53 50	52 60	52 40
1460	Mat. Téléph.	1430 .	1350	1370	1350 ..
520 .	Matra	416 50	410 50	410 10	402 30
52	M.E.C.I.	50 80	50 50	50 80	49 80
100	Mét. Norm..	72 50	67 50	67 ..	68 30
1370	Michelin B	1232 .	1180	1175 .	1180
650	— oblig	538	537 .	534 .	530 .
525	Moët-Hen. ..	444 20	430 .	428 ..	430
830	Mot. Leroy-S.	826 ..	810	810 ..	793 ..
235	Moulinex...	202 .	195 50	185 80	194 .
450	Mumm	441 ..	427 .	426 .	433 50
375	Nat. Invest..	338	325 .	327	322 .
100	Navig. Mixte.	94 20	91 50	92 40	90 60
91	Nobel-Bozel.	87 50	84 ..	83 60	83 20
23 .	Nord	21 70	21 ..	21 ..	21 ..
64 ..	Nouvel. Gal..	55 10	55 ..	56 ..	55 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
150 ..	Olida-Caby..	132 10	131 50	131	130 10
95 ..	Opfi-Paribas.	91 ..	88 ..	88 20	88 50
93 .	Paris-France	90 ..	90 ..	88 90	88 30
79 .	Pechelbronn.	78 ..	77 .	76 50	76 40
89	P.U.K.	85	81	81	73 40
51	Penarroya...	47 60	46 05	46	46 05
230	Penhoet	224 ..	220 .	217 .	215 70
420	Pernod-Ric..	359	341	335 ..	340 ..
105	Perrier	94 80	90 80	91	90
68	Pétroles B.P.	63 10	59 80	60 30	60 10
245 .	Peugeot	216 50	211	212	211 ..
305 ..	— (obl.)	298 ..	285 ..	285 ..	285
71	Pierre Auby.	67 80	65 60	65 10	65 50
77 .	P.L.M.	68 ..	65 ..	65 ..	66 ..
215 .	Poclain	138 ..	126	120 ..	126
171	Pollet et Ch.	153 ..	149 90	149 ..	149 50
78 .	Pompey	76 ..	76 40	76 ..	76
92 .	P.M. Labinal.	88 90	85 05	85 05	84 10
42 .	Prénatal	38 05	37 60	37 60	37 .
210 .	Presses-Cité	175 .	165	165	163 40
315 .	Prétabail Si.	313	306	306 .	306
121 .	Pricel	106 80	106 60	106 ..	106 50
190 .	Primagaz...	178 ..	174	173 60	177 40
54 .	Printemps..	49 ..	47 60	47 20	46 70
420 .	Radar S.A...	387 ..	379 .	374 50	371 70
475 .	— (obl.)...	469 ..	469 ..	467 10	460 ..
515	Radiotech...	465	448 ..	444	443 50
89	Raffin. (Fse).	78 05	76 ..	75 10	75 70
96	Raff. St-L..	94 ..	91 ..	91 ..	90 10
630	Redoute	590 .	575 .	571	575 .
81 .	Rhne-Poul...	69	66 20	66 30	65 80
150 .	Rouss.-Uclaf	124 20	121 ..	121 50	123 40
415	Rue Impérial	413 ..	407 .	407 ..	407 ..
51	Sacilor	38 10	35	35 ..	35 ..
... ..	Sade	147 50	147 ..	147 ..	147 .
545	Sagem	532 .	526	524 ..	535
120	Saint-Gobain	103 50	99 ..	99 20	98 80
525	S.A.T.	481 ..	465 ..	455 ..	448 .
120	Saulnes	100 ..	96 10	98 10	95 10
100	Saunier-Duv..	98 ..	92 20	92 20	92 20
170	Schneider	155 .	153 ..	152	150 ..
76	S.C.O.A.	70 50	67	67 ..	67 ..
109	Sefimeg	107	106 50	106 50	106 50
250	S.I.A.S.	241	228 ..	228 ..	223 80
300	Sign. E. El..	290 50	285 ..	283 ..	280 10
250	S.I.L.I.C.	249 ..	236 ..	236 ..	231 40
124	Simco	117 ..	117 50	117	115 50
87	S.I.M.N.O.R.	88 ..	86 50	88 50	88 50
1980	Sk. Rossignol	1781 ..	1760	1750 ..	1755
74	Sogerap	75 ..	74 50	74 50	74 15
480	Sommer-All..	440 ..	430 ..	431 ..	425
215	Suez	208 ..	201 ..	203	200 .
260 ..	Talcs-Luz.	252 ..	247 ..	247 50	242 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
505 .	T.R.I.	440 ..	430	430	430 ..
645 .	Tél. Electr..	530	495	490	487
119 .	— (obl.)	118	117 80	117 80	117 80
460	Tél. Ericsson	371 20	371 ..	365 ..	372 ..
63	Terres Roug.	63 ..	62 10	61 50	62 ..
189 .	Thomson-Br.	165 .	161 ..	161 20	161 ..
210	U.I.S.	215 50	209 ..	209 ..	209
196 .	U.C.B.	167 ..	166 .	166	162 80
196 .	Un. Fr.Bques	187 .	185 ..	185 .	182 ..
66 .	U.T.A.	69 .	69 ..	69 10	69 .
55	Usinor	45 .	45 ..	45 05	45
122	— (obl.)	120 50	119 20	119 20	119 20
169	Vallourec	150	143	144 ..	140 20
465	V. Clicquot-P	444 80	444 80	444 80	451 ..
520 .	Viniprix	487	460 ..	460	460 ..
310 .	Amer.-Tel...	293 50	293 30	292 ..	293 10
14 ..	Ang. Am. C..	12 75	12 70	12 85	12 60
78	Amgold	74 ..	75 ..	74 90	74 ..
166	Astur. Mines	144 30	143 60	138 ..	139 ..
240	B. Ottoman..	235 80	235 50	235 50	234
328	BASF (Akt)..	299 80	296 ..	294 60	294 .
265	Bayer	251 ..	250 ..	250 10	250 10
37	Buffelsfont.	34 50	34 85	33 80	34 35
11	Charter	9 10	9 ..	9 05	9 .
145	Chase Manh.	141 ..	141 ..	141 ..	140 10
460	C.F. Fr.-Can.	476 ..	476 ..	475 10	474
13	De Beers (S.)	12 10	12 ..	12 ..	11 75
590	Deuts. Bank.	571 .	559 ..	560	563 .
189	Dome Mines	186 50	188 50	188 50	188 ..
855	Du Pont Nem	589 .	583 ..	591 ..	583 ..
465	East Kodak..	430 50	425 10	428 ..	425 10
13 50	East Rand..	13 05	12 70	12 80	12 90
	Ericsson	..		...	157 80
560	Exxon Corp..	266 ..	263 .	263 ..	261 .
290 .	Ford Motor..	283 ..	279 50	277 ..	275 ..
68 .	Free State..	59 40	60 40	69 ..	59 30

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
275	Gen. Electric	260 50	256 50	258 ..	256 50
355	Gen. Motors.	350 ..	353 70	365 ..	351 50
12 ..	Goldfields..	10 65	10 50	10 55	10 30
16	Harmony...	13 05	13 65	13 05	13 65
280	Hoechst Akt	275 20	272 50	272 10	272 90
28	Imp. Chem..	23	23 05	23 35	23 50
109	Imperial Oil.	102 50	101 50	101 50	100 30
172	Inco Limited	157 ..	156 10	166 10	155 60
1410	I.B.M.	1368	1373	1378 .	1374
160	I.T.T.	155 10	151 60	152	150 60
310	Mobil. Corp.	292 10	290 50	291 ..	290 60
6850	Nestlé	6840	6670	6720 ..	6690 ..
240	Norsk Hydro.	237 90	233 10	237 ..	230 ..
5 60	Olivetti	5 05	5 05	5 05	4 95
560	Petrofina	526	512	520	502
54	Philips	49 10	48 30	49 40	48 10
58	Pres. Brand.	48 80	49 40	49 50	43 35
300	Quilmès	278	257 .	256	252 ..
109	Randfontein.	103 50	104 ..	104	103 ..
22	Rand. Select	20 30	20 25	20 30	20 60
235	Royal Dutch.	221 ..	218 50	221 50	218 10
15 .	RioTinto Zinc	12 15	12 10	12 25	12 10
63	St-Helena	59 05	60 ..	60 ..	58 80
485	Schlumberg	487 80	489 ..	490 ..	490 90
34	Shell Tr. (S)	29 50	29 80	30 10	29 25
560	Siemens A.G.	532	529 .	524 ..	530
47	Sony	44 30	43	43 50	42 60
14 ..	Tanganyika.	13 45	13 50	13 50	13 25
220	Unilever	200	197 ..	200 10	201 10
12 ..	Union Corp..	13 50	13 60	13 60	13 40
136	U. Min.1/10.	126 ..	125 60	126 90	125 60
95	West Drief..	92 50	92 50	92 40	91 50
41	West Deep..	37 20	37 50	38 ..	36 75
85	West Hold	78 ..	80 ..	80 ..	80 ..
1 50	Zambia Cop.	1 41	1 27	1 28	1 30

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; c : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/10	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 976	5 005	4 96
Canada ($ can. 1)	5 108	5 135	5 05
Allemagne (100 DM)	203 725	204 750	202 50
Autriche (100 sch.)	28 730	28 820	28 50
Belgique (100 F.)	13 281	13 380	12 70
Danemark (100 krd)	85 250	85 300	84 25
Espagne (100 pes.)	7 322	7 372	7 12
Grande-Bretagne (£ 1)	8 257	8 272	8 25
Italie (1 000 lires)	5 833	5 861	5 600
Norvège (100 k.)	93 550	93 920	93 ..
Pays-Bas (100 fl.)	194 900	195 800	193 60
Portugal (100 esc.)	15 935	16 055	14 50
Suède (100 krs)	116 820	117 470	115 80
Suisse (100 fr.)	202 700	203 900	201 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/10
Or fin (kilo en barre)	18550 ..	18730 ..
Or fin (kilo en lingot)	18600 ..	18815 ..
Pièce française (20 fr.)	221 70	223 10
Pièce française (10 fr.)	187 ..	188
Pièce suisse (20 fr.)	175 90	177 50
Union latine (20 fr.)	168 90	180 20
Souverain	185 50	188 50
Pièce de 20 dollars	900	896 ..
Pièce de 10 dollars	465 20	466 40
Pièce de 5 dollars	285 ..	... ..
Pièce de 50 pesos	737 ..	736 50
Pièce de 10 florins	185 50	187 80

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
— ESPAGNE : les dirigeants des différents courants socialistes amorcent des regroupements.

2-3. ASIE
— THAILANDE : la junte poursuit sa répression des milieux « progressistes ».

4. PROCHE-ORIENT

5. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : M. Ford reconnaît qu'il existe une domination sur l'Europe de l'Est.
— CANADA : le gouvernement Trudeau défend la politique du « juste milieu ».

5-6. AFRIQUE
— RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : l'opposition blanche est en voie de regroupement.
— RHODÉSIE : Londres donne la liste des parties invitées à la conférence de Genève.

6-7. DIPLOMATIE

8 à 12. POLITIQUE
— Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

12. OUTRE-MER

13. DÉFENSE
— Un Français sur trois ne fait pas de service militaire.

14. RELIGION
— L'assemblée épiscopale envisage de s'attaquer aux causes profondes de la crise de l'Eglise.

14. ÉDUCATION
— Le lycée expérimental de Sèvres menacé de « normalisation » ?

15. ENQUÊTE
— « Le métier de chercheur » (II), par Bruno Frappat.

16. MÉDECINE
— Le progrès médical suppose une maîtrise du coût de la santé.

16. JUSTICE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 17 à 27
— EXPOSITION : le cinquantenaire des Arts déco.
— DANSE : l'âme de Balanchine.
— MUSIQUE : une nouvelle « Belle Hélène » ; le dernier disque de Stevie Wonder.
— CINÉMA : le colloque de Thonon ; entretien avec Mel Brooks.
— THEATRE : le BITEF de Belgrade ; le jeune public.
— CULTURE : à propos du budget 1977.

30. SPORTS

36. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— A PROPOS DE... : la mise en service de l'autoroute de l'Est et l'affaire du péage.

36. SOCIÉTÉ

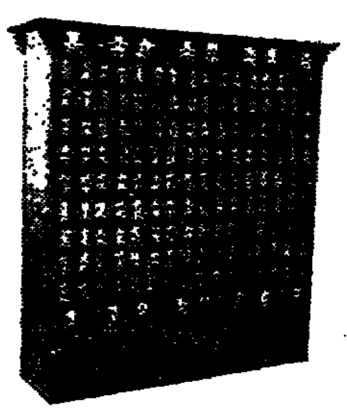
37 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— POINT DE VUE : « Entreprises en difficulté ou difficulté d'entreprendre », par Maurice Genoyer.
— Dans une protestation officielle, le gouvernement français conteste la valeur de l'enquête de l'O.C.D.E. sur les inégalités.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27)

Annonces classées (31 à 34) ; Aujourd'hui (30) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Bourse (41).

COFFRES COREENS



Jusqu'au 16 octobre.
GALERIE MARCO POLO
210, bd Saint-Germain,
75007 PARIS - 548-99-87.

A B C D E F G

LE CAMBRIOLAGE DE L'ILE SAINT-LOUIS

L'un des recéleurs des bons du Trésor volés à la Société générale a été arrêté

Les policiers parisiens ont arrêté, il y a quelques jours, Raymond Brisacier, quarante ans, un receleur de bons du Trésor volés au cours du fric-frac, pendant le week-end du 15 août dernier, d'une agence de la Société générale, rue Saint-Louis-en-l'Ile, à Paris-4e, commis par des cambrioleurs qui s'étaient introduits dans les lieux en passant par les égouts. Raymond Brisacier est un artisan propriétaire d'un atelier de réparation de voitures, 173 bis, rue de Charenton, Paris-12e ; il a été arrêté le jeudi 7 octobre dans un bureau de poste du 12e arrondissement au moment où il tentait d'écouler une partie du butin, soit onze bons du Trésor.

L'employé auquel il s'adressa s'aperçut que les numéros des bons du Trésor figuraient sur la « liste noire » d'opposition envoyée à tous les bureaux des P.T.T. après le cambriolage des coffres de la Société général de l'Ile Saint-Louis. Il semble, de plus, que Raymond Brisacier était discrètement surveillé depuis quelque temps par les policiers chargés de l'enquête. Il avait, en effet, déjà échangé au début du mois d'octobre dans plusieurs bureaux de poste une quinzaine de bons du Trésor de même provenance, d'une valeur de 120 000 francs. La perquisition effectuée au domicile du receleur n'a pas permis de découvrir d'autres bons.

Interrogé au siège de la brigade de répression du banditisme, quai des Orfèvres, Raymond Brisacier n'a fourni que de vagues explications sur la provenance du butin. Il a raconté que, se trouvant peu de temps auparavant dans un café du 12e arrondissement, proche de son atelier, il avait été contacté par un consommateur inconnu lui proposant de négocier les bons du Trésor moyennant une bonne commission.

Raymond Brisacier a fourni aux policiers son emploi du temps détaillé pour le week-end du 15 août, et les alibis présentés ont pu être confirmés. Il apparaît donc certain que l'homme appréhendé n'a pas directement participé à l'opération qui avait permis à l'équipe de malfaiteurs de s'introduire dans la salle des coffres de l'agence bancaire après avoir creusé un tunnel de plusieurs mètres de long à partir du collecteur d'égout de la rue Saint-Louis-en-l'Ile.

Les enquêteurs sont, en revanche, persuadés qu'il connaît au moins l'un des membres de cette équipe de cambrioleurs, par lequel il a été chargé d'écouler une part du butin. Présenté le vendredi 8 octobre à M. Guy Floch, remplaçant M. Jean Cornuault, le magistrat chargé de l'enquête, Raymond Brisacier a été inculpé de vol qualifié et écroué.

A Paris

DES MILITANTS SIONISTES INTERROMPENT UNE PROJECTION D'« ICI ET AILLEURS » DE JEAN-LUC GODARD

Une projection au cinéma 14-Juillet d'« Ici et ailleurs », le dernier film de Jean-Luc Godard évoquant le problème palestinien, a été interrompue, mardi soir 12 octobre, par des perturbateurs. Ceux-ci ont brisé une vitre et lâché des souris dans la salle avant de prendre la fuite.

L'action devait ensuite être revendiquée par le groupe Talion, qui prétend regrouper des militants sionistes. Déclarant qu'il s'agissait d'un « avertissement », ceux-ci ont annoncé qu'« ils ne permettraient plus ce genre de projection de films racistes et antisémites ».

Rappelons qu'à la suite d'une alerte à la bombe, « Ici et ailleurs » avait déjà été retiré de l'affiche du cinéma le Quintette (« le Monde » du 17 septembre).

● *Marin Karmitz*, directeur de la salle, maintient la projection et porte plainte, protestant *« contre ces actions de type nazi, qui portent une grave atteinte à la liberté d'expression et à la démocratie »*. Il estime que les perturbateurs seront aisément identifiables : un numéro d'immatriculation a été relevé et ils ont laissé une bouteille de gaz sur laquelle on lit des inscriptions en hébreu.

INTERDICTION TOTALE DU FILM « EXHIBITION II »

« Exhibition II », qui fait suite à « Exhibition I », de Jean-François Davy (et dont la principale interprète est Sylvia Bourdon), vient de faire l'objet d'une interdiction totale. Cette mesure a été prise par le secrétariat d'Etat à la culture, sur avis de la commission de contrôle réunie le 8 octobre. Le film ne pourra être distribué ni en France ni à l'étranger.

Les motifs invoqués par la commission sont que ce long métrage « n'a pas l'excuse d'être une enquête, une révélation ou un message » et qu'il contient des scènes dégradantes, dépassant la pornographie et pouvant constituer une incitation dangereuse.

Un seul film de long métrage avait jusqu'alors été frappé d'interdiction totale depuis l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Il s'agit du film japonais « détourné » « l'Aubergine est farcie » (« le Monde du 4 juillet 1975).

LE COUSIN D'HUBERT LAMBERT AFFIRME QUE LE TESTAMENT EN FAVEUR DE M. JEAN-MARIE LE PEN SERA « NÉCESSAIREMENT ANNULÉ ».

M. Philippe Lambert, qui vient d'engager une action en justice contre M. Jean-Marie Le Pen à propos du testament de M. Hubert Lambert-Saint-Julien, a déclaré, mardi 12 octobre, à Europe 1 : « Ce testament sera nécessairement annulé, car nous sommes victimes d'une escroquerie sans nom. »

M. Philippe Lambert a décrit son cousin défunt comme un être « essentiellement faible, influençable, malade mentalement, à la suite de la vie anormale qu'il a menée depuis sa plus tendre enfance ».

« Là-dessus, a ajouté M. Philippe Lambert, se sont greffées les prises de produits, alcool, médicaments et autres, qui n'ont pu que dégrader encore son psychisme.

» On peut dire sans erreur, a conclu M. Lambert, qu'Hubert était un être sans volonté et qu'il était tout à fait facile, pour quelqu'un d'habile, en le flattant, en lui promettant monts et merveilles, d'obtenir de lui ce que l'on voulait. »

LE GOUVERNEMENT ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le nombre des morts sur la route a augmenté de 6 % au cours des sept premiers mois de l'année

Au cours du conseil des ministres de ce mercredi 13 octobre, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, devait faire une communication sur la sécurité routière. Il a eu l'occasion récemment de préciser sa position et ses intentions dans la réponse qu'il a faite à la question écrite de M. Jean-Marie Daillet, député réformateur de la Manche.

« Grâce à la mise en œuvre d'une politique globale de sécurité routière, déclare M. Poniatowski, le chiffre des personnes tuées sur les routes métropolitaines, qui s'était élevé à 16 617 en 1972, a été ramené en 1975 à 13 170. Mais au cours des sept premiers mois de l'année 1976, on a enregistré, par rapport à la même période de l'année précédente, une augmentation de 441 tués, soit plus 6 %.

» La recrudescence récente des accidents peut, certes, être imputée à l'augmentation du trafic, de l'ordre de 8 % pour les sept premiers mois de l'année. Elle doit également, et pour une large part, être recherchée dans le relâchement de la discipline de certains conducteurs. »

« Les directives nécessaires, indique le ministre, ont été données aux préfets, ainsi qu'aux services de police et de gendarmerie, et seront renouvelées pour que les redressements qui s'imposent dans ce domaine interviennent à bref délai. »

« Parallèlement, ajoute M. Poniatowski, le gouvernement entend poursuivre dans tous les domaines... la lutte contre les accidents. »

D'autre part, en réponse à une question de M. Charles Bignon, député U.D.R. de la Somme, le ministre de l'intérieur avait indiqué que, au cours du premier semestre de 1976, 36 747 suspensions du permis de conduire avaient été prononcées par l'autorité administrative. Pour la même période, 22 925 avertissements ont été adressés aux automobilistes en infraction.

Interrogé au cours de la dernière émission « Questionnaire » de M. Jean-Louis Servan-Schreiber, M. Christian Gérondeau, directeur de la sécurité civile, secrétaire général du Comité de la sécurité routière, a indiqué qu'il n'était pas question, dans l'immédiat, d'imposer le port de la ceinture de sécurité aux automobilistes circulant en ville ou aux passagers des places arrière, mais qu'il avait été demandé aux constructeurs d'étudier techniquement la possibilité d'équiper de ceintures les places arrière des véhicules.

PROCHAINE RÉUNION « NON-STOP » DU GROUPE U.D.R.

Le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale tiendra, mardi 19 octobre, une réunion, de 11 heures à 15 h. 30, à laquelle M. Raymond Barre a été convié. MM. Olivier Guichard, ministre de la justice, et Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, y participeront également. Les problèmes internes de l'U.D.R. y seront notamment évoqués, mais ceux-ci seront surtout traités lors de la réunion du comité central du mouvement convoqué pour le dimanche 24 octobre, qui fixera l'ordre du jour des assises nationales extraordinaires prévues pour le 5 décembre.

Le bureau exécutif de l'U.D.R., qui ne s'est pas réuni depuis le 16 septembre, tiendra jeudi 14 octobre sa première séance depuis les initiatives prises par M. Chirac. Il examinera la situation politique et étudiera un rapport de M. Hubert Germain sur la Guadeloupe.

● *L'assemblée générale de la première circonscription U.D.R. de Paris* (1er et 4e arrondissement), réunie sous la présidence de M. Krief, député, a approuvé, *« à l'unanimité, l'action de Jacques Chirac (...) pour qu'un vaste rassemblement permette d'allier aux grands principes du gaullisme ses idées généreuses dans la recherche et la mise en œuvre d'un véritable travaillisme à la française »*.

● *Le comité fédéral U.D.R. du Val-de-Marne*, réuni sous la présidence de M. Vernaudon, ancien député, a adopté la même position.

MORT DU PIANISTE WERNER HAAS

Le pianiste allemand Werner Haas est mort mardi 12 octobre, à l'hôpital de Nancy, des suites d'un accident de la route.

[Né à Stuttgart le 5 mars 1931, Werner Haas avait été l'un des élèves préférés de Walter Gieseking au conservatoire de Sarrebruck. Il avait fait ses débuts à la scène en 1955 et n'avait pas cessé, depuis 1960, d'enregistrer de très nombreux disques, parmi lesquels, en particulier, l'intégrale de l'œuvre pour piano de Debussy, puis de Ravel. Les Parisiens l'avaient entendu, le 25 août dernier à la faculté de droit, dans le cadre du Festival estival.]

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* devait recevoir, mercredi après-midi 13 octobre, M. François-Xavier Ortoli, président de la commission des Communautés européennes, dont l'audience, prévue pour mardi (nos premières éditions du 13 octobre), a été différée d'un jour. Le chef de l'Etat devait également s'entretenir avec MM. Maurice Dousset, député (app. R.I.) d'Eure-et-Loir, Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, et Raymond Barre, premier ministre.

● *La reprise des cours à l'U.E.R. de droit de Nanterre.* — L'administrateur provisoire de l'U.E.R. de sciences juridiques de l'université de Nanterre fait savoir que le calendrier de la reprise des cours a été fixé de la façon suivante : pour la première année, le 18 octobre ; pour la seconde année, le 25 octobre ; pour les troisième et quatrième années, le 2 novembre. Les travaux dirigés reprendront dans le mois suivant chacune de ces trois dates. Il est recommandé *« aux étudiants qui auraient joué de malchance au cours de la première session d'examen »* de commencer à suivre les cours de l'année dans laquelle ils espèrent entrer.

A Rungis

LES DÉTAILLANTS EN FRUITS ET LÉGUMES VOTENT SUR LE PRINCIPE D'UNE GRÈVE

Les détaillants en fruits et légumes de la région parisienne devaient tenir, mercredi 13 octobre, à Rungis, une assemblée pour voter à bulletin secret sur le principe d'une grève qui commencerait le lundi 18. Le dépouillement des votes devait avoir lieu à partir de 15 heures. Si la grève est repoussée, les organisations syndicales ont indiqué que d'autres types d'actions seront mis au point. Ces mouvements ont été provoqués par le blocage des marges commerciales décidé dans le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

LES PERSONNELS DES WAGONS-LITS EN GRÈVE LES 14 ET 15 OCTOBRE

Les trois sections syndicales, C.G.T., F.O. et C.F.D.T. de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme ont déposé un préavis de grève pour les jeudi 14 et vendredi 15 octobre. Les agents de la restauration ferroviaire protestent contre les mesures décidées par la direction, qui vient de modifier son système de roulement et d'horaire.

Cette modification, qui, en augmentant le nombre des voyages, a pour conséquence de bouleverser les horaires et de les rendre moins pratiques, est considérée par le personnel comme une atteinte à ses conditions de travail. La direction fait, de son côté, remarquer que ces mesures n'entraîneront aucun changement du nombre d'heures de travail : quarante heures par semaine.

La grève affectera les wagons-restaurants, wagons-bars et les grill-express.

MENACE DE LICENCIEMENTS A L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE LA DÉFENSE

L'intersyndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.F.T.C.) de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (EPAD) s'inquiète d'un projet de licenciement visant quatre-vingt-dix-sept agents. L'EPAD avait été créé en 1958 par décret avec pour mission d'aménager le quartier de la Défense (Hauts-de-Seine), divisé en deux zones : Défense-pont de Neuilly (zone A) et Défense-Nanterre (zone B).

La première zone, qui comptait principalement des tours de bureaux, est aujourd'hui terminée ; la seconde (six mille logements, 100 000 mètres carrés de bureaux, un parc et divers équipements) est en cours de réalisation. Mais l'EPAD traverse des difficultés financières : l'établissement vit en effet d'emprunts qui lui permettent d'acquérir et d'équiper des terrains puis de revendre un « droit de construire » (« le Monde » du 5 octobre) à des promoteurs.

Or la crise actuelle fait hésiter les investisseurs, et les dettes de l'établissement s'alourdissent. Les responsables de l'EPAD n'ont pas exclu l'éventualité de faire appel aux pouvoirs publics au cas où la situation ne s'améliorerait pas. Pour sa part, l'intersyndicale déclare qu'« il appartient aux pouvoirs publics de fournir à l'EPAD les moyens financiers d'achever son œuvre, car il serait préjudiciable de voir détruire ce potentiel technique et cet outil de travail ».

Le numéro du « Monde » daté 13 octobre 1976 a été tiré à 578 464 exemplaires.

LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE
COUTURE
Etamines imprimées
Lainages écossais
Draps réversibles
Velours imprimés
Jerseys Jacquard
Cotons d'hiver
Crêpes de soie
DÉCORATION
Velours contemporains
Toiles et chintz imprimés
Tissus Jacquard "Design"
Tweeds et carreaux
Lampas et tapisserie de style
(Tous nos articles sont en stock)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

ACHETEZ VOTRE CHAINE HI-FI
chez un crack en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la HI-FI - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

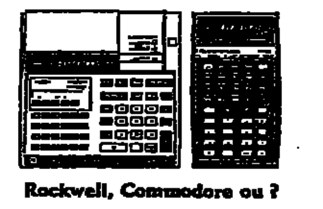
CHAINE HI-FI
MARANTZ 2220 BL
— AMPLI-TUNER STEREO
PO, GO, FM, 20 W. eff. par canal
— PLATINE TECHNICS SL 23
rég. électron. de vit., arrêt électron., entraînement par courroie
— ENCEINTES DITTON 44
3 voies, tweeter à dôme
La chaîne complète
5.198 F

CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12e
12, rue de Reuilly, Paris 12e
tél. 346.63.76
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Nocturnes : mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

Universal Publicité

(Publicité)

Texas-Inst. ou Hewlett-Packard?



Rockwell, Commodore ou ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous ira.

Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice 4 opérations, fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez.

Si vous êtes un scientifique évolué ne vous trompez pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont excitantes (log, expo, racines, Nièmes, e puissance x, syn-hyp, programmables). Mais il faut demander conseil aux spécialistes de Duriez.

Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en discount les meilleures machines imprimantes, silencieuses, sûres avec mise en page automatique sur mesure.

Duriez - 132, bd Saint-Germain, tél. 326-43-31, ouvert sauf lundi de 9 h. à 19 h.

APPRENEZ
la
dactylographie
LOGOS
centre privé de formation
4, Villa Ornano
75018 PARIS.
Tél. : 255.09.05.
TOURS - NANTES - ORLEANS

Ne cherchez plus
L'AVENTURE
MENSUEL D'INFORMATIONS INTERNATIONALES
ET DE VOYAGE
lisez-le
le numéro 7 est en vente
dans votre kiosque
TRANSES VAUDOU AU DAHOMEY
PAGE 64
SUR LES PENTES DE L'HIMALAYA
PAGE 24
LA ROCHELLE EN FICHE PRATIQUE
PAGE 80

هكذا في الأصل